

ÉDITION DES DÉBATS PARLEMENTAIRES

TABLE DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

DÉBATS ET DOCUMENTS DES ASSEMBLÉES

(Assemblée nationale et Conseil de la République.)

ANNÉE 1947

A

Abattoirs. — V. *Enquêtes parlementaires* (Assemblée nationale).

Abelilles. — V. *Agriculture*.

Académie française.

Assemblée nationale. — Adresse de félicitations à M. le président Herring, président de l'Assemblée, à l'occasion de sa réception à l'Académie française, p. 2591.

Accidents aériens. — V. *Interpellations* (Assemblée nationale), n° 111.

Accidents de chemins de fer. — V. *Interpellations* (Assemblée nationale), n° 132.

Accidents de travail. — V. *Allocations familiales* — *Assurances sociales (agriculture)* — *Conventions internationales*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Labrosse sur la proposition de loi de M. Jules-Julien tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 65 de la loi du 30 octobre 1916 sur la sécurité sociale (n° 161), p. 2250 (Document n° 1758). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Labrosse, p. 3505 (Document n° 2138). — Adoption d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 65 de la loi n° 16-2126 du 30 octobre 1916 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, p. 4101.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1618 (Document n° 530). — Rapporteur M. Hyverdand et discussion, p. 1639; adoption, p. 1690 (rectificatif, p. 1820).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4326 (Document n° 2292). — Dépôt du rapport par M. Labrosse, p. 4555 (Document n° 2165). — Adoption, p. 4801 (rectificatif, p. 4870) (Loi n° 47-4771 du 10 septembre 1947, J. O. du 11 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail et de l'assurance invalidité en ce qui concerne les professions non agricoles, p. 5783 (Document n° 2865). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne, p. 2532 (Document n° 1839). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant au rajustement des rentes accidents du travail, p. 2532 (Document n° 1810). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail, p. 2532 (Document n° 1811). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant au rajustement des rentes accidents du travail, p. 5783 (Document n° 2862). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne, p. 5783 (Document n° 2963). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail, p. 5783 (Document n° 2861). — Dépôt d'un rapport par M. Meck sur: 1° le projet de loi portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail et de l'assurance invalidité en ce qui concerne les professions non agricoles; 2° sur les propositions de loi: a) de M. Meck tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation du taux de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes; b) de M. Sion tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne; c) de M. Sion tendant au rajustement des rentes accidents du travail; d) de M. Sion tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail; e) de M. Sion tendant au rajustement des rentes accidents du travail; f) de M. Sion tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce per-

sonne; g) de M. Sion tendant au relèvement du plafond des salaires non réductibles pour le calcul des rentes accidents du travail (voir les n° 2865-11-1839-1810-1811-2862-2863 et 2864), p. 6176 (Document n° 2965); adoption après modification du titre: « *Projet de loi portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail et de l'assurance invalidité en ce qui concerne les professions non agricoles* », p. 6167 (rectificatif, p. 6389).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2516 (Document n° 925). — Lecture du rapport par M. Pierre Pujol et discussion, p. 2518; adoption, p. 2580.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6388.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant le montant des rentes dont le capital représentatif est obligatoirement versé aux titulaires d'une pension de mutilés du travail agricole, p. 403 (Document n° 635). — Dépôt du rapport par M. Perdon, p. 4820 (Document n° 2531).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail dans les professions agricoles et forestières, p. 6209 (Document n° 2991).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative au cumul des rentes accidents du travail avec les traitements et les salaires, p. 467 (Document n° 720). — Dépôt du rapport par M. Pierre Andrieu, p. 4891 (Document n° 2609).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rosilde tendant à compléter la loi du 25 octobre 1919 modifiée par l'ordonnance du 2 août 1945, relative aux maladies d'origine professionnelle, p. 2070 (Document n° 1660). — Dépôt du rapport par M. Pierre Besset, p. 6892 (Document n° 2926).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à étendre aux agents des services publics viciniaux d'accidents du travail le bénéfice des cartes

NOTA. — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date des numéros du Journal officiel où sont publiés les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inséré à la fin de l'annexe de la présente table.

de priorité accordés aux invalides du travail, p. 4933 (Document n° 2611).

Accords commerciaux. — V. *Conventions internationales.*

Acquisitions d'immeubles et de terrains. — V. *Domaine de l'Etat, des départements et des communes.*

Acquisitions prioritaires. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 24.*

Actes de l'état civil. — V. *Code civil.*

Actes de sabotage. — V. *Assurances de toute nature.*

Actions. — V. *Valeurs mobilières.*

Activités physiques et sportives. — V. *Education physique et sports.*

Activités professionnelles. — V. *Impôts (revenus).*

Adjudications et marchés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Badiou sur les propositions de loi: 1° de M. Badiou relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales; 2° de M. Jean Cristofol tendant à autoriser la résiliation ou la révision des contrats de concessions passés par les collectivités locales (n° 117, 223), p. 401 (Document n° 416). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Pierre Truffaut, p. 409 (Document n° 630). — Discussion générale, p. 573, 577; discussion des articles, p. 593; adoption de l'ensemble de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi relative à la révision et à la résiliation exceptionnelle de certains contrats passés par les collectivités locales*, p. 603 (rectificatif, p. 815).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 464 (Document n° 103). — Dépôt du rapport par M. Voyant, p. 543 (Document n° 235) (rectificatif, p. 607). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Monnet, p. 571 (Document n° 213). — Discussion, p. 614, 626; suite de la discussion, p. 610; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 616 (rectificatif, p. 663, 1059).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1761 (Document n° 1119). — Dépôt du rapport par M. Badiou, p. 3091 (Document n° 2038). — Discussion, p. 3156; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 3166 (Loi n° 47-1113 du 30 juillet 1947, J.O. du 31 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Kuehn sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour modifier le paragraphe 2 de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés des communes, des syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance (n° 111), p. 978 (Document n° 936). — Adoption, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier le deuxième alinéa du paragraphe 1° de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés des communes, des syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance*, p. 2733.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 953 (Document n° 466). — Dépôt du rapport par M. Meyer, p. 1893 (Document n° 722). — Adoption, p. 2077.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4869 (Loi n° 47-1526 du 15 septembre 1947, J.O. du 17 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Haslié relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales, p. 493 (Document n° 638).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Courant sur la résiliation des contrats privés conclus avant le 9 mai 1940, p. 467 (Document n° 710).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Wagner tendant à supprimer l'approbation préfectorale des procès-verbaux des adjudications faites pour le compte des communes, des syndicats de communes ou des établissements communaux et des marchés passés par écrit par ces mêmes collectivités, p. 1203 (Document n° 1092).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Prot tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures en vue de passer les commandes nécessaires au fonctionnement normal de la Société nationale de constructions aéronautiques du Nord, à Méault (Somme), p. 5993 (Document n° 2955).

Administration communale. — V. *Adjudications et marchés.* — *Elections municipales*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative au frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, p. 6 (Document n° 214). — Dépôt d'un rapport de M. Badiou sur: 1° le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints; 2° la proposition de loi de M. Boisdon relative au brème des indemnités de fonctions allouées aux maires et aux adjoints par l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, (n° 214 et 70, p. 318 (Document n° 553)). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Pierre Truffaut, p. 409 (Document n° 631). — Discussion, p. 415; adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative au frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et des adjoints*, p. 456 (rectificatif, p. 511).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 403 (Document n° 76). — Dépôt du rapport par M. Trémintin, p. 223 (Document n° 120). — Discussion, p. 260, 266; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 215 (rectificatif, p. 293).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1028 (Document n° 1022). — Discussion, p. 1231; adoption, p. 1232 (Loi n° 47-65 du 9 avril 1947, J. O. du 10 avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Wagner sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à suspendre l'application de l'article 11 de l'ordonnance n° 45-2601 du 2 novembre 1945 relative aux circonscriptions administratives jusqu'aux prochaines élections municipales (n° 113), p. 810 (Document n° 925). — Adoption, p. 1237.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 561 (Document n° 239). — Dépôt du rapport par M. Richard, p. 718 (Document n° 304). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 911.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2833 (Loi n° 47-1305 du 16 juillet 1947, J. O. du 17 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prévoyant l'organisation d'une consultation des populations des vallées supérieures de la Tinde, de la Vésudie et de la Roza, rattachées à la France par le traité de paix avec l'Italie signé à Paris, le 10 février 1947, p. 3723 (Document n° 2180). — Rapporteur M. Scherer; discussion et adoption, p. 4818 (rectificatif, p. 4871).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2016 (Document n° 766). — Rapporteur M. Salomon Grumbach, discussion, p. 2055; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2055.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4850 (Loi n° 47-1829 du 15 septembre 1947, J.O. du 17 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à modifier la loi municipale du 5 avril 1884, p. 3948 (Document n° 2246). — Rapporteur M. Dreyfus Schmit; discussion et adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale*, p. 4100 (rectificatif, p. 4215);

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1643 (Document n° 578). — Rapporteur M. Valentin-Pierre Vignard et discussion, p. 1668, renvoi à la commission, p. 1638. — Suite de la discussion, p. 1702 et adoption, p. 1703 (rectificatif, p. 1732).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4327 (Document n° 2100). — Dépôt du rapport par M. Dreyfus-Schmidt, p. 4752 (Document n° 2513). Adoption, p. 4713 (rectificatif, p. 4820) (Loi n° 47-1741 du 6 septembre 1947, J.O. du 7 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'organisation des territoires rattachés à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie, p. 4601 (Document n° 2528). — Rapporteur M. Fontup-Esperaber; adoption, p. 4317.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2016 (Document n° 761). — Rapporteur M. Meyer et discussion, p. 2056; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2057.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4851 (Loi n° 47-1814 du 15 septembre 1947, J.O. du 16 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes, p. 6 (Document n° 277).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative à l'administration municipale, p. 267 (Document n° 492).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à diviser le territoire de la commune de Marseille en seize cantons et à la création d'un canton comprenant les communes de Piane-Cuques et d'Allauch, p. 267 (Document n° 495). — Dépôt du rapport par M. Cristofol, p. 1761 (Document n° 1113).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Wagner tendant à établir un code municipal, p. 2076 (Document n° 1676).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet relative à l'organisation municipale, p. 2200 (Document n° 1731).

Administration départementale et régionale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant l'article 49 de la loi de finances du 30 juillet 1943 relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, p. 6 (Document n° 275). — Dépôt du rapport par M. Ballanger, p. 101 (Document n° 415). — Discussion, p. 226, 211. — Adoption, p. 214.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 51 (Document n° 26). — Dépôt du rapport par M. Hollaert, p. 81 (Document n° 57). — Discussion, p. 103. — Avis de la commission des finances, par M. Avnin, p. 111 (Document n° 80); suite de la discussion, p. 111; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 118.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 511 (Document n° 770). — Dépôt du rapport de M. Ballanger, p. 876 (Document n° 911). — Discussion, p. 971; adoption avec modification, p. 971 (Loi n° 47-588 du 4 avril 1947, J. O. du 5 avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation départementale, p. 1723 (Document n° 1394).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Depreux tendant à prévoir le renouvellement intégral des conseils généraux dans le plus bref délai et, de toute manière, avant le renouvellement du Conseil de la République actuellement en fonction, p. 2140 (Document n° 811).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5195 (Document n° 2702).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet relative à l'organisation départementale, p. 2710 (Document n° 1893).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy tendant à réorga-

liser l'administration départementale dans le cadre de la réforme administrative, p. 4126 (Document n° 2311).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux régions administratives, p. 5137 (Document n° 2700).

Administration pénitentiaire. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 86.

Administrations publiques. — V. Gouvernement, ministère. — Loyers (locaux administratifs).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Lecourt tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative, p. 1312 (Document n° 1156). — Dépôt du rapport par M. Yves Fagon, p. 2127 (Document n° 1690). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Demusols, p. 2127 (Document n° 1706). — Discussion, p. 3156, 3176; adoption, au scrutin, p. 3187.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à créer un office de nationalisation du matériel et des bâtiments utilisés par les administrations publiques et les entreprises nationales, rattaché à la présidence du conseil, p. 318 (Document n° 512). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à généraliser la création des bureaux d'organisation et de méthodes dans les ministères et à la direction de la fonction publique, p. 697 (Document n° 810). — Dépôt du rapport par M. René Kuehn, p. 2260 (Document n° 1752). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un office de nationalisation du matériel et des bâtiments utilisés par les administrations publiques et les entreprises nationales et à généraliser la création de bureaux d'organisation et de méthodes dans les ministères et à la direction de la fonction publique », p. 6110.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant mesures de déconcentrations administratives, p. 5911 (Document n° 2531).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Francis Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à réunir dans un organisme spécialisé les personnalités compétentes chargées d'élaborer et de mettre en place, en liaison avec la commission de la réforme administrative de l'Assemblée nationale, un plan d'ensemble d'organisation et d'équipement de l'administration, p. 4326 (Document n° 2309).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Bosson tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative, p. 519 (Document n° 215).

Assemblée nationale. — Demande de présentation de candidats à la commission de la réforme administrative, p. 3612. — Désignation de membres, p. 3636, 3723, 3875, 3913, 4215, 4132, 5202, 5590. — Nomination de membres, p. 3337, 3381, 3921, 4109, 4362, 4690, 5151, 5757.

Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — V. Elections.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2100 du 18 octobre 1915 relative aux indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine, p. 6 (Document n° 216). — Dépôt du rapport par M. Jaquet, p. 112 (Document n° 422). — Discussion et adoption, p. 225.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 51 (Document n° 21). — Dépôt du rapport par M. Bollaert, p. 81 (Document n° 53). — Discussion, p. 118; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 119.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 511 (Document n° 711). — Dépôt du rapport par M. Jaquet, p. 856 (Document n° 915). — Discussion, p. 971; adoption après modifications, p. 972 (Lot n° 47-589 du 4 avril 1917, J. O. du 5 avril 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'article 4 du dé-

cret-loi du 10 septembre 1936, p. 6239 (Document n° 2087).

Adoption. — V. Code civil.

Aéronautique. — V. Transports et voies de communication.

Aéronautique militaire. — V. Armée de terre (organisation).

Aéronautique. — V. Justice civile, commerciale ou administrative.

Aéroports. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 1.

Affaires étrangères (Ministère).

POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 2.770.000 francs pour le fonctionnement de la nouvelle ambassade de Karachi et de la délégation française au conseil de tutelle, p. 5589 (Document n° 2793). — Dépôt du rapport par M. Jacques Duclos, p. 5722 (Document n° 2351). — Adoption, p. 5971.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2512 (Document n° 916).

Affichage. — V. Discours.

Afrique équatoriale française. — V. France d'outre-mer.

Afrique française libre. — V. Légion d'honneur.

Afrique du Nord. — V. Amnistie. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 12.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour utiliser les caravanes médico-sociales en Afrique du Nord, p. 458 (Document n° 730).

Afrique occidentale française. — V. Armée coloniale. — France d'outre-mer.

Agents des chemins de fer. — V. Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

Agents et courtiers d'assurances.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de sécurité sociale (Document n° 230) (rectificatif au compte rendu de la séance du 27 décembre 1916), p. 10. — Dépôt d'un rapport de M. Vialle sur: I. le projet de loi tendant à accorder des indemnités aux agents d'assurances et courtiers, par suite du transfert de la gestion du risque accident du travail aux organismes de sécurité sociale; II. les propositions de loi: 1° de M. Pierre André tendant à indemniser les agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion des risques d'accident du travail aux organismes de sécurité sociale; 2° de M. René Plevin tendant à accorder des indemnités aux agents et courtiers d'assurances par suite du transfert de la gestion du risque d'accidents du travail aux organismes de sécurité sociale (n° 230-89-205), p. 1259 (Document n° 1141). — Discussion, p. 2002; adoption après modification du titre: « Projet de loi tendant à accorder des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la sécurité sociale », p. 2007 (rectificatifs, p. 2078, 2127).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 718 (Document n° 300). — Dépôt du rapport par M. Renaison, p. 731 (Document n° 325). — Discussion, p. 731; adoption, p. 737.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2152 (Lot n° 47-1211 du 3 juillet 1917, J. O. du 4 juillet 1917).

Agents des postes. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 63.

Agriculture. — V. Accidents du travail. — Algérie (agriculture). — Allocations familiales.

Armée (permissions). — Caisse nationale des calamités agricoles. — Canaux d'irrigation. — Chaussures. — Code du travail (conventions collectives). — Commerce et industrie. — Denrées alimentaires et produits rationnés. — Enseignement agricole. — Experts agricoles et fonciers. — France d'outre-mer. — Impôts (bénéfices agricoles, contributions directes, dégrèvements). — Offices agricoles départementaux. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 16, 19, 55. — Sociétés coopératives agricoles. — Transports et voies de communications (automobiles).

BLÉ, FARINE ET PAIN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. de Baudry d'Asson sur la proposition de résolution de M. Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production et à la livraison du blé et du lait (n° 67), p. 376 (Document n° 622). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. Lecauchaux, p. 511 (Document n° 761). — Adoption, p. 671.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Casjéra tendant à encourager la culture du blé par l'établissement d'un prix différentiel en faveur des petits et moyens producteurs dont le prix de revient est supérieur au prix de revient national, p. 1493 (Document n° 1256). — Dépôt du rapport par M. Castéra, p. 1602 (Document n° 1662). — Discussion, p. 1719; renvoi pour avis au Conseil économique, p. 1722. — Avis du Conseil économique, p. 1857 (Document n° 1515). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Castéra, p. 1917 (Document n° 1561); suite de la discussion, p. 1919, 1952; adoption de l'ensemble de la proposition de loi après modification du titre: Proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle, par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1917 et de 1918, p. 1965.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 718 (Document n° 296). — Dépôt du rapport par M. de Felice, p. 719 (Document n° 311). — Discussion, p. 733, 756; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 765.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2291 (Document n° 1728). — Dépôt du rapport par M. Castéra, p. 2321 (Document n° 1793). — Discussion, p. 2315; adoption, p. 2320. (Lot n° 47-1326 du 18 juillet 1917, J. O. du 19 juillet 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roulon tendant à fixer à 1.913 francs le prix du quintal de blé, compte non tenu de la prime à l'hectare, p. 3218 (Document n° 2073). — Retrait, p. 3116.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bocquet tendant à inviter le Gouvernement à organiser la répartition des sons et issues de meunerie, p. 978 (Document n° 981). — Dépôt du rapport par M. Caron, p. 1869 (Document n° 1516). — Adoption, p. 2280.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre André tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les contingents de farine attribués aux biscuiteries, p. 1312 (Document n° 1159). — Dépôt du rapport par M. Schaeffer, p. 2615 (Document n° 1687). — Adoption, p. 3175.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fredet tendant à inviter le Gouvernement à constituer un stock de sécurité de semences de blés de printemps, p. 1525 (Document n° 1261). — Dépôt du rapport par M. Roulon, p. 3619 (Document n° 2321). — Adoption, p. 6312.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Gerber invitant le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour limiter le préjudice causé par le gel des blés d'hiver et procurer aux agriculteurs semences et plantes destinées au remplacement des blés gelés, p. 76 (Document n° 37). — Dépôt du rapport par M. Toznard, p. 101 (Document n° 72). — Discussion, p. 211; adoption de la proposition de résolution, p. 216.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Longchambon tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence l'ensemble des mesures nécessaires pour remédier au déséquilibre et au déficit de la production en céréales prévisibles pour la campagne 1947-1948, p. 252 (Document n° 153). — Dépôt du rapport par M. Liénard, p. 691 (Document n° 289). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Hadu, p. 734 (Document n° 318). — Discussion, p. 911; adoption après modification du titre: *Résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier et à prendre dès maintenant les mesures nécessaires pour remédier au déséquilibre et au déficit de la production en céréales et en lait qui se sont manifestées depuis plusieurs années et qui risquent de s'aggraver dangereusement pendant l'année 1947-1948*, p. 919 (rectificatif, p. 953).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dulin tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre, à la suite des révélations faites par les autorités responsables sur la situation dramatique des céréales, en vue d'assurer aux Français le pain quotidien d'ici la soudure 1947, p. 512 (Document n° 210). — Rendu de la discussion, p. 519. — Lecture du rapport par M. Dulin, p. 575; discussion, p. 579, 587, 593; adoption de l'ensemble de la proposition de résolution après modification du titre: *Résolution invitant le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'assurer le succès de la campagne pour la collecte du blé et de soumettre au Parlement le plan d'une politique aussi souple que possible en vue d'assurer aux Français un ravitaillement suffisant*, p. 606.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Simard invitant le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour engager les cultivateurs à semer du seigle pour faciliter la soudure en 1948, p. 781 (Document n° 336). — Dépôt du rapport par M. Simard, p. 807 (Document n° 349). — Adoption, p. 937 (rectificatif, p. 1030).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cardin tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour obtenir la livraison par les agriculteurs de l'orge emblavé en remplacement des blés gelés, p. 1093 (Document n° 463). — Dépôt du rapport par M. Tognard, p. 1619 (Document n° 569). — Adoption, p. 1651 (rectificatif, p. 1902);

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au réensemencement en blé des emblavures gelées au cours de l'hiver 1946-1947, p. 2950 (Document n° 1963).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thiriet tendant à modifier l'article 10 de la loi validée le 11 du 8 juin 1944 instituant un fonds de garantie des risques de guerre sur stocks de céréales et de farines, p. 3150 (Document n° 2951). — Dépôt du rapport par M. Thiriet, p. 5783 (Document n° 2867).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à favoriser l'extension des emblavures de blé au cours de l'automne 1947 et du printemps 1948, p. 1763 (Document n° 1411).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Patrice Bougrain tendant à modifier la réglementation du marché des céréales secondaires, p. 2795 (Document n° 1922).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. J.-P. David visant à l'octroi aux cultivateurs victimes des gelées, des semences de blé et de seigle nécessaires aux emblavements d'automne, p. 4785 (Document n° 2314).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. J.-P. David tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1326 du 18 juillet 1947 encourageant la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947-1948, p. 4785 (Document n° 2515).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edmond Castéra tendant à fixer pour la campagne 1947-1948 la prime

d'encouragement à l'hectare pour le blé et le seigle à un taux égal à la valeur de deux quintaux de blé, p. 4930 (Document n° 2595).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dulin tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1326 du 18 juillet 1947 par la fixation à deux quintaux à l'hectare emblavé de la prime d'encouragement et par l'octroi d'une prime supplémentaire de un quintal par hectare ensemené en sus des emblavements de l'an dernier, p. 2059 (Document n° 779).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4831 (Document n° 2551).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dulin visant à l'octroi aux cultivateurs victimes des gelées de semences de blé et de seigle nécessaires aux emblavements d'automne, p. 2059 (Document n° 780).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4831 (Document n° 2551).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baudry d'Asson tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et à donner à l'Office interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la fixation du prix du blé, p. 142 (Document n° 432).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à exclure, à titre exceptionnel, le blé de la deuxième balisse de 5 p. 100, p. 209 (Document n° 483).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurens tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le prix du blé une « prime de compensation » pour les départements de faible production, en vue de fixer un plus juste prix en fonction du prix de revient, p. 1467 (Document n° 1236).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charpentier tendant à inviter le Gouvernement à hâter la fixation du prix du blé, p. 1661 (Document n° 1333).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Paumier tendant à inviter le Gouvernement à payer d'urgence la prime de 75 F par quintal de blé, en application de la décision gouvernementale qui porta le prix du blé à 1.078 F les 100 kilogrammes pour toute la campagne, p. 2795 (Document n° 1919).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à fixer sans délai le prix du blé et le prix des battages, p. 2835 (Document n° 4939).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Mayer tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour étendre à l'Algérie la prime d'encouragement à l'hectare pour la culture du blé, p. 3447 (Document n° 2094).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Airoldi tendant à inviter le Gouvernement à fixer dans toute la France un prix uniforme du pain sur la base du prix appliqué à Paris, p. 4457 (Document n° 2360).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mauroux tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles pour la collecte des céréales et le contrôle de leur emploi, p. 4385 (Document n° 2123).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour assurer le maximum d'ensemencement en blé et céréales panifiables à l'automne et au printemps prochain, p. 4612 (Document n° 2480).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Paumier tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la collecte du blé par l'échange du blé contre du maïs ou autres céréales secondaires, p. 4637 (Document n° 2487).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à

inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour sauvegarder les récoltes contre les incendies, p. 4740 (Document n° 2303).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à uniformiser le prix du pain et à le fixer à un taux unique pour toute la France, p. 4740 (Document n° 2309).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Denise Bastide tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour assurer la gratuité du pain, pendant deux semaines, à tout gréviste et à sa famille, p. 5720 (Document n° 2812).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bossanne tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour assurer à tous les Français une qualité de pain uniforme, p. 806 (Document n° 311). — Dépôt du rapport par M. Tognard, p. 973 (Document n° 412).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dulin tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre en vue d'assurer le pain quotidien aux Français d'ici la soudure 1947, p. 64 (Document n° 85).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Morel tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux producteurs de blé, p. 76 (Document n° 40).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coué du Foresto tendant à inviter le Gouvernement à fixer dès maintenant les modalités de détermination du prix du blé pour la campagne 1946-1947, p. 408 (Document n° 77).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tognard tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour collecter et mettre à la disposition des agriculteurs sinistrés les blés indispensables aux semailles d'automne, p. 1787 (Document n° 657).

CALAMITÉS AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux maraichers se livrant à la culture des primeurs et dont les récoltes ont été gravement compromises par les récentes gelées, p. 409 (Document n° 656).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Peyrat tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans les départements de l'Indre et du Loiret-Cher, p. 1869 (Document n° 1527).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Boulard tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans les départements de l'Indre-et-Loire et de la Vienne, p. 1912 (Document n° 1586).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maureillet tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour venir en aide aux habitants de vingt-quatre communes du département de la Charente ravagées par un orage de grêle d'une violence extraordinaire, lundi 27 mai 1947, p. 1942 (Document n° 1595).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pronteau tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans le département de la Charente, p. 1990 (Document n° 1616).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraud tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures tendant à venir en aide aux vingt-quatre communes du département de la Charente, ravagées par la grêle, p. 2077 (Document n° 1639).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gioveni tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide

aux agriculteurs corses victimes du cyclone du 29 mai 1917, p. 2077 (Document n° 1631).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Péron tendant à accorder aux agriculteurs sinistrés du canton de Saint-Aulaye (Dordogne) un secours immédiat de 50 millions de francs, p. 2126 (Document n° 1703).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans la commune de Lury-Lévy, p. 2100 (Document n° 1803).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bruyneel tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de Loir-et-Cher dont les récoltes ont subi de très graves dommages par suite de chutes de grêle, p. 2163 (Document n° 1816).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Félix Garcia tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs victimes de la grêle dans le département des Landes, p. 2614 (Document n° 1889).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Solinhac tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les cultivateurs, victimes de la grêle dans le département de l'Aveyron, p. 3039 (Document n° 2010).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans les départements de l'Isère, du Rhône et de la Drôme, p. 3723 (Document n° 2161).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Discarlet tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans le département de la Haute-Loire, p. 3723 (Document n° 2166).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à ouvrir au budget du ministère de l'Agriculture un crédit d'un milliard de francs destinés aux agriculteurs pour pertes de récoltes dues à la grêle, p. 3723 (Document n° 2168).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les cultivateurs victimes de la grêle dans tous les départements français, p. 3906 (Document n° 2195).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Moquet tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les cultivateurs et agriculteurs, ainsi que tous les habitants de la ville d'Auxerre et des communes victimes de l'ouragan qui s'est abattu sur la région de la vallée de l'Yonne le 4 août 1917, p. 4090 (Document n° 2292).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs des Alpes-Maritimes victimes de la grêle du 28 juin, p. 4090 (Document n° 2297).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marius Carlier tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les ouvriers et les agriculteurs victimes de la grêle dans les cantons de Moutier-en-Der et Noulevant (Haute-Marne), p. 4126 (Document n° 2326).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rincant tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les cultivateurs et agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Aube, p. 4127 (Document n° 2315).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les habitants de certaines communes de l'Yonne dont les récoltes et les biens ont subi de très graves dommages par suite de violentes tornades les 30 juillet et 4 août 1917, p. 4127 (Document n° 2318).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrot tendant à

inviter le Gouvernement à indemniser les cultivateurs victimes de la grêle dans les départements de la Haute-Loire et de la Loire, p. 4326 (Document n° 2114).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Temple tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle et d'orages dans le département de l'Aveyron, p. 4326 (Document n° 2120).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage et de la grêle qui ont ravagé la région de Dun-sur-Auron (Cher), le 28 juin 1917, p. 4355 (Document n° 2162).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice-Petscho tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de calamités agricoles, p. 4357 (Document n° 2183).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thamiel tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs du Lot, victimes de la grêle depuis juillet 1917, p. 4740 (Document n° 2501).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Garet tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés de la région de Montdidier, victimes de l'ouragan du 28 juin 1917, p. 4851 (Document n° 2518).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs du département de la Moselle victimes de la grêle au cours du mois de juillet 1917, p. 5539 (Document n° 2810).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Boisron tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de Loir-et-Cher dont les récoltes ont subi de très graves dommages par suite de chutes de grêle, p. 807 (Document n° 318). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rolinat tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs de l'Indre victimes de la grêle, p. 916 (Document n° 399). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bossanne tendant à inviter le Gouvernement à distribuer d'urgence des secours et à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui a ravagé, le 19 juillet 1917, la commune de Saint-Bonatsur-l'Herbasse, Clérieux, Saint-Bardoux, Chano-Curson (Drôme) et les communes environnantes, p. 1081 (Document n° 458) (rectificatif), p. 1206). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à accorder une allocation de secours aux sinistrés de la rue Montcalm, p. 1362 (Document n° 506). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Jarrig tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle et d'orages dans le département du Gard, p. 1810 (Document n° 703).

— Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Chambrard et Peschaud tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les habitants de certaines communes de la Haute-Loire et du Cantal dont les récoltes et les biens ont subi des dommages importants du fait de l'orage de grêle du 5 août 1917, p. 1810 (Document n° 706). — Dépôt du rapport par M. Voyant, p. 2271 (Document n° 816).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schiever tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les habitants de certaines communes de l'Yonne dont les récoltes et les biens ont subi de très graves dommages par suite de violentes tornades, les 30 juillet et 4 août 1917, p. 1703 (Document n° 609).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malon tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder et à développer notre agriculture pomologique par la création de centres coopératifs spécialisés dans la technique moderne de la pomologie, p. 780 (Document n° 874).

CENTRES COOPÉRATIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malon tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder et à développer notre agriculture pomologique par la création de centres coopératifs spécialisés dans la technique moderne de la pomologie, p. 780 (Document n° 874).

CRÉDIT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Philippe Monin tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser l'élevage des chevaux, p. 889 (Document n° 916).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à solutionner la question des réquisitions militaires de 1931 en Alsace et des ventes aux enchères du cheptel lors de l'évacuation de la population rurale située sur bords du Rhin, p. 2293 (Document n° 1793) (rectificatif), p. 2760).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Bruyneel tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs dont les chevaux de labour sont morts par suite des chaleurs exceptionnelles de cet été, p. 2921 (Document n° 2235).

CONCOURS GÉNÉRAL AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Philippe Monin tendant à inviter le Gouvernement à organiser dans le courant de l'année 1917 une manifestation ayant pour but de présenter nos produits agricoles susceptibles d'être exportés, p. 35 (Document n° 308). — Dépôt du rapport par M. de Semailsons, p. 978 (Document n° 995).

CRÉDIT AGRICOLE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dulla tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'une durée égale le délai de dix-huit mois prévu par l'article 13 de l'ordonnance n° 45-2168 du 20 octobre 1915 permettant aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés de bénéficier de prêts du crédit agricole, p. 737 (Document n° 326). — Dépôt du rapport par M. Dulla, p. 926 (Document n° 333). — Discussion, p. 2261; adoption, p. 2282 (rectificatif), p. 2369).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à certaines catégories d'Alsaciens et de Lorrains le bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1915 relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, p. 4319 (Document n° 2510). — Dépôt du rapport par M. André Bas, p. 5195 (Document n° 2710).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bas tendant à faire bénéficier les Alsaciens-Lorrains insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1915, relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers et anciens déportés, p. 33 (Document n° 318). — Dépôt du rapport par M. André Bas, p. 978 (Document n° 978).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple tendant à faire bénéficier les militaires des armées de terre, de mer et de l'air qui ont participé aux campagnes d'Afrique (Abyssinie, Libye, Tripolitaine, Fezzan et Tunisie), d'Italie, de France, d'Allemagne et d'Autriche des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1915 relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers et anciens déportés, p. 639 (Document n° 991). — Dépôt du rapport par M. Lalle, p. 3504 (Document n° 2167).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bas tendant à faire bénéficier les Alsaciens et Mosellans, expulsés ou déportés, insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande, retenus dans des camps ou faits prisonniers, des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1915 relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers et anciens déportés, p. 977 (Document n° 978).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice-Petscho tendant à habiliter la caisse nationale de crédit agricole à consentir des prêts à long terme aux

Institutions de mutualité agricole pour l'acquisition, l'aménagement ou la construction des immeubles nécessaires à l'installation et au fonctionnement de leurs services, p. 2331 (Document n° 1929).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à modifier et compléter la loi n° 46-1181 du 24 mai 1916, relative à l'attribution de prêts d'installation du crédit agricole mutuel aux jeunes agriculteurs, p. 3503 (Document n° 2131).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Pleven tendant à modifier le décret-loi du 29 avril 1940, modifié par la loi du 7 mai 1946, portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricoles, p. 5045 (Document n° 2650).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Scrot tendant à modifier certains articles de l'ordonnance du 27 octobre 1934 relative à l'attribution de prêts par le crédit agricole mutuel pour la reprise de l'activité agricole, p. 2339 (Document n° 879).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5722 (Document n° 2857).

CULTURE POPULAIRE RURALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Clemenceau tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement de la culture populaire rurale, p. 57 (Document n° 378).

ENGRAIS ET AMENDREMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lareppe tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour fournir des engrais en quantités suffisantes aux propriétaires des terres de l'Est dépossédés par application du système de culture allemand dénommé W.O.L., p. 313 (Document n° 603). — Dépôt du rapport par M. Zunino, p. 1725 (Document n° 1395). — Adoption, p. 2000.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dulin et tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures propres à assurer la mise en place des engrais de printemps et en particulier les azotés, p. 52 (Document n° 16). — Dépôt du rapport par M. Dadu, p. 52 (Document n° 27). — Discussion, p. 56, 72; suite de la discussion, p. 65; adoption, p. 94.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Chochoy tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour augmenter le contingent d'engrais mis à la disposition des jardins ouvriers, p. 61 (Document n° 45) (rectificatif, p. 191). — Dépôt du rapport par M. Bernard Chochoy, p. 238 (Document n° 123). — Discussion, p. 301; adoption, p. 302.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boyer tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder dans le plus bref délai à des distributions de scories aux producteurs laitiers, p. 108 (Document n° 79). — Dépôt du rapport par M. René Simard, p. 231 (Document n° 116). — Discussion et adoption, p. 292.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour activer la répartition des engrais à l'agriculture, p. 510 (Document n° 757).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valay tendant à la création d'un groupement national interprofessionnel des engrais et amendements, p. 4230 (Document n° 1115).

ÉQUIPEMENT RURAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Sesmaisons tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires à l'amélioration et à la modernisation

de l'équipement des campagnes : eau, électricité, moyens de communication (chemins ruraux), améliorations foncières, p. 242 (Document n° 416).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à organiser les attributions de monnaie-matière pour le machinisme agricole et l'équipement rural, p. 313 (Document n° 571).

EXPLOITATIONS AGRICOLES MISE EN VALEUR DES TERRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 9 mars 1911, validée et modifiée par l'ordonnance du 7 juillet 1915 sur la réorganisation foncière et le remembrement, p. 1097 (Document n° 1051) (rectificatif, p. 2078). — Dépôt du rapport par M. Bas, p. 5180 (Document n° 2771). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bas, p. 5619 (Document n° 2814).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier tendant à restituer aux anciens agriculteurs expropriés les terrains d'aviation militaire désaffectés, p. 839 (Document n° 919). — Dépôt du rapport par M. de Sesmaisons, p. 1697 (Document n° 1377). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. de Sesmaisons, p. 3501 (Document n° 2109).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Signor sur la proposition de loi de M. Bernard Paumier relative à la remise en valeur de terres incultes et tendant à favoriser l'accroissement de la production agricole (n° 182), p. 468 (Document n° 701).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à maintenir en vigueur jusqu'au 30 juin 1948 les dispositions de l'article 19 de l'ordonnance n° 45-2063 du 8 septembre 1915 concernant l'aide de l'Etat aux agriculteurs sinistrés, p. 6176 (Document n° 2971).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lenormand tendant à supprimer le cumul des fermages, à remettre en exploitation les terres incultes et à favoriser l'exploitation familiale, p. 839 (Document n° 926).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Brussel relative à la participation financière de l'Etat aux travaux d'amélioration de l'habitat rural, de remise en état et de création d'exploitations agricoles, p. 1280 (Document n° 1136).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Paumier tendant à abroger l'acte dit loi du 27 juin 1911 instituant le commissariat à la Sologne, p. 2335 (Document n° 1932).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Rigal tendant à désigner démocratiquement dans chaque département, Loir-et-Cher, Cher, Loiret, des délégués qui seraient chargés : 1° de contrôler la liquidation du commissariat à la Sologne et de la commission administrative à la Sologne; 2° de donner leur avis sur la répartition des crédits affectés plus spécialement à la Sologne, p. 3000 (Document n° 2022).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Halbout tendant à permettre l'établissement des jeunes foyers d'agriculture en empêchant le cumul des exploitations, p. 5015 (Document n° 2610).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fontplu-Espéranter tendant à inviter le Gouvernement à introduire d'urgence dans les trois départements d'Alsace et de Lorraine la loi du 9 mars 1911 sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement, p. 1312 (Document n° 4191).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des indemnités de reconstitution aux cultivateurs dont les terrains ont été réquisitionnés pendant les hostilités par les

troupes d'occupation, p. 1467 (Document n° 1231).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'octroi d'une aide financière en faveur des exploitants ayant remis en culture des terres minées ou bouleversées, ainsi qu'un régime d'allocations exceptionnelles d'engrais chimiques pour la reconstitution de leur potentiel cultural, p. 2259 (Document n° 1753).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Paumier tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 16 janvier 1917 créant la commission administrative de la Sologne, et à désigner une commission d'enquête pour vérifier la gestion et les comptes du commissariat à la Sologne, p. 2532 (Document n° 1614).

FERMES DÉPARTEMENTALES ET RÉGIONALES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Simard tendant à organiser l'agriculture par la création de fermes témoins départementales en vue de rechercher les divers prix de revient des principaux produits agricoles pendant la période de pénurie, p. 224 (Document n° 117) (rectificatif, p. 251).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 856 (Document n° 932). — Dépôt du rapport par M. Valay, p. 2613 (Document n° 1883).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deshors tendant à l'amélioration de la qualité des produits du sol et au rendement à l'hectare par la création de fermes régionales types, p. 1208 (Document n° 1093).

HABITATIONS RURALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à modifier le taux de la participation financière de l'Etat aux travaux collectifs ou privés ayant pour objet l'amélioration de l'habitat rural, p. 550 (Document n° 705).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Baudry d'Asson tendant à modifier les conditions d'application de la loi du 21 novembre 1940 sur l'amélioration de l'habitat rural, p. 1012 (Document n° 1009).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baurens relative aux loyers ruraux, p. 1724 (Document n° 1412).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à augmenter la participation financière de l'Etat relative à la restauration de l'habitat rural et à compléter la loi du 21 novembre 1940, p. 5993 (Document n° 2953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brussel tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'application de la loi du 21 novembre 1940 sur l'amélioration de l'habitat rural, p. 697 (Document n° 813).

JARDINS OUVRIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux modifiant l'article 11 de la loi du 7 mai 1916 sur les jardins ouvriers, p. 3911 (Document n° 2229).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Vée concernant les jardins ouvriers, p. 4929 (Document n° 2574).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouchel tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production laitière en vue de satisfaire les besoins essentiels du pays, p. 1312 (Document n° 1161). — Dépôt du rapport par M. Maurice Lucas, p. 4948 (Document n° 4545). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. Halbout, p. 4091 (Document n° 2301). — Adoption, p. 4720.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucas tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une poli-

tique d'encouragement à la production laitière en vue de satisfaire aux besoins essentiels du ravitaillement du pays, p. 436 (Document n° 672). — Retrait de la proposition de résolution, p. 1752.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Liénard tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour augmenter la production, améliorer la qualité et assurer une meilleure distribution du lait, p. 926 (Document n° 834). — Dépôt du rapport par M. Charles Brune, p. 1648 (Document n° 561). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Liénard, p. 1649 (Document n° 562). — Adoption, p. 1810.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Liénard tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les méthodes de répartition actuellement usitées en matière de produits laitiers, p. 956 (Document 402). — Dépôt du rapport par M. Dadu, p. 1302 (Document n° 509). — Adoption, p. 1770.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne relative à la conservation du lait, p. 3806 (Document n° 2193).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Bocquet tendant à modifier la loi du 13 avril 1916, relative à l'organisation du ravitaillement en lait et en produits laitiers, p. 4612 (Document n° 2482).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à faire bénéficier les écoliers d'une alimentation complémentaire, sous forme de distributions gratuites de lait, p. 1905 (Document n° 737).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4819 (Document n° 2524).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Philippe Monin tendant à inviter le Gouvernement à exclure, à titre exceptionnel, le lait et les produits laitiers de la deuxième balasse de 5 p. 100, p. 318 (Document n° 526).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boccagny tendant à inviter le Gouvernement à encourager la production laitière en supprimant notamment la taxe de solidarité appliquée aux vaches laitières, p. 1753 (Document n° 1451).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à encourager la fabrication du gruyère de qualité, p. 4126 (Document n° 2331).

MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à constater la nullité de l'acte provisoirement applicable dit « loi du 31 décembre 1911 » portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles, p. 875 (Document n° 612). — Dépôt du rapport par M. Gérard Yéo, p. 4869 (Document n° 1519). — Adoption, p. 2136.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 820 (Document n° 372). — Dépôt du rapport par M. Dulin, p. 973 (Document n° 429). — Adoption, p. 1178.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3631 (rectificatif, p. 3731). — Loi n° 47-1466 du 9 août 1947. (J. O. du 10 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour remédier à la crise de la main-d'œuvre agricole, p. 3012 (Document n° 2009).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Liénard tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'immigration d'une main-d'œuvre agricole qualifiée, p. 806 (Document n° 345).

MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à décréter gratuite et obligatoire la vaccination des ani-

maux (ovins et caprins) dans les départements du Sud-Est de la France dont les communes sont contaminées par la fièvre de Malte, p. 1697 (Document n° 1376).

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moussu tendant à modifier l'ordonnance du 12 octobre 1915 sur le statut juridique de la coopération agricole, p. 467 (Document n° 721). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 1697 (Document n° 1376). — Adoption, p. 4121.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1618 (Document n° 673). — Rapporteur M. de Felice et adoption, p. 1682.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1905 (Loi n° 47-1632 du 30 août 1947, J. O. du 31 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Terpent portant statut de la mutualité agricole, p. 509 (Document n° 740) (rectificatif, p. 811).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant la loi du 4 juillet 1900 relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, p. 2076 (Document n° 1616).

PROTECTION DES VÉGÉTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt des mesures propres à lutter efficacement contre les éphippigères et les barbitistes, communément appelés « boudragues » et dont le développement rapide menace de détruire les récoltes futures, particulièrement dans les départements du Sud-Est, p. 2077 (Document n° 1665). — Dépôt du rapport par M. Lucien Lambert, p. 3150 (Document n° 2058). — Adoption, p. 3838.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Loustau tendant à la destruction des lapins en Sologne, p. 312 (Document n° 586).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Greffier tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la modification des lois et règlements relatifs à la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier en vue d'indemniser les propriétaires, fermiers ou métayers, pour les dégâts occasionnés par le gros gibier et en particulier par les sangliers, p. 2259 (Document n° 1777).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fily-Dabo Sissoko tendant à inviter le Gouvernement à doter les services organisés pour la lutte anti-cricket de moyens préventifs efficaces prêts à entrer en action à tout moment, p. 3501 (Document n° 2098).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lamarque-Cando tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin de combattre efficacement les invasions de criquets dans la région Sud-Ouest et à attribuer des secours importants aux agriculteurs victimes des acridiens, p. 3975 (Document n° 2251).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ruffe tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit permettant d'intensifier la lutte contre l'invasion des criquets et d'indemniser les cultivateurs sinistrés du fait de cette invasion, p. 4090 (Document n° 2314).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre au plus tôt toutes mesures propres à lutter avec efficacité contre les invasions de criquets dans la région du Sud-Ouest et en particulier dans le département de la Haute-Garonne; 2° à attribuer des secours immédiats aux agriculteurs victimes des ravages occasionnés par les criquets, p. 4326 (Document n° 2406).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Chamberlon tendant à inviter le Gouvernement à venir

en aide aux agriculteurs victimes de l'invasion massive de vers blancs dans les cultures, p. 4704 (Document n° 2497).

RÉGIME DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Levindrey relative aux arrêtés portant fixation des salaires en agriculture, p. 34 (Document n° 823). — Dépôt d'un rapport de M. Signor sur les propositions de loi : 1° de M. Gros tendant à valider les arrêtés préfectoraux pris en application de la circulaire du 3 août 1916 et augmentant les salaires agricoles de 25 p. 100; 2° de M. Levindrey relative aux arrêtés portant fixation des salaires en agriculture (n° 194 et 228), p. 343 (Document n° 593). — Dépôt d'un projet de loi tendant à valider les arrêtés préfectoraux portant majoration de 25 p. 100 des salaires agricoles, p. 375 (Document n° 611). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Signor, p. 4028 (Document n° 1021). — Discussion et adoption après modification du titre: « *Projet de loi tendant à valider les arrêtés préfectoraux portant majoration de 25 p. 100 des salaires agricoles* », p. 4103.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1617 (Document n° 572). Rapporteur M. Rondel et adoption, p. 1682.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4305 (Loi n° 47-1561 du 21 août 1947, J. O. du 23 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Montagnier sur la proposition de loi de M. Antonin Gros tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles (n° 45, p. 240 (Document n° 481). — Discussion sur le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi, p. 559. — Retrait, p. 560. — Avis du Conseil économique, p. 1869 (Document n° 4516). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Montagnier, p. 2127 (Document n° 1708). — Discussion, p. 3528, 3677. — Suite de la discussion, p. 3720, 3760; adoption au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 3163.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1441 (Document n° 515). — Dépôt du rapport par M. Bapliste Rondel, p. 1826 (Document n° 693). — Discussion, p. 2340, 2356; adoption au scrutin de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 2360 (rectificatif, p. 2417).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5539 (Document n° 2814). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 5831 (Document n° 2885).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Adrien Renard tendant à inviter le Gouvernement à réaliser le parité des salaires agricoles avec ceux du bâtiment, conformément à la décision de la conférence économique de l'an dernier, p. 510 (Document n° 758).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. David tendant à inviter le Gouvernement à demander au Conseil de la République la discussion immédiate de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, p. 1762 (Document n° 633).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Légeay tendant à inviter le Gouvernement à demander au Conseil de la République la discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, p. 1906 (Document n° 739). — Demande de discussion immédiate, p. 1908 et rejet, au scrutin, de la demande, p. 1908.

SEMENCES, GRAINES ET PLANTS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tognard tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour fournir aux cultivateurs les semences nécessaires aux emblavements d'automne 1917 et de printemps

4948, p. 1948 (Document n° 748). Rapporteur M. Coude du Foresto, p. 2041 (Document n° 760); discussion, p. 2041; adoption, p. 2042.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giammonat invitant le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence, pour fournir aux cultivateurs les semences nécessaires aux emblavements d'automne 1947 et de printemps 1948, p. 1791 (Document n° 663).

TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET D'AMÉLIORATION AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet de valider, en complétant certaines de ses dispositions, l'acte dit loi n° 4334 du 30 novembre 1941 relatif à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche, p. 604 (Document n° 813).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat relative à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche, et tendant à résoudre ce problème conjointement avec l'équipement hydroélectrique de la France, p. 4131 (Document n° 1061). — Dépôt du rapport par M. Mudry, p. 3806 (Document n° 2186).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Pelsche ayant pour objet l'annulation de l'acte dit loi du 16 février 1941 relatif à l'exécution des travaux agricoles urgents ou d'intérêt général par les départements et les communes, p. 907 (Document n° 954).

Agriculture (ministère).

Eaux et Forêts

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-2579 du 21 novembre 1946 unifiant les circonscriptions administratives des eaux et forêts, p. 8 (Document n° 237). — Dépôt du rapport par M. Lamarque-Candé, p. 3374 (Document n° 2246). — Adoption, p. 4110.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Christian Velleux tendant à supprimer le service de la production forestière, p. 55 (Document n° 20).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 318 (Document n° 527).

INDUSTRIE DU BOIS (DIRECTION)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la direction des industries du bois et la fonction de répartiteur du bois au ministère de la production industrielle, p. 527 (Document n° 2788).

Agrumes. — V. Dérivés alimentaires.

Aide à la famille. — V. Allocations familiales. — Assistance familiale. — Assurances sociales. — Enfance (protection).

Alcools. — V. Débits de boissons. — Impôts (contributions indirectes). — Viticulture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Moynet tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder le marché de l'eau-de-vie de fruits, p. 5095 (Document n° 2631). — Adoption, p. 5152.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à modifier la législation actuelle sur la fabrication et la consommation des boissons alcooliques, p. 101 (Document n° 409). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme, p. 317 (Document n° 552). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à organiser et à poursuivre la lutte antialcoolique, p. 35 (Document n° 333). — Dépôt du rapport par

M. Cordonnier, p. 2077 (Document n° 1648). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Faraut, p. 3997 (Document n° 2263).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Krigeel-Valrimont tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder le marché de l'eau-de-vie de fruits, p. 8090 (Document n° 2025). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 4386 (Document n° 2431).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme, p. 2740 (Document n° 1900).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bas tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru, p. 4385 (Document n° 2421).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Landry concernant les alcools socialement dangereux, p. 925 (Document n° 382).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2711 (Document n° 1901).

Alcoolisme. — V. Alcool.

Algérie. — V. Agriculture (blé, céréales, farine et pain). — Amnistie. — Associations et groupements. — Assurances sociales. — Culte. — Enquêtes parlementaires. — Interpellations (Assemblée nationale), n° 35, 52, 62, 71. — Loyers. — Pensions (personnels d'Algérie). — Transports et voies de communications (transports ferroviaires et fluviaux).

CONSTITUTION. — STATUT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut organique de l'Algérie, p. 1811 (Document n° 1179). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier portant statut politique de l'Algérie, p. 208 (Document n° 473). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Djemad tendant à établir le statut organique de l'Algérie, territoire associé, dans le cadre de l'Union française, p. 839 (Document n° 923). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ben Chennouf tendant à établir la constitution de la République algérienne, en tant qu'Etat associé, membre de l'Union française, p. 1696 (Document n° 1352).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Saïah tendant à doter l'Algérie d'une constitution, p. 502 (Document n° 208).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1312 (Document n° 1160).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. le docteur Saadane tendant à établir la constitution de la République algérienne en tant qu'Etat associé, membre de l'Union française, p. 259 (Document n° 1331).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1028 (Document n° 1923).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ben Tounes portant formation et mise en expérience, dans la constitution de l'Union française, du statut particulier de l'Algérie dans le cadre de venir de la fédération nord-africaine, p. 1696 (Document n° 1357). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 3996 (Document n° 2274). — Demande de question préalable, p. 4192; rejet, au scrutin et demande d'ajournement du débat, p. 4197; rejet, au scrutin, et discussion générale, p. 4205; suite de la discussion, p. 4209, 4211, 4215, 4382. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Rabier, p. 4386 (Document n° 2435). — Suite de la discussion, p. 4100, 4118, 4117, 4463, 4181, 4528, 4545, 4561, 4568; discussion des articles, p. 4569, 4578, 4586, 4600, 4620, 4640, 4659, 4681, 4720; adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4740.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1905 (Document n° 731). — Rapporteur: M. Léonelli (Document n° 716), p. 1915; discussion générale, p. 1916, 1933, 1948; discussion des articles, p. 1941, 1973, 1979; adoption au scrutin de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2017 (rectificatif, p. 2060).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4801 (Document n° 2523). — Rapporteur: M. Foulupt-Espérandier et discussion, p. 4806; adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi, p. 4816 (rectificatif, p. 4871) (Lot. n° 47-1853 du 20 septembre 1947, J. O. du 21 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bentaleb tendant à inviter le Gouvernement à conférer aux Musulmans algériens un statut personnel conforme dans toute la mesure du possible aux préceptes de la loi et de la culture coraniques, p. 550 (Document n° 793).

DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bentaleb tendant à créer dans les agglomérations rurales algériennes les éléments d'une organisation d'action sanitaire et sociale, p. 169 (Document n° 443).

DOMAINE DE L'ALGÉRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Borra tendant à inviter le Gouvernement à abroger les textes régissant actuellement l'aliénation des terres de colonisation en Algérie, p. 1724 (Document n° 1389).

DOUANES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une taxe forfaitaire provisoire de 12,50 p. 100 sur les stocks de rebut vendus par les autorités alliées en Algérie, p. 1723 (Document n° 1409). — Retrait du projet de loi, p. 6671.

ÉLECTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Smail tendant à reporter la date des élections à l'Assemblée algérienne, p. 5733 (Document n° 2858). — Lecture du rapport par M. Henri Bouret et discussion, p. 6125; adoption, au scrutin, p. 6131.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2637 (Document n° 956). — Rapporteur M. Doumenc (Document n° 973) et discussion, p. 2738; adoption, p. 2742.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6618. — Loi n° 48-38 du 7 janvier 1945 (J. O. du 8 janvier 1945).

ENSEIGNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bentaleb tendant à créer dans les centres ruraux algériens une école primaire française musulmane et une école coranique, p. 208 (Document n° 470).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benkhelil tendant à admettre en Algérie l'arabe comme langue officielle au même titre que le français, p. 1093 (Document n° 65).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3576 (Document n° 2139).

EQUIPEMENT DES CAMPAGNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bentaleb portant création d'un plan sommaire d'équipement des campagnes algériennes, p. 169 (Document n° 311).

ÉTABLISSEMENTS AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fayet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de rendre obligatoire l'adhésion à une caisse de compensation de congés payés de tous les propriétaires qui emploient des ouvriers agricoles en Algérie, p. 1697 (Document n° 1011).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Augarde tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les établissements agricoles d'Algérie des dispositions de la législation du travail en vigueur en France dans les établissements similaires, p. 3504 (Document n° 2102).

HABITATIONS RURALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bentateb tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la prompte amélioration de l'habitat rural algérien, p. 267 (Document n° 493).

LIBERTÉ INDIVIDUELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bentateb tendant à inviter le Gouvernement à garantir la liberté individuelle des musulmans algériens, p. 786 (Document n° 861).

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benkhellil portant suppression des communes mixtes et organisation des communes rurales en Algérie, p. 1590 (Document n° 543).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4090 (document n° 2318).

ORGANISATION JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi maintenant pour une durée de deux ans les emplois de suppléants non rétribués de juge de paix en Algérie, p. 1097 (document n° 1032). — Dépôt du rapport par M. Borra, p. 2931 (Document n° 1984). — Adoption, p. 3584.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1290 (document n° 489). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 1751 (Document n° 619). — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi maintenant pour une durée de trois mois les emplois de suppléants non rétribués de juge de paix en Algérie.* », p. 2058.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4852. — Rapporteur M. Charles Serre; adoption, p. 4840 (Loi n° 47-1776 du 10 septembre 1947, J. O. du 11 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un poste de juge d'instruction au tribunal civil d'Oran, p. 1990 (document n° 1618). — Dépôt du rapport par M. Maurice Rabier, p. 2931 (Document n° 1983). — Adoption, p. 3584.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1290 (Document n° 488). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 1679 (Document n° 586). — Adoption, p. 1855.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4587 (Loi n° 47-1704 du 4 septembre 1947, J. O. du 5 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au taux de compétence des diverses juridictions en Algérie, p. 1723 (Document n° 1406).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, p. 4929 (Document n° 2581).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Borra tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence les tarifs pratiqués par les greffiers d'Algérie, p. 977 (Document n° 969).

RÉPARATIONS DE PRÉJUDICES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Djemad tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants en Algérie, p. 468 (Document n° 731).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saalane tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants en Algérie, p. 290 (Document n° 151).

SITUATION ÉCONOMIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bentateb tendant à accorder de façon permanente des secours en nature aux éléments nécessiteux de la population musulmane algérienne, p. 376 (Document n° 628).

Aliments du bétail. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 69.

Allemagne. — V. Enquêtes parlementaires. — Postes (franchise postale.)

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Salomon Grumbach tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures en vue d'effectuer une réforme de structure des services de l'administration dans les zones d'occupation française en Allemagne, p. 650 (Document n° 262). — Dépôt du rapport par M. Grumbach, p. 719 (Document n° 312). — Demande d'ajournement de la discussion, p. 919; acceptation, p. 950. — Discussion, p. 1038; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de résolution, p. 1055.

Allocations aux économiquement faibles. — V. Assurances sociales.

Allocations familiales. — V. Alsace-Lorraine. — Assurances sociales (caisses). — Code du travail (salaires). — Pensions et retraites (anciens combattants, personnels civils et militaires).

AGRICULTURE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Satonnet tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 10 décembre 1936, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 22 août 1936 en vue de déterminer, dans l'agriculture, le montant des prestations familiales proportionnellement au travail effectué, p. 3905 (Document n° 736). — Rapporteur M. Le Goff, et discussion, p. 2814; adoption, à l'unanimité, p. 2817.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Patrice Bougrain tendant à compléter l'article 27 du décret-loi du 29 juillet 1939, modifié par l'article 182 de la loi n° 46-2151 du 7 octobre 1946 et relatif à l'exonération de certains assujettis aux allocations familiales agricoles, p. 2881 (Document n° 1959). — Dépôt du rapport par M. Lalle, p. 5892 (Document n° 2923).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à rétablir au bénéfice des prestations familiales certaines catégories de petits agriculteurs et de salariés agricoles qui en sont exclus par une application arbitraire de la loi du 22 août 1936, p. 4930 (Document n° 2599). — Dépôt du rapport par M. Paumier, p. 5527 (Document n° 2776). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Paumier, p. 6177 (Document n° 2930).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 27 du décret-loi du 29 juillet 1939 sur les allocations familiales agricoles, p. 31 (Document n° 352).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Pêche tendant à inviter le Gouvernement à rétablir au bénéfice des prestations familiales les petites agriculteurs qui en sont indûment exclus par une application abusive de l'article 36 du décret du 10 décembre 1936, p. 3939 (Document n° 2211).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à modifier le taux des allocations familiales agricoles, p. 5195 (Document n° 2726).

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Philippe Olli tendant à inviter le Gouvernement à instituer le vote familial pour les élections qui auront lieu le 21 avril 1947 aux conseils d'administration des caisses d'allocations familiales, p. 1299 (Document n° 1091).

CLASSEMENT DES COMMUNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garcia tendant à inviter le Gouvernement à modifier rapidement le classement des communes en zones en ce qui concerne l'attribution des allocations familiales, p. 786 (Document n° 863). — Dépôt du rapport par M. Besset, p. 3504 (Document n° 2118).

COMMISSION SUPÉRIEURE

Assemblée nationale. — Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale à la commission supérieure des allocations familiales, p. 2018. — Désignation de candidatures, p. 67, 2127. — Nominations de membres, p. 149, 2136.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission supérieure des allocations familiales, p. 25, 2135. — Désignation de candidatures, p. 77, 2137. — Nomination de membres, p. 85, 2140.

Conseil de la République. — Démission d'un membre de la commission supérieure des allocations familiales, p. 2113. — Désignation de candidatures, p. 2179. — Nomination de membres, p. 2515.

FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dagain tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales aux agents de l'Etat tributaires pour leur retraite de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, p. 34 (Document n° 335). — Dépôt du rapport par M. Boutavent, p. 1690 (Document n° 1353).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier la loi du 22 août 1936 afin d'attribuer aux fonctionnaires et militaires momentanément éloignés de la métropole le bénéfice des prestations familiales, p. 1433 (Document n° 1215).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Hamani Diori tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du code de la famille et des allocations pour charges de famille aux anciens militaires indigènes ayant accompli au moins vingt-cinq ans de services effectifs, p. 4370 (Document n° 2566).

RELÈVEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1947 et portant relèvement des prestations familiales, p. 5526 (Document n° 2780) (rectificatif, p. 5722). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 6398; renvoi à la commission, p. 6404; suite de la discussion, p. 6431; adoption, p. 6435.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2688 (Document n° 938). — Rapporteur M. Dorey et discussion, p. 2777; adoption à l'unanimité, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2785.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6677 (Document n° 3070). — Rapporteur M. Lionel de Tinguy et adoption, p. 6681 (Loi n° 47-2131 du 31 décembre 1947, J. O. du 6 janvier 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant relèvement du taux des prestations familiales, p. 5231 (Document n° 2735).

RÉGIME DES PRESTATIONS FAMILIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dominjon tendant à instituer l'allocation de logement et à modifier et compléter la loi n° 46-1635 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 2941 (Document n° 1978). — Retrait, p. 3089.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ascencio tendant à demander au Gouvernement l'application de l'ordonnance n° 45-2516 du 25 octobre 1945 accordant le droit au salaire unique et

aux allocations familiales aux victimes de la guerre, p. 104 (Document n° 71). — Dépôt du rapport par M. J.-M. Thomas, p. 252 (Document n° 121). — Discussion, p. 396; adoption, p. 397.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à la prolongation du bénéfice de l'allocation familiale pour certaines catégories d'étudiants, p. 266 (Document n° 117). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 650 (Document n° 263). — Discussion, p. 723; adoption, p. 726.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme André-Thomé Palenot tendant à inviter le Gouvernement à hâter la mise en application de l'ordonnance du 25 octobre 1945 relative aux prestations familiales accordées aux victimes des deux guerres, p. 360 (Document n° 155). — Retrait de la proposition de résolution, p. 670.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 12 de la loi du 22 août 1946 sur les allocations familiales, p. 31 (Document n° 353). — Dépôt du rapport par M. Renard, p. 1900 (Document n° 1607).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Gabelle tendant à réaliser en province l'alignement des prestations familiales sur les salaires, p. 112 (Document n° 119). — Dépôt du rapport par M. Hessel, p. 1869 (Document n° 1529). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Bouxom, p. 2127 (Document n° 1693).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, p. 317 (Document n° 311). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 3013 (Document n° 2060).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à reporter la limite d'âge fixée pour l'octroi des prestations familiales pour certaines catégories de bénéficiaires, p. 839 (Document n° 917). — Dépôt du rapport par M. Meek, p. 2259 (Document n° 1732). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Jean Cayeux, p. 2381 (Document n° 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à compléter l'article 11 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 1697 (Document n° 1339). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 3689 (Document n° 2151).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Guéin tendant à modifier la base d'appréciation des allocations familiales, p. 1763 (Document n° 1438). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 3307 (Document n° 2196).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Archidex tendant à modifier les articles 5 et 7 de la loi du 22 août 1946 relatifs aux allocations de maternité, p. 31 (Document n° 327).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Meek tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales jusqu'à l'âge de dix-huit ans pour les apprentis et jusqu'à vingt et un ans pour les étudiants, p. 169 (Document n° 458).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric Dupont tendant à exempter les femmes célibataires, veuves ou divorcées du paiement des cotisations versées pour les allocations familiales, p. 317 (Document n° 515).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées tendant à compléter la législation des allocations familiales en rendant la valeur des prestations fournies à la famille indépendante du temps de travail déclaré par l'employeur de l'allogataire, p. 311 (Document n° 563).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant au maintien du bénéfice de l'allocation de salaire unique aux jeunes ménages pendant les deux premières années du mariage, p. 436 (Document n° 611).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à compléter l'article 9 de la loi du 22 août 1946 relatif aux bénéficiaires des allocations familiales, p. 467 (Document n° 723).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefert tendant à compléter les articles 5 et 6 de la loi du 22 août 1946, fixant le régime des prestations familiales, p. 1097 (Document n° 1036).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefert tendant à modifier les articles 9 et 11 (allocations familiales) et 12 (allocation de salaire unique) de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 1208 (Document n° 1073).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Prigent tendant au maintien du rang des derniers enfants des familles nombreuses dans le calcul des avantages familiaux, p. 1525 (Document n° 1271).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeesch tendant à modifier les articles de la loi du 22 août 1946, relatifs aux conditions d'attribution des allocations maternité, p. 2076 (Document n° 1662).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à instituer une allocation d'entraide et maintenir les droits aux allocations familiales aux mères soutien de famille, assurées sociales, lorsqu'elles sont contraintes de cesser leur travail pour soigner leurs enfants malades, p. 3713 (Document n° 2163).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre-Grouès tendant à compléter le décret du 11 novembre 1946 et à étendre à une nouvelle catégorie de bénéficiaires les exceptions de délai de deux années pour l'attribution de la prime à la première naissance, p. 3914 (Document n° 2230).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Gilherle Roca tendant à permettre à la femme qui cesse son travail pour allaiter, de conserver pendant un an les droits aux prestations de la sécurité sociale, p. 4040 (Document n° 2296).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Bouxom tendant à relever le salaire de base des prestations familiales, p. 4191 (Document n° 2381).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Jul'y tendant à relever le niveau de vie des personnes économiquement faibles par l'octroi d'une majoration des allocations familiales aux descendants qui acceptent de recevoir des ascendants à leur foyer, p. 4929 (Document n° 2573).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à préciser le salaire de base servant au calcul des prestations familiales, p. 5065 (Document n° 2618).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à intégrer l'allocation de salaire unique aux allocations familiales, p. 6239 (Document n° 2990).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à accorder aux veuves dont le mari est tombé victime du travail les mêmes avantages quant aux allocations familiales et aux majorations pour enfants que ceux consentis aux veuves de guerre, p. 6316 (Document n° 3011).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay améliorant les conditions d'attribution de l'allocation de maternité instituée par la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 47 (Document n° 13).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 209 (Document n° 486).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Abel-Durand tendant à porter à 20 ans l'âge limite de l'apprenti bénéficiaire des prestations familiales, p. 224 (Document n° 119).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 857 (Document n° 930).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Oyon tendant à assurer le respect de la fréquentation scolaire

obligatoire en subordonnant le paiement des allocations familiales à la remise de certificats de scolarité mensuels, p. 319 (Document n° 170).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1208 (Document n° 1120).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Oyon tendant à accorder aux mères qui élèvent seules leurs enfants des avantages particuliers au titre de l'allocation de salaire unique et des allocations familiales, p. 661 (Document n° 263).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1869 (Document n° 1505).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier, en ce qui concerne les apprentis et les étudiants, l'article 10 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, p. 973 (Document n° 416).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2950 (Document n° 1930).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay relative à l'institution d'une proportionnalité constante entre le montant des allocations familiales et celui des salaires réels, p. 1905 (Document n° 733).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4819 (Document n° 2525).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à modifier l'article 12 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, en vue de faire bénéficier les travailleurs indépendants de l'allocation de revenu professionnel unique, p. 2055 (Document n° 711).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4851 (Document n° 2555).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 2169 (Document n° 833).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5428 (Document n° 2743).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Simone Rollin tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les sommes dues au titre des allocations familiales et de salaire unique soient versées entre les mains de la mère de famille, p. 670 (Document n° 278). — Dépôt du rapport par Mme Rollin, p. 2368 (Document n° 866).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Augustin Laurent tendant à inviter le Gouvernement à modifier les lois n° 46-1118 du 20 mai 1946 et n° 46-1835 du 22 août 1946 relatives au régime des prestations familiales, p. 908 (Document n° 965).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Miché tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que les dispositions de l'ordonnance du 25 octobre 1945 accordant les allocations du code de la famille aux grands invalides et victimes de guerre soient appliquées dans le plus bref délai, p. 2077 (Document n° 1683).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à respecter le principe de l'augmentation automatique des allocations familiales et des salaires, et à soumettre les primes au rendement au même prélèvement de cotisations d'allocations familiales afin d'augmenter dans les mêmes mesures les prestations versées à tous les allocataires, p. 2200 (Document n° 1726).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 de l'arrêté du 16 janvier 1946 fixant le régime des exonérations et cotisations aux classes d'allocations familiales des travailleurs indépendants, p. 3723 (Document n° 2169).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brussel tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mères de famille devenues veuves

d'une majoration des prestations familiales, p. 5195 (Document n° 2701).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachanal tendant à inviter le Gouvernement à modifier le calcul de la cotisation des allocations familiales dues par les travailleurs indépendants, p. 6192 (Document n° 3038).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à compléter certaines dispositions du régime dit « d'aide à la famille », notamment en ce qui concerne les femmes élevant seules un ou plusieurs enfants, p. 2356 (Document n° 860).

TRAVAILLEURS MUSULMANS ALGÉRIENS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bentaleb tendant à étendre, jusqu'à l'âge de 18 ans, pour les filles célibataires demeurant au foyer, le bénéfice des allocations familiales accordées aux travailleurs musulmans algériens des secteurs public et privé, p. 208 (Document n° 469).

Allocation-logement. — V. *Loyers (logement d'habitation)*.

Allocations militaires. — V. *Alsace-Lorraine. — Traitements, soldes et indemnités.*

Allocutions.

Assemblée nationale. — Allocution de M. Marcel Cachin, président d'âge, à l'ouverture de la session annuelle de 1947, p. 1. — Allocution de M. Vincent Auriol, président de l'Assemblée, en prenant place au fauteuil, p. 4. — Allocution de M. Jacques Duclos, vice-président de l'Assemblée, à l'occasion de la nomination de M. Vincent Auriol comme Président de la République, p. 26. — de M. Edouard Herriot, comme président de l'Assemblée, p. 27. — Allocution de M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée, en prenant place au fauteuil, p. 27. — Allocutions de MM. les présidents du conseil des ministres et de l'Assemblée nationale en annonçant le décès des députés suivants: MM. Alexandre Varenne, p. 356; Kaboré Zinda, p. 1773; Jodard, p. 4992. — Allocutions de M. le président de l'Assemblée et de M. Robert Schuman, ministre des finances, en annonçant à l'Assemblée le décès de M. Champetier de Ribes, président du conseil de la République, p. 673. — Allocutions de: MM. les présidents du conseil des ministres et de l'Assemblée nationale à la reprise de la session de 1947, p. 1332. — Mme Madeleine Druon, vice-présidente de l'Assemblée et M. Moutet, ministre de la France d'outre-mer, à l'occasion de la commémoration de la victoire de 1915, p. 1505. — M. le président de l'Assemblée, tendant à remercier l'Assemblée de sa manifestation d'amitié à l'occasion de sa réception à l'Académie française, p. 2579. — de M. le président de l'Assemblée et M. André Marie, ministre de la Justice, à l'occasion de la catastrophe de Brest, p. 3676. — M. le président de l'Assemblée et de M. Pierre Teilhard, ministre des forces armées à l'occasion de la mort du général Leclerc, p. 5245.

Conseil de la République. — Allocutions de: M. Gasser, président d'âge, à l'ouverture de la première session de 1947, p. 1, et en annonçant le décès de M. Oberkirch, conseiller, p. 1. — M. Champetier de Ribes, en prenant place au fauteuil, p. 3. — M. Henri Mariel, vice-président, et de M. Paul Ramadier, président du conseil, en annonçant au Conseil de la République le décès de M. Champetier de Ribes, président du Conseil de la République, p. 160. — Mme Brossette, vice-présidente, et de M. Maurice Thorez, ministre d'Etat, vice-président du conseil, à l'occasion du décès de M. Jean-Richard Bloch, conseiller de la République, p. 251. — M. Monnerville, président du Conseil de la République, en prenant place au fauteuil, p. 261. — M. le président du Conseil de la République et M. Marcel Roelars, ministre d'Etat, à l'occasion de la commémoration de la victoire, p. 553. — M. le président du conseil et M. André Marie, garde des sceaux, à l'occasion de la catastrophe de Brest, p. 1211. — M. le président du conseil, à l'occasion de l'interruption de la session de 1947, p. 2077. — M. le président du conseil, en annonçant au Conseil

de la République le décès des conseillers suivants: M. Schiever, p. 2081; M. Ernest Cousteaux, p. 2218. — M. Marc Gerber, vice-président du Conseil de la République, et de M. Pierre-Henri Teilhard, ministre des forces armées, à l'occasion du décès du général Leclerc, p. 2156. — M. le président du Conseil de la République, à l'occasion de la nouvelle année, p. 2794.

Alsace-Lorraine. — V. *Agriculture (cheptel, crédit agricole; exploitations agricoles).* — *Amnistie.* — *Assurances sociales (agriculture, pension d'invalidité).* — *Assurances toute nature.* — *Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires.* — *Chambre des métiers.* — *Cimetière.* — *Code du travail (repos hebdomadaire, travail des enfants).* — *Dommages de guerre.* — *Enseignement primaire.* — *Fêtes commémoratives.* — *Médecine vétérinaire.* — *Pensions et retraites (personnels d'Alsace-Lorraine).* — *Tabacs.* — *Traitements, soldes et indemnités.*

ALLOCATIONS FAMILIALES. — ALLOCATIONS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi relative au versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 52), p. 608 (Document n° 961).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à accorder les allocations familiales et militaires, indûment supprimées par les nazis, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 786 (Document n° 880).

ASSURANCES SOCIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle le paiement mensuel des rentes d'assurances sociales, p. 1209 (Document n° 1109). — Dépôt du rapport par M. Henri Meck, p. 2711 (Document n° 1935). — Adoption, p. 3112.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2110 du 18 octobre 1945 relative au calcul des rentes de l'assurance invalidité-vieillesse et de l'assurance des employés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, et à l'application, dans ces départements, de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 907 (Document n° 963).

LÉGISLATION CIVILE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 5005 (Document n° 2628). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 5619 (Document n° 2831). — Discussion, p. 6271; adoption, p. 6271.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2561 (Document n° 937). — Dépôt du rapport par M. Hansch, p. 2612 (Document n° 951). — Discussion, p. 2713; adoption, p. 2743.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6618 (Loi n° 47-2993 du 30 décembre 1947, J. O. du 31 décembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour réaliser l'unification législative entre les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et les autres départements français, p. 3218 (Document n° 2079). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 5619 (Document n° 2833).

Ambulants. — V. *Commerce et Industrie.*

Aménagements fiscaux. — V. *Impôts.*

Aménagement de la région parisienne. — V. *Région parisienne.*

Américain. — V. *Transports et voies de communications (transports aériens).*

Amnistie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi interprétant l'article 16 de la loi d'amnistie du 16 avril 1946, p. 285 (Document n° 514). — Dépôt du rapport de M. Yves Péro, p. 437 (Document n° 665). — Adoption après modification de l'article: « *Projet de loi interprétant l'article 16 de la loi du 16 avril 1946 portant amnistie* », p. 797.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 252 (Document n° 127). — Dépôt du rapport de M. René Mammonat, p. 456 (Document n° 190). — Adoption, p. 543.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1492 (Loi n° 47-893 du 23 mai 1947, J. O. du 25 mai 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentin tendant à modifier l'article 5 in fine de la loi du 9 mars 1946 portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie à l'occasion des événements des 1^{er} et 8 mai 1945, p. 467 (Document n° 719). — Dépôt du rapport, p. 1431 (Document n° 1060). — Adoption, p. 1476.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 561 (Document n° 231). — Dépôt du rapport par M. Mammonat, p. 718 (Document n° 285). — Discussion, p. 773; adoption, p. 775.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2257 (Loi n° 47-1229 du 4 juillet 1947, J. O. du 5 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant amnistie, p. 466 (Document n° 695). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à préciser l'application de la loi du 16 avril 1946 portant amnistie, p. 408 (Document n° 636). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder une amnistie pénale aux délinquants économiques, p. 209 (Document n° 453). — Dépôt d'un rapport de M. Edgar Fauro sur: 1^o le projet de loi portant amnistie; 2^o les propositions de loi: a) de M. Minjoz tendant à compléter la loi n° 46-729 du 16 avril 1946 portant amnistie; b) de M. Hocquet relatif à l'amnistie de certains délits de hausse illicite; c) de M. Frédéric-Dupont tendant à préciser l'application de la loi du 16 avril 1946 portant amnistie; 3^o la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder une amnistie pénale aux délinquants économiques, p. 1764 (Document n° 1430). — Dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Mamadou Konato, p. 1950 (Document n° 1603). — Discussion générale, p. 2181; discussion des articles, p. 2195; suite de la discussion, p. 2300 (rectifié), p. 2101, 2562, 2772, 2801; adoption après modification du titre: « *Projet de loi portant amnistie* », p. 2412 (rectifié), p. 2881).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 978 (Document n° 418). — Dépôt du rapport par M. Mammonat, p. 1638 (Document n° 451). — Discussion générale, p. 1114; discussion des articles, p. 1123. — Suite de la discussion, p. 1162; adoption à l'unanimité, p. 1171 (rectifié), p. 1255).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3616 (Document n° 2111). — Discussion, p. 3810, 3832; adoption, p. 3833 (rectifié), p. 3997 (Loi n° 47-1504 du 16 août 1947, J. O. du 17 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à accorder le bénéfice de la grâce amnistiante à certaines personnes condamnées en vertu de la loi n° 26 du 26 décembre 1944 pour des faits commis dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, p. 1771 (Document n° 1475). — Rapporteur M. Edgar Fauro. — Renvoi du débat sur une demande de discussion d'urgence, p. 2561. — Discussion et adoption, p. 2812.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 973; lecture du rapport par M. Marcel Willard et discussion, p. 984; adoption après modification de l'article: « *Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la grâce amnistiante à certaines personnes condamnées en vertu de l'ordonnance du 26 décembre 1944 pour des faits*

commis dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin ou de la Moselle », p. 900.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, n. 2951 (Document n. 1977). — Dépôt du rapport par M. Edgar Faure, p. 3806 (Document n. 2189). — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 4111 (Loi n. 47-1622 du 23 août 1947, J. O. du 29 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mezerna tendant à modifier l'article 5 de la loi du 9 mars 1916 portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie à l'occasion des événements des 1^{er} et 8 mai 1915, p. 269 (Document n. 478). — Retrait de la proposition de loi, p. 465.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Serre et Viard tendant à accorder amnistie pour certaines infractions commises en Afrique du Nord, p. 31 (Document n. 332).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à étendre les dispositions de l'article 25, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 août 1917, portant amnistie aux personnes poursuivies en vertu de l'ordonnance du 28 août 1914, relative à la répression des crimes de guerre, p. 5195 (Document n. 2708).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet d'accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines catégories de personnes poursuivies ou condamnées pour faits de collaboration, p. 6389 (Document n. 3020).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Péron tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser les poursuites ou sanctions engagées à l'occasion des récents mouvements de grève et à déposer un projet de loi portant amnistie aux condamnés en raison d'infractions commises à l'occasion de ces mouvements, p. 5636 (Document n. 2827). — M. Pierre Domignon rapporteur. — Incident à la suite d'une demande de discussion d'urgence, p. 5903; clôture de l'incident, p. 6036.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naimé, tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser les poursuites ou sanctions engagées à l'occasion des récents mouvements de grève et à déposer un projet de loi portant amnistie aux condamnés en raison d'infractions commises à l'occasion de ces mouvements (Document n. 920) et demande de discussion immédiate, p. 2320. — Lecture du rapport par M. Chamael, p. 2561; rejet, au scrutin, de la demande, p. 2563.

Assemblée nationale. — Désignation de candidatures pour la commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiant en Algérie, p. 61, 840. — Nomination de membres, p. 118, 868.

Anciens combattants et victimes de la guerre. — V. Associations et groupements. — Emplois réservés. — Fonctionnaires. — Impôts (traitements). — Pensions et retraites. — Poste (franchise postale). — Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Plevin tendant à conférer la qualité d'anciens combattants aux marins du commerce et marins pêcheurs remplissant certaines conditions de navigation pendant les hostilités, p. 57 (Document n. 395). — Dépôt du rapport par M. Tourne, p. 1320 (Document n. 1152).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Raulin ayant pour objet de modifier la loi n. 46-1050 du 15 mai 1916, tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la résistance, p. 375 (Document n. 609). — Dépôt d'un rapport de M. Roger Roucaute sur les propositions de loi: 1^o de M. Lussy tendant à accorder aux déportés ayant appartenu à des mouvements de résistance, les mêmes avantages qu'aux déportés ayant été inscrits aux réseaux de la France combattante; 2^o de M. Pierre Villon tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance; 3^o de M. Raulin-Laboureur, ayant pour objet de modifier la

loi n. 46-1050 du 15 mai 1916 tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, nos 124, 232, 609, p. 550 (Document n. 788).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Raulin tendant à proroger le délai prévu pour le dépôt des demandes présentées par les bénéficiaires de la loi du 15 mai 1916 tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, p. 375 (Document n. 610).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Theeten tendant à attribuer la carte d'ancien combattant aux anciens combattants de la guerre 1910-1915, p. 436 (Document n. 691).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à fixer les conditions dans lesquelles est attribuée la carte du combattant aux soldats avec ou sans uniforme de la guerre 1939-1945, p. 697 (Document n. 842).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Regaudie tendant à compléter la loi du 15 mai 1916 fixant le statut et les droits des combattants volontaires de la résistance, p. 1467 (Document n. 1230).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à fixer les conditions d'attribution de la carte du combattant aux soldats avec ou sans uniforme de la guerre 1939-1945, p. 5722 (Document n. 2850).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à restituer la carte et les avantages du combattant aux marins embarqués durant la guerre 1914-1918 sur les navires-hôpitaux et ayant été affectés dans les bases navales françaises à l'étranger et dans les colonies, p. 35 (Document n. 311). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 698 (Document n. 650).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pouyet tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence le projet de loi fixant les conditions dans lesquelles est attribuée la carte du combattant au titre de la guerre 1939-1945, et à comprendre dans les bénéficiaires les anciens prisonniers de guerre, p. 2950 (Document n. 1970). — Dépôt du rapport par M. Pouyet, p. 4091 (Document n. 2313).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à intensifier la fabrication et l'attribution des appareils de prothèse et orthopédiques modernes aux centres d'appareillage des mutilés de guerre, p. 408 (Document n. 658).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre et aux veuves vicieuses de la guerre employés dans les ministères le titre de chef de famille ainsi que le bénéfice de l'indemnité de résidence familiale instituée par la loi du 31 octobre 1911, p. 2161 (Document n. 1829) (rectificatif, p. 2575).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à conférer le titre de chef de famille à toutes les veuves de guerre, p. 3039 (Document n. 2013).

Anciens combattants et victimes de la guerre (Ministère).

CENTRES D'APPAREILLAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à rattacher, au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, les centres d'appareillage des pays d'outre-mer, p. 1697 (Document n. 1362).

— Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 4187 (Document n. 2370). — Dépôt d'un avis de la commission des pensions par M. Raulin-Laboureur, p. 4187 (Document n. 2376). — Adoption, p. 5566.

Animaux. — V. Agriculture (cheptel, maladies contagieuses des animaux). — Bouanes (réglementation).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvier-O'Colterreau ten-

dant à réprimer d'une façon efficace la divagation des chiens, grandement dommageable aux élevages en pâturages clos et, par suite aussi au ravitaillement général du pays, p. 2881 (Document n. 1961).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer tendant à assurer la protection des animaux, p. 1593 (Document n. 1297).

Annonces légales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Coty relative aux annonces légales insérées avant l'application de l'ordonnance du 9 janvier 1915 dans les journaux créés après la Libération, p. 1097 (Document n. 1016).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre valables les annonces légales faites irrégulièrement au lendemain de la libération, p. 1660 (Document n. 1327).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July tendant à modifier l'article 3 de la loi du 17 mars 1909 relative aux conditions dans lesquelles peuvent être publiées les annonces légales concernant la vente des fonds de commerce, p. 2256 (Document n. 1748).

Apiculture. — V. Loyers (baux ruraux).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wehrung tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux apiculteurs une quantité de sucre suffisante pour garantir l'hivernement des ruches, p. 1362 (Document n. 608). — Dépôt du rapport par M. Charles Bruns, p. 1826 (Document n. 691). — Adoption, p. 1972.

Appareils électriques. — V. Electricité.

Appareils émetteurs. — V. Marine marchande.

Appareils à pression. — V. Bières et boissons gazeuses.

Appareils de prothèse. — V. Anciens combattants et victimes de la guerre.

Appareils radiologiques. — V. Radiologie.

Appartements. — V. Hôtels et pensions de famille.

Apprentissage et formation professionnelle. — V. Enseignement technique. — Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale) n. 26, 27.

Arbres fruitiers. — V. Code civil.

Architectes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Finet tendant à proroger les dispositions transitoires de l'article 19 de l'acte dit loi du 31 décembre 1910 réglementant l'ordre des architectes, p. 4009 (Document n. 2300). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 4167 (Document n. 2371). — Discussion et adoption, p. 4229 (rectificatif, p. 4133).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1701 (Document n. 616). — Rapporteur M. Oit (Document n. 636); discussion et adoption, p. 1763.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4331 (Loi n. 47-1651 du 30 août 1947, J. O. du 3 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecourt relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte, p. 467 (Document n. 718).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mafiz tendant à modifier l'acte du gouvernement de fait dit « loi du 31 décembre 1910 » organisant la profession d'architecte, p. 4571 (Document n. 1279).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Belachanal concernant la profession d'architecte, p. 1911 (Document n. 1581).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Villon relative à l'exercice de la profession d'architecte, p. 1990 (Document n. 1611).

Archives hypothécaires. — V. Hypothèques.

Armées. — V. Assemblée nationale (commissions). — Fonctionnaires coloniaux. — Légion d'honneur et médaille militaire. — Traitements, soldes et indemnités.

Armée de l'air. — V. Agriculture (crédit agricole). — Armée de terre. — Interpellations (Assemblée nationale), n° 57. — Pensions et retraites (anciens combattants).

ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES EXTÉRIEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rosa Guérin tendant à inviter le Gouvernement à proroger la réquisition de l'atelier de parachutes de Clitby pour permettre d'établir un statut définitif garantissant les intérêts de l'Etat, p. 4912 (Document n° 1587).

OFFICIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles ont été « activés » de nombreux officiers de réserve de l'armée de l'air issus des forces françaises de l'intérieur, p. 786 (Document n° 876). — Dépôt du rapport par M. Jacques Gresa, p. 2200 (Document n° 1737).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air, p. 3871 (Document n° 2212).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de l'air appartenant aux cadres actifs et placés en non-activité par suppression d'emploi ou de l'encadrement de corps, p. 4919 (Document n° 2535).

SOUS-OFFICIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation des aspirants de réserve de l'armée de l'air nommés sous-lieutenants à leur sortie de l'école des cadres et démobilisés, faute d'avoir pu présenter dans les délais prévus une demande d'activation, p. 786 (Document n° 875). — Dépôt du rapport par M. Jacques Gresa, p. 5189 (Document n° 2772).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à hâter la publication du tableau spécial prévu par la loi du 22 mai 1916 et fixant les conditions de prise de rang des aspirants de l'armée de l'air en vue de leur nomination au grade de sous-lieutenant, p. 2614 (Document n° 1855). — Dépôt du rapport par M. Jacques Gresa, p. 5231 (Document n° 2733).

Armée de la Franco d'outre-mer.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lero tendant à inviter le Gouvernement à ne pas utiliser, dans les conflits du travail sur le territoire de la République, les unités comprenant des militaires originaires des territoires et départements d'outre-mer, départements algériens et pays sous mandat, p. 2331 (Document n° 877). — Rapporteur M. François Dumas et discussion, p. 2322; rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 2356.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Couillat-Ouezin tendant à unifier le statut du soldat de l'Union française, p. 1250 (Document n° 1113).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Scngbor tendant à unifier le statut du soldat dans l'armée française, p. 1721 (Document n° 1381).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Amadou tendant à incorporer dans l'armée coloniale en qualité de pionniers du génie les appelés de la deuxième portion du contingent en Afrique

occidentale française, p. 755 (Document n° 328).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2200 (Document n° 1723).

Armée de mer. — V. Agriculture (crédit agricole). — Armée de terre. — Assurances sociales. — Pensions et retraites (anciens combattants).

ARSENAL ET ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'établissement des forges de la Chaussade, à Guérisny, p. 4819 (Document n° 2511). — Dépôt du rapport par M. Pierre Meunier, p. 5095 (Document n° 2678). — Discussion et adoption, p. 5638.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2153 (Document n° 898). Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 2515 (Document n° 915). — Avis de la commission de la production industrielle par M. Victor (Document n° 933), discussion et adoption p. 2517.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6315 (Loi n° 47-2391 du 30 décembre 1917, J. O. du 31 décembre 1917)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant à fixer le statut de l'établissement national constitué par les forces de la Chaussade et leurs dépendances à Guérisny (Nièvre) utilisé par la marine nationale, p. 977 (Document n° 933).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Glovent tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité l'arsenal d'Ajaccio, p. 3090 (Document n° 2626).

DISCIPLINE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Masson ayant pour objet de permettre la révision des mesures disciplinaires prises à l'égard des militaires de l'armée de mer, frappés durant les hostilités, sans avoir pu prendre connaissance de leur dossier, p. 911 (Document n° 393).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2711 (Document n° 1905).

OFFICIERS ET PERSONNEL DE L'ARMÉE DE MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi constatant la nullité des actes dits loi du 29 mars 1911 et loi du 23 septembre 1912 portant modification à la loi du 4 mars 1909 sur l'organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, p. 977 (Document n° 990). — Dépôt du rapport par M. Arnal, p. 3577 (Document n° 2143). — Adoption, p. 4162 (rectificatif, p. 4583, 4637).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1826 (Document n° 696). — Dépôt du rapport par M. Emile Polrault, p. 2135 (Document n° 807). — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2219.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5127 (Loi n° 47-2335 du 15 décembre 1917, J. O. du 16 décembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la nomination dans la réserve de l'armée de mer des officiers auxiliaires ainsi que des officiers et non-officiers délégués d'un grade à titre temporaire, p. 977 (Document n° 991). — Dépôt du rapport par M. Montel, p. 1697 (Document n° 1920). — Adoption, p. 2136.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 690 (Document n° 368). — Dépôt du rapport par M. Debray, p. 997 (Document n° 431). — Adoption, p. 1035.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3116 (Loi n° 47-1416 du 30 juillet 1917, J. O. du 31 juillet 1917).

RECRUTEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification aux règles d'avancement fixées par la loi du 13 décembre 1902 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, p. 1811 (Dg-

cument n° 1451). — Dépôt du rapport par M. Manceau, p. 3223 (Document n° 2160 (rectificatif, p. 3875). — Adoption, p. 4110.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1826 (Document n° 689). — Dépôt du rapport par M. Emile Polrault, p. 2135 (Document n° 806). — Adoption, p. 2219.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5127. (Loi n° 47-2329 du 15 décembre 1917, J. O. du 16 décembre 1917).

Armée de terre. — V. Agriculture (crédit agricole). — Gendarmerie nationale. — Interpellation (Assemblée nationale), n° 13, 56. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Postes, télégraphes et téléphones (française postale). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 31, 45, 91. — Traitements

ADRESSE DE SYMPATHIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Moro-Giafferri ainsi conçue : « L'Assemblée nationale adresse l'hommage de sa sympathie et de son admiration aux troupes françaises qui défendent en Indochine l'œuvre de la France et la sécurité de nos nationaux et de nos amis », p. 5 (Document n° 239).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Lecourt ainsi conçue : « L'Assemblée nationale adresse aux troupes françaises d'Indochine l'expression de son admiration et de sa confiance et salut leurs efforts pour maintenir en Extrême-Orient la présence et la paix françaises », p. 5 (Document n° 290).

APPEL DE CONTINGENTS

Assemblée nationale. — Demande de discussion d'urgence d'un projet de loi tendant à la défense de la République; rapporteur, M. André Montoil, p. 5219; adoption, au scrutin, p. 5232; rejet, au scrutin, d'une demande de renvoi de la discussion et question préalable, p. 5233; rejet, au scrutin, et discussion, p. 5270; contre-projet, p. 5275; rejet, au scrutin, p. 5281; motion préjudicielle tendant au rejet de tous les amendements, p. 5281; adoption, au scrutin, p. 5283; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre; *Projet de loi tendant à la défense de la République*, p. 5302.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2195 (Document n° 831). — Rapporteur, M. Monnet, et discussion, p. 2200; question préalable, p. 2201; rejet, au scrutin, p. 2211; contre-projet, p. 2217; rejet, au scrutin, p. 2219; motion préjudicielle tendant au rejet de tous les amendements, p. 2223; adoption, au scrutin, p. 2224; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2228.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5335 (Loi n° 47-2880 du 2 décembre 1917, J. O. du 2 décembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Villon tendant à inviter le Gouvernement à arrêter les rappels et à démobiliser le premier contingent de la classe 47, le deuxième contingent de la classe 46 rappelés en vertu de la loi de 1924, et les 60.600 réservistes rappelés en vertu de la loi dite « tendant à la défense de la République », p. 5621 (Document n° 2826).

CLASSE 1913

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Glovent tendant à inviter le Gouvernement à ne pas rappeler sous les drapeaux le deuxième contingent de la classe 1913 des originaires du département de la Corse qui ont fait la guerre, p. 5527 (Document n° 2790).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Villot tendant à inviter le Gouvernement à exempter de la mobilisation de la classe 1913 les jeunes gens de cette classe, qui, se trouvant en Corse en 1915, ont été mobilisés à cette date, p. 2299 (Document n° 851). — Lecture du rap-

port par M. Eugène Meyer, et demande de discussion immédiate, p. 2261; rejet, au scrutin, p. 2262.

CLASSE 1947

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'appel de la classe 1917, p. 4723 (Document n° 1393). Dépôt du rapport par M. André Tourné, p. 3218 (Document n° 2061). — Adoption, p. 3838.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1571 (Document n° 530). — Dépôt du rapport de M. Saastier-Boisauné, p. 1618 (Document n° 520). — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1771.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4283. (Loi n° 47-4571 du 25 août 1917, J. O. du 26 août 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier certaines catégories de conscrits des 1^{er} et 2^e contingents de la classe 1917 des mêmes avantages de réduction ou d'exemption de service militaire accordés aux jeunes gens de la classe 1916, p. 1890 (Document n° 1518).

CORPS EXPÉDITIONNAIRE D'INDOCHINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. le général Joinville tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les dispositions pour assurer le relève et le rapatriement d'Indochine des militaires dont le contrat d'engagement est expiré, p. 1661 (Document n° 1313).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Métayer tendant à inviter le Gouvernement à accorder certains avantages aux combattants démobilisés revenant d'Indochine, p. 2117 (Document n° 2026).

ÉCOLES MILITAIRES PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1881, ayant pour objet la suppression des enfants de troupe dans les régiments et la création de six écoles militaires préparatoires, p. 1911 (Document n° 1581).

ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi réglant la situation de certains élèves et anciens élèves de l'école polytechnique, p. 2151 (Document n° 1710) (rectifié, p. 2201).

ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Girardot tendant à inviter le Gouvernement à exproprier pour cause d'utilité publique les terrains sur lesquels sont construits les bâtiments de l'armée de la poudrerie nationale de Saint-Chamas, à Sisteron, et à entreprendre dans cette usine des fabrications utiles à la défense nationale et à l'économie du pays, p. 1890 (Document n° 1530).

FORCES FRANÇAISES LIBRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Vendroux tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2718 du 2 novembre 1915 qui étend aux militaires des Forces françaises libres les avantages accordés aux anciens prisonniers de guerre et anciens déportés, p. 2151 (Document n° 1721).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-2718 du 2 novembre 1915 étendant aux militaires des Forces françaises libres certains avantages prévus en faveur des prisonniers de guerre et déportés, p. 4819 (Document n° 2337). — Dépôt du rapport par M. Lambert, p. 5619 (Document n° 2830). — Adoption, p. 6072.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2163 (Document n° 991).

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée active de terre en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, p. 1097 (Document n° 1050). — Dépôt du rapport par M. Montell, p. 6177 (Document n° 2978). — Discussion, p. 6681 et adoption, p. 6687.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant l'épuration des officiers de réserve des armées de terre, de mer et de l'air, p. 4929 (Document n° 2593).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à l'annulation de l'acte dit « loi du 23 août 1910 » annulant les nominations et promotions à titre temporaire dans les trois armées de terre, de mer et de l'air, antérieures au 1^{er} septembre 1910, p. 4983 (Document n° 2506).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation faite aux officiers et sous-officiers déçus des cadres en exécution de l'article 11 de la loi du 5 avril 1916 portant fixation du budget général (dépenses militaires) de l'exercice 1916, p. 5783 (Document n° 2877).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. le général Joinville tendant à inviter le Gouvernement à garantir l'intégration dans l'active des officiers résistants actuellement en stage et à reviser la situation des officiers résistants qui ont été éliminés à l'issue d'un stage probatoire, p. 605 (Document n° 820). — Dépôt du rapport par M. Camphin, p. 1890 (Document n° 1515).

ORGANISATION MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'organisation militaire, p. 5041 (Document n° 2819).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'organisation des forces armées, p. 5881 (Document n° 2902).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. François Billoux portant organisation des forces armées, p. 1968 (Document n° 4532).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. François Billoux portant organisation de la défense nationale, p. 1869 (Document n° 4533).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucault tendant à inviter le Gouvernement à classer à nouveau la ville de Privas (Ardèche) au titre de ville de garnison, p. 5993 (Document n° 2951).

PERMISSIONS AGRICOLES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Liénard tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des permissions agricoles exceptionnelles pour procéder aux réensemencements de printemps, p. 96 (Document n° 65). Dépôt du rapport par M. Le Saastier-Boisauné, p. 265 (Document n° 112). — Discussion, p. 489; adoption, p. 490.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre-Grouès tendant à inviter le Gouvernement à accorder des permissions agricoles aux militaires, du 15 mars au 15 avril, pour réensemencer les blés de printemps, p. 610 (Document n° 774).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Caron tendant à inviter le Gouvernement à accorder une permission agricole d'une durée de 20 jours aux soldats cultivateurs de la classe 1917 et un congé libérable de la même durée aux soldats cultivateurs de la classe 1916 (2^e contingent), p. 3504 (Document n° 2099).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à accorder de longues permissions aux jeunes cultivateurs et ouvriers agricoles mobilisés, p. 4819 (Document n° 2827) (rectifié, p. 4871).

PRÉPARATION MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André-François Mercier (Deux-Sèvres) tendant à réviser l'organisation actuelle de la préparation militaire des jeunes et instituant sur de nouvelles bases le service pré-militaire, p. 1763 (Document n° 1159).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dässonville tendant à réviser l'organisation actuelle de la préparation militaire des jeunes et à la fonder sur de nouvelles bases, p. 3150 (Document n° 2045).

RECRUTEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gressa tendant à remettre en vigueur les dispositions de l'article 33 de la loi du 7 août 1913 concernant les ayants cause des retraités militaires proportionnels devenus fonctionnaires civils, p. 1990 (Document n° 1610). — Dépôt du rapport par M. Chenier, p. 3505 (Document n° 2122).

SANTÉ MILITAIRE (SERVICE DE)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Le Jeune tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser le service de santé militaire en Indochine, à expédier d'urgence des médicaments et à rapatrier les officiers et sous-officiers ainsi que les soldats atteints de maladies graves, p. 608 (Document n° 612).

SPÉCIALISTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Terrenoire portant élévation de la limite d'âge des maîtres-ouvriers tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines, p. 5783 (Document n° 2830).

Armes et munitions.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à récupérer en Allemagne des armes de chasse; à répartir celles-ci entre les chasseurs dont les armes ont été détruites ou dévalorisées; à reconnaître à ceux-ci la priorité pour l'achat des armes de chasse neuves, p. 313 (Document n° 696). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 2019 (Document n° 1025).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'autorisation de port d'arme aux convoyeurs de fonds appartenant aux entreprises privées, p. 5569 (Document n° 2200).

Arsenaux et établissements de la marine. — V. Armée de mer.

Art administratif. — V. Enseignement de l'organisation scientifique du travail.

Artisanat. — V. Commerce et Industrie. — Impôts (bénéfices industriels et commerciaux). — Interpellations (Assemblée nationale) n° 6.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot relative aux statuts de l'artisanat, p. 795 (Document n° 871).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Braveny relative au statut de l'artisanat, p. 977 (Document n° 972).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin tendant à organiser la profession artisanale, p. 1812 (Document n° 1190).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à majorer les taux de crédit accordés à un ouvrier désireux d'installer comme artisan, p. 4245 (Document n° 2237).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brussel tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la proportion des contingents de militaires pré-

mières, en particulier de métaux ferreux et non ferreux, attribués aux artisans, p. 2835 (Document n° 1935).

Arts et manufactures. — V. Justice commerciale.

Arts et manufactures (comité consultatif).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant suppression du comité consultatif des arts et manufactures et création d'un comité consultatif des établissements classés, p. 4125 (Document n° 2335).

Assemblée algérienne. — V. Algérie (élections).

Assemblée de groupes. — V. France d'outre-mer (Afrique équatoriale française).

Assemblée nationale. — V. Constitution. — Députés. — Elections législatives. — Traitements, soldes et indemnités.

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt de rapports de M. Aubry concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de l'Assemblée nationale pour les trois premiers mois de l'exercice 1947, p. 318 (Document n° 558), p. 376 (Document n° 627). — Adoption, p. 379.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 83 (Document n° 51). — Rapport par M. Fohier (Document n° 63); adoption, p. 93.

Assemblée nationale. — Avis conforme au conseil de la République, p. 465 (Loi n° 47-317 du 28 février 1947, J. O. du 1^{er} mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry concernant: 1^o l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale pour l'exercice 1947; 2^o l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1947, p. 5521 (Document n° 2775). — Adoption, p. 5578.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2363 (Document n° 865). — Adoption, p. 2380.

Assemblée nationale. — Avis conforme au conseil de la République, p. 5613 (Loi n° 47-2311 du 19 décembre 1947, J. O. du 20 décembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée nationale pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, p. 1163 (Document n° 1055); adoption, p. 1122.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée nationale pour le mois de juillet 1947, p. 2795 (Document n° 1920). — Discussion et adoption, p. 2820.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée nationale pour le mois d'août 1947, p. 2806 (Document n° 2190). — Adoption, p. 2826.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Aubry sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'exercice 1947, p. 4352 (Document n° 2551).

Voir également à la rubrique: *Traitements (allocation spéciale forfaitaire).*

BUREAU

Assemblée nationale. — Constitution du bureau d'âge: M. Marcel Cachin, président; MM. Constant Monjaret, Kaboré Zinda, André Moyet, Louis Guillou, André Denis, Jean Pronteau, secrétaires, p. 1. — Scrutins pour la nomination du bureau définitif, p. 3. — Proclamation de M. Vincent Aurioi comme président, p. 3; de M. Jacques Duclos, Mmes Germaine Poyroles, Madeleine Braun, MM. Fernand Bouxom, Yvon Delbos et Jules Ramarony comme vice-présidents; de Mme Denise Hastide, MM. André Héranget, Edouard Bonnelous, Patrice Bougrain, Aimé Césaire, Robert Chamberlon, Jean Charlot, Louis Christiaens, Pierre Gostermann, Emile Liouard,

Edouard Ramonet, Paul Ribeyre, Jean Silvandre et Amar Sinail comme secrétaires; de MM. Jacques Gresa, Lucien Hussel et Louis Martel comme questeurs, p. 4. — Démission du président de l'Assemblée, p. 26. — Scrutin pour la nomination du président de l'Assemblée. — Proclamation de M. Edouard Herriot, p. 27. — Démission de M. Yvon Delbos, vice-président de l'Assemblée et désignation de candidature, p. 42. — Proclamation de M. Max Lejeune, p. 51.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée nationale faisant connaître au Conseil de la République la constitution du bureau de l'Assemblée pour l'année 1947, p. 5.

Assemblée nationale. — Adoption d'une motion concernant la modification du nombre de secrétaires, p. 3.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Paul Bastid en vue de présenter les candidatures pour les sept sièges du comité constitutionnel à la nomination de l'Assemblée nationale. (Application de l'article 91 de la Constitution, des articles 1^{er} et 2 de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 16 du règlement), p. 697 (document n° 837). — Désignation de candidatures, p. 693. — Nomination de membres, p. 796.

COMITÉS SECRETS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à la publication des séances ou fractions de séances en comité secret, qui ont eu lieu, à la Chambre des députés, dans la période qui a précédé l'invasion de mai 1940, p. 4930 (Document n° 2601).

COMMISSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David (Seine-et-Oise) tendant à instituer une commission chargée d'établir et de faire connaître le bilan des pertes survenues dans les armées françaises de terre, de mer et de l'air ainsi que le bilan des destructions et dommages matériels subis par la France et les peuples de l'Union française de 1939 à 1945, p. 977 (Document n° 973).

Commission des affaires économiques. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 101, 210, 263, 436, 439, 4700, 2633, 5202, 5129, 5651. — Nomination de membres, p. 5, 102, 118, 275, 1159, 1793, 2518, 5151, 5536, 5757.

Commission des affaires étrangères. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 63, 171, 210, 379, 1316, 5202, 5651, 6220. — Nomination de membres, p. 5, 118, 275, 441, 1476, 1761, 1783, 5151, 5757.

Commission de l'agriculture. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 319. — Nomination de membres, p. 27.

Commission de la comptabilité. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 35, 5837. — Nomination de membres, p. 40, 6071.

Commission de la défense nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 401, 402, 471, 210, 4700, 4920. — Nomination de membres, p. 27, 102, 148, 276, 1761, 1783, 4963.

Commission de l'éducation nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 210, 1439, 2293, 5983. — Nomination de membres, p. 276, 1476, 2440, 6071.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 85, 101, 102, 210, 263, 1316, 4700, 1990, 6020. — Nomination de membres, p. 27, 40, 118, 268, 276, 1459, 1783, 2000.

Commission des finances. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 401, 210, 857, 1700, 5202, 5651. — Nomination de membres, p. 27, 148, 276, 668, 1783, 5151, 5757.

Commission de l'intérieur. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 102,

210, 1700, 3636, 5590. — Nomination de membres, p. 5, 148, 276, 1761, 1783, 3837, 5757.

Commission de la justice et de législation. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 102, 210, 1700, 5837. — Nomination de membres, p. 27, 148, 276, 1761, 1783, 6071.

Commission de la marine marchande et des pêches. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 210, 471, 551, 4990, 2831. — Nomination de membres, p. 27, 268, 276, 557, 2000, 3016.

Commission des moyens de communication. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 35, 63, 210, 787, 1012, 4001, 1700, 2101, 5651. — Nomination de membres, p. 27, 40, 102, 118, 276, 795, 1010, 1678, 1783, 2518, 5757.

Commission des pensions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 210, 319, 551, 1700, 1990, 2293, 5651. — Nomination de membres, p. 5, 27, 102, 148, 276, 357, 557, 1793, 2000, 2110, 5757.

Commission de la presse. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 102, 171, 210, 379, 973, 1700, 5202, 5590, 5833. — Nomination de membres, p. 27, 40, 102, 118, 276, 441, 557, 1010, 1761, 1783, 5151, 5757, 6071.

Commission de la production industrielle. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 85, 102, 319, 379, 551, 1700, 2293, 5129. — Nomination de membres, p. 27, 40, 102, 118, 357, 441, 557, 1783, 2110, 5757.

Commission du ravitaillement. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 102, 210, 319, 638, 1439, 1760, 3636, 5129. — Nomination de membres, p. 27, 102, 148, 357, 796, 1476, 1783, 3337, 5536.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 102, 210, 1700, 3335, 5651. — Nomination de membres, p. 27, 102, 118, 276, 1783, 3511, 5757.

Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 102, 210, 289, 1700, 1761, 2533, 2881, 3151, 3636, 5590, 5631, 5833. — Nomination de membres, p. 148, 276, 357, 1761, 1783, 2518, 3016, 3283, 3837, 5757, 6071.

Commission des territoires d'outre-mer. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 35, 102, 210, 319, 787, 1496. — Nomination de membres, p. 5, 27, 40, 118, 276, 357, 796, 1492, 1761, 1783.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 9, 171, 210, 379, 1700, 2021, 2120, 2101, 5651, 6020. — Nomination de membres, p. 27, 102, 118, 276, 441, 1783, 2518, 5757.

COMPOSITION ET ELECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brisset tendant à fixer la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale, p. 5137 (Document n° 2693).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Capitani relative à l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale, p. 5916 (Document n° 2930).

CONVOCACTIONS

Convocations de l'Assemblée nationale, p. 5215, 6937.

GROUPE

Assemblée nationale. — Modifications aux listes électorales des membres des groupes, p. 9, 85, 63, 401, 412, 171, 289, 318, 379, 471, 551, 912, 978, 1132, 1210, 1316, 1439, 1662, 1764, 1992, 3013, 3091, 3577, 4613, 4637, 4870, 5071, 6026, 5418, 5137, 5292, 5883, 6192, 6621, 6897.

RÈGLEMENT

Assemblée nationale. — Discussion des conclusions du rapport tendant à modifier l'article 10 du règlement, adopté à titre provisoire, par l'Assemblée nationale, p. 41; adoption de l'article unique de la proposition de résolution, p. 41.

Assemblée nationale. — Suite de la discussion des conclusions du rapport tendant à modifier le règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée nationale (5^e et 6^e parties), p. 228, 210 (rectificatif, p. 260); suite de la discussion (7^e partie), p. 563 (8^e partie), p. 572 (rectificatif, p. 815) (9^e partie), p. 932; l'ensemble des conclusions du rapport mis aux voix est adopté, p. 935 (rectificatif, p. 1210).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecourt, tendant à compléter l'article 83 du règlement, p. 5255 (Document n° 2712). — Demande de discussion d'urgence, p. 5255; lecture du rapport, par M. Eugène Rigal et discussion, p. 5260; adoption, au scrutin, p. 5262; demande de la question préalable, p. 5260; rejet, au scrutin, et discussion, p. 5263; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de résolution, p. 5270.

Assemblée nationale. — Rappels au règlement. — Défense de la légalité républicaine et du parlement, p. 5335; adoption, au scrutin, d'une motion de confiance à M. le président de l'Assemblée, présentée par M. Robert Lecourt, p. 5311.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Leenhardt tendant à la modification du règlement de l'Assemblée nationale, p. 1333 (Document n° 1197). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Viollette tendant à modifier l'article 13 du règlement, p. 5195 (Document n° 2730). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hugues tendant à modifier l'article 39 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 5189 (Document n° 2709). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Bichel tendant à empêcher l'obstruction des débats parlementaires, p. 5272 (Document n° 2739) (rectificatif, p. 5590). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Francis Leenhardt tendant à la modification du règlement de l'Assemblée nationale, p. 5513 (Document n° 2791). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bétolaud tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale, p. 5565 (Document n° 2791). — Dépôt du rapport par Mme Germaine Peyroles, p. 5722 (Document n° 2813). — Discussion, p. 5909, 5916, 5937, 5953.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Viollette tendant à modifier l'article 10 du règlement, p. 5188 (Document n° 2761). — Dépôt du rapport par M. Reille-Souff, p. 6316 (Document n° 3005).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Lecourt tendant à compléter l'article 52 du règlement, p. 836 (Document n° 933).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Hardoux tendant à modifier le règlement, p. 1312 (Document n° 1153).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Germaine Peyroles tendant à la réforme des méthodes parlementaires, p. 1312 (Document n° 1203).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrachin tendant à compléter l'article 107 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 1525 (Document n° 1259).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antier tendant à modifier le mode de votation des membres de l'Assemblée nationale, p. 3591 (Document n° 2100).

SEANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à décider que la séance de l'Assemblée nationale du 1^{er} décembre figurera au *Journal officiel* comme ayant eu lieu affectivement le 1^{er} décembre, p. 5391 (Document n° 2117). — Proposition devenue sans objet, p. 5113.

SESSIONS

Assemblée nationale. — Proposition de M. Lecourt tendant à suspendre les travaux parlementaires le 13 août. Discussion, p. 36-8; adoption, au scrutin, p. 3701.

Assemblée nationale. — Ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale pour 1917, p. 1.

Interruption de la session de 1917, p. 4869.

Reprise de la session de 1917, p. 4911.

Closure de la session de 1917, p. 6637.

Assemblée parisienne. — V. Elections municipales.

Assemblée de l'Union française. — V. Conseillers de la République (logement). — Constitution. — Elections à l'Assemblée de l'Union française.

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour le fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française, p. 4125 (Document n° 2331). — Adoption, p. 4289.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1751 (Document n° 622). — Rapporteur, M. Alain Pècher (Document n° 668); adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1800.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4731 (Loi n° 47-1623 du 23 août 1917, J. O. du 29 août 1917).

Voir également à la rubrique: *Assemblée nationale (budget)*.

BUREAU

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître la composition du bureau de l'Assemblée de l'Union française, p. 5881.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître la composition du bureau de l'Assemblée de l'Union française, p. 2515.

COMPOSITION ET ELECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi n° 46-2335 du 27 octobre 1916 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 1207 (Document n° 1069). — Dépôt du rapport par M. Boisdon, p. 2019 (Document n° 1629). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Boisdon, p. 3939 (Document n° 2237). — Discussion, p. 1257 et adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 4263.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1750 (Document n° 620). — Dépôt du rapport par M. Poisson, p. 1787 (Document n° 662). — Discussion, p. 1791 et renvoi à la commission, p. 1799; suite de la discussion, p. 1801 et adoption après modification du titre: « *Projet de loi modifiant la loi n° 46-2335 du 27 octobre 1916 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française (art. 4, §§ 2^e et 3^e)* », p. 1801.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4137 (Document n° 2153). — Adoption, p. 4511 (rectificatif, p. 1613) (Loi n° 47-1708 du 4 septembre 1917, J. O. du 5 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdon tendant à modifier l'article 10 de la loi du 27 octobre 1916 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 1588 (Document n° 1309). — Dépôt du rapport par M. Boisdon, p. 2711 (Document n° 1892). — Discussion et adoption, p. 4288.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1751 (Document n° 623). — Rapporteur, M. Sempé (Document n° 667); discussion, p. 1793; adoption, p. 1800.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4730 (Loi n° 47-1697 du 27 août 1917, J. O. du 28 août 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi n° 46-2335 du 27 octobre 1916 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 4993 (Document n° 2623).

à l'Assemblée de l'Union française, p. 4819 (Document n° 1461).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbraut tendant à compléter l'article 10 de la loi du 27 octobre 1916 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française et la loi du 27 août 1917 modifiant cet article, p. 5003 (Document n° 2638).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vieljeux tendant à faire élire les membres métropolitains de l'Assemblée de l'Union française par des assemblées parlementaires dont les opinions politiques soient conformes aux indications les plus récentes données par le suffrage universel, p. 2115 (Document n° 799).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5081 (Document n° 2653).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Demuiois tendant à déterminer la procédure d'élection, par les membres de l'Assemblée nationale représentant la métropole, de cinquante membres de l'Assemblée de l'Union française (application des articles 2 (alinéa 1^{er}), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1916 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), p. 4993 (Document n° 2619). — Discussion, p. 4993, adoption, p. 4997.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Salomon Grumbach en vue de déterminer la procédure à suivre pour l'élection par les membres du Conseil de la République représentant la métropole de certains membres de l'Assemblée de l'Union française (en application de l'article 67 de la Constitution et des articles 4, alinéa 2, et 11, alinéa 2, de la loi organique du 27 octobre 1916 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), p. 2102 (Document n° 791). — Rapporteur, M. Salomon Grumbach, et discussion, p. 2120; adoption, p. 2124.

Assemblée nationale. — Attribution de cinquante sièges à l'Assemblée de l'Union française. — Demande de dépôt de listes de candidats, p. 4923. — Désignation de candidatures, p. 5015. — Proclamation des membres, p. 5060.

Conseil de la République. — Attribution de 25 sièges à l'Assemblée de l'Union française. — Demande de dépôt de listes de candidats, p. 2097. — Affichage des candidats et proclamation des membres, p. 2136.

ORGANISMES CONSTITUTIONNELS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max André tendant à inviter le Gouvernement à hâter la mise en place des organismes constitutionnels de l'Union française, p. 191 (Document n° 109).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à la création d'un barème unique pour la répartition des dépenses d'assistance entre l'Etat, les départements et les communes, p. 5589 (Document n° 2706).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal concernant la détermination des personnes appelées à bénéficier des lois d'assistance et le financement des dépenses qu'elles entraînent, p. 5589 (Document n° 2807).

ASSISTANCE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à la création d'un barème unique pour la répartition des dépenses d'assistance entre l'Etat, les départements et les communes, p. 5589 (Document n° 2706).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal concernant la détermination des personnes appelées à bénéficier des lois d'assistance et le financement des dépenses qu'elles entraînent, p. 5589 (Document n° 2807).

Assistance familiale. — V. Allocation familiales.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lanry concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants, p. 61 (Document n° 33).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leuret sur l'organisation des travailleuses familiales, p. 678 (Document n° 282).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1800 (Document n° 1557).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Yvonne Dumont invitant le Gouvernement à prendre les mesures susceptibles de permettre aux femmes seules chargées d'enfants d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal, p. 674 (Document n° 287).

Assistance médicale gratuite. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 76.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Huiln Desgrées tendant à instituer le bénéfice automatique de l'assistance médicale gratuite aux personnes visées par la loi du 13 septembre 1916 relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, p. 169 (Document n° 439).

Assistance publique. — V. Enfance (protection de l').

Assistance aux réfugiés et aux sinistrés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une allocation d'attente en p. 1311 (Document n° 1191). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 1761 (Document n° 1152). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du 1^{er} septembre 1912 et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, p. 31 (Document n° 325). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 510 (Document n° 517). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Garet, p. 1912 (Document n° 1561). — Discussion, p. 2823; adoption après modification du titre « *Projet de loi instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre* », p. 3332 (rectificatif, p. 3912).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1571 (Document n° 528). — Rapporteur M. Chochoy et discussion, p. 1636; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1698.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4327 (Document n° 2295). — Adoption, p. 4393 (Loi n° 47-1631 du 3^e août 1917, J. O. du 31 août 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lenormand tendant à majorer l'allocation journalière d'attente accordée aux sinistrés et aux réfugiés nécessiteux, dont le taux actuel a été fixé par l'ordonnance n° 45-39 du 8 janvier 1915 ainsi qu'à relever le plafond des indemnités et ressources admises pour bénéficier de cette allocation, p. 785 (Document n° 659). — Dépôt du rapport par M. André Dufour, p. 2950 (Document n° 1973). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre par M. Lenormand, p. 3329 (Document n° 2295).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meek tendant à inviter le Gouvernement à faire publier d'urgence les modalités d'application de la loi du 30 août 1917 instituant l'allocation d'attente pour sinistrés, p. 6129 (Document n° 2760).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poret tendant à inviter le Gouvernement à étudier et faire voter en faveur des sinistrés français à l'étranger, la loi prévue par l'article 9 de la loi du 23 octobre 1916, p. 1751 (Document n° 629).

Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 4 et 75. — Rectificatif.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry tendant à instituer une aide spéciale au profit des aveugles de la Résistance, p. 2076 (Document n° 1639). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 3150 (Document n° 2052). — Adoption, p. 3229 (rectificatif, p. 4132).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1826 (Document n° 685). — Rapporteur, M. Jean-Marie Thomas

(Document n° 701). — Discussion, p. 1837; adoption, p. 1838.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4551 (Loi n° 47-1735 du 5 septembre 1917, J. O. du 6 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denis Cordonnier tendant à assurer un minimum vital à tous les aveugles et grands infirmes, quelle que soit l'origine de leur infirmité, p. 209 (Document n° 479). — Dépôt du rapport de M. Cordonnier, p. 1209 (Document n° 1082).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à porter à 730 et 830 francs par mois les taux pour les infirmes et incurables de moins de 60 ans, tels qu'ils sont définis au paragraphe 3, article 20, de la loi du 11 juillet 1905, p. 3117 (Document n° 2089).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Teyssandier tendant à instituer une aide spéciale en faveur des grands malades, tuberculeux, infirmes et invalides de la Résistance, et créant un fonds spécial d'aide aux membres de la Résistance, p. 1979 (Document n° 755).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4819 (Document n° 2531).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Ballanger tendant à augmenter les sommes mises à la disposition des vieillards hospitalisés dans les asiles, pour leur argent de poche, p. 4870 (Document n° 2561).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal sur le taux de l'allocation à domicile pour les infirmes et incurables, p. 5619 (Document n° 2836).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vée tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la parité de taux entre l'allocation d'assistance prévue par la loi du 11 juillet 1905 et la retraite des vieux, p. 313 (Document n° 573).

Assistants et assistantes sociales. — V. Enseignement de la médecine. — Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.

Assistants d'hygiène scolaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lemoine tendant à inviter le Gouvernement à établir rapidement le statut des adjointes d'hygiène scolaire, p. 653 (Document n° 829).

Associations familiales. — V. Associations et groupements.

Associations et groupements. — V. Loyers (divers).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à abroger l'ordonnance du 2 septembre 1913 portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre, p. 5981 (Document n° 2966). — Dépôt du rapport par M. Auguste Touchard, p. 6316 (Document n° 3009).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux associations et parlis politiques, p. 977 (Document n° 993).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Madeleine Braun tendant à abroger les dispositions du décret du 12 avril 1919 relatif à la constitution des associations étrangères, p. 1571 (Document n° 1260).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Paulette Charbonnel tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des associations familiales, p. 5831 (Document n° 2913).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relatif au montant des cotisations des membres des associations régulièrement déclarées, p. 678 (Document n° 231).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1820 (Document n° 1560).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à inviter le Gouvernement à rapporter le décret du 26 septembre 1919 prononçant la dissolution du parti du peuple algérien, p. 463 (Document n° 732).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux syndicats d'initiative des ressources financières leur permettant de remplir efficacement leur mission, p. 5128 (Document n° 2751).

Associations syndicales de reconstruction et de remembrement. — V. Propriété immobilière. — Sociétés coopératives de reconstruction.

Assurances CREDIT D'ETAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le relèvement de la limite des engagements de l'Etat au titre de l'assurance-crédit, p. 3119 (Document n° 2016). — Dépôt du rapport par M. Cozard, p. 4127 (Document n° 2323). — Discussion, p. 4155, adoption, p. 4156.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1679 (Document n° 689). — Rapporteur M. Viefjeux (Document n° 637). — Discussion et adoption, p. 1763.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4381.

Assemblée nationale. — Demande d'une nouvelle délibération tendant à abroger l'art. 63 de la loi du 8 août 1917, p. 4876 (Document n° 2561).

Assurances des MARINS DU COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant amélioration de la situation des pensionnés sur la caisse des retraites des marins et sur la caisse générale de prévoyance des marins français, p. 4126 (Document n° 2355). — Dépôt du rapport par M. Raoul Galas, p. 4187 (Document n° 2377). — Discussion, p. 4211 et adoption, p. 4215.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1679 (Document n° 686). — Rapporteur M. Denvers (Document n° 627); avis de la commission des finances par M. Reverberet (Document n° 623); discussion, p. 1762 et adoption, au scrutin et à l'unanimité, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1753.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4380 (Document n° 2127). — Discussion et adoption, p. 4381 (Loi n° 47-1683 du 3 septembre 1917, J. O. du 4 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierrat tendant à la revalorisation des indemnités d'assurance dues aux inscrits maritimes pour pertes d'équipement par suite d'événements de mer, p. 785 (Document n° 869). — Dépôt du rapport par M. Canco, p. 1132 (Document n° 1066).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Haron tendant à l'amélioration de la situation des pensionnés sur la caisse de retraite des marins et sur la caisse générale de prévoyance des marins français, p. 1911 (Document n° 1340). — Dépôt du rapport par M. Gouge, p. 3996 (Document n° 2550).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant l'assurance des marins du commerce et de la pêche contre les pertes d'équipement par suite d'événements de mer, p. 1660 (Document n° 1315).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coudray tendant à inviter le Gouvernement à préparer la refonte de la loi validée du 12 avril 1911 et de la loi du 16 octobre 1916 concernant les pensions de marins, p. 313 (Document n° 602).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Camilleau tendant à inviter le Gouvernement à protéger la loi du 3 septembre 1917 et à améliorer les pensions des marins du commerce, p. 6176 (Document n° 2983).

Assurances de toute NATURE ET ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE. — V. Agriculture (organisation professionnelle). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 6.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la fusion des groupements entre sociétés d'assurances sur la vie pour la garantie des risques de guerre insiliés dans la métropole et en Afrique du Nord, p. 1311 (Document n° 1175). — Dépôt du rapport par M. André Burlot, p. 2881 (Document n° 1954). — Adoption, p. 3175.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1081 (Document n° 460). — Rapporteur M. Alain Poirer (Document n° 786) et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2076.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4869 (Loi n° 47-1828 du 15 septembre 1917, J. O. du 17 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au paiement dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des indemnités afférentes à certaines catégories d'opérations d'assurances dommages et d'assurances de personnes, p. 1097 (Document n° 1033).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à accélérer la liquidation du fonds commun institué par l'article 2 de l'acte provisoirement applicable, dit loi du 21 décembre 1913 relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage, p. 4819 (Document n° 2538).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à éviter l'indemnisation des entreprises d'assurances par la sécurité sociale, p. 2076 (Document n° 1655).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Dureau tendant à rendre applicables aux titulaires de contrats de rente viagère ou d'assurance-vie domiciliés à Madagascar et ayant souscrit leur contrat antérieurement au 26 décembre 1915 les dispositions du 3^e alinéa de l'article 3 du titre 1^{er} du décret du 26 décembre 1915 aux termes duquel les pensionnés de l'Etat en résidence au 26 décembre 1915 dans un territoire d'outre-mer percevront leurs arriérés en monnaie de ce territoire aussi longtemps qu'ils y conserveront leur domicile, p. 5881 (Document n° 2882).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre André tendant à inviter le Gouvernement à révaloriser les contrats d'assurances-vie et de rente viagère par attribution aux assurés des plus-values d'actif résultant de la réévaluation des bilans prescrits par le décret du 23 mai 1916, p. 58 (Document n° 330).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à assurer la « sécurité automobile », p. 697 (Document n° 819).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guesdon tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi limitant les primes d'assurance incendie des sinistres logés dans des constructions provisoires, et instituant une surprime générale sur les contrats d'assurance incendie pour couvrir les risques supplémentaires des sinistres, p. 6192 (Document n° 3035).

Assurances sociales. — V. Alsace-Lorraine. — Conventions internationales. — Pharmacie

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Bas tendant à maintenir l'affiliation des salariés agricoles et forestiers des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle: 1^o aux caisses primaires de sécurité sociale, en ce qui concerne les risques maladie, longue maladie, maternité, décès et accidents du travail ou maladies professionnelles (incapacités temporaires); 2^o aux caisses régionales de sécurité sociale, quant aux risques invalidité-vieillesse; 3^o aux caisses accidentales agricoles,

pour ce qui est des risques accidents du travail et maladies professionnelles (incapacités permanentes), p. 467 (Document n° 725). — Retrait de la proposition de loi, p. 1206.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Goff tendant à inviter le Gouvernement à différer, pour les professions agricoles et dans le seul domaine de la perception des cotisations, l'application de la loi n° 46-1900 du 13 septembre 1916 généralisant la sécurité sociale en ce qui concerne l'assurance-vieillesse, p. 266 (Document n° 138). — Lecture du rapport par M. Abel-Durand, p. 390; discussion, p. 391; suite de la discussion, p. 453; rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 456.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Signor sur la proposition de loi de M. Renard tendant à octroyer aux salariés de la profession agricole l'égalité sociale en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail (n° 112), p. 1193 (Document n° 1210). — Dépôt d'un avis de la commission du travail et de la sécurité sociale par M. Lavergne, p. 1990 (Document n° 1065).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Goff tendant à déterminer les modalités d'application et de financement de la sécurité sociale agricole, p. 519 (Document n° 216) (rectificatif, p. 617).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1136 (Document n° 1207).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à fixer le minimum de la pension d'invalidité des assurés sociaux obligatoires agricoles, p. 3012 (Document n° 2001).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Meck tendant à rendre provisoirement applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle le régime de sécurité sociale institué par les ordonnances n° 45-2250 du 4 octobre 1915, 45-2151 du 19 octobre 1915 et la loi n° 46-2126 du 30 octobre 1916 pour les salariés des professions agricoles et forestières, p. 4186 (Document n° 2367).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Perlon tendant à octroyer aux salariés de la profession agricole l'égalité sociale en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail, p. 5195 (Document n° 2707).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Véo tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les travailleurs agricoles d'une protection sociale égale à celle des autres travailleurs dans le cadre d'un régime adapté à leurs conditions de vie, p. 313 (Document n° 574).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à annuler le décret n° 46-1639 du 13 juillet 1916 relatif au régime des assurances sociales des salariés agricoles et forestiers dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 313 (Document n° 599).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garlin tendant à inviter le Gouvernement à diminuer les cotisations des métayers en matière d'assurances sociales en rendant facultative l'indemnité journalière, p. 786 (Document n° 861).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Mayer tendant à inviter le Gouvernement à exécuter l'obligation que lui impose l'article 7 de la loi du 21 décembre 1916 quant au dépôt d'un projet de loi relatif aux assurances sociales en agriculture, p. 1763 (Document n° 1456).

ALGÉRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Fayel relative à la sécurité sociale en Algérie, p. 112 (Document n° 423).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Augard tendant à l'application de la sécurité sociale en Algérie, p. 997 (Document n° 957).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier relative à la sécurité sociale en Algérie, p. 2258 (Document, p. 1762).

ASSURANCE-DÉCÈS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard tendant à faire bénéficier d'une allocation spéciale le conjoint chargé de famille de l'assuré décédé, p. 47 (Document n° 12).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 299 (Document n° 487).

ASSURANCE-MALADIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard tendant à étendre aux assurés sociaux atteints de longues maladies antérieurement au 1^{er} janvier 1916 le bénéfice des dispositions des articles 32 et suivants de l'ordonnance du 19 octobre 1915 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, p. 977 (Document n° 977). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 3501 (Document n° 2117). — Discussion, p. 3937; adoption, p. 3938.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1503 (Document, n° 523). — Lecture du rapport par M. Abel Durand et discussion, p. 1574; adoption, p. 1575.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5088 (Loi n° 47-1611 du 30 août 1917, J. O. du 1^{er} septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachanal tendant à modifier l'article 35 de l'ordonnance du 19 octobre 1915 sur les assurances sociales, p. 1661 (Document n° 1325). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 2259 (Document n° 1713). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Meck, p. 3501 (Document n° 2119). — Adoption après modification du titre. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de l'ordonnance du 19 octobre 1915 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, p. 3938 (rectificatif, p. 4520, 5008).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1503 (Document n° 521). — Lecture du rapport par M. Abel Durand, discussion et adoption, p. 1576 (rectificatif, p. 1576, 2116).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4089 (rectificatif, p. 4520) (Loi n° 47-1613 du 30 août, J. O. du 2 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à accorder le bénéfice de l'assurance de « longue maladie » aux assurés sociaux dont la première constatation de maladie est antérieure au 1^{er} janvier 1916 et dont l'invalidité a été reconnue avant cette date, p. 312 (Document, n° 591).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Chautard relative à l'application des prestations de l'assurance maladie aux ascendants de l'assuré social vivant à la charge de celui-ci, p. 3524 (Document n° 2782).

CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre André tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 25 février 1917 la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, p. 399 (Document n° 517). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Vialle tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1^{er} mars 1917 la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales pour les élections aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, p. 399 (Document n° 518). — Dépôt du rapport par M. Vialle, p. 331 (Document n° 529). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre: Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 25 février 1917 la date de clôture des inscriptions sur les

Listes électorales pour les élections au conseil d'administration, p. 310 (rectificatif, p. 379).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à reporter dans la région parisienne la date limite d'inscription sur les listes électorales, aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et la date des élections, en raison de la grève des journaux, p. 460 (Document n° 717). — Dépôt du rapport par M. Segelle, p. 510 (Document n° 711). — Discussion, p. 531; retrait de la proposition de résolution, p. 535.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence l'interprétation de l'article 15 de la loi du 30 octobre 1916, telle qu'elle ressort de la circulaire relative à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale du 14 janvier 1917, p. 52 (Document n° 17). — Renvoi de la discussion, p. 302; discussion, p. 297; rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 402.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à l'ensemble des bénéficiaires de la sécurité sociale et des allocations familiales le droit de vote et d'éligibilité aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, p. 61 (Document n° 46).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 267 (Document n° 712).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à conférer le droit d'être les administrateurs des caisses d'organisme de sécurité sociale à tous les Français soumis au régime de la loi du 23 septembre 1916, prévoyant la mise en vigueur de la loi du 22 mai 1916 portant généralisation de la sécurité sociale en ce qui concerne l'assurance vieillesse, p. 52 (Document n° 18).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mai 1917 la date de l'élection des administrateurs des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et à faire connaître aux intéressés, par une publicité suffisante, l'intérêt et les modalités de cette élection, p. 55 (Document n° 29).

COMMISSIONS

Conseil de la République. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi du 22 mai 1916 portant généralisation de la sécurité sociale, p. 602. — Désignation de candidatures, p. 617. — Nomination de membres, p. 620.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission pour l'assurance vieillesse des salariés des professions non agricoles, p. 2101. — Désignation de candidature, p. 2137. — Nomination de membres, p. 2140.

DIVERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Schell tendant à exempter les assurés sociaux du versement de toute avance pour frais d'honoraires, pharmaceutiques et d'hospitalisation, p. 2259 (Document n° 1771). — Retrait, p. 4083.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Basille tendant à améliorer le régime des prestations journalières fixé à l'article 22, chapitre II du titre II, de l'ordonnance n° 45-2151 du 19 octobre 1915 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, p. 1990 (Document n° 1615).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Hélène Lejeune ten-

dant à modifier l'article 49 de l'ordonnance du 19 octobre 1915 qui limite l'attribution des bons de lait accordés aux mères qui ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement pour des raisons de santé, à celles qui élèvent elles-mêmes et à domicile leurs enfants non nourris au sein, p. 2795 (Document n° 1913).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Burlet tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions à remplir pour bénéficier des assurances maladie, maternité et invalidité telles qu'elles sont prévues notamment par l'ordonnance du 19 octobre 1915, p. 2759 (Document n° 1903).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Hélène Lejeune tendant à inviter le Gouvernement à fixer uniformément à 60 p. 100 de la prime d'allaitement, le montant des bons de lait de toutes qualités, accordés aux mères qui, pour de strictes raisons médicales, ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement, à l'exception des seuls laits médicamenteux ordonnés par le médecin et remboursés aux mêmes titres et tarifs que les médicaments, p. 2795 (Document n° 1917).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à proposer, par des textes législatifs précis, qu'en aucune circonstance ne puisse être mis en échec, dans les modalités de prestations sanitaires, l'application du principe démocratique qui permet aux malades assurés sociaux le libre choix de leurs praticiens (médecins, pharmaciens, dentistes, sages-femmes) et à ces praticiens le libre exercice de leur art, p. 774 (Document n° 331).

FINANCEMENT DE LA RÉFORME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waideck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi réglementant le financement de la réforme destinée à assurer l'égalité entre salariés de l'agriculture et salariés du commerce et de l'industrie en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail, p. 1525 (Document n° 1253).

IMMATRICULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Vialle tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'immatriculation des agriculteurs, artisans, commerçants, professions libérales et personnes n'exerçant aucune activité professionnelle aux organismes de sécurité sociale, p. 1017 (Document n° 1037). — Retrait, p. 1267.

INTÉGRATION DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 4583 (Document n° 2170).

MIXES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, p. 4325 (Document n° 2118). — Dépôt du rapport par M. Paul Sion, p. 4392 (Document n° 2118). — Discussion et adoption, p. 4391 (rectificatif, p. 4556).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1813 (Document n° 675). — Rapporteur M. Dassaud (Document n° 701); discussion et adoption, p. 1837.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4551 (Loi n° 47-1700 du 4 septembre 1917, J. O. du 5 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à l'abrogation du délai prévu par l'article 206 du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines pour la régularisation de la situation des ouvriers mineurs occupés à des travaux de reconstitution des régions dévastées, p. 2070 (Document n° 1671). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 3150 (Document n° 2060). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article 206

du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines pour la régularisation de la situation des ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées », p. 4229.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1826 (Document n° 692). — Dépôt du rapport par M. Gustave, p. 2169 (Document n° 831). — Discussion, p. 2311, adoption à l'unanimité de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 2316.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5589 (Loi n° 47-2367 du 22 décembre 1917, J. O. du 24 décembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi apportant des améliorations au régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, p. 6618 (Document n° 3057).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à l'abrogation de l'article 201 du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 31 (Document n° 326). — Dépôt d'un rapport par M. Sion, p. 510 (Document n° 713).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecœur tendant à modifier l'article 171 du décret du 27 novembre 1916 portant sur la sécurité sociale des ouvriers mineurs, p. 786 (Document n° 882). — Dépôt du rapport, par M. Fiévez, p. 1912 (Document n° 1566).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'article 171 du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 6176 (Document n° 2985).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à relever, à partir du 1^{er} décembre 1917, de 30 p. 100, le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la caisse autonome nationale (C. A. N.), p. 6239 (Document n° 2922).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecœur tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le décret du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs des dispositions en faveur des ouvriers mineurs et similaires licenciés pour action syndicale ou politique, p. 318 (Document n° 533). — Dépôt du rapport par M. Lecœur, p. 1312 (Document n° 1182).

ORGANISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Morice tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1917 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale dans l'intérêt de la mutualité française, p. 31 (Document n° 315). — Lecture au rapport par M. Vialle, p. 501; discussion, p. 505; adoption, p. 508.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 126 (Document n° 85). — Lecture du rapport par M. Abel-Durand, p. 110; discussion, p. 111; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 111.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 603 (Loi n° 47-160 du 19 mars 1917, J. O. du 20 mars 1917).

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à modifier le paragraphe 2 de l'ordonnance du 4 octobre 1915 sur la sécurité sociale (n° 116) qu'il avait déposée dans la séance du 17 décembre 1916, p. 5.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vialle sur la proposition de loi de M. Vialle tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1915 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, la loi du 22 mai 1916 portant généralisation de la sécurité sociale, la loi du 7 octobre 1916 et la loi du 22 octobre 1916 (n° 79), p. 4290 (Document n° 1152). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Segelle, p. 1913 (Document n° 1572).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à modifier l'article 20 de la loi du 21 octobre 1916 concernant la comparution ou la représentation des parties devant la commission de première

Instance en matière de sécurité sociale, p. 169 (Document n° 415). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beugnot tendant à modifier l'article 20 de la loi du 21 octobre 1916 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, p. 311 (Document n° 561). — Dépôt du rapport par M. Viatte, p. 2078 (Document n° 1657).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Abel-Durand tendant à organiser la gestion indépendante de la sécurité sociale prévue par la loi du 22 mai 1916: 1° pour la population agricole; 2° pour les employeurs artisans et travailleurs indépendants, p. 96 (Document n° 61).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pinton tendant à inviter le Gouvernement à faire abroger le deuxième alinéa de l'article 65 de la loi du 20 octobre 1916 sur la sécurité sociale, p. 161 (Document n° 104).

PENSIONS D'INVALIDITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à faire bénéficier les grands invalides titulaires de pensions ou rentes d'invalidité liquidées antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 45-2151 du 19 octobre 1915 des avantages accordés aux invalides du travail par l'article 56, paragraphe 3, de ladite ordonnance, p. 3020 (Document n° 2039). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 3006 (Document n° 2165). — Adoption, p. 3133.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1503 (Document n° 523). — Lecture du rapport par M. Abel-Durand et discussion, p. 1575; adoption, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à faire bénéficier les grands invalides titulaires de pensions ou rentes d'invalidité liquidées antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 45-2151 du 19 octobre 1915, des avantages accordés aux invalides par l'article 56, paragraphe 3, de ladite ordonnance », p. 1576.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, n° 4091 (Document n° 2240). — Dépôt du rapport par M. Henri Meck, p. 4187 (Document n° 2379). — Discussion et adoption, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à faire bénéficier les grands invalides titulaires de pensions ou rentes d'invalidité liquidées antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 45-2151 du 19 octobre 1915, des avantages accordés aux invalides par l'article 56, paragraphe 3, de ladite ordonnance », p. 4244 (Loi n° 47-163 du 2 septembre 1917, J. O. du 3 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Meck tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier des avantages accessoires de l'ordonnance n° 45-2151 sur la sécurité sociale les invalides 400 p. 100 d'avant le 1^{er} juillet 1916 habitant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 978 (Document n° 983). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 3561 (Document n° 2115). — Adoption, après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les titulaires de rentes liquidées suivant le régime d'assurances sociales applicable en Alsace et Lorraine antérieurement au 1^{er} juillet 1916 des avantages accordés aux grands invalides par l'article 56, paragraphe 3, de l'ordonnance n° 45-2151 du 19 octobre 1915 », p. 4113.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à faire bénéficier les invalides pour maladie d'un rajustement de leur rente, p. 3503 (Document n° 2131).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à modifier les modalités de détermination des pensions d'invalidité des assurances sociales, p. 4953 (Document n° 2607).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à relever les taux de certaines rentes servies par les caisses de sécurité sociale, p. 3006 (Document n° 2181). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 5095 (Document n° 2532).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions en vue de fixer un délai minimum pour la présentation de la réclamation en cas de contestation par application de l'article 52 de l'ordonnance n° 45-2151 du 19 octobre 1915 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, p. 4637 (Document n° 2185).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant au reclassement du personnel des caisses d'assurances sociales et des compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1^{er} juin 1915, dans les nouveaux organismes de la sécurité sociale; qu'il avait déposée dans sa séance du 12 décembre 1916, p. 4206.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant au reclassement: 1° du personnel des caisses d'assurances sociales et des compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1^{er} juin 1915, dans les nouveaux organismes de la sécurité sociale; 2° du personnel des caisses d'assurances sociales vieillesse et décès et vieillesse-invalidité et décès dans les caisses régionales d'assurance vieillesse instituées par la loi n° 48-118 du 22 mai 1916, p. 653 (Document n° 823).

PERSONNELS CIVIL ET MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet la ratification du décret n° 46-291 du 31 décembre 1916 relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, p. 6 (Document n° 253). — Dépôt du rapport par M. Servin, p. 510 (Document n° 755). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille, p. 653 (Document n° 823). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Boutavant, p. 810 (Document n° 912). — Discussion, p. 1166; suite de la discussion, p. 1221, 1211; adoption d'un amendement qui se substitue à l'article unique du projet de loi, p. 1251.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 453 (Document n° 188). — Lecture du rapport par M. Trémolin, p. 457 (Document n° 192); discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 457.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1316 (Loi n° 47-619 du 9 avril 1917, J. O. du 10 avril 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Fagon relative à l'organisation de la sécurité sociale des fonctionnaires et des magistrats, p. 312 (Document n° 569).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à accorder aux anciens marins de l'Etat, titulaires d'une pension d'ancienneté, la bénéfice de la loi du 22 mai 1916 en matière d'assurance maladie et d'assurance accident, p. 436 (Document n° 639).

VIEUX TRAVAILLEURS ET ECONOMIQUEMENT FAIBLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 1889 (Document n° 1510). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck-Rochet tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux travailleurs instituée par la loi du 13 septembre 1916, p. 1571 (Document n° 1288). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à reviser et compléter la loi n° 46-1930 du 13 septembre 1916 instituant l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, p. 1812 (Document n° 1458). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ribeyre tendant à faire bénéficier les vieux travailleurs de l'allocation d'attente jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 1916 portant extension de la sécurité sociale, p. 1812 (Document n° 1460). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck-Rochet tendant à reconduire, à titre transitoire, l'allocation temporaire aux vieux travailleurs, instituée par la loi du 13 septembre 1916, p. 2238 (Document n° 1745). — Dépôt du rap-

port par M. Ramette, p. 2321 (Document n° 1799). — Discussion, p. 2397; adoption après modification du titre: *Projet de loi relatif à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le deuxième trimestre de l'année 1917*, p. 2398.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 607 (Document n° 317). — Discussion, p. 870; Adoption, p. 876.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2531 (Loi n° 47-1250 du 8 juillet 1917, J. O. du 9 juillet 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1917, p. 3995 (Document n° 2275). — Dépôt du rapport par M. Alfred Costes, p. 4326 (Document n° 2103). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Ramette, p. 4326 (Document n° 2104). — Discussion, p. 4326, adoption, p. 4400.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1818 (Document n° 674). — Rapporteur Mme Brisset (Document n° 700) et discussion, p. 1831; Adoption, p. 1836.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4551 (Loi n° 47-1706 du 4 septembre 1917, J. O. du 5 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1917, p. 6163 (Document n° 2975). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Masson tendant à la prorogation jusqu'au 31 mars 1918 de la loi du 13 septembre 1916, instituant une allocation temporaire aux vieux, autres que les salariés, et élevant le taux de cette allocation à 1.200 francs par mois, p. 1879 (Document n° 2917). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à la prorogation de l'allocation temporaire aux vieux travailleurs en vertu de la loi du 13 septembre 1916 et en portant le taux à 1.300 francs par mois, p. 6060 (Document n° 2963). — Dépôt d'un rapport par M. Ramette, p. 6240 (Document n° 2990). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Segelle, p. 6399 (Document n° 3021). — Discussion, p. 6113; Adoption, au scrutin, après modification du titre: *Projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux*, p. 6417.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2701 (Document n° 960). — Lecture du rapport par M. Boudet (Document n° 909); avis de la commission du travail par M. Defrance (Document n° 970), p. 2730; discussion, p. 2731; suite de la discussion, p. 2736 et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2738.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6619 (Document n° 3060). Rapporteur M. Arthur Ramette et adoption, p. 6677.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, p. 5889 (Document n° 2905). — Dépôt du rapport par M. Charles Viatte, p. 5915 (Document n° 2919). — Discussion, p. 6101, et adoption, p. 6115.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2655 (Document n° 955). — Lecture du rapport par M. Abel-Durand (Document n° 963), p. 2723; avis de la commission de l'agriculture par M. Le Goff (Document n° 964); avis de la commission des finances par M. Boudet (Document n° 965); discussion, p. 2725; suite de la discussion, p. 2732, 2712 et adoption, à l'unanimité, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2712.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6619 (Document n° 3062). — Rapporteur M. Charles Viatte et discussion, p. 6663; rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 6674.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boutavant tendant à porter l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés au taux unique de 25.000 F par an (avec abatement correspondant à ceux des zones de salaires), p. 6133 (Document n° 2909). — Dépôt du rapport par M. Boutavant, p. 6399 (Document n° 3017). — Discussion, p. 6136; adoption après modification du

Vitre: Proposition de loi tendant à majorer l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés et le minimum des pensions d'invalidité et de vieillesse des assurances sociales, p. 6138.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2083 (Document n° 957). — Lecture du rapport par M. Rossel (Document n° 967); avis de la Commission des Finances par M. Boudet (Document n° 968) et discussion, p. 2729; adoption à l'unanimité de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 2730.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6618.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Masson tendant à étendre le bénéfice de l'allocation mensuelle de 700 F à toutes les personnes remplissant les conditions requises par la loi du 13 septembre 1916 dont les ressources ne dépassent pas un certain total, p. 75 (Document n° 50). — Dépôt du rapport par M. Bassaud, p. 252 (Document n° 128). — Discussion, p. 395; adoption, p. 396.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur la proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à faire bénéficier les personnes tributaires de l'allocation temporaire aux vieux travailleurs des avantages réservés aux assurés sociaux en matière de remboursement des prestations en nature concernant les produits pharmaceutiques, soins médicaux et chirurgicaux (n° 231), p. 1660 (Document n° 1310).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à faire bénéficier, dans le plus bref délai, les médaillés du travail de l'allocation aux vieux travailleurs, p. 56 (Document n° 369).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Arthur Ramette tendant à faire bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs, de l'allocation d'attente servie aux vieux: a) les travailleurs étrangers dont au moins un des enfants a acquis la nationalité française; b) les femmes qui, nées françaises, ont, du fait de leur mariage, perdu la nationalité française, p. 341 (Document n° 561).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Siznor tendant à étendre aux veuves des inscrits maritimes le bénéfice de la retraite aux vieux travailleurs, p. 408 (Document n° 657).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à modifier les conditions d'attribution de l'allocation temporaire aux vieux et à permettre à l'Etat de récupérer dans certains cas le montant des sommes déjà payées, p. 786 (Document n° 877).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle José Dupuis tendant à modifier les dispositions prévues par la loi n° 46-1900 du 13 septembre 1916 instituant l'allocation temporaire aux vieux et relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, p. 1208 (Document n° 1101).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sauder tendant à permettre le cumul de l'allocation aux vieux travailleurs et des rentes d'assurances sociales, p. 1200 (Document n° 1108).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'établissement de la situation pécuniaire des demandeurs à l'allocation d'attente instituée par la loi du 13 septembre 1916 et à l'allocation aux vieux travailleurs instituée par la loi du 22 mai 1916, p. 1571 (Document n° 1283).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pounader tendant à permettre le cumul de l'allocation aux vieux travailleurs ou allocation d'attente, avec les revenus, quels qu'ils soient, jusqu'à concurrence du plafond de 45.000 F pour une personne et de 60.000 F pour les deux conjoints, p. 3012 (Document n° 2003).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à permettre le paiement de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année en cours, p. 3150 (Document n° 2057).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à instituer une prime de départ pour les bénéficiaires de l'allocation des vieux travailleurs et pour les personnes économiquement faibles âgées au moins de 60 ans, qui abandonneraient le département de la Seine pour s'installer dans une localité non pourvue d'un service municipal du logement, p. 3914 (Document n° 2232).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet fixant le nouveau taux de la retraite des vieux travailleurs et étendant le bénéfice de cette mesure aux travailleurs des deux sexes salariés ou indépendants, des villes et des campagnes, p. 6677 (Document n° 3063).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay portant extension des prestations en nature de l'assurance maladie de la sécurité sociale, au profit des bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, de l'allocation aux vieux et de leurs familles, p. 47 (Document n° 14).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 209 (Document n° 485).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à attribuer l'allocation aux économiquement faibles, sans distinguer l'origine publique ou privée des revenus modiques dont ils disposent, p. 408 (Document n° 632).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Meck tendant à inviter le Gouvernement à relever les taux des rentes servies par les organismes de sécurité sociale et la retraite des vieux travailleurs, p. 510 (Document n° 753).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mendès-France tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 13 septembre 1916 relative aux catégories sociales « économiquement faibles » afin de faire disparaître des abus et des fraudes incompatibles avec l'état des finances publiques et des injustices incompatibles avec le caractère généreux de cette loi, p. 550 (Document n° 790).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brussel tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions en vue de remédier aux abus auxquels peut donner lieu l'attribution de l'allocation aux catégories sociales économiquement faibles, p. 697 (Document n° 739).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Yés tendant à inviter le Gouvernement à instituer des commissions cantonales chargées d'examiner et de statuer sur les demandes d'allocation temporaire et à modifier les taux prévus à l'article 3 du décret n° 57-151 du 13 mars 1917 concernant l'allocation temporaire aux vieux travailleurs, p. 1661 (Document n° 1332).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auguste Joubert tendant à inviter le Gouvernement à verser d'urgence aux vieux l'allocation temporaire pour le deuxième trimestre de l'année 1947, p. 3101 (Document n° 2010).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Masson tendant à inviter le Gouvernement à fixer un minimum de moyens d'existence aux vieux travailleurs, aux titulaires de petites pensions, aux accidentés du travail, aux bénéficiaires de l'assistance et, d'une manière générale, aux économiquement faibles, et à lever d'urgence, en attendant, leurs allocations, secours, pensions, dans la même proportion que l'augmentation qui a été accordée aux travailleurs de l'industrie, du commerce et des services publics, p. 2642 (Document n° 953) (rectificatif, p. 2831).

Ateliers de parachutistes. — V. Armée de l'air (Établissements militaires).

Automobiles. — V. Assurances de toute nature. — Exportations et importations. — Herket (Usines). — Combustibles liquides et dérivés. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 106, 120, 125. — Transports et voies de communication.

Autorails. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 11. — Transports et voies de communication.

Autriche. — V. Postes (franchise postale).

Auxiliaires de l'Etat. — V. Assurances sociales. — Fonctionnaires (titularisation). — Pensions et retraites (personnels civils et militaires). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 89.

Auxiliaires de justice. — V. Offices publics et ministériels.

Aveugles. — V. Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — Fonctionnaires de l'enseignement. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Aveugles (Protection sociale des). — V. Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

Avocats.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats, p. 1341 (Document n° 1176). — Dépôt du rapport par M. Grimaud, p. 4386 (Document n° 2130). — Adoption, p. 4801.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2012 (Document n° 763). — Dépôt du rapport par M. Georges Pernot, p. 2032 (Document n° 788). — Discussion, p. 2097; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2100.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4981 (Document n° 2616). — Dépôt du rapport par M. Grimaud, p. 6177 (Document n° 2970). — Discussion et adoption, p. 6274.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, p. 7 (Document n° 291).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant constatation de la nullité de l'acte dit « loi du 26 juin 1911 » réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau, p. 5589 (Document n° 2800).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vlard tendant à dispenser du stage certains avocats retardés du fait de la guerre, p. 33 (Document n° 319).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à dispenser de l'examen prévu par la loi du 26 juin 1911 (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) les licenciés en droit ayant obtenu leur diplôme antérieurement au 26 juin 1911, p. 209 (Document n° 472).

Avoués. — V. Offices publics et ministériels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues, tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts depuis plus de dix ans dans la ville de Cannes, p. 1763 (Document n° 1557). — Dépôt du rapport par M. Grimaud, p. 4131 (Document n° 2150).

Baas. — V. Canaux, cours d'eau et rivières.

Banques coloniales. — V. France d'outre-mer.

Banque de France. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 57.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France au sujet du relèvement du montant de l'avance permanente de la banque, qui est portée de 10 à 50 milliards en considération de l'ampleur actuelle des mouvements de fonds publics en vue de réserver les avances provisoires de l'Institut d'émission à la couverture des charges exceptionnelles du Trésor, p. 1151 (Document n° 1575). — Lecture du rapport par M. Charles Brangé et discussion générale, p. 1291; adoption, p. 1296.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 384 (Document n° 156). — Lecture du rapport par M. Pocher et adoption, p. 397.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1278 (Loi n° 47-576 du 29 mars 1947, J. O. du 30 mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver deux conventions conclues entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 2100 (Document n° 1805). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et adoption, p. 2151 (rectificatif, p. 2615).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 870 (Document n° 355). — Discussion, p. 879; adoption, p. 880.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 253 (Loi n° 47-4143 du 28 juin 1947, J. O. du 27 juin 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur général de la Banque de France, p. 4781 (Document n° 2521). — Rapporteur M. André Guiliant, et discussion, p. 4801; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4806.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2012 (Document n° 762). — Rapporteur M. Alain Poher, et discussion, p. 2016; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2053.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4851 (Loi n° 47-2255 du 26 novembre 1947, J. O. du 26 novembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 5090 (Document n° 2657). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5095 (Document n° 2678). — Discussion, p. 5132; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5131.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2140 (Document n° 816). — Rapporteur M. Doray, et discussion, p. 2141; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2143.

Assemblée nationale. — Avis conforme au Conseil de la République, p. 5148 (Loi n° 47-1710 du 4 septembre 1947, J. O. du 5 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France (avances provisoires à concurrence de 25 milliards), p. 5881 (Document n° 2829).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benals tendant à modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi n° 45-015 du 2 décembre 1915 sur la nationalisation de la Banque de France, p. 8 (Document n° 257).

Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant un contrat entre le Gouvernement français et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, p. 1723 (Document n° 1382). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé, p. 1750; discussion, p. 1751; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1756.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 619 (Document n° 257). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 650 (Document n° 2611); discussion, p. 651; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 657.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1810 (Loi n° 47-963 du 29 mai 1947, J. O. du 30 mai 1947).

Banque à tout va.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecacheux tendant à modifier le régime fiscal de la banque ouverte dite « Banque à tout va », p. 169 (Document n° 410).

Barrage de Bort. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 40.

Bataux de famille. — V. Donz. legs et fondations.

Bagagerie. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 2, 83.

Bâtiments. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 48.

Bâtiments scolaires. — V. Enseignement primaire.

Baux à ferme. — Baux ruraux. — V. Loyers.

Boyardelle (général). — V. Funérailles nationales.

Bénéfices agricoles. — V. Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 7.

Bénéfices illicites. — V. Impôts.

Bénéfices industriels et commerciaux. — V. Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 17, 52.

Bénéfices des professions non commerciales. — V. Impôts.

Berliet (usines). — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 106, 120, 125.

Assemblées nationales. — Dépôt d'un projet de loi portant liquidation du séquestre des usines Berliet, p. 7 (Document n° 300). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Julien Airoldi tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet, p. 8 (Document n° 265). — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Denis tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet, p. 1763 (Document n° 1455). — Dépôt du rapport par M. André Denis, p. 4091 (Document n° 2281). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. André Denis, p. 5118 (Document n° 2690).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Degoutte tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obtenir la transformation de l'entreprise Berliet en une société d'économie mixte Berliet et Co, p. 6178 (Document n° 2966).

Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dhers tendant à inviter le Gouvernement à assurer la réinstallation de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine dans les locaux et en un lieu appropriés à ses fins, p. 5619 (Document n° 2825).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ernest Pezet tendant à inviter le Gouvernement à assurer la réinstallation de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine dans des locaux et en un lieu appropriés à ses fins, p. 1826 (Document n° 695).

Bicyclettes. — V. Transports et votes de communication (automobiles).

Biens confisqués.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Péri tendant à inviter le Gouvernement à faire profiter les orphelins et les veuves des victimes du nazisme des biens confisqués aux condamnés pour faits de collaboration avec l'ennemi, p. 1571 (Document n° 1281).

Bien de famille.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier la loi du 12 juillet 1903, modifiée par le décret-loi du 11 juin 1938, sur la constitution du bien de famille insaisissable, p. 5 (Document n° 4).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 57 (Document n° 375). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5619 (Document n° 2820). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Jean Cayeux, p. 5915 (Document n° 2911).

Biens séquestrés. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 37, 106.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblat tendant à accorder des délais de paiement aux sinistrés et spolés, acquéreurs de biens sous séquestre provenant de patrimoines ennemis ou des collaborateurs, p. 403 (Document n° 610). — Dé-

pôt du rapport par Mme Darras, p. 2950 (Document n° 1972). — Adoption, p. 4114.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1827 (Document n° 682). — Rapporteur, M. Thomas, discussion, p. 1810, adoption après modification de titre: « Proposition de loi accordant des délais de paiement aux sinistrés et spolés qui acquièrent, de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, des biens mobiliers d'usage courant ou familial », p. 1053.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4588 (Document n° 2172).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 19 mars 1910, modifié par l'arrêté du 4 septembre 1910, relatif à la perception de la taxe forfaitaire de 8,5 p. 100 sur le prix de cession amiable des biens mobiliers aliénés par l'administration des domaines aux sinistrés et spolés, p. 3723 (Document n° 2159).

Biens sinistrés. — V. Dommages de guerre.

Bières et boissons gazeuses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lapie tendant à l'interdiction des contrats de fournitures exclusives de bières et autres boissons, intervenus entre producteurs ou distributeurs de bières et de boissons et propriétaires, locaux ou gérants de débits de boissons, p. 2258 (Document n° 1700).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la construction, l'installation et l'emploi des appareils à pression, pour le débit de la bière, p. 6316 (Document n° 2999).

Billets de banque. — V. Monnaie.

Billets à ordre. — V. Code du commerce.

Biscuiterie. — V. Agriculture (blé, céréales, farine).

Blé, farines et pain. — V. Agriculture. — Caisse nationale des calamités agricoles. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 14, 21, 32, 63. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 58.

Bois et forêts. — V. Agriculture (ministère). — Enseignement agricole. — Incendies.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation du marché du bois, p. 7 (Document n° 287).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant la répression des infractions en matière d'abattage de transport et de répartition du bois, p. 33 (Document n° 339).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à relever de la soumission au régime forestier les communes qui y ont été soumises par Vichy, p. 1167 (Document n° 1239).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Meulhon tendant à revisiter le prix de certaines coupes de bois soumises au régime forestier et à faire bénéficier, en certains cas, les communes forestières d'une ristourne sur la vente de leurs coupes de bois de 1911 à 1915, p. 1721 (Document n° 1405) (rectificatif, p. 1990).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouchet tendant à modifier les dispositions relatives au compte spécial affecté aux exploitations forestières dites « exploitations en régie », p. 6316 (Document n° 3007).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vieljeux tendant à préciser les conditions d'application de l'article 3 de la loi du 30 septembre 1916, instituant un fonds forestier national, p. 556 (Document n° 223).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1525 (Document n° 1278).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à suspendre la perception de la taxe dite du fonds forestier national, p. 403 (Document n° 714).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Clemenceau tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la loi n° 46-2172 du 30 septembre 1916 instituant un fonds forestier national, p. 605 (Document n° 807).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Girardot tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre l'effort de reboisement dans le bassin de la Durançe, et rétablir la conservation des eaux et forêts de Digne, p. 2077 (Document n° 1669).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à établir un secteur libre immédiat dans le commerce des bois et à supprimer les autorisations de transport, p. 2220 (Document n° 1795). — Dépôt du rapport par M. Degoutte, p. 4386 (Document n° 2429).

Boissons alcooliques. — V. Alcool. — Débits de boissons.

Dotations pour services militaires. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 85.

Bons d'approvisionnement. — V. Denrées alimentaires et produits rationnés.

Bons de lait. — V. Assurances sociales (divers).

Bons matières. — V. Electricité (appareils).

Bouilleurs de cru. — V. Alcool.

Boulangers. — V. Combustibles liquides et dérivés.

Bouquiniste. — V. Impôts (contributions directes).

Bovides. — V. Tuberculose des bovines.

Brest. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 61, 66. — Marine marchande (calamités maritimes).

Brevets d'invention. — V. Propriété industrielle.

Budget. — V. Cour de discipline budgétaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux, d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 3874 (Document 2215). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5095 (Document n° 2679). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5128 (Document n° 2739). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 5527 (Document n° 2777). — Discussion, p. 5519; adoption, p. 5552 (rectificatif, p. 5590, 6389).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2311 (Document n° 859). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 2380 (Document n° 869). — Discussion, p. 2109. — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2415 (rectificatifs, p. 2479, 2705).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5722 (Document n° 2856). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5783 (Document n° 2868). — Discussion, p. 5800; adoption, p. 5901 (rectificatif, p. 6051) (Loi n° 47-2310 du 18 décembre 1947, J. O. du 19 décembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard, tendant à fixer le mode de présentation du budget conformément à l'article 16 de la Constitution, p. 312 (Document n° 591).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Burlet relative à la réforme budgétaire et comptable de l'Etat, p. 6618 (Document n° 3052).

Budget de 1948.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, p. 311 (Document n° 604). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 653 (Document n° 826). — Discussion, p. 935; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 913 (rectificatifs, p. 1012, 1316).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 259 (Document n° 135). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 301 (Document n° 164). — Discussion, p. 403; adoption, p. 415 (rectificatif, p. 521).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4233 (Document n° 1149). — Discussion, p. 1314; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1316 (rectificatif, p. 1317) (Loi n° 47-582 du 31 mars 1947, J. O. du 1^{er} avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 (collectif de régularisation), p. 4851 (Document n° 2517). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4931 (Document n° 2605). — Discussion, p. 5623 et adoption, p. 5636 (rectificatif, p. 5722).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2443 (Document n° 901). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 2514 (Document n° 914). — Discussion, p. 2518; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2559.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6316 (Document n° 3013). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6416 (Document n° 3034). — Adoption, p. 6182 (Loi n° 47-2388 du 29 décembre 1947, J. O. du 30 décembre 1947).

Budget de 1947.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Abelin tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'équilibre du budget, p. 364 (Document n° 615). — Rapporteur M. Charles Barangé; discussion, p. 371; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 374.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard relative aux modalités de présentation, d'examen et de vote de la loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947, p. 1774 (Document n° 1459). — Lecture du rapport par M. Gilles Gozard et adoption, p. 1781.

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (dépenses militaires), p. 604 (Document n° 796). — Dépôt du rapport par M. Max Lejeune, p. 810 (Document n° 901). — Discussion générale, p. 918; discussion des articles, p. 951; suite de la discussion, p. 1020; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 1023.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 279 (Document n° 148). — Dépôt du rapport par M. Duchet, p. 300 (Document n° 158). — Discussion, p. 458; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 479.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1316 (Loi n° 47-575 du 29 mars 1947, J. O. du 30 mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, p. 1097 (Document n° 1013). — Dépôt du rapport, p. 1131 (Document n° 1058). — Renvoi de la discussion, p. 1154. — Discussion, p. 1180; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1201 (rectificatifs, p. 1320, 1347).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 388 (Document n° 173). — Lecture du rapport par M. Poher, p. 457 (Document n° 193); discussion, p. 458; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 468 (rectificatif, p. 522).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1312 (Document n° 1150). — Discussion, p. 1312; adoption, p. 1313 (rectificatif, p. 1317) (Loi n° 47-581 du 31 mars 1947, J. O. du 1^{er} avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses militaires pour le 2^e trimestre 1947), p. 1782 (Document n° 1501) (rectificatif, p. 3150).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (dépenses militaires) pour les mois d'août et

de septembre 1947, p. 3503 (Document n° 2106). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3752 (Document n° 2183). — Lecture du rapport par M. Bourges-Maunoury et discussion, p. 3785; rejet, au scrutin, d'une motion préjudicielle de M. Pierre Vilon, p. 3786; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (dépenses militaires) pour les mois d'août, de septembre, d'octobre et de novembre 1947* », p. 3801.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1327 (Document n° 499). — Lecture du rapport (Document n° 501) par M. Alain Poher, et discussion, p. 1327; adoption, p. 1329.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3873 (Loi n° 47-1426 du 1^{er} août 1947, J. O. du 2 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du budget extraordinaire (dépenses militaires pour l'exercice 1947), p. 3117 (Document n° 2092). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3914 (Document n° 2227). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3914 (Document n° 2228). — Discussion, p. 3925. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 3996 (Document n° 2319) et discussion, p. 3919, 3981; adoption, p. 3991 (rectificatif, p. 3992, 3997).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1623 (Document n° 537). — Lecture du rapport par M. Alain Poher et discussion, p. 1635, 1649, 1661; adoption, au scrutin, p. 1672 (rectificatif, p. 1820).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4136 (Document n° 2361). — Discussion, p. 4151; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4155 (rectificatif, p. 4328) (Loi n° 47-1499 du 14 août 1947, J. O. du 15 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget ordinaire (dépenses militaires), p. 3914 (Document n° 2231). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3939 (Document n° 2233). — Adoption, p. 4021.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1601 (Document n° 519). — Rapporteur M. Alain Poher et discussion, p. 1693; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1700.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4305 (Loi n° 47-1500 du 14 août 1947, J. O. du 15 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire (dépenses militaires) pour le mois de décembre 1947, p. 5167 (Document n° 2706). — Rapporteur M. Max Lejeune et discussion, p. 5212; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5218.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2156 (Document n° 825). — Rapporteur M. Alain Poher et discussion, p. 2157; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2161.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5253 (Loi n° 47-2267 du 29 novembre 1947, J. O. du 1^{er} décembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre des dépenses militaires de l'exercice 1947, p. 5183 (Document n° 2763). — Dépôt du rapport par M. Max Lejeune, p. 5389 (Document n° 2803). — Discussion, p. 6229; adoption, au scrutin, p. 6233 (rectificatif, p. 6390).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2546 (Document n° 929).

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 (Document n° 515) (rectificatif, p. 317, 843). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 551 (Document n° 789). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques, par M. Paicowski, p. 605. — Discussion générale, p. 629, 611, 659; discussion des articles, p. 671; discussion des budgets des différents

ministères; Affaires étrangères, p. 691, 771; Agriculture, p. 691, 703, 711; Anciens combattants et victimes de la guerre, p. 716, 771; Economie nationale, p. 716, 772; Education nationale, p. 717, 731, 772; Présidence du conseil, p. 731, 771; Travaux publics et transports, p. 739, 775; Finances, p. 719, 773; Santé publique, p. 719, 774; Justice, p. 752, 773; Reconstruction et urbanisme, p. 752, 774; Travail et sécurité sociale, p. 762, 775; Intérieur, p. 763, 773; Production industrielle, p. 766, 774; France d'outre-mer, p. 767, 773; Caisse nationale d'épargne, p. 776, 781, 782; Postes, télégraphes et téléphones, p. 776, 781, 782; Radiodiffusion française, p. 777, 781, 782. — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 785 (rectificatif, p. 810).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 200 (Document n° 111). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 265 (Document n° 140). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques, par M. Bardon-Damarzid, p. 265 (Document n° 113). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle, par M. Coudé du Foresto, p. 266 (Document n° 111). — Discussion générale, p. 303; suite de la discussion, p. 317, 319; discussion des articles, p. 332; discussion des budgets des différents ministères; Travaux publics, p. 338, 369; Affaires étrangères, p. 316, 362; Agriculture, p. 317, 361, 362; Santé publique et population, p. 350, 367; Anciens combattants, p. 351; Economie nationale, p. 351, 361; Education nationale, p. 351, 361, 361; Finances, p. 357, 366; France d'outre-mer, p. 358, 361, 366; Intérieur, p. 358, 362, 366; Justice, p. 358, 367; Présidence du conseil, p. 358, 362, 367; Production industrielle, p. 358, 367; Reconstruction et urbanisme, p. 360, 367; Travail, p. 362, 367; Caisse d'épargne, p. 370; Postes, p. 370; Radiodiffusion, p. 370, 371. — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 375 (rectificatif, p. 520).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1233 (Document n° 1123). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 1233 (Document n° 1130). — Discussion, p. 1297; adoption, p. 1305 (rectificatif, p. 1298) (Loi n° 47-530 du 30 mars 1947, J. O. du 31 mars 1947).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1 à 3. — Programmes de reconstruction et d'équipement.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 671, 677.

Conseil de la République. — Adoption, p. 333.

Assemblée nationale (art. 1^{er}). — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture; adoption des autres articles après de nouvelles modifications, p. 1298.

(*) Subventions. — Autorisations de promesse. — Conclusion définitive de l'engagement de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 9 et 10). — Disjonction, p. 677.

Art. 9 à 13. — Subventions. — Tranches annuelles de crédits de paiement. — Accords de promesse ou d'autorisation de promesse. — Conclusion définitive de l'engagement de l'Etat. — Subventions imputées au budget en cours.

Assemblée nationale (art. 11 à 14). — Adoption, p. 677.

Conseil de la République. — Adoption, p. 333.

Assemblée nationale. — Adoption, après de nouvelles modifications, p. 1298.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 30 mars 1947 (budget reconstruction et équipement) promulguée au Journal officiel du 31 mars 1947, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 15. — Ouverture de crédits. — Assemblée nationale (art. 15). — Discussion, p. 677, 691; adoption, p. 771.

Conseil de la République. — Discussion, p. 362; adoption, p. 363.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 1299; adoption, p. 1303.

Art. 15. — Annulation des crédits ouverts par la loi de finances du 23 décembre 1946. — Réimputation des dépenses.

Assemblée nationale (art. 16). — Adoption, p. 771.

Conseil de la République. — Adoption, p. 370.

Art. 16. — Autorisations de programme ou de promesse de subvention.

Assemblée nationale (art. 17). — Discussion, p. 771; adoption, p. 771.

Conseil de la République. — Discussion, p. 338; adoption, p. 361.

Art. 17. — Autorisations de programmes ou de promesse de subventions accordées par la loi de finances du 23 décembre 1946. — Annulation. — Blocages réimputés.

Assemblée nationale (art. 18). — Adoption, p. 775.

Conseil de la République. — Adoption, p. 361.

Art. 18. — Centre de formation technique. — Travaux. — Annulation d'une somme de 15 millions.

Assemblée nationale (art. 18 bis nouveau). — Adoption, p. 775.

Conseil de la République. — Création d'un nouveau texte, p. 361; adoption, p. 362.

Assemblée nationale. — Rejet du texte voté par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 1303.

Art. 19. — Budgets annexes. — Ouverture de crédits.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 775; adoption, p. 781.

Conseil de la République. — Discussion, p. 370; adoption, p. 371.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1303.

Art. 20. — Budgets annexes. — Annulation des crédits ouverts par la loi du 23 décembre 1946. — Dépenses réimputées.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 781.

Conseil de la République. — Adoption, p. 371.

Art. 21. — Autorisation de programme ou de promesse de subvention au titre des budgets annexes.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 782.

Conseil de la République. — Adoption, p. 370.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 1303.

Art. 22. — Budgets annexes. — Annulation des autorisations de programme ou de promesse de subventions accordées par la loi du 23 décembre 1946. — Blocages réimputés.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 782.

Conseil de la République. — Adoption, p. 370.

Art. 23. — Fixation des recettes extraordinaires des budgets annexes.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 782.

Conseil de la République. — Adoption, p. 371.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 1301.

Art. 24 et 25. — Dommages de guerre. — Application de la législation sur les dommages de guerre et la reconstruction.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 755.

Conseil de la République. — Adoption, p. 372.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1301.

Art. 26. — Chemins de fer français. — Avances du Trésor. — Autorisation d'emprunts.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 782.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 316.

Art. 27. — Blocage d'une partie des autorisations de dépenses et des crédits de paiement prévus dans le présent projet.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 677; renvoi à la commission, p. 679; suite de la discussion, p. 753; adoption, p. 757.

Conseil de la République. — Adoption, p. 333.

Art. 28. — Autorisations de dépenses et de crédits de paiement affectés à une opération dont la réalisation apparaît urgente. — Déblocage.

Assemblée nationale. — Discussion et renvoi à la commission, p. 677, 679; suite de la discussion, p. 755; adoption, p. 758.

Conseil de la République. — Adoption, p. 333.

(*) Programmes de reconstruction et d'équipement. — Revision par une commission.

Composition et fonctionnement de cette commission. — Fixation par arrêté.

Conseil de la République (art. 28 A). — Adoption, p. 333.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 1304.

Art. 29. — Autorisations de dépenses. — Utilisation des crédits. — Communication aux commissions des finances du Parlement.

Assemblée nationale (art. 28 bis nouveau). — Discussion, p. 758.

Conseil de la République. — Adoption, p. 333.

Art. 30. — Subventions en matière de travaux civils. — Crédits et régimes.

Assemblée nationale (art. 29). — Discussion, p. 679; adoption, p. 680.

Conseil de la République. — Discussion, p. 333; adoption, p. 331.

(*) Programmes et dépenses de travaux et d'équipement des ministères et services. — Autorisations d'engagement et crédits de paiement. — Majoration.

Assemblée nationale (article nouveau). — Discussion, p. 680; rejet au scrutin, p. 681.

Art. 31. — Organismes de lutte antituberculeuse. — Dépenses d'équipement. — Subvention de l'Etat. — Taux maximum.

Assemblée nationale (art. 30). — Adoption, p. 683.

Conseil de la République. — Adoption, p. 331.

Art. 32. — Centres de protection maternelle et infantile. — Dépenses d'équipement. — Modification à l'ordonnance du 2 novembre 1945.

Assemblée nationale (art. 31). — Adoption, p. 681.

Conseil de la République. — Adoption, p. 331.

(*) Chemins de fer de la Méditerranée au Niger. — Dépenses à engager au cours de l'année 1947.

Assemblée nationale (art. 32). — Disjonction par la commission et repris par le Gouvernement, p. 681; repoussé par la commission, p. 685.

Art. 33 et 34. — Dépenses de premier établissement de la société « Air France ». — Avances de l'Etat.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 685.

Conseil de la République. — Adoption, p. 331.

Art. 35. — Avances destinées à faciliter l'attribution de prêts à long terme. — Développement de l'équipement coopératif de l'agriculture.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 689; adoption, p. 690.

Conseil de la République. — Adoption, p. 331.

(*) Chambre syndicale des banques populaires. — Caisse centrale de crédit hôtelier. — Avances.

Assemblée nationale (art. 35 et 37). — Disjonction, p. 685.

Art. 36. — Avances à la caisse centrale de crédit coopératif. — Fonds de dotation de sociétés coopératives.

Assemblée nationale (art. 33). — Discussion, p. 685; adoption, p. 686.

Conseil de la République. — Adoption, p. 331.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1304.

Art. 37. — Organismes d'habitations à bon marché et de crédit immobilier. — Avances de l'Etat. — Augmentation du plafond des avances.

Assemblée nationale (art. 38 bis nouveau). — Discussion, p. 759; adoption, p. 759.

Conseil de la République. — Adoption, p. 333.

Art. 38 à 41. — Financement des opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées.

Assemblée nationale (art. 39 à 42). — Discussion et adoption, p. 686.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 333.

Art. 42. — *Constructions expérimentales d'immeubles d'habitation.* — Assemblée nationale (art. 43.) — Discussion, p. 686; adoption, p. 688.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 335; adoption, p. 336.

Art. 43. — *Services publics ou d'intérêt public. — Affectation des immeubles militaires bâtis et non bâtis.* — Assemblée nationale (art. 43 bis nouveau.) — Discussion, p. 688; adoption, p. 688.
 Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 336.

Art. 44 à 49. — *Reconstitution des biens. — Groupement en vue de faciliter le financement. — Autorisation d'emprunts. — Exemption de taxes. — Indemnités de reconstitution.* — Assemblée nationale (art. 43 ter à 43 octies.) — Discussion, p. 760; adoption, p. 762.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 336; adoption, p. 337.
 Assemblée nationale. — Adoption, p. 1301.

Art. 50 et 51. — *Domages de guerre. — Solidarité entre la France et les autres parties de l'Union française.* — Assemblée nationale (art. 44 et 45.) — Adoption, p. 689.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 337.
 Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 1301.

Art. 52. — *Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.* — Assemblée nationale (art. 46.) — Adoption, p. 689.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 337.
 Assemblée nationale. — Adoption, p. 1305.

SERVICES CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, p. 7. (Document n° 281.) — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 59 (Document n° 363). — Discussion, p. 150. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 267 (rectificatifs, p. 210, 290, 1210).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 51 (Document n° 25). — Dépôt du rapport de M. Poher, p. 101 (Document n° 73). — Dépôt d'un avis de la commission des douanes, p. 110 (Document n° 90). — Discussion, p. 203. — Adoption de l'avis sur l'ensemble du projet de loi, p. 238 (rectificatifs, p. 217, 251).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, p. 87 (Document n° 929). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 978 (Document n° 911). — Discussion, p. 983; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 991 (rectificatif, p. 1100) (loi n° 47-529 du 21 mars 1947, J. O. du 25 mars 1947).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1er. — *Forêts domaniales. — France et zone occupée. — Exploitation. — Maintien en vigueur du décret du 10 novembre 1939.* — Assemblée nationale. — Discussion, p. 152, 163; adoption, p. 161.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 210; adoption, p. 211.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 21 mars 1917 (dispositions d'ordre financier) promulguée au Journal officiel du 25 mars 1917, ceux entre parenthèses représentent la numérotation primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 983.

(*) *Réfugiés et sinistrés. — Transfert au département de la reconstruction des attributions du ministère des anciens combattants.* — Assemblée nationale (art. 2.) — Disjonction, p. 156.

Art. 2. — *Créances résultant de la liquidation des marchés de la défense nationale. — Acquiescement des dépenses. — Prorogation.* — Assemblée nationale (art. 3.) — Adoption, p. 156.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 211.

(*) *Organismes autonomes. — Modifications du régime du contrôle de l'Etat.* — Assemblée nationale (art. 4.) — Disjonction, p. 156.

Art. 3 et 4. — *Bénéfices industriels et commerciaux. — Prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices. — Modalités de liquidation. — Régime de l'imposition. — Déclarations.* — Assemblée nationale (art. 5 et 6 bis.) — Adoption, p. 156.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 211.

Art. 5. — *Secret professionnel. — Droit de communication auprès des administrations publiques et des entreprises privées.* — Assemblée nationale (art. 5 ter.) — Adoption, p. 157.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 211.

Art. 6. — *Amendes fiscales. — Peines correctionnelles pour insuffisance ou omission de déclaration. — Punition des complices.* — Assemblée nationale (art. 5 quater.) — Adoption, p. 157.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 211.

Art. 7. — *Propriétés bâties. — Majoration applicable au revenu cadastral. — Fixation du taux en Alsace-Lorraine.* — Assemblée nationale (art. 6.) — Adoption, p. 157.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 211.

(*) *Vente d'immeubles ou de fonds de commerce. — Droit de préemption de l'administration de l'enregistrement.* — Assemblée nationale (art. 7 et 8.) — Discussion, p. 157; disjonction, p. 158.

Art. 8 à 13. — *Droits de mutation par décès. — Mesures prises en faveur des prisonniers de guerre et des déportés. — Ventes publiques de meubles. — Modification à certains articles du code de l'enregistrement.* — Assemblée nationale (art. 9 à 13 bis.) — Adoption, p. 158.
 Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 212.

Assemblée nationale. — Art. 9, adoption de l'article modifié par le Conseil de la République; art. 10, rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 939.

Art. 11. — *Valeurs mobilières étrangères. — Impôt sur le revenu. — Assimilation aux valeurs françaises.* — Assemblée nationale. — Adoption, p. 159.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 212.

Art. 15. — *Timbre de dimension. — Mesures d'unification.* — Assemblée nationale. — Adoption, p. 159.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 212.

Art. 16. — *Timbre des effets de commerce. — Arrondissement du tarif.* — Assemblée nationale. — Adoption, p. 159.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 212.

Art. 17. — *Effets de commerce. — Extension du droit aux effets domiciliés dans une banque à l'étranger et aux colonies. — Relèvement du tarif. — Affiches lumineuses. — Billets délimités à l'entrée des spectacles. — Droit de timbre.* — Assemblée nationale. — Adoption, p. 159. — Discussion d'un article additionnel et retrait, p. 159.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 212.

Art. 18. — *Mutation à titre onéreux. — Taxes additionnelles aux droits d'enregistrement. — Perception au profit des départements.* — Assemblée nationale (art. 17 bis.) — Discussion, p. 160; adoption au scrutin, p. 161.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 212.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 989.

Biens confisqués. — Modification à la législation. — Assemblée nationale (art. 18 à 27.) — Discussion, p. 161; rejet au scrutin, d'une demande de disjonction des articles 18 à 27, p. 162.

Art. 19. — *Confiscation totale ou partielle d'un patrimoine. — Publication au Journal officiel.* — Assemblée nationale (art. 18.) — Discussion, p. 161; adoption, p. 161.
 Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 213.

Art. 20 à 21. — *Confiscations. — Modifications à la législation.* — Assemblée nationale (art. 19 à 23.) — Discussion, p. 161; adoption, p. 161.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 213; adoption, p. 218.

Assemblée nationale. — Adoption après modification, p. 989.

Art. 25. — *Acte à titre onéreux ou gratuit. — Soustraction des biens aux mesures de confiscation. — Annulation du contrat par décision judiciaire.* — Assemblée nationale (art. 21.) — Discussion, p. 189; adoption, p. 191.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 218; adoption, p. 219.
 Assemblée nationale. — Adoption, p. 989.

Art. 26. — *Biens confisqués. — Crancier chirographaire. — Déclaration du montant de sa créance.* — Assemblée nationale (art. 25.) — Adoption, p. 193.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 219; adoption, p. 220.

Art. 27 et 28. — *Biens confisqués. — Créanciers chirographaires non présents à la liquidation. — Demande de versement après clôture. — Remboursement.* — Assemblée nationale (art. 26 et 27.) — Discussion, p. 193; adoption, p. 195, 201.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 220; adoption, p. 221.

Assemblée nationale. — Adoption de l'art. 26 modifié par le Conseil de la République, p. 989.

Art. 29 à 41. — *Biens, droits et intérêts allemands. — Liquidation des avoirs situés en France.* — Assemblée nationale (art. 28 à 40.) — Adoption, p. 195.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 224; décision de réserver l'art. 29; adoption des articles 28, 30 à 40, p. 227; adoption de l'article 29, p. 235.

Assemblée nationale. — Adoption des articles 29 et 33 modifiés par le Conseil de la République, p. 989.

Art. 42. — *Biens des groupements internationaux. — Liquidation. — Attribution de l'Etat.* — Assemblée nationale (art. 41.) — Adoption, p. 196.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 228.

Art. 43. — *Habitat rural et urbain. — Propriétaires d'immeubles. — Taux des frais de régie.* — Assemblée nationale (art. 42.) — Discussion, p. 195; adoption, p. 196.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 228.

Art. 44 à 50. — *Spectacles, jeux, attractions, manifestations, etc. — Taux de la taxe. — Fraudes fiscales. — Amendes pénales et fiscales. — Abrogation du 1er de l'article 676 du code des contributions indirectes.* — Assemblée nationale (art. 43 à 49.) — Discussion, p. 196; adoption, 203.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 228; adoption, p. 230.

Assemblée nationale. — Adoption, après de nouvelles modifications, des textes votés par le Conseil de la République, p. 939.

Art. 51. — Pari mutuel. — Prélèvement. — Taux. — Répartition.

Assemblée nationale (art. 9 bis). — Discussion et adoption, p. 203.
Conseil de la République. — Discussion, p. 220; adoption, p. 231.

Art. 52 à 54. — Chiffres d'affaires. — Modification à certains articles du code. — Conditions générales d'assiette et de perception. — Modification de la taxe à la production.

Assemblée nationale (art. 50 à 52). — Adoption, p. 203.
Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

Taxes sur le chiffre d'affaires. — Taxe à la production. — Suppression du régime suspensif.

Assemblée nationale (art. 53 à 55). — Disjonction, p. 203

Art. 55 et 56. — Profits illicites. — Confiscation. — Mesures de publicité. — Non déduction des provisions. — Organisation du conseil supérieur.

Assemblée nationale (art. 56 et 57). — Discussion, p. 203; adoption et disjonction d'un article additionnel, p. 205.

Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

Assemblée nationale. — Rejet du texte de l'art. 56 modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture; disjonction de l'art. 56 bis (nouveau), p. 991.

Art. 57. — Confiscation des profits illicites. — Clôture des opérations des comités départementaux et du conseil supérieur.

Assemblée nationale (art. 57 bis). — Discussion, p. 211; adoption, p. 215.

Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 991.

(*) Produits budgétaires obtenus par les régies financières. — Prélèvement de 1 p. 100 sur les recouvrements opérés.

Assemblée nationale (art. 58). — Disjonction, p. 215.

Art. 58. — Normalisation. — Financement. Assemblée nationale (art. 59). — Disjoint par la commission; reprise du texte sous forme d'amendement, p. 215; adoption, p. 216.

Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

Art. 59. — Imposition additionnelle à la patente. — Taux. — Détermination par les services de l'administration des contributions directes.

Assemblée nationale (art. 60). — Disjoint par la commission; reprise du texte sous forme d'amendement et adoption, p. 216.

Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

Art. 60. — Propriétés non bâties. — Centimes additionnels. — Autorisation de perception.

Assemblée nationale (art. 61). — Adoption, p. 247.

Conseil de la République. — Adoption, p. 232.

Art. 61. — Relèvement de la taxe pour frais des chambres de métiers.

Assemblée nationale (art. 62). — Adoption, p. 217.

Conseil de la République. — Adoption, p. 232.

Art. 62. — Office de la recherche scientifique coloniale. — Versement d'une contribution annuelle par les territoires de la France d'outre-mer pour son fonctionnement.

Assemblée nationale (art. 63). — Adoption, p. 217.

Conseil de la République. — Adoption, p. 232.

Art. 63. — Dommages de guerre. — Abrogation de l'article 15 de la loi du 17 avril 1919.

Assemblée nationale (art. 64). — Adoption, p. 217.

Conseil de la République. — Adoption, p. 232.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 991.

Art. 64. — Travailleurs étrangers. — Demande d'introduction. — Abrogation du décret du 28 août 1937 instituant une taxe.

Assemblée nationale (art. 65). — Adoption, p. 217.

Conseil de la République. — Adoption, p. 232.

Art. 65. — Protection des végétaux. — Suppression de la taxe de contrôle à l'exportation.

Assemblée nationale (art. 66). — Adoption, p. 317.

Conseil de la République. — Adoption, p. 232.

Art. 66. — Service des constructions de navires en bois. — Couverture des dépenses de fonctionnement.

Assemblée nationale (art. 67). — Adoption, p. 217.

Conseil de la République. — Discussion, p. 233; adoption, p. 233.

Art. 67. — Communication au Parlement de divers renseignements.

Assemblée nationale (art. 67 bis). — Discussion, p. 217; adoption, p. 219.

Conseil de la République. — Adoption, p. 233.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 992.

Art. 68. — Renseignements à fournir par les contrôleurs des dépenses engagées et les contrôleurs d'Etat aux commissions financières du Parlement.

Assemblée nationale (art. 67 ter). — Discussion, p. 250; adoption, p. 251.

Conseil de la République. — Adoption, p. 233.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 992.

Art. 69. — Communication à la commission des finances de renseignements relatifs à la rémunération des fonctionnaires.

Assemblée nationale (art. 67 quater). — Adoption, p. 251.

Assemblée nationale. — Rejet du texte du Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 992.

Art. 70. — Communication au Parlement de plans des entreprises nationalisées et du résultat des comptes spéciaux.

Assemblée nationale (art. 67 quinquies). — Discussion, p. 251; adoption, p. 251.

Conseil de la République. — Discussion, p. 233; adoption, p. 231.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 992.

Art. 71 et 72. — Crédits affectés à la défense nationale. — Contrôle. — Création des sous-commissions.

Assemblée nationale (art. 67 sexies et 67 septies). — Adoption, p. 251.

Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 992.

Art. 73. — Associations syndicales. — Autorisation d'emprunts. — Modification du maximum par arrêté.

Assemblée nationale (art. 68). — Discussion et adoption, p. 251.

Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 992.

Art. 74. — Biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat en Syrie et au Liban. — Assouplissement des règles domaniales.

Assemblée nationale (art. 69). — Adoption, p. 251.

Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

(*) Magistrats honoraires. — Rappel à l'actualité.

Assemblée nationale (art. 70). — Adoption, p. 255.

Assemblée nationale. — Acceptation de la disjonction adoptée par le Conseil de la République, p. 992.

(*) Statut de la mutualité. — Modification.

Assemblée nationale (art. 71). — Disjonction, p. 255.

Conseil de la République. — Reprise du texte et discussion, p. 231; adoption, p. 235.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 992.

Art. 75 à 77. — Valeurs du Trésor perdues, volées, détruites ou détériorées. — Remboursement.

Assemblée nationale (art. 72 à 74). — Adoption, p. 251.

Conseil de la République. — Adoption, p. 235

Art. 78 à 80. — Banque de France. — Ouverture de comptes courants, de traites aux banques et établissements financiers. — Modalités d'application par décret.

Assemblée nationale (art. 74 bis et 74 quater). — Discussion et adoption, p. 216.

Conseil de la République. — Adoption, p. 235.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 992.

Art. 81. — Coupures émises par la Banque de l'Afrique occidentale. — Fixation du montant nominal. — Assouplissement de la procédure.

Assemblée nationale (art. 75). — Adoption, p. 255.

Conseil de la République. — Adoption, p. 235.

(*) Créances du Trésor et gestion du portefeuille de l'Etat. — Centralisation.

Assemblée nationale (art. 76 à 79). — Disjonction, p. 255.

Art. 82. — Réglementation des changes. — Répression des infractions.

Assemblée nationale (art. 80). — Adoption, p. 256.

Conseil de la République. — Discussion, p. 235; adoption, p. 236.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 933.

(*) Recouvrement des cotisations dues par les commerçants, industriels et artisans.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 256; disjonction, p. 257.

Art. 93. — Impôts sur le revenu. — Enfants à charge. — Limite d'âge.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 257.

Conseil de la République (art. 80 A). — Adoption, p. 211.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 993.

(*) Amélioration de la situation des personnels de l'Etat. — Indemnités provisionnelles. — Application aux anciens militaires (dégagement des cadres).

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 257; retrait, p. 258.

Art. 81 à 86. — Compagnies de navigation subventionnées. — Emprunts contractés par les sociétés nationales de constructions aéronautiques. — Publication au Journal officiel du bilan du compte de profits et pertes et des rapports. — Sanctions.

Assemblée nationale (articles additionnels). — Discussion, rejet des articles A, B et C et adoption des articles D et E, p. 252.

Conseil de la République (art. 80 B, 80 B bis, 80 C). — Discussion, p. 236; adoption, p. 237.

Assemblée nationale. — Adoption de l'article 80 B bis modifié par le Conseil de la République; rejet du texte de l'article 80 C modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée en première lecture, p. 993.

Art. 87. — Crédit hôtelier, commercial et industriel. — Avances de l'Etat. — Amélioration de l'équipement des entreprises.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 252.

Conseil de la République (art. 80 D). — Adoption, p. 237.

Art. 88 et 89. — Chambre syndicale des banques populaires. — Avances de l'Etat. — Subventions.

Assemblée nationale (articles additionnels). — Discussion et adoption, p. 263.

Conseil de la République (art. 80 E). — Adoption, p. 237 (art. 80 F). — Adoption, p. 210.

Assemblée nationale (art. 80 E). — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République, adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture (art. 80 F), adoption après de nouvelles modifications, p. 933.

(*) Valeurs mobilières spolées.

Assemblée nationale (article additionnel). — Non soutenu, p. 263.

(*) Organismes particuliers publics ou semi-publics. — Taxes instituées à leur profit. — Prise en compte au budget général.

Assemblée nationale (article additionnel). — Retrait, p. 261.

(*) Ostréiculteurs. — Modification du statut fiscal.

Assemblée nationale (article additionnel). — Disjonction, p. 261.

Art. 90. — *Revision des marchés.* — Prorogation des divers délais impartis aux commissions départementales.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 231.
 Conseil de la République (art. 80 G). — Adoption, p. 237.

(*) *Sociétés et entreprises.* — Etablissement de réserves pour reconstitution de stocks. — Dispositions rétablissables.
 Assemblée nationale (article additionnel). — Retrait, p. 263.

Art. 91. — *Circulation monétaire.* — Postes réservés au Parlement à la commission de contrôle.

Assemblée nationale (art. 80 bis). — Discussion, p. 265; adoption après modification, p. 266.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 237.

Art. 92. — *Rapport annuel sur la fabrication et la situation matérielle de la circulation monétaire.*

Assemblée nationale (art. 80 ter). — Adoption, p. 267.

Conseil de la République. — Adoption, p. 237.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée en première lecture, p. 991.

Art. 93. — *Exécution et fabrication des monnaies.*

Assemblée nationale (art. 80 quater). — Adoption, p. 267.

Conseil de la République. — Adoption, p. 237.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, p. 7 (Document n° 305). — Dépôt du rapport M. Charles Barangé, p. 101 (Document n° 406). — Discussion, p. 125; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 127 (rectificatif p. 171).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 39 (Document n° 9). — Dépôt du rapport par M. Pöher, p. 64 (Document n° 36). — Discussion, p. 72. — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 75 (rectificatif, p. 101).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République, p. 409 (Document n° 62). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 468 (Document n° 724). — Discussion, p. 558; adoption du projet de loi, p. 579 (loi n° 47-363 du 4 mars 1947, J. O. du 5 mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnes de l'Etat en activité et en retraite, p. 56. (Document n° 391). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 101 (Document n° 105). — Discussion, p. 127; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 141 (rectificatif p. 171).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 40 (Document n° 10). — Dépôt et lecture du rapport par M. Pöher, p. 40 (Document n° 41). — Discussion, p. 41; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 45.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 149 (loi n° 47-233 du 1^{er} février 1947, J. O. du 2 février 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, p. 311 (Document n° 598). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 673 (Document n° 825). — Discussion, p. 681; adoption, p. 683 (rectificatif, p. 1316).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 161 (Document n° 103). — Lecture du rapport par M. Pöher, p. 200. — Adoption, p. 202 (rectificatif, p. 520).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 809 (loi n° 47-119 du 11 mars 1947, J. O. du 12 mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947, p. 466 (Document n° 731). — Rapport de M. Barangé et adoption de l'article unique du projet de loi, p. 628.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 160 (Document n° 59). — Lecture du rapport par M. Jean-Marie Thomas et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 165.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 785 (loi n° 47-103 du 10 mars 1947, J. O. du 11 mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, p. 1011 (Document n° 966) (rectificatif, p. 1029). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 1012 (Document n° 1013). — Discussion générale, p. 1013; discussion des articles, p. 1017; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1055 (rectificatifs, p. 1210, 1316).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 300 (Document n° 157). — Lecture du rapport par M. Pöher, p. 416; discussion générale, p. 417; discussion des articles, p. 419; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 453 (rectificatif, p. 521).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1313 (Document n° 1151). — Discussion, p. 1313; adoption, p. 1311; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1311 (rectificatif, p. 1317) (loi n° 47-579 du 30 mars 1947, J. O. du 31 mars 1947).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — *Ouverture de crédits.*
 Assemblée nationale. — Discussion, p. 1017; adoption, p. 1032.

Conseil de la République. — Discussion, p. 419; adoption, p. 448.

Assemblée nationale. — Adoption avec de nouvelles modifications, p. 1311.

(*) *Autorisation de dépenses au delà de crédits ouverts (habillement de la sûreté nationale).*

Assemblée nationale (art. 2). — Disjonction, p. 1032.

Art. 2. — *Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.* — Autorisations d'engagement.

Assemblée nationale (art. 3). — Adoption, p. 1032.

Conseil de la République. — Adoption, p. 448.

Art. 3. — *Acquisitions et locations d'immeubles par l'administration.* — Suspension.

Assemblée nationale (art. 3 ter). — Discussion, p. 1032, 1036; adoption, p. 1031.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 448.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1311.

(*) *Modifications apportées par la commission du Gouvernement.* — Procédure relative aux transferts de crédits.

Assemblée nationale (art. 4). — Discussion et rejet, p. 1081.

Art. 4. — *Contrôle des comptabilités administratives tenues par les ordonnateurs secondaires et par les ordonnateurs des collectivités locales.*

Assemblée nationale (art. 5). — Adoption, p. 1035.

Conseil de la République. — Adoption, p. 449.

Art. 5. — *Dépenses effectuées dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche.* — Extension des règles en vigueur sur le territoire national.

Assemblée nationale (art. 6). — Adoption, p. 1084.

Conseil de la République. — Adoption, p. 449.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 30 mars 1947 (services civils, deuxième trimestre) promulgués au Journal officiel du 31 mars 1947, ceux entre parenthèses représentant la numérotation primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

(*) *Rehaussements de produits budgétaires obtenus par les régies financières.* — Prélèvement de 1 p. 100 sur les recouvrements opérés.

Assemblée nationale (art. 7). — Discussion, p. 1035; rejet, p. 1086.

Art. 6. — *Création d'emplois.* — Interdiction. — Dérogation en ce qui concerne la sécurité aérienne et les dommages de guerre.

Assemblée nationale (art. 7 bis nouveau). — Discussion, p. 1086; adoption, p. 1089.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 450.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 1314.

Art. 7. — *Suppression de services et licenciement d'agents.* — Annulations de crédits.

Assemblée nationale (art. 7 ter, nouveau). — Discussion, p. 1089; adoption, p. 1090.

Conseil de la République. — Adoption, p. 450.

Art. 8. — *Personnels de la sûreté nationale.* — Retour aux limites d'âge antérieures à la loi du 15 février 1936.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1090.

Conseil de la République. — Adoption, p. 450.

Art. 9. — *Sûreté nationale et polices régionales d'Etat.* — Fusion des cadres d'inspecteurs et d'agents spéciaux.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1090.

Conseil de la République. — Adoption, p. 450.

Art. 10. — *Délégations de solde et de traitement.* — Prorogation du régime.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1090.

Conseil de la République. — Adoption, p. 450.

(*) *Impôts affectés à la période de guerre.* — Liquidation.

Assemblée nationale (art. 11). — Disjonction, p. 1090.

(*) *Déclarations prévues par les lois fiscales.* — Non souveraines ou insuffisantes. — Commission de taxation d'office.

Assemblée nationale (art. 12 à 15). — Discussion et disjonction, p. 1091.

(*) *Droits de baccalauréat.*

Assemblée nationale (art. 2^o). — Discussion et disjonction, p. 1091.

Conseil de la République. — Adoption, p. 450.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 1314.

Art. 11. — *Charges d'intérêt général des départements.* — Suppression de la participation de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 21). — Discussion, p. 1091; adoption, p. 1092.

Conseil de la République. — Adoption, p. 450.

Art. 12. — *Budgets annexes.* — Ouverture de crédits.

Assemblée nationale (art. 22). — Discussion, p. 1092; adoption, p. 1093.

Conseil de la République. — Discussion, p. 450; adoption, p. 453.

Art. 13. — *Rediffusion française.* — Dépenses. — Contrôle financier.

Assemblée nationale (art. 23). — Adoption, p. 1093.

Conseil de la République. — Adoption, p. 453.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1314.

Art. 14. — *Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.*

Assemblée nationale (art. 24). — Adoption, p. 1093.

Conseil de la République. — Adoption, p. 453.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 (services civils), p. 1311, 1783 (Document n° 1180). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 1761 (Document n° 1336). — Proposition d'ajournement de la discussion, p. 1774; adoption, p. 1779. — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 1890 (Document n° 1556). — Discussion des budgets des différents ministères, p. 2007; discussion des articles, p. 3111; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3116 (rectificatif, p. 3577, 3626, 4707, 1096).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1066 (Document n° 456). — Dépôt du rapport par M. Alain Pôher, p. 1066 (Document n° 451). — Discussion générale, p. 1082; discussion des budgets des différents ministères, p. 1088; discussion des articles, p. 1567; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1567 (rectificatif, p. 1769, 1910).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3997 (Document n° 2218). — Discussion, p. 4021; discussion des différents ministères, p. 4022; discussion des articles, p. 4097; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4088 (rectificatif, p. 4221, 4328, 4432, 4433, 4930) (Loi n° 47-1196 du 13 août 1917, J. O. du 14 août 1917).

AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Jacques Duclos. — Discussion, p. 3163; adoption, p. 3173.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Landry. — Discussion, p. 1362, 1379; adoption, p. 1382 (rectificatif, p. 1568).

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 4079.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Jacques Duclos. — Discussion, p. 2231; adoption, p. 2233 (rectificatif, p. 2331).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Landry. — Discussion, p. 1362; adoption, p. 1379 (rectificatif, p. 1568).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4078; adoption, p. 4079.

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Abeille. — Discussion, p. 2012, 2018; adoption, p. 2071.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Landbouere. — Discussion, p. 1135, 1143. — Adoption, p. 1158.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4022; adoption, p. 4027.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Aubry. — Discussion, p. 3283, 3307; adoption, p. 3331.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Toussaint-Murle. — Discussion, p. 1511; adoption, p. 1567.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4056; adoption, p. 4087.

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Jacques Gressa. — Discussion, p. 2095, 2716; adoption, p. 2729 (rectificatif, p. 2795).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Jean-Marie Thomas. — Discussion, p. 1329; adoption, p. 1311 (rectificatif, p. 1568).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4051; adoption, p. 4055.

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Gabelle. — Discussion, p. 3535; adoption, p. 3053 (rectificatif, p. 3219).

Conseil de la République. — Rapporteur Mme Marie Roche. — Discussion et adoption, p. 1318 (rectificatif, p. 1467).

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 4077.

COMMERCE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Gilles Gozard. — Discussion, p. 3197; adoption, p. 3112.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Monnet. — Discussion, p. 1111; adoption, p. 1115 (rectificatif, p. 1615).

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 4050.

ÉCONOMIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Gilles Gozard. — Discussion, p. 2651, 2669, 2680; adoption, p. 2688 (rectificatif, p. 2801).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Lallargue. — Discussion, p. 1258; adoption, p. 1270.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4033; adoption, p. 4038.

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Georges Cogniot. — Discussion, p. 3339, 3351, 3356, 3361, 3370; adoption, p. 3341 (rectificatif, p. 3577).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Reverborzi. — Discussion, p. 1172, 1483, 1491, 1503; adoption, p. 1530.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4082; adoption, p. 4083.

FINANCES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Mandès-France. — Discussion, p. 2916; adoption, p. 2931, 3111 (rectificatif, p. 3091, 2219).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Pauly. — Discussion, p. 4530; adoption, p. 4510.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4081; adoption, p. 4080.

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Joannes Dupraz. — Discussion, p. 2216; adoption, p. 2230 (rectificatif, p. 2331).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Vieljeux. — Discussion, p. 4088; adoption, p. 1106 (rectificatif, p. 1296).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4050; adoption, p. 4052.

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion, p. 3051; adoption, p. 3055.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion et adoption, p. 1510.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 4050.

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Truffaut. — Discussion, p. 2306, 3101; adoption, p. 3107.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Avinlin. — Discussion, p. 1122; adoption, p. 1110 (rectificatif, p. 1615).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4030; adoption, p. 4032.

JEUNESSE, ARTS ET LETTRES (SERVICE DE L'INFORMATION)

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Maurice-Petsche. — Discussion, p. 2911, 2932; adoption, p. 2911 (rectificatif, p. 3013, 3021).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Janton. — Discussion, p. 1291; adoption, p. 1396 (rectificatif, p. 1467).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4013; adoption, p. 4018.

JUSTICE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. René Mayer. — Discussion, p. 3016; adoption, p. 3031, 3111 (rectificatif, p. 3219).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Philippe Gerber. — Discussion, p. 1230; adoption, p. 1231 (rectificatif, p. 1465).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4070; adoption, p. 4071.

LÉGION D'HONNEUR

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Béthaud. — Discussion, p. 3053; adoption, p. 3051, 3111.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion, p. 1229; adoption, p. 1230 (rectificatif, p. 1465).

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 4071.

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. René Pleven. — Discussion, p. 3282, 3201; adoption, p. 3217.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Jean-Marie Thomas. — Discussion, p. 1311; adoption, p. 1361 (rectificatif, p. 1568).

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 4051.

MINISTÈRES D'ÉTAT

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Maurice-Petsche. — Discussion, p. 2892; adoption, p. 2893.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Monnet. — Discussion, p. 1216; adoption, p. 1217.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 4010.

MONNAIES ET MÉDAILLES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion, p. 3055; adoption, p. 3055.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion et adoption, p. 1511.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 4066.

ORDRE DE LA LIBÉRATION

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Bétolaud. — Discussion, p. 3053; adoption, p. 3053, 3111.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion et adoption, p. 1230 (rectificatif, p. 1466).

Assemblée nationale. Discussion et adoption, p. 4071.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Dagain. — Discussion, p. 2912, 2968; adoption, p. 2916.

Conseil de la République. — Rapporteur Mme Marie Roche. — Discussion, p. 1307; adoption, p. 1318 (rectificatif, p. 1467).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4073; adoption, p. 4077.

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Maurice-Petsche. — Discussion, p. 2900; adoption, p. 2910 (rectificatif, p. 3091, 3219).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Monnet. — Discussion, p. 1210, 1217, 1563; adoption, p. 1221 (rectificatif, p. 1466).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4010; adoption, p. 4013.

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

(HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION)

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Bernard Paumier. — Discussion, p. 2098, 2032; adoption, p. 2012 (rectificatif, p. 3219).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Monnet. — Discussion, p. 1221; adoption, p. 1222.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4038; adoption, p. 4010.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Buron. — Discussion, p. 2905, 3006; adoption, p. 3011 (rectificatif, p. 2091).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Lacaze. — Discussion, p. 1231, 1271; adoption, p. 1231 (rectificatif, p. 1466).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4069; adoption, p. 4070.

RADIO-DIFFUSION

Assemblée nationale. — Rapporteur M. de Tinguy. — Discussion, p. 3031, 3018, 3019; adoption, p. 3063, 3111 (rectificatif, p. 3091).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Minvielle. — Discussion, p. 1233; adoption, p. 1236.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4018, 4055 et adoption, p. 4053.

RECONSTRUCTION ET URBANISME

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Joseph Laniel. — Discussion, p. 3227, 3312; adoption, p. 3267 (rectificatif, p. 3503).
 Conseil de la République. — Rapporteur M. Jean-Marie Grenier. — Discussion, p. 1419; adoption, p. 1466 (rectificatif, p. 1615, 1616).
 Assemblée nationale. — Discussion, p. 4079; adoption, p. 4080.

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Marc Dupuy. — Discussion, p. 3122, 3131, 3157; adoption, p. 3163 (rectificatif, p. 3335).
 Conseil de la République. — Rapporteur M. Dorey. — Discussion, p. 1414.
 Assemblée nationale. — Discussion, p. 4077; adoption, p. 4078.

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Ramelle. — Discussion, p. 2720, 2853; adoption, p. 2867 (rectificatif, p. 3013).
 Conseil de la République. — Rapporteur M. Jules Boyer. — Discussion, p. 1191; adoption, p. 1208 (rectificatif, p. 1286).
 Assemblée nationale. — Discussion, p. 4071; adoption, p. 4073.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Rapporteur M. André Guillaud. — Discussion, p. 2238; adoption, p. 2257.
 Conseil de la République. — Rapporteur M. Jean-Marie Thomas. — Discussion, p. 1178, 1187; adoption, p. 1194 (rectificatifs, p. 1320).
 Assemblée nationale. — Discussion, p. 4062; adoption, p. 4051.

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — Ouverture et annulation de crédits.
 Assemblée nationale. — Article réservé, p. 2008; adoption, p. 3111.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.
 Assemblée nationale. — Article réservé, p. 4022; adoption, p. 4037.
 Art. 2. — Reconstruction et équipement. — Dépenses imputées au budget en cours. — Faculté de report des crédits.
 Assemblée nationale. — Adoption, p. 3111.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.
 Assemblée nationale. — Adoption, p. 4027.
 Art. 3. — Autorisations d'engagement de dépenses au delà des crédits ouverts.
 Assemblée nationale. — Adoption, p. 3112.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.
 Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée en première lecture, p. 4087.
 Art. 4. — Programmes d'habillement des prisonniers de guerre. — Report de crédits de l'exercice 1946 à l'exercice 1947.
 Assemblée nationale. — Adoption, p. 3142.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.
 Assemblée nationale. — Adoption, p. 4087.
 (*) Annuité représentative de la soule des lignes échangées entre l'Etat et la compagnie d'Orléans. — Suppression des budgets des finances et de la caisse autonome d'amortissement.
 Assemblée nationale (art. 5). — Disjonction, p. 3112.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 13 août 1947 promulguée au Journal officiel du 14 août 1947, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 5. — Domicile rendu inhabitable par un acte de guerre. — Relogement provisoire. — Indemnités et secours.

Assemblée nationale (art. 6). — Adoption, p. 3143.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.

Art. 6. — Services de la défense nationale et de documentation extérieure. — Procédure d'utilisation. — Crédits ouverts.

Assemblée nationale (art. 7). — Adoption, p. 3143.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.

Art. 7. — Baisse des prix. — Subvention à la ville de Paris pour la police. — Fêtes de la victoire. — Commémoration du débarquement. — Lutte contre les invasions de criquets. — Ratification de décrets.

Assemblée nationale (art. 8). — Adoption, p. 3143.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.

Art. 8. — Préfecture de police. — Fixation des effectifs chaque année par la loi de finances.

Assemblée nationale (art. 9). — Adoption, p. 3143.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.

(*) Préfecture de police. — Fixation des effectifs pour l'année 1947.

Assemblée nationale (art. 10). — Disjonction, p. 3143.

Art. 9. — Réforme du statut des élèves-maîtres d'écoles normales d'instituteurs et d'institutrices.

Assemblée nationale (art. 11). — Discussion et adoption, p. 3143.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.

Art. 10. — Recettes et dépenses des budgets annexes.

Assemblée nationale (art. 12). — Adoption, p. 3143.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1566.

Assemblée nationale. — Adoption après modification, p. 4088.

Art. 11. — Postes, télégraphes et téléphones. — Autorisation de recrutement sur emplois à créer au 1^{er} janvier 1948.

Assemblée nationale (art. 13). — Adoption, p. 3143.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1567.

(*) Dénomination de certaines catégories d'agents du ministère des postes, télégraphes et téléphones. — Modification.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 3113; disjonction, p. 3115.

Art. 12. — Créations et suppressions d'emplois.

Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 3145.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1567.

Assemblée nationale. — Adoption après modification, p. 4088.

Art. 13. — Dépenses obligatoires acquittées en plusieurs échéances au vu d'un titre permanent et susceptibles, pour ce motif d'excéder le montant des crédits accordés.

Assemblée nationale (art. 15). — Adoption, p. 3145.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1567.

Art. 14. — Interruption de session des Chambres. — Ouverture de crédits par décret rendu en conseil des ministres par application de l'article 5 du décret du 24 mai 1938.

Assemblée nationale (art. 16). — Adoption, p. 3145.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1567.

Art. 15. — Nomenclature des services votés pour l'exercice 1947.

Assemblée nationale (art. 17). — Adoption, p. 3145.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1567.

Art. 16. — Liste non nominative des renseignements à fournir aux Chambres pour l'exercice 1947.

Assemblée nationale (art. 18). — Adoption, p. 3145.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1567.

Art. 17. — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.

Assemblée nationale (art. 19). — Adoption, p. 3145.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1567.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation de percevoir les impôts, droits, produits et revenus publics, fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1947 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, p. 1782 (Document n° 1503). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3501 (Document n° 2112). — Discussion générale, p. 3745, 3764; discussion des articles, p. 3770, 3853; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3873 (rectificatif, p. 3913, 4030).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1422 (Document n° 513). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 1491 (Document n° 519). — Discussion générale, p. 1525, 1692; discussion des articles, p. 1606; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1613 (rectificatifs, p. 1732).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4091 (Document n° 2316). — Rapporteur, M. Charles Barangé; discussion, p. 4101 et adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4103 (rectificatif, p. 4328) (Loi n° 47-1497 du 13 août 1947, J. O. du 14 août 1947).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — Evaluation des voies et moyens.
 Assemblée nationale. — Discussion, p. 3770. — Adoption, p. 3771.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1606; adoption, p. 1608.
 Assemblée nationale. — Adoption après modification, p. 4101.

Art. 2. — Service de législation étrangère et de droit international du ministère de la justice. — Délivrance de copies ou traductions de textes étrangers.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3771.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 1603.

(*) Impôt sur le revenu. — Dossier patrimonial et fiscal. — Ouverture pour chaque contribuable.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Discussion, p. 3857, et disjonction, p. 3859.

(*) Salaire versé par un exploitant à son conjoint. — Déduction des impôts.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Discussion, p. 3853; disjonction, p. 3859.

(*) Bénéfices industriels et commerciaux. — Provisions pour renouvellement de stocks. — Modification de l'article 7 du code des impôts directs.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Disjonction, p. 3859.

(*) Impôts, bénéfices industriels et commerciaux. — Délai imparti pour les déclarations. — Calcul de l'impôt. — Bénéfices réels.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Disjonction, p. 3859.

(*) Impôts sur les bénéfices des exploitations agricoles. — Suspension des articles 33 et 53 bis du code des impôts directs. — Fixation du taux de l'impôt. — Abattement à la base.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Discussion, p. 3859; disjonction, p. 3861.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 13 août 1947 (voies et moyens) et dispositions d'ordre financier) promulguée au Journal officiel du 14 août 1947, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées ne figurent pas dans la loi de finances.

(*) Impôts sur les traitements et salaires. — Calcul et taux de l'impôt. — Obligations des employeurs et débiteurs. — Assemblée nationale (art. additionnel). — Discussion, p. 3862; disjonction, p. 3863.

(*) Impôts sur les bénéfices des professions non commerciales. — Calcul et taux de l'impôt.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Discussion et disjonction, p. 3863.

(*) Contribuables disposant de revenus professionnels provenant de sources très diverses. — Mode de taxation.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Disjonction, p. 3863.

(*) Impôts cédulaires. — Taux. — Déduction.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Discussion et disjonction, p. 3863.

(*) Impôts. — Bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices de l'exploitation agricole. — Bénéfices des professions non commerciales. — Réductions pour charge de famille. — Assemblée nationale (art. additionnel). — Discussion, p. 3863; disjonction, p. 3863.

(*) Impôt général sur les revenus. — Modification du paragraphe III de l'article 109 du code des impôts directs. — Déduction pour charge de famille.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 3861 et disjonction, p. 3863.

(*) Contribution foncière des propriétés non bâties prévue au profit du fonds national de solidarité agricole. — Imposition additionnelle. — Perception au profit du Trésor.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 3865; disjonction, p. 3867.

(*) Affichage des listes des contribuables dans les mairies. — Amendes fiscales et peines correctionnelles.

Assemblée nationale (art. 2 bis nouveau). — Discussion, p. 3771; rejet, au scrutin, p. 3772.

Art 3. — Vins. — Abrogation de certaines dispositions de l'article 13 de la loi n° 46-189 du 14 février 1916.

Assemblée nationale (art. 2 ter nouveau). — Discussion, p. 3772; renvoi à la commission, p. 3780. — Discussion, p. 3852; adoption, p. 3851.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1608.

Art 4. — Vins. — Droits de circulation. — Modification de l'article 173 du code des contributions indirectes.

Assemblée nationale (art. 2 quater nouveau). — Discussion, p. 3772; renvoi à la commission, p. 3780. — Discussion, p. 3852; adoption, p. 3851.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 1606.

Art 5. — Vins doux naturels. — Régime fiscal.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 3869; adoption, p. 3870.

Conseil de la République (art. 2 quater A). — Adoption, p. 1609.

(*) Aperitifs à base d'alcool. — Rétablissement. — Abrogation des lois des 23 août 1910 et 21 septembre 1931.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Discussion, p. 3863; disjonction, p. 3869.

Conseil de la République. — Reprise du texte et retrait, p. 1609.

Art 6. — Vins. — Appellation d'origine contrôlée. — Taux de la taxe à la production. — Fixation.

Assemblée nationale (art. 2 quinquies nouveau). — Discussion, p. 3772; renvoi à la commission, p. 3780. — Discussion, p. 3852; adoption, p. 3851.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1609 (rectificatif, p. 1742).

(*) Alcools. — Droits de consommation. — Fixation du tarif.

Assemblée nationale (art. additionnels). — Discussion, p. 3870; disjonction, p. 3871.

Art 7. — Débits d'alcool. — Licences. — Fixation des tarifs annuels. — Tarifs progressifs pour la ville de Paris et les villes de plus de 100.000 habitants. — Autorisation par décrets.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 3871; adoption, p. 3872.

Conseil de la République (art. 2 quinquies A). — Adoption, p. 1609.

Art 8. — Impôts. — Spectacles. — Modification à l'article 473 du code des contributions indirectes.

Assemblée nationale (art. 2 sexties nouveau). — Adoption, p. 3851.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1610 (rectificatif, p. 1712).

(*) Patente acquittée par les commerçants. — Paiement par trimestre.

Conseil de la République (art. 2 septies nouveau). — Discussion et disjonction, p. 1610.

Art 9. — Taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires. — Modification.

Assemblée nationale (art. 3). — Adoption, p. 3854.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1610.

Art 10. — Missions économiques à l'étranger. — Participation des groupements d'importation et organismes assimilés aux frais de fonctionnement.

Assemblée nationale (art. 4). — Adoption, p. 3851.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1610.

Art 11. — Bonifications de pension aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 5). — Adoption, p. 3851.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1610.

Art 12 à 14. — Aménagement du taux des pensions des lois des 31 mars et 24 juin 1919 et relèvement des traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Assemblée nationale (art. 6 à 8). — Adoption, p. 3851.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1610.

Art 15. — Attribution au personnel de la caisse nationale des marchés de l'Etat, des collectivités et établissements publics du bénéfice des dispositions de la loi du 14 août 1924.

Assemblée nationale (art. 9). — Adoption, p. 3851.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1610.

Art 16. — Missions aériennes. — Couverture des risques entraînés pour les agents de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 10). — Adoption, p. 3855.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1611.

Art 17. — Forclusion des demandes d'indemnités formulées en exécution des accords de Washington.

Assemblée nationale (art. 11). — Adoption, p. 3855.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 1611.

Art 18. — Modification de l'article 8 de l'ordonnance du 22 juin 1944 instituant le service des importations et d'exportations.

Assemblée nationale (art. 12). — Adoption, p. 3855.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1611.

Art 19. — Réglementation des opérations concernant les sociétés minières allemandes Carolus Magnus et Carl Alexander.

Assemblée nationale (art. 13). — Adoption, p. 3855.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1611.

Art 20. — Crédit maritime mutuel. — Réorganisation.

Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 3855.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1611.

Art 21. — Avances pour prêts individuels à long terme. — Attribution. — Montant maximum.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 3872.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1611.

(*) Collectivités et établissements publics. — Intervention des agents des ponts et chaussées prêtant leur concours.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 3872; disjonction, p. 3873.

Art 22. — Avances aux caisses de péréquation du sulfate de cuivre et de soufre.

Assemblée nationale (art. 15). — Adoption, p. 3856.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1611.

Art 23. — Dépenses de reconstruction et d'équipement. — Emprunt extérieur par des collectivités ou établissements publics. — Garantie de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 16). — Adoption, p. 3856.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1611.

Art 24. — Films français à l'étranger. — Avances de capitaux pour l'exportation. — Garantie de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 16 bis nouveau). — Adoption, p. 3856.

Conseil de la République. — Discussion, p. 613; adoption d'articles 16 bis, 18 bis A et 16 bis B, p. 1613.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1402.

(*) Locaux servant à l'exercice d'une profession. — Relèvement du maximum du taux de la taxe sur la valeur locale.

Assemblée nationale (art. 17). — Disjonction, p. 3856.

Art 27. — Rapport financier de l'Etat et des collectivités locales sinistrées. — Mode de calcul des subventions et des contributions.

Assemblée nationale (art. 18). — Discussion et adoption, p. 3856.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1613.

Art 28. — Délai imparti aux spoliés pour revendiquer leur mobilier. — Prorogation.

Assemblée nationale (art. 19). — Adoption, p. 3856.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1613.

Art 29. — Création d'emplois. — Interdiction. — Prorogation.

Assemblée nationale (art. 19 bis nouveau). — Adoption, p. 3856.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1613.

Art 30. — Indemnités aux fonctionnaires. — Attribution effectuée par loi spéciale ou un article de loi de finances.

Assemblée nationale (art. 19 ter nouveau). — Adoption, p. 3856.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1613.

Assemblée nationale. — Rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée en première lecture, p. 1402.

Art 31. — Attachés militaires, navals et de l'air. — Effectifs militaires en service permanent à l'étranger. — Fixation.

Assemblée nationale (art. 19 quater nouveau). — Adoption, p. 3856.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1613.

Art 32. — Aide aux étudiants victimes de la guerre. — Exonération des droits scolaires et universitaires. — Application aux veuves de guerre.

Assemblée nationale (art. 19 quinquies nouveau). — Adoption, p. 3856.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1613.

Art 33, 34 et 35. — Commissariat à l'énergie atomique. — Modification des articles 5, 6 et 7 de l'ordonnance du 18 octobre 1945.

Assemblée nationale (art. 19 sexties, septies et octies nouveaux). — Adoption, p. 3856 et 3857.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1613.

Art 36 et 37. — Liste des immeubles qui seront désaffectés. — Approbation par décret. — Mise en vente. — Rachat par les anciens propriétaires. — Prix à l'amiable.

Assemblée nationale (art. 19 nonies et dixies nouveaux). — Adoption, p. 3857.

Assemblée nationale. — Reprise des articles disjoints par la commission des finances du Conseil de la République et adoption, p. 1402.

Art 38. — Interdiction de percevoir des contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées.

Assemblée nationale (art. 20). — Adoption, p. 3873.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1613.

(*) *Mutations à titre onéreux. — Taxes additionnelles au droit d'enregistrement. — Perception au profit des communes.*

Assemblée nationale (art. additionnel). — Disjonction, p. 3373.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, p. 1782 (Document n° 1501). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 1761 (Document n° 1436). — Discussion des articles, p. 1785; adoption du projet de loi, p. 1879; seconde délibération, p. 1879; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1886 (rectificatif, p. 1943, 1991, 2021).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 693 (Document n° 292). — Dépôt du rapport par M. Alain Pôher, p. 727 (Document n° 317). — Discussion, p. 781; adoption, au scrutin, et à la majorité absolue de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 911 (rectificatif, p. 959).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2645 (Document n° 1880). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3723 (Document n° 2162). — Discussion des articles, p. 3736. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3744 (rectificatif, p. 3915) (Loi n° 47-1465 du 8 août 1947, J. O. du 9 août 1947).

LOI DE FINANCES (1)

(*) *Crédits ouverts.*

Assemblée nationale (art. 1^{er}). — Article disjoint par la commission et figurera dans le quatrième projet, p. 1786.

(*) *Règlement des dépenses obligatoires.*
Assemblée nationale (art. 2). — Article disjoint par la commission et figurera dans le quatrième projet, p. 1786.

Art. 1^{er}. — *Administrations publiques. — Procédure relative à la passation de marchés et à l'exécution de travaux.*

Assemblée nationale (art. 3). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 784.

Art. 2. — *Contrôle financier des organismes bénéficiaires de subventions.*

Assemblée nationale (art. 4). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Discussion, p. 784; adoption, p. 785.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3736.

(*) *Autorisation d'engager des dépenses au delà des crédits ouverts.*

Assemblée nationale (art. 5). — Article disjoint par la commission et figurera dans le quatrième projet, p. 1786.

Art. 3. — *Primes au grainage des vers à soie. — Prorogation.*

Assemblée nationale (art. 6). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 785.

Art. 4. — *Crédits accordés en vue de subventionner l'activité théâtrale privée. — Faculté de report.*

Assemblée nationale (art. 7). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 785.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3736.

Art. 5. — *Crédits de commandes à des compositeurs de musique. — Faculté de report.*

Assemblée nationale (art. 8). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 785.

Art. 6. — *Activités physiques scolaires. — Achat de matériel. — Contribution des collectivités locales.*

Assemblée nationale (art. 9). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 785.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des articles correspondent à ceux de la loi de finances du 8 août 1947 (dispositions d'ordre financier) promulguée au Journal officiel du 9 août 1947, ceux entre parenthèses représentent la numérotation primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 7. — *Convention intervenue le 30 janvier 1947 entre le ministre des finances et la caisse autonome d'amortissement. — Approbation.*

Assemblée nationale (art. 10). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 785.

Art. 8. — *Secrétariats des parquets des cours et tribunaux. — Rémunération du personnel. — Prise en charge par l'Etat.*

Assemblée nationale (art. 11). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Discussion, p. 785; adoption, p. 785.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3737.

Art. 9. — *Organismes de la charte du travail. — Sommes encaissées par l'administration des domaines. — Exemption des frais de régie.*

Assemblée nationale (art. 12). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 786.

(*) *Habillement des prisonniers de guerre. — Report de crédits.*

Assemblée nationale (art. 13). — Article disjoint par la commission et figurera dans le quatrième projet, p. 1786.

Art. 10. — *Dotation des comités sociaux. — Affectation du reliquat.*

Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 786.

Art. 11. — *Chefs cantonniers et cantonniers de la voirie départementale. — Intégration dans les cadres des ponts et chaussées.*

Assemblée nationale (art. 15). — Article réservé, p. 1786; discussion, p. 1814; adoption, p. 1816.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 786.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3737.

Art. 12. — *Votes ferrés d'intérêt local. — Part supplémentaire de subvention donnée par le département ou la commune. — Maintien du taux pour la transformation en annuité.*

Assemblée nationale (art. 16). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 786.

Art. 13. — *Votes ferrés d'intérêt local. — Subventions annuelles aux entreprises. — Montant.*

Assemblée nationale (art. 17). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Discussion, p. 786; adoption, p. 787.

Art. 14. — *Réseaux secondaires d'intérêt général. — Travaux complémentaires. — Montant.*

Assemblée nationale (art. 18). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 787.

Art. 15. — *Marins du commerce. — Financement du régime de disponibilité.*

Assemblée nationale (art. 19). — Adoption, p. 1786.

Conseil de la République. — Adoption, p. 787.

(*) *Création d'emplois.*

Assemblée nationale (art. 20). — Article disjoint par la commission et figurera dans le quatrième projet, p. 1787.

(*) *Emplois publics. — Age d'accession.*

Assemblée nationale (20 bis nouveau). — Discussion et disjonction, p. 1787.

(*) *Statut général des fonctionnaires. — Modification à l'art. 141 (statuts particuliers).*

Assemblée nationale (art. 21). — Disjonction, p. 1787.

Art. 16. — *Fonctionnaires ou agents des services publics. — Sanctions disciplinaires.*

Assemblée nationale (art. 22). — Discussion, p. 1787; adoption, p. 1788.

Conseil de la République. — Adoption, p. 787.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3737.

Art. 17. — *Auxiliaires âgés de plus de 60 ans. — Conditions de titularisation.*

Assemblée nationale (art. 23). — Adoption, p. 1788.

Conseil de la République. — Adoption, p. 787.

Art. 18. — *Prise en compte pour l'intégration dans le cadre des fonctionnaires et agents de préfetures des services auxiliaires accomplis dans les administrations départementales.*

Assemblée nationale (art. 24). — Adoption, p. 1788.

Conseil de la République. — Adoption, p. 787.

Art. 19. — *Suppression des corps du génie de l'air et renforcement des corps des ponts et chaussées.*

Assemblée nationale (art. 25). — Discussion, p. 1788, 1816; adoption, p. 1817.

Conseil de la République. — Discussion, p. 787; adoption, p. 788.

(*) *Préfecture de police. — Fixation des effectifs.*

Assemblée nationale (art. 26). — Article disjoint par la commission et figurera dans le quatrième projet, p. 1788.

(*) *Services départementaux de la vaccination et de la désinfection. — Transferts de la préfecture de police à la préfecture de la Seine.*

Assemblée nationale (art. 27). — Adoption, p. 1788.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 788.

Assemblée nationale. — Reprise du texte par la commission, discussion, adoption, au scrutin, de la disjonction, p. 3737.

Art. 20. — *Auxiliaires ou agents contractuels de l'Etat des départements, des communes et services publics. — Maintien en activité. — Limite d'âge.*

Assemblée nationale (art. 27 bis nouveau). — Discussion, p. 1788; adoption, p. 1790.

Conseil de la République. — Discussion, p. 788; adoption, p. 790.

Art. 21. — *Limite d'âge des fonctionnaires — Durée de la prorogation.*

Assemblée nationale (art. 27 ter nouveau). — Discussion, p. 1790; adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Discussion, p. 790; adoption, p. 781.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 3737; adoption, p. 3739.

Art. 22. — *Limite d'âge des inspecteurs des colonies.*

Assemblée nationale (art. 28). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 792.

Art. 23. — *Nombre d'inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1947.*

Assemblée nationale (art. 29). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 792.

Art. 24. — *Pensions d'ancienneté. — Modification des bases de liquidation.*

Assemblée nationale (art. 30). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 792 (rectificatif, p. 953).

Art. 25. — *Anciens fonctionnaires de nationalité française de la commission de gouvernement du territoire de la Sarre. — Majoration des pensions.*

Assemblée nationale (art. 31). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 792.

* *Routiers propriétaires de leur attelage qu'ils conduisent eux-mêmes. — Taxation d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires. — Réduction pour charges de famille.*

Assemblée nationale (art. additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1931.

* *Impôts sur les traitements et salaires. — Calcul de l'impôt. — Fixation du minimum vital. — Taux.*

Assemblée nationale (art. additionnels). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1931.

* *Impôt général sur le revenu. — Abattement. — Coefficient et calcul de l'impôt.*

Assemblée nationale (art. additionnels). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1935.

* Profits illicites. — Provisions pour renouvellement de l'outillage. — Base de l'imposition.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1835.

* Liquidation de la fiscalité de guerre.

Assemblée nationale (art. 32 à 36). — Articles disjointés par la commission et figurant dans le quatrième projet, p. 1793.

Art. 26. — Bénéfices industriels et commerciaux. — Certaines affaires d'exportation. — Réduction du taux de l'impôt.

Assemblée nationale (art. 37). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Discussion, p. 792; adoption, p. 793.

* Bénéfices agricoles. — Prorogation du délai prévu pour dénoncer les forfaits.

Assemblée nationale (art. 37 bis nouveau). — Suppression, p. 1793.

Art. 27. — Locaux servant à l'exercice d'une profession. — Taux de la taxe sur la valeur locative.

Assemblée nationale (art. 37 ter nouveau). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

Art. 28. — Comités départementaux des profits illicites. — Date limite des opérations.

Assemblée nationale (art. 37 quater nouveau). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 793.

Assemblée nationale. — Reprise de l'article et adoption, p. 3739.

* Bénéfices industriels et commerciaux. — Provisions non constituées en franchise d'impôt. — Déduction des frais. — Calcul de l'impôt.

Assemblée nationale (art. additionnels). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1835.

* Bénéfices agricoles. — Taux et calcul de l'impôt.

Assemblée nationale (art. additionnels). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1835.

* Contribution foncière des propriétés non bâties. — Imposition prévue au profit du fonds national de solidarité agricole. — Perception au profit du Trésor à partir du 1^{er} janvier 1947. — Abattement.

Assemblée nationale (art. additionnels). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1835.

(*) Bénéfices des professions non commerciales. — Calcul de l'impôt.

Assemblée nationale (article additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1836.

(*) Imposition des rémunérations occultes.

Assemblée nationale (article additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1836.

(*) Bénéfices industriels et commerciaux. — Entreprises exploitant un journal dont la publication a été commencée ou reprise à la suite de la libération du territoire.

Assemblée nationale (article additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1836.

Art. 29. — Impôt général sur le revenu. — Non déduction de la taxe sur les locaux insuffisamment occupés.

Assemblée nationale (art. 39). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

(*) Impôt général sur le revenu. — Taxe de compensation familiale. — Admission en déduction du revenu net global pour la moitié de leur montant pour 1936 et 1937.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion; renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1830.

Art. 30. — Impositions dues par les condamnés à des peines d'indignité nationale. — Majoration de 10 p. 100. — Modification à l'article 83 de la loi de finances du 31 décembre 1935.

Assemblée nationale (art. 39). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

(*) Affichage des listes des contribuables dans les mairies. — Amendes fiscales et peines correctionnelles.

Assemblée nationale (articles additionnels). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1837.

(*) Délivrance des extraits des rôles des impôts directs. — Abrogation de l'article 141 et modification de l'article 338 du code général des impôts directs.

Assemblée nationale (article additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1837.

(*) Mines de sel. — Redevance départementale et communale. — Abrogation de l'article 336 quater du code des impôts directs.

Assemblée nationale (art. 40). — Disjonction, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 3739.

Art. 31. — Délivrance d'extraits de rôle et de bordereaux de situation. — Rétribution des percepteurs.

Assemblée nationale (art. 41). — Disjonction, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

Assemblée nationale. — Adoption après de nouvelles modifications, p. 3739.

Art. 32. — Recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires. — Poursuites exercées par les percepteurs.

Assemblée nationale (art. 42). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

(*) Donation entre vifs ou déclaration de mutation par décès. — Indication inexacte ou omission. — Recouvrement des droits. — Modification aux articles 167, 401 et 410 bis du code de l'enregistrement.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 1837; renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1838.

Art. 33. — Réévaluation des bilans. — Paiement fractionné de la taxe additionnelle au droit d'enregistrement. — Modification à l'article 131 ter du code de l'enregistrement.

Assemblée nationale (art. 43). — Adoption, p. 1793.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

Restitution d'actions ou parts bénéficiaires placées sous l'administration provisoire des domaines.

Assemblée nationale (art. 43 bis nouveau). — Adoption, p. 1791. — Seconde délibération, p. 1879; disjonction, p. 1890.

(*) Biens mobiliers et immobiliers. — Droits de succession. — Tare annuelle.

Assemblée nationale (article additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1838.

Art. 34. — Rentes sur l'Etat. — Transferts et opérations analogues. — Paiement d'arrérages. — Exonérations fiscales. — Modification à l'article 316 du code du timbre et à l'article 567 du code de l'enregistrement.

Assemblée nationale (art. 44). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

Art. 35. — Augmentations de capital par voie de majoration des titres anciens. — Droit de timbre. — Sanctions des contraventions pour défaut de paiement.

Assemblée nationale (art. 45). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

(*) Modification du montant de l'indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France.

Assemblée nationale (art. 45 bis nouveau). — Adoption, p. 1791. — Demande, par le Gouvernement, d'un nouvel examen de l'article, p. 1809. — Seconde délibération, p. 1800; rejet, au scrutin, p. 1886.

(*) Banque de l'Algérie. — Indemnité allouée aux fonctionnaires.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 1838. — Retrait, p. 1886.

Art. 36. — Nationalisation de la Banque de France et des grandes banques. — Modification de l'article 20 de la loi du 2 décembre 1935.

Assemblée nationale (art. 46). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

Art. 37. — Dommages de guerre. — Prêts consentis aux sinistrés. — Exonération d'impôt sur le revenu.

Assemblée nationale (art. 47). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 793.

Art. 38. — Etrangers exerçant une profession commerciale, industrielle ou artisanale. — Cartes spéciales. — Régime fiscal.

Assemblée nationale (art. 48). — Adoption, p. 1795.

Conseil de la République. — Discussion, p. 793; adoption, p. 791.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3739.

Art. 39. — Cartes d'entrée dans les salles de jeux. — Relèvement du droit de timbre.

Assemblée nationale (art. 49). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Discussion, p. 791; adoption, p. 795.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 3739; adoption, au scrutin, p. 3740.

(*) Examens de la marine marchande. — Relèvement des droits d'inscription.

Assemblée nationale (art. 50). — Disjonction, p. 1791.

Art. 40. — Remorques des véhicules automobiles. — Relèvement du droit de réception.

Assemblée nationale (art. 51). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 795.

Art. 41 et 42. — Légalisation des pièces par les ministères de la Justice et de la France d'outre-mer. — Modification des articles 231 et 233 du code du timbre.

Assemblée nationale (art. 52 et 53). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 795.

Art. 43. — Boissons. — Répression des fausses déclarations de la valeur imposable.

Assemblée nationale (art. 54). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 795.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 3740.

(*) Alcool. — Droits de circulation et consommation. — Appellation d'origine contrôlée.

Assemblée nationale (art. 54 bis et 54 ter). — Discussion, p. 1839; renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1839.

(*) Vins à appellation d'origine contrôlée. — Taux de la taxe à la production.

Assemblée nationale (art. 54 quater). — Discussion, p. 1839. — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1839.

(*) Débits d'alcool. — Licence. — Fixation des tarifs annuels. — Tarifs progressifs pour la ville de Paris et pour les villes de plus de 100.000 habitants. — Autorisation.

Assemblée nationale (article additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1839.

Art. 44. — Répression de l'opposition faite aux vérifications des agents des contributions indirectes.

Assemblée nationale (art. 55). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 795.

Assemblée nationale. — Adoption après de nouvelles modifications, p. 3740.

Art. 45. — Droits d'essai des matières en or, argent ou platine. — Injustement.

Assemblée nationale (art. 56). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 795.

Art. 46 à 49. — *Domaine immobilier de l'Etat. — Mesures de simplification en matière domaniale.*

Assemblée nationale (art. 57 à 60). — Adoption, p. 1791.

Conseil de la République. — Adoption, p. 795.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3740.

Art. 50. — *Construction provisoires. — Réglementation des occupations.*

Assemblée nationale (art. 61). — Adoption, p. 1795.

Conseil de la République. — Adoption, p. 795.

(*) *Impôts. — Déclarations non souscrites ou insuffisantes. — Création de commissions départementales en vue de fixer les bases d'imposition des contribuables.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1810.

Art. 51. — *Confiscation des profits illicites. — Paiement des sommes dues. — Taux de l'intérêt moratoire.*

Assemblée nationale (art. 62). — Adoption, p. 1795.

Conseil de la République. — Adoption, p. 795.

(*) *Commissions de taxation d'office.* Assemblée nationale (art. 63 à 68). — Discussion et disjonction, p. 1795.

(*) *Concours d'admission dans les écoles nationales vétérinaires. — Autorisation de percevoir des droits.*

Assemblée nationale (art. 69). — Discussion, p. 1795; disjonction, p. 1796.

(*) *Retèvement des taxes sur les appellations d'origine.*

Assemblée nationale (art. 70). — Disjonction, p. 1796.

Conseil de la République. — Discussion, p. 795; adoption, p. 796.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 3740.

Art. 52. — *Exportation et importation des semences fourragères et des graines de graminées. — Recouvrement des frais de contrôle.*

Assemblée nationale (art. 71). — Adoption, p. 1796.

Conseil de la République. — Adoption, p. 796.

(*) *Baccalauréat. — Examens des brevet élémentaire et de l'enseignement primaire supérieur. — Examens de l'enseignement technique. — Diplôme de l'enseignement technique. — Retèvement des crédits.*

Assemblée nationale (art. 72 à 75). — Disjonction, p. 1796.

Art. 53 et 54. — *Expert comptable. — Géomètre expert. — Retèvement des droits d'examen.*

Assemblée nationale (art. 76 et 77). — Adoption, p. 1796.

Conseil de la République. — Adoption, p. 796.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3711.

(*) *Ingénieur autodidacte. — Retèvement des droits d'examen.*

Assemblée nationale (art. 87). — Disjonction, p. 1796.

Art. 55. — *Diplôme d'Etat de conseiller d'orientation professionnelle. — Droits d'examen et de diplôme.*

Assemblée nationale (art. 79). — Discussion et adoption, p. 1796.

Conseil de la République. — Adoption, p. 796.

Art. 56. — *Commissaires aux comptes. — Retèvement des droits d'examen.*

Assemblée nationale (art. 80). — Adoption, p. 1796.

Conseil de la République. — Adoption, p. 796.

(*) *Ecole du Louvre. — Retèvement des droits scolaires.*

Assemblée nationale (art. 81). — Disjonction, p. 1797.

Art. 57. — *Droits d'entrée dans les musées.*

Assemblée nationale (art. 82). — Adoption, p. 1797.

Conseil de la République. — Discussion, p. 796; article réservé, p. 797; discussion, p. 798; rejet, au scrutin, d'une demande de disjonction, p. 806; adoption, p. 805.

Art. 58. — *Impôt progressif sur les jeux. — Abrogation de l'article 2 du décret du 17 juin 1939.*

Assemblée nationale (art. 83). — Adoption, p. 1797.

Conseil de la République. — Adoption, p. 797.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adopté du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 3711.

Art. 59. — *Modification au régime des prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos.*

Assemblée nationale (art. 84). — Adoption, p. 1797.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 797.

Art. 60. — *Part mutuel sur les cynodromes. — Procédure de fixation et de répartition du prélèvement.*

Assemblée nationale (art. 85). — Adoption, p. 1797.

Conseil de la République. — Adoption, p. 797.

Art. 61. — *Caisse d'épargne. — Frais de contrôle des opérations.*

Assemblée nationale (art. 86). — Adoption, p. 1797.

Conseil de la République. — Adoption, p. 797.

(*) *Caisse d'épargne. — Maximum de dépôts.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Retrait, p. 1810.

Art. 62. — *Imputation au budget général de l'excédent des ressources sur les charges de la caisse autonome d'amortissement.*

Assemblée nationale (art. 87). — Article réservé, p. 1797. — Discussion et adoption, p. 1879.

Conseil de la République. — Adoption, p. 797.

Art. 63. — *Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion, des budgets des territoires d'outre-mer, des territoires africains sous mandat, de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien, aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer d'outre-mer.*

Assemblée nationale (art. 88). — Adoption, p. 1797.

Conseil de la République. — Adoption, p. 797.

Art. 64. — *Caisse intercoloniale de retraites. — Contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses administratives.*

Assemblée nationale (art. 89). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 798.

Art. 65. — *Titres nobiliaires. — Majoration des droits de confirmation.*

Assemblée nationale (art. 90). — Adoption, p. 1797.

Conseil de la République. — Adoption, p. 798.

Art. 66. — *Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Imputation des recettes.*

Assemblée nationale (art. 91). — Adoption, p. 1797.

Conseil de la République. — Adoption, p. 798.

Art. 67. — *Produits minéraux. — Suppression des certificats et des timbres établis en application du décret-loi du 30 octobre 1935.*

Assemblée nationale. — (Art. 92). — Adoption, p. 1797.

Conseil de la République. — Adoption, p. 798.

(*) *Évaluation des voies et moyens.*

Assemblée nationale. — (Art. 93). — Article disjoint par la commission et figurera dans le quatrième projet, p. 1797.

Art. 68. — *Assurance-crédit d'Etat. — Retèvement des plafonds.*

Assemblée nationale. — Art. 91. — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 798.

Art. 69. — *Avance à la caisse centrale de crédit coopératif. — Prêts à moyen terme à des sociétés coopératives ouvrières de production.*

Assemblée nationale. — (Art. 95). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 805.

Art. 70 et 71. — *Renforcement des moyens d'action de la caisse centrale de crédit coopératif.*

Assemblée nationale. — (Art. 96 et 97). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Discussion, p. 805; adoption après modification de l'article 96 et adoption de l'article 97, p. 806.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié de l'article 96, par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 3711.

Art. 72. — *Prêts à moyen ou à long terme aux communes ou syndicats des communes. — Avances du Trésor à la caisse nationale du crédit agricole. — Augmentation.*

Assemblée nationale. — (Art. 98). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 806.

Art. 73. — *Caisse de solidarité des professions libérales. — Retèvement du plafond des avances du Trésor.*

Assemblée nationale. — (Art. 99). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 806.

Art. 74. — *Subventions d'équilibre. — Subventions spéciales. — Avances aux collectivités locales.*

Assemblée nationale. — (Art. 100). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Discussion, p. 806; adoption, p. 807.

Art. 75. — *Montant maximum des avances autorisées en 1947 en faveur des collectivités et établissements publics.*

Assemblée nationale. — (Art. 101). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 807.

Art. 76. — *Octroi d'avances aux entreprises gérées par l'administration des domaines. — Modification de l'ordonnance du 27 octobre 1945.*

Assemblée nationale. — (Art. 102). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 807.

Art. 77. — *Avances du Trésor au chemin de fer et au port de la Réunion. — Montant maximum.*

Assemblée nationale. — (Art. 103). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 807.

Art. 78. — *Avances à l'industrie cinématographique.*

Assemblée nationale. — (Art. 104). — Discussion et adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 807.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 3711; adoption, p. 3713.

Art. 79. — *Attribution d'avances aux fonctionnaires de l'Etat pour l'acquisition de moyens de transport.*

Assemblée nationale (art. 105). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 807.

Art. 80. — *Entreprises exploitant à leurs risques et périls des chemins de fer d'intérêt général. — Avances sur dommages de guerre.*

Assemblée nationale (art. 106). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 807.

Art. 81. — *Prêts du crédit agricole. — Garanties du Trésor. — Privilège spécial.*

Assemblée nationale (art. 107). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 807.

Art. 82. — *Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche. — Intervention du Crédit foncier de France pour le financement.*

Assemblée nationale (art. 108). — Adoption, p. 1798.

Conseil de la République. — Adoption, p. 807.

Art. 83. — *Contrôle sur place des lois d'assistance. — Dépenses afférentes à la rémunération des agents départementaux réparties entre les collectivités publiques.*

Assemblée nationale (art. 109). — Adoption, p. 1799.

Conseil de la République. — Adoption, p. 897.

(*) *Directions départementales de la population. — Prise en charge par les départements des dépenses de fonctionnement.*

Assemblée nationale (art. 110). — Discussion, p. 1799; disjonction, p. 1800.

Art. 84. — *Laboratoires régionaux de bactériologie de Metz et de Strasbourg. — Prise en charge par les départements de la Moselle et du Bas-Rhin.*

Assemblée nationale (art. 111). — Adoption, p. 1800.

Conseil de la République. — Adoption, p. 897.

Art. 85. — *Travaux exécutés au compte de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics. — Limitation des honoraires et rémunérations alloués aux techniciens spécialisés.*

Assemblée nationale (art. 112). — Adoption, p. 1800.

Conseil de la République. — Discussion, p. 897; adoption, p. 899.

Art. 86 et 87. — *Budgets des départements et des communes. — Approbation.*

Assemblée nationale (art. 113 et 114). — Adoption, p. 1800.

Conseil de la République. — Discussion, p. 898; adoption, p. 901.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 3743.

Art. 88 à 90. — *Conditions d'apurement des comptes des communes et établissements communaux.*

Assemblée nationale (art. 115 à 117). — Adoption, p. 1800.

Conseil de la République. — Adoption, p. 901.

(*) *Emprunts contractés par les associations syndicales. — Procédure d'autorisation.*

Assemblée nationale (art. 118). — Disjonction, p. 1800.

Art. 91. — *Participation de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie aux dépenses d'établissement de la carte de leur territoire.*

Assemblée nationale (art. 119). — Discussion, p. 1800; adoption, p. 1801.

Conseil de la République. — Adoption, p. 901.

Art. 92. — *Prise en charge par les territoires d'outre-mer de certaines dépenses de personnel.*

Assemblée nationale (art. 120). — Adoption, p. 1801.

Conseil de la République. — Discussion, p. 901; adoption, p. 903.

Art. 93. — *Allocations scolaires versées aux élèves de l'école nationale de la France d'outre-mer. — Prise en charge par les territoires d'outre-mer.*

Assemblée nationale (art. 121). — Adoption, p. 1801.

Conseil de la République. — Discussion, p. 903; adoption, p. 901.

Art. 94. — *Banque de Madagascar. — Privilege d'émission.*

Assemblée nationale (art. 122). — Adoption, p. 1801.

Conseil de la République. — Adoption, p. 901.

Art. 95. — *Rétablissement de la légalité républicaine dans les territoires d'outre-mer. — Validation de la loi du 29 août 1910.*

Assemblée nationale (art. 123). — Adoption, p. 1801.

Conseil de la République. — Adoption, p. 901.

Art. 96. — *Contrôle parlementaire des bénéficiaires de subventions.*

Assemblée nationale (art. 123 bis nouveau). — Adoption, p. 1801.

Conseil de la République. — Adoption, p. 901.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 3743.

Art. 97. — *Fonds forestier national. — Renforcement du contrôle.*

Assemblée nationale (art. 124). — Adoption, p. 1801.

Conseil de la République. — Adoption, p. 901.

(*) *Rétribution des élèves-maitres et maitresses des écoles normales de l'enseignement primaire.*

Assemblée nationale (art. 124 bis nouveau). — Discussion, p. 1801; disjonction, p. 1802.

Conseil de la République. — Discussion, p. 904. — Disjonction, p. 905.

Art. 98. — *Centre national de la cinématographie. — Recettes.*

Assemblée nationale (art. 125). — Adoption, p. 1802.

Conseil de la République. — Adoption, p. 905.

(*) *Recouvrement des cotisations professionnelles arriérées.*

Assemblée nationale (art. 126). — Discussion, p. 1802; disjonction, p. 1803.

Art. 99. — *Chemins de fer de la Méditerranée au Niger. — Dépenses à engager au cours de l'année 1917.*

Assemblée nationale (art. 127). — Adoption, p. 1803.

Conseil de la République. — Adoption, p. 905.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 3743.

Art. 100. — *Crédit foncier de France. — Suppression du lien entre le capital social et les émissions.*

Assemblée nationale (art. 128). — Adoption, p. 1803.

Conseil de la République. — Adoption, p. 905.

Art. 101. — *Formation préliminaire. — Suspension.*

Assemblée nationale (art. 129). — Discussion, p. 1803; adoption, p. 1803.

Conseil de la République. — Discussion, p. 905; adoption, p. 909.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 3743.

Art. 102. — *Transformation de l'institution des sourds-muets de Metz en établissement national de bienfaisance.*

Assemblée nationale (art. 130). — Adoption, p. 1806.

Conseil de la République. — Adoption, p. 909.

Art. 103. — *Plan d'installation des services publics civils et militaires, établissements publics et services d'intérêt public. — Approbation par décret.*

Assemblée nationale (art. 130 bis nouveau). — Adoption, p. 1806.

Conseil de la République. — Discussion, p. 909; disjonction, p. 910.

Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 3744.

(*) *Immeubles. — Regroupement des administrations. — Suspension. — Non application aux établissements d'enseignements publics, aux centres d'apprentissage et de formation professionnelle.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 1810; rejet, p. 1811.

Art. 104. — *Opérations de regroupement des locaux administratifs.*

Assemblée nationale (art. 130 ter nouveau). — Adoption, p. 1806.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 10.

Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 3744.

(*) *Immeubles domaniaux désaffectés. — Baux résiliés. — Etablissement de la liste. — Mise en vente. — Remise desdits immeubles aux anciens propriétaires. — Prix.*

Assemblée nationale (art. 130 quater nouveau). — Adoption, p. 1807.

Conseil de la République. — Discussion, p. 910; disjonction, p. 910.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 3744.

(*) *Anciens propriétaires d'immeubles réquisitionnés. — Pourvoi en conseil d'Etat contre les décisions administratives.*

Assemblée nationale (art. 130 quinquies). — Discussion, p. 1807; adoption du premier alinéa et disjonction du deuxième alinéa, p. 1808.

Conseil de la République. — Discussion, p. 909; disjonction de l'article, p. 910.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 3744.

(*) *Mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement. — Regroupement de locaux administratifs dans la région parisienne. — Attributions du ministre de l'économie nationale transférées au président du conseil.*

Assemblée nationale (art. 130 series nouveau). — Discussion et disjonction, p. 1808.

Art. 105. — *Régime des baux à loyer souscrits par les services publics.*

Assemblée nationale (art. 130 septies nouveau). — Discussion et adoption, p. 1809.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 910.

Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 3744.

(*) *Allocation aux vieux travailleurs. — Versement d'allocations d'attente après le 1^{er} avril 1917.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Retrait, p. 1811.

Art. 106. — *Veuves et ayants droit des marins du commerce. — Application des dispositions de l'article 10 de la loi du 31 mars 1917. — Prorogation jusqu'au 31 juillet 1917.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 1811. — Adoption, p. 1812.

Conseil de la République (130 septies A). — Adoption, p. 910.

(*) *Régime de l'imposition d'après le bénéfice réel. — Modification. — Délai.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 1812; renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1812.

(*) *Bénéfices industriels et commerciaux. — Provisions pour renouvellement de stocks. — Maintien pour l'exercice clos le 31 décembre 1916. — Coefficients en vigueur au 3 décembre 1915.*

Assemblée nationale (articles additionnels). — Discussion, p. 1812; disjonction, p. 1813, 1814.

(*) *Droits scolaires et universitaires. — Exonération. — Application aux veuves de guerre.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Renvoi à la discussion du quatrième projet, p. 1814.

(*) *Recettes et dépenses des budgets annexes.*

Assemblée nationale (art. 131). — Article disjoint par la commission et figurera dans le quatrième projet, p. 1809.

Art. 107. — *Caisse nationale d'épargne. — Affectation à la dotation de ses revenus propres.*

Assemblée nationale (art. 132). — Article réservé, p. 1809. — Adoption, p. 1809.

Conseil de la République. — Adoption, p. 910.

(*) *Autorisations de recrutement sur emplois à créer au 1^{er} janvier 1918.*

Assemblée nationale (art. 133). — Article disjoint par la commission et figurera dans le quatrième projet, p. 1809.

Art. 108. — *Agents des postes, télégraphes et téléphones mis à la disposition d'organismes publics ou privés. — Remboursement des rémunérations.*

Assemblée nationale (art. 134). — Adoption, p. 1809.

Conseil de la République. — Adoption, p. 910.

Art. 109. — *Marsat-retraite. — Suppression.*

Assemblée nationale (art. 135). — Adoption, p. 1809.

Conseil de la République. — Adoption, p. 910.

Art. 110. — *Annuaire des téléphones. — Conditions de vente.*

Assemblée nationale (art. 136). — Adoption, p. 1809.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 910.

Art. 111. — *Budget annexe des postes, télégraphes et téléphones. — Financement de la deuxième section. — Autorisation d'émission de bons et obligations.*

Assemblée nationale (art. 137). — Adoption, p. 1809.

Conseil de la République. — Adoption, p. 910.

Art. 112. — Appareils récepteurs de radio-diffusion détenus par un service public. — Assujettissement à la redevance pour droit d'usage.

Assemblée nationale (art. 138). — Adoption, p. 160.
Conseil de la République. — Adoption, p. 910.

Art. 113. — Budget annexe de la Radio-diffusion nationale. — Financement de la deuxième section. — Autorisation d'émission de bons et obligations.

Assemblée nationale (art. 139). — Adoption, p. 160.
Conseil de la République. — Adoption, p. 911.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources, p. 2151 (Document n° 1218). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2331 (Document n° 1797). — Discussion générale, p. 2320, 2332, 2390. — Discussion des articles, p. 2352. — Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, p. 2100 (rectificatif, p. 2167, 2575, 2613).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi n° 807 (Document n° 316). — Lecture du rapport par M. Alain Poher (Document n° 850) et discussion générale, p. 808, 853; discussion des articles, p. 827; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 857 (rectificatif, p. 919, 953).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2110 (Document n° 1811). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 2451; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, p. 2161 (Loi n° 47-1127 du 26 juin 1947, J.O. du 26 juin 1947).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1er. — Mesures tendant à réduire les charges du budget.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2302; adoption, au scrutin, d'un amendement de M. Ploven qui devient l'article 1er, p. 2355.

Conseil de la République. — Adoption, p. 827.
Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption d'un nouveau texte, p. 2155.

(*) Crédits militaires ne pouvant être supérieurs à 150 ou 180 milliards pour l'année 1947. — Assemblée nationale (articles additionnels). — Discussion, p. 2355; rejet, au scrutin, p. 2350.
Conseil de la République (art. 1 bis). — Discussion, p. 827 et rejet, p. 828.

(*) Réduction d'effectifs avant le 1er juillet 1947 aux nombres existants au 1er septembre 1930.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et retrait, p. 2359.

Art. 2. — Allocations familiales agricoles. — Adoption, p. 2350.

Conseil de la République. — Adoption, p. 828.

Art. 3. — Allocations familiales agricoles. — Contribution de l'Etat. — Fixation pour l'année 1947.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2350; adoption, p. 2350.

Conseil de la République. — Discussion, p. 828; article réservé, p. 830; adoption, au scrutin, d'un amendement de M. Dulla qui devient l'article 3, p. 836 (rectificatif, p. 919).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2155. — Rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 2159.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 25 juin 1947 (réalisation d'économies et aménagement de ressources) promulguée au J. O. du 26 juin 1947, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 4. — Impôt de solidarité nationale. — Paiement de la quatrième fraction du prélèvement sur les patrimoines. — Date.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2360; adoption, p. 2361.
Conseil de la République. — Adoption, p. 830.

Art. 5. — Impôt de solidarité nationale. — Majoration de 25 pour 100.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2361; adoption au scrutin, p. 2367.

Conseil de la République. — Discussion, p. 830; adoption, p. 838.

Assemblée nationale. — Discussion, et adoption d'un nouveau texte, p. 2159.

(*) Impôt de solidarité nationale. — Capital servant de base à la liquidation. — Détermination pour les cours à la bourse de Paris. — Conseil de la République (art. 5 bis). — Discussion et adoption, p. 836.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 2150.

(*) Perception de l'impôt de solidarité. — Imputation des biens.

Conseil de la République (art. 5 ter). — Discussion et adoption, p. 837.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 2150.

(*) Impôt de solidarité nationale. — Sociétés par actions. — Déduction au titre du prélèvement du patrimoine et au titre de la contribution sur l'enrichissement. — Majoration de 25 pour cent.

Assemblée nationale (art. 6 et 7). — Disjonction, p. 2367.

(*) Bénéfices industriels et commerciaux. — Tare exceptionnelle sur les excédents de bénéfices.

Assemblée nationale (art. 7 bis). — Discussion, p. 2367; disjonction, au scrutin, p. 2369.

Conseil de la République (art. 7 quinquies). — Discussion, p. 836; article réservé, p. 837; adoption, p. 839.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 2150.

(*) Primes au rendement et à la production. — Salaire correspondant aux heures supplémentaires. — Affranchissement de l'impôt.

Assemblée nationale (art. 7 quater). — Discussion et disjonction, p. 2370.

(*) Impôt sur le revenu. — Modification des 3^e et 4^e alinéas de l'article 118 bis du code des impôts directs.

Assemblée nationale (art. 7 quinquies). — Discussion, p. 2370; rejet, au scrutin, p. 2371.

(*) Bénéfices industriels et commerciaux. — Provisions pour renouvellement de l'outillage. — Base de l'imposition. — Amortissement justifié.

Assemblée nationale (art. 7 sexties et 7 septies). — Rejet, p. 2371.

(*) Impôt de solidarité nationale. — Modification des articles 42 et suivants de l'ordonnance du 15 août 1945 et 19 de l'ordonnance du 25 octobre 1945.

Assemblée nationale (art. 7 ter). — Discussion, p. 2369; rejet, au scrutin, p. 2370.

Conseil de la République (art. 7 sexties). — Discussion, p. 837; rejet, au scrutin, p. 838.

Art. 6. — Créations et extensions de certains établissements commerciaux en 1946 et 1947. Tare exceptionnelle.

Assemblée nationale (art. 8 et 9). — Discussion, p. 2371; disjonction et adoption d'un amendement de M. Garcia qui devient l'article 8, p. 2372.

Conseil de la République. — Discussion, p. 839; adoption, p. 840.

Art. 7. — Etablissements commerciaux et industriels. — Mode de recouvrement de la tare exceptionnelle. — Exigibilité. — Réclamations.

Assemblée nationale (art. 10). — Adoption, p. 2372.

Conseil de la République. — Adoption, p. 840.

(*) Tare sur les automobiles de tourisme. — Assemblée nationale (art. du 11 à 14). — Disjonction, p. 2372.

Conseil de la République (art. 11). — Adoption, p. 840.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2369; disjonction, p. 2160.

Art. 8. — Contribution foncière des propriétés non bâties perçues au profit du fonds national de solidarité agricole. — Imposition additionnelle. — Date d'application.

Assemblée nationale (art. 15). — Discussion, p. 2372; adoption au scrutin, p. 2376.

Conseil de la République. — Discussion, p. 840; adoption du texte modifié, p. 845.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 2160.

Art. 9 à 12. — Impôts directs de l'année 1947. — Mesures tendant à accélérer le recouvrement.

Assemblée nationale (art. 16 à 19). — Discussion, p. 2376; adoption, p. 2377.

Conseil de la République. — Adoption, p. 845.

Art. 13. — Dépenses du budget de la reconstruction et de l'équipement. — Affectations des recettes exceptionnelles prévues aux articles 4 à 10.

Assemblée nationale (art. 20). — Adoption, p. 2377.

Conseil de la République. — Adoption, p. 845.

Art. 14. — Somme que le service des alcools pourra être appelé à reverser au budget de l'Etat ou au budget algérien. — Fixation par arrêté.

Assemblée nationale (art. 21). — Adoption, p. 2377.

Conseil de la République. — Adoption, p. 845.

Art. 15 et 16. — Taxation forfaitaire d'après les signes extérieurs de certains revenus. — Application pour l'évaluation des revenus de 1947.

Assemblée nationale (art. 22 et 23). — Discussion, p. 2377. — Adoption, p. 2382.

Conseil de la République. — Discussion, p. 846; adoption après modification de l'article 22, p. 847.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 2160.

(*) Commission des taxations d'office.

Assemblée nationale (art. 24 à 29). — Disjonction, p. 2382.

(*) Limitation des dividendes et tantièmes.

Assemblée nationale (art. 30 à 32). — Disjonction, p. 2383.

Art. 17 et 18. — Allocations familiales. — Calcul sur la base mensuelle de 7.000 francs.

Assemblée nationale (art. 33 et 34). — Discussion, p. 2383; adoption, p. 2386.

Conseil de la République. — Discussion, p. 847; adoption après modification de l'article 33, p. 851.

Assemblée nationale. — Rejet du texte de l'article 33 modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 2160.

Art. 19 et 20. — Allocation principale aux vieux travailleurs. — Taux. — Majoration pour conjoint.

Assemblée nationale (art. 35 et 36). — Discussion, p. 2386; adoption, p. 2388.

Conseil de la République. — Adoption, p. 851.

Art. 21. — Assurances sociales. — Pension d'invalidité. — Taux minimum.

Assemblée nationale (art. 37). — Adoption, p. 2388.

Conseil de la République. — Adoption, p. 851.

Art. 22. — Assistance aux vieillards, infirmes et aux incurables. — Allocation à domicile. — Majoration du taux.

Assemblée nationale (art. 38). — Discussion, p. 2387; adoption, p. 2388 (rectificatif, p. 2375).

Conseil de la République. — Discussion et adoption après modification du texte, p. 854 (rectificatif, p. 919).

Assemblée nationale. — Rejet et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 2160 (rectificatif, p. 2575, 2613).

Art. 23. — Allocation temporaire aux vieux. — Taux.

Assemblée nationale (art. 39). — Adoption, p. 2390.

Conseil de la République. — Discussion, p. 851; adoption, p. 853.

Art. 24. — Suppression des subventions compensatrices de la limitation du prix de vente du pain et du lait. — Date d'application des art. 33 à 39.

Assemblée nationale (art. 40). — Adoption, p. 2389.

Conseil de la République. — Adoption après modification, p. 835.

Assemblée nationale. — Rejet et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 2160.

(*) Impôt sur le revenu. — Cotes supérieures à 10.000 francs. — Majoration de 10 p. 100 pour l'année 1947.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et rejet, au scrutin, p. 2389.

(*) Part mutuel à cote fixe. — Soumis à un prélèvement.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 2389; retrait, p. 2390.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, p. 3371 (Document n° 2200). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4091 (Document n° 2288). — Discussion, p. 4163; adoption, p. 4165.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1617 (Document n° 571). — Lecture du rapport par M. Alain Poher et discussion, p. 1692; adoption, p. 1696.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4305 (Loi n° 47-4591 du 14 août 1947, J. O. du 15 août 1947). Voir également à la rubrique: Budget de 1947 (services civils).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, p. 1911 (Document n° 1579). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2152 (Document n° 1719). — Adoption, p. 2739.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 958 (Document n° 465). — Lecture du rapport par M. Poher et discussion, p. 971; adoption, p. 972.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2919. (Loi n° 47-4375 du 26 juillet 1947, J. O. du 27 juillet 1947.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le mois d'août 1947, p. 3736 (Document n° 2163). — Lecture du rapport par M. Barangé et discussion, p. 3744; adoption, p. 3745.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1296 (Document n° 490). — Lecture du rapport par M. Alain Poher et discussion, p. 1396; adoption, p. 1307.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3305. (Loi n° 47-4120 du 31 juillet 1947, J. O. du 1^{er} août 1947.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1946 à l'exercice 1947, p. 4919 (Document n° 2536). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 5722 (Document n° 2852). — Discussion, p. 5831, et adoption, p. 5845 (rectificatif, p. 6181).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2507 (Document n° 909). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 2514 (Document n° 918). — Discussion, p. 2561; adoption, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2574.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6316. (Loi n° 47-2384 du 27 décembre 1947, J. O. du 28 décembre 1947.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, p. 5081 (Document n° 2658). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5783 (Document n° 2873). — Discussion, p. 6215, et adoption, p. 6247.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2561 (Document n° 938). — Rapporteur, M. Alain Poher, et discussion, p. 2914, et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2912.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6679 (Document n° 3073). — Rapporteur, M. Lionel de Tinguy, et discussion, p. 6681; rejet du texte amendé par le Conseil de la République, et adoption, au scrutin, du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 6683. (Loi n° 47-2127 du 31 décembre 1947, J. O. du 3 janvier 1948.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947, p. 5195 (Document n° 2728). — Rapporteur, M. Charles Barangé, et discussion, p. 5219; adoption, à l'unanimité, p. 5231.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2156 (Document n° 827).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5129 (Document n° 2711). — Rapporteur, M. Charles Barangé, discussion et adoption, p. 5259. (Loi n° 47-2269 du 29 novembre 1947, J. O. du 1^{er} décembre 1947.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, p. 5649 (Document n° 2819). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5783 (Document n° 2874). — Discussion, p. 6247; adoption, p. 6248.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2564 (Document n° 939). — Rapporteur, M. Alain Poher, et discussion, p. 2812; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2814.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6687. (Loi n° 47-2128 du 31 décembre 1947, J. O. du 3 janvier 1948.)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour certaines dépenses résultant pour le Gouvernement français de l'application du traité de paix signé à Paris le 10 février 1947 entre les puissances alliées et associées, d'une part, et l'Italie, d'autre part, p. 1941 (Document n° 1577). — Dépôt du rapport par M. Jacques Ducloux, p. 3501 (Document n° 2113). — Adoption, p. 3512.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1143 (Document n° 463). — Lecture du rapport par M. Janton et adoption, p. 1171.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3612. (Loi n° 47-1495 du 13 août 1947, J. O. du 14 août 1947.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 31 millions de francs au ministère des Affaires étrangères pour versement de la contribution française aux dépenses administratives de l'O. N. pour l'année 1947, p. 4918 (Document n° 2529). — Adoption, p. 4832 (rectificatif, p. 4871).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2654 (Document n° 773). — Rapporteur, M. Alain Poher; discussion et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2657.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4859. (Loi n° 47-1772 du 10 septembre 1947, J. O. du 1^{er} septembre 1947.)

COMMERCE ET INDUSTRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au budget du ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1947 (subventions pour l'acier et le charbon), p. 4781 (Document n° 2522). — Demande de discussion d'urgence, p. 4806 (rectificatif, p. 4820). — Suite de la discussion, p. 4832, 4919; adoption au scrutin de la demande de discussion d'urgence, p. 4919; discussion générale, p. 4919; rejet du premier chapitre concernant l'acier, p. 4930. — Discussion du deuxième chapitre concernant le charbon; adoption, au scrutin, le Gouvernement ayant posé la question de confiance et adoption de l'article unique du projet du Gouvernement, p. 4969.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2067 (Document n° 781). — Rapporteur, M. Janton (Document n° 782).

et discussion, p. 2066; adoption au scrutin de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2076.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4869. (Loi n° 47-1802 du 11 septembre 1947, J. O. du 12 septembre 1947.)

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Binot tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à toute réduction des sommes inscrites au budget de l'éducation nationale et en particulier à ne pas lui appliquer la réduction générale de 7 p. 100 prévue pour les autres départements ministériels, p. 1917 (Document n° 1508). — Dépôt du rapport par M. Binot, p. 2019 (Document n° 1632). — Discussion, p. 2047 et renvoi pour avis à la commission des finances, p. 2048. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Pierre Schnelzer, p. 2127 (Document n° 1703).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pujol tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'effet du projet gouvernemental relatif à la réduction des dépenses de 7 p. 100 dans le domaine de l'éducation nationale, p. 718 (Document n° 810). — Lecture du rapport par M. Pujol (Document n° 391) et discussion, p. 955; adoption, à l'unanimité, après modification du titre: « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander, pour le ministère de l'éducation nationale, les crédits budgétaires indispensables pour sauvegarder intégralement l'instruction, l'éducation et la culture françaises », p. 911.

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits en addition aux crédits ouverts par la loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 (services civils) et par des textes spéciaux, p. 4090 (Document n° 2293). — Adoption, p. 4288.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1751 (Document n° 624). — Rapporteur M. Viefjeux, discussion et adoption, p. 1800.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4131 (Document n° 2152). — Adoption, p. 4511. (Loi n° 47-1703 du 4 septembre 1947, J. O. du 5 septembre 1947.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les prévisions de dépenses militaires établies pour 1947 au titre des territoires d'outre-mer et à réformer la structure de l'armée coloniale en la modernisant et en la faisant concourir à la réalisation du plan d'équipement et de développement des territoires d'outre-mer, p. 1390 (Document n° 1519).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget de l'intérieur, p. 5195 (Document n° 2713). — Rapporteur M. Pierre Truffaut et discussion, p. 5231, adoption, p. 5233.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2153 (Document n° 826). — Rapporteur M. Alain Poher et discussion, p. 2161; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2169.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5253 (Loi n° 47-2383 du 29 novembre 1947, J. O. du 1^{er} décembre 1947.)

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget annexé des postes, télégraphes et téléphones, p. 4125 (Document n° 2332). — Adoption, p. 4193.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1679 (Document n° 590). — Rapporteur M. Lacaze (Document n° 639); discussion et adoption, p. 1761.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4381. (Loi n° 47-4559 du 21 août 1947, J. O. du 22 août 1947).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Arthaud tendant à ouvrir au budget du ministère de la santé publique et de la population un crédit de dix millions destiné à permettre à des malades français de bénéficier de thérapeutiques seulement appliquées dans des pays étrangers, p. 286 (Document n° 568).

SERVICES CIVILS ET MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire (services civils et militaires), p. 4710 (Document n° 2512). — Rapporteur M. Jean Moreau, p. 4903; adoption, p. 4801.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2012 (Document n° 761). — Discussion, p. 2053 et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2054 (rectificatif, p. 2053).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4851 (Loi n° 47-1803 du 12 septembre 1947, J. O. du 13 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils et dépenses militaires), du budget extraordinaire (dépenses militaires) et des budgets annexes pour le mois de juillet 1947, p. 2163 (Document n° 1820). — Rapporteur M. Charles Barangé; discussion, p. 2503; adoption, p. 2505.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 680 (Document n° 361). — Lecture du rapport par M. Alain Poher (Document n° 362) et discussion, p. 681; adoption, p. 682.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2531 (Loi n° 47-1156 du 27 juin 1947, J. O. du 28 juin 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget ordinaire (services civils) et du budget de reconstruction et d'équipement; 2° ratification de décrets, p. 5183 (Document n° 2762). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 5723 (Document n° 2852). — Discussion et adoption, p. 5831 (rectificatif, p. 6181).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2507 (Document n° 908).

Voir également à la rubrique: Budget (reconstruction et équipement).

Budget de 1948.

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948 et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses militaires ordinaires et dépenses militaires extraordinaires), p. 5081 (Document n° 2663). — Retrait du projet de loi, p. 6678.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires ordinaires pour les mois de janvier, février et mars 1948, p. 6168 (Document n° 2971). — Rapporteur M. Max Lejeune et discussion, p. 6522, 6518; adoption, au scrutin, p. 6557.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2753 (Document n° 980). — Rapporteur M. Alain Poher et discussion, p. 2791; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2807.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6679 (Document n° 3074). — Rapporteur M. Lionel de Tinguy, p. 6682 et adoption au scrutin, p. 6663 (Loi n° 47-2129 du 31 décembre 1947, J. O. du 3 janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour les mois de janvier, février et mars 1948, p. 6316 (Do-

cument n° 3004). — Rapporteur M. Max Lejeune et discussion, p. 6557; adoption, au scrutin, p. 6568.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2762 (Document n° 931). — Rapporteur M. Alain Poher et discussion, p. 2907; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2811 (Loi n° 47-2130 du 31 décembre 1947, J. O. du 3 janvier 1948).

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948 et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles d'équipement et de reconstruction), p. 5681 (Document n° 2662). — Retrait du projet de loi, p. 6678.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre, p. 5081 (Document n° 2665). — Retrait du projet de loi, p. 6678.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre, p. 6316 (Document n° 3001). — Rapporteur M. Joseph Lanet et discussion, p. 6182. — Suite de la discussion, p. 6197; adoption, à l'unanimité, p. 6518.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2736 (Document n° 972). — Rapporteur M. Alain Poher et discussion, p. 2765; adoption, p. 2777.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6677 (Loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947, J. O. du 1^{er} janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour l'année 1948, p. 6316 (Document n° 3003). — Rapporteur M. Charles Barangé et discussion, p. 6612; adoption, p. 6653.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2700 (Document n° 929).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) au titre du budget général et des budgets annexes pour l'exercice 1948, p. 6389 (Document n° 3028).

SERVICES CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant: 1° reconduction à l'exercice 1948 des crédits ouverts par la loi n° 47-1496 du 13 août 1947 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) pour l'exercice 1947; 2° autorisation de percevoir les impôts, droits, produits et revenus publics pour l'exercice 1948, p. 5081 (Document n° 2659). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 6619 (Document n° 2813). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 6915 (Document n° 2935). — Discussion, p. 6218, 6277, 6301. — Suite de la discussion, p. 6323, 6311, 6371; adoption, au scrutin, p. 6288.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2618 (Document n° 950). — Rapporteur M. Alain Poher (Document n° 961); question préalable, p. 2745; rejet au scrutin, p. 2748; discussion, p. 2719, et adoption au scrutin de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2751.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6619 (Document n° 3061). — Rapporteur M. Charles Barangé; discussion, p. 6674, et adoption, au scrutin, p. 6675 (Loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947, J. O. du 1^{er} janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant aménagement, dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), p. 5081 (Document n° 2660). — Retrait du projet de loi, p. 6677.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits et majorations des évaluations de recettes au titre

du budget général pour l'exercice 1948 comme conséquence de l'érection en départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, p. 5081 (Document n° 2661). — Retrait du projet de loi, p. 6678.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant l'évaluation des votes et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, p. 6081 (Document n° 2664). — Retrait du projet de loi, p. 6678.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, p. 5923 (Document n° 2937). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6915 (Document n° 2911). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6389 (Document n° 3030). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 6192 (Document n° 3045). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 6618 (Document n° 3053). — Discussion, p. 6580, et adoption, au scrutin, p. 6617.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2762 (Document n° 983).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits et majoration des évaluations de recettes au titre du budget général pour l'exercice 1948 comme conséquence de l'érection en départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, p. 6389 (Document n° 3026).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant aménagement, dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), p. 6389 (Document n° 3027).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre, p. 6191 (Document n° 3036).

Budget départemental et communal. — V. Départements, villes et communes.

Bureaux de placement. — V. Code du travail.

Buvettes des gares. V. Débits de boissons.

C

Cadastra. — V. Hypothèques.

Café. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 81.

Caisse autonome D'AMORTISSEMENT.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la composition du conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement, p. 3371 (Document n° 2210). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5006 (Document n° 2620). — Adoption, p. 5677.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2143 (Document n° 892). — Rapporteur M. Avinin (Document n° 931). — Discussion et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2517.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6316 (Document n° 3011). — Rapporteur M. Charles Barangé. — Discussion, p. 6665. — Adoption, p. 6666.

Caisse nationale D'ASSURANCE EN CAS D'ACCIDENTS.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure de la caisse nationale en cas d'accidents, p. 25 (rectificatif, p. 45). — Désignation de candidatures, p. 77. — Nomination de membres, p. 85.

Caisse nationale d'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure de la caisse nationale d'assurance en cas de décès, p. 25. — Désignation de candidatures, p. 77. — Nomination de membres, p. 85.

0

Caisse nationale des CALAMITÉS AGRICOLES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guille tendant à créer une caisse nationale des calamités agricoles, p. 267 (Document n° 497).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à créer une caisse autonome nationale des calamités agricoles assurant le fonctionnement de l'assurance nationale obligatoire pour les calamités agricoles, p. 1467 (Document n° 1231).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet tendant à la création d'une caisse nationale des calamités agricoles pour le blé et le vin, p. 1763 (Document n° 1459).

Caisse de CALAMITÉS VITICOLES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Loustau tendant à la création de caisses de calamités viticoles, p. 1571 (document n° 1280).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Antonin Gros tendant à créer une caisse autonome nationale d'assurances contre les calamités viticoles, p. 5993 (Document n° 2951).

Caisse nationale des COMITÉS LOCAUX D'ASSISTANCE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Schmidt (Haute-Vienne) tendant à inviter le Gouvernement à envisager la création d'une caisse nationale des comités locaux d'assistance et de placements des libérés des prisons, p. 1312 (Document n° 1196).

Caisse nationale COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DES COLLECTIVITÉS LOCALES. — V. Départements, villes et communes.**Caisse nationale de CREDIT AGRICOLE.** — V. Agriculture (crédit agricole).**Caisse de CREDIT MUTUEL IMMOBILIER.**

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Julien Bruinhes prévoyant le statut légal et le contrôle des caisses de crédit mutuel immobilier, p. 2503 (Document n° 911).

Assemblée nationale. Transmission de la proposition de loi, p. 6381 (Document n° 2933).

Caisse autonome de la DEFENSE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt par M. le directeur de la caisse autonome de la défense nationale du rapport final sur les opérations de cet établissement, p. 88.

Conseil de la République. — Dépôt du rapport final, p. 23.

Caisse des DEPOTS ET CONSIGNATIONS. — V. Postes, télégraphes et téléphones.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la composition de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, p. 3874 (Document n° 2509). Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5006 (Document n° 2621). — Adoption, p. 5638.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2443 (Document n° 900). — Rapporteur M. Avinlin (Document n° 935); adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2548.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6316 (Document n° 3012). — Rapporteur M. Charles Barangé et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 6666.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à faciliter la révision des règles applicables au calcul des intérêts servis à ses déposants par la caisse des dépôts et consignations, p. 403 (Document n° 631).

Caisse d'EPARGNE. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 88.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjoz tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1895 relatif aux placements des fonds des caisses d'épargne, p. 5015 (Document n° 2618).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Gabelle tendant au relèvement du minimum et du maximum des versements et des dépôts dans les caisses d'épargne, p. 5589 (Document n° 2806).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant au relèvement du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, p. 5589 (Document n° 2812).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à augmenter le plafond des dépôts dans les caisses d'épargne, p. 5721 (Document n° 2811).

Caisse nationale des LETTRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thuillier tendant à modifier la loi n° 46-2196 du 11 octobre 1916 créant une caisse nationale des lettres, p. 977 (Document n° 963). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 4323 (Document n° 2113).

Caisse autonome de RECONSTRUCTION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une caisse nationale de la reconstruction, p. 4126 (Document n° 2338).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vieilleux invitant le Gouvernement à faciliter le financement de la reconstruction en faisant la mise sur pied d'une caisse autonome de la reconstruction, dotée de ressources propres provenant notamment des recettes au titre de l'impôt de solidarité et des opérations sur devises (fonctionnement de l'I.M.E.X.), p. 1787 (Document n° 661).

Caisse nationale de RETRAITES DES PERSONNELS DES COLLECTIVITÉS LOCALES. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 63.**Caisse de RETRAITES ET DE PREVOYANCE DES CLERCS ET EMPLOYES DE NOTAIRE.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la caisse de retraites et de prévoyance des clercs et employés de notaire, p. 1139 (Document n° 1299).

— Dépôt du rapport par M. Henri Meck, p. 2950 (Document n° 1971). — Adoption, p. 4251.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delahoutre tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'autonomie de la caisse de retraites et de prévoyance des clercs de notaire, p. 1280 (Document n° 1129).

Caisse nationale de RETRAITES POUR LA VIEillesse.

Assemblée nationale. — Désignation de candidatures à la commission supérieure de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, p. 63. — Nomination de membres, p. 419.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, p. 25. — Désignation de candidatures, p. 77. — Nomination de membres, p. 85.

Caisse de SECURITE SOCIALE. — V. Assurances sociales, — Code civil,

Calamités agricoles et viticoles. — V. Agriculture. — Caisse nationale des calamités agricoles. — Viticulture.

Calamités maritimes. — V. Marine marchande. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 72.

Calamités publiques. — V. Agriculture (calamités agricoles).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Sion tendant à adresser les condoléances de l'Assemblée nationale aux familles des victimes de la catastrophe minière de Whitclaven, p. 4117 (Document n° 2157); adoption, à l'unanimité, p. 4117.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Bénédic tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir des crédits destinés à venir immédiatement au secours des familles des victimes de la catastrophe de Ruell-Malmaison, p. 4818 (Document n° 2515). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes de l'incendie de Ruell-Malmaison, p. 4818 (Document n° 2516). — Discussion, p. 4832; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'incendie de Ruell-Malmaison et à leurs familles, p. 4832 ».

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide d'urgence aux victimes de l'inondation dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, des Vosges, de la Haute-Saône et de la Moselle, p. 6381 (Document n° 3051). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thiriet tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et des Vosges, victimes des inondations de décembre 1917, p. 6518 (Document n° 3051). — Rapporteur M. Lionel de Tinguy et discussion, p. 6517; adoption, à l'unanimité, p. 6518.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que le maximum soit fait en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais qui ont eu à souffrir dans leur personne et dans leurs biens des ravages causés par cette calamité, p. 260 (Document n° 137). — Dépôt du rapport par M. Gouteaux, p. 718 (Document n° 105). — Discussion, p. 927; adoption, p. 929.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pujol tendant à inviter le Gouvernement à donner aux victimes de la catastrophe de Ruell-Malmaison des secours immédiats et à prendre les mesures nécessaires pour que des pareils accidents ne se renouvelent pas, p. 2654 (Document n° 764). — Rapporteur M. Pujol et adoption, p. 2653 (rectificatif), p. 2077).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Caspary tendant à inviter le Gouvernement à étudier d'urgence des mesures propres à secourir les victimes des inondations dans les départements de l'Est, p. 2746 (Document n° 971). — Rapporteur M. Voyant (Document n° 976) et discussion, p. 2742; adoption, p. 2743.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des victimes des inondations de l'Est, p. 6659 (Document n° 3069). — Rapporteur M. Charles Barangé, adoption, p. 6665.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2791 (Document n° 1005).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaillard tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour venir en aide aux habitants de vingt-quatre communes du département de la Charente, sinistrées à la suite de l'ouragan de grêle qui s'est abattu sur cette région le 27 mai 1917, p. 2977 (Document n° 1636).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan et de l'orage qui ont ravagé la région de Montluçon, le 28 juin 1917, p. 2711 (Document n° 1891).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés de l'Yonne victimes des orages du mois d'août, p. 431 (Document n° 2416).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mudry tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la population sinistrée de la commune de Montgillafrey par l'incendie du 20 septembre 1947, p. 4983 (Document n° 2608).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hennequelle tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux villes et populations du Pas-de-Calais actuellement victimes d'inondations répétées et dévastatrices, p. 977 (Document n° 970).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fourré tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs et agriculteurs, ainsi que tous les habitants de la ville d'Auxerre et des communes avoisinantes victimes de l'ouragan qui s'est abattu sur une partie de la région de la vallée de l'Yonne, le 4 août 1947, p. 1619 (Document n° 560).

Cameroun. — V. France d'outre-mer.

Camps d'internement. — V. Départements, villes et communes. — Interpellations (Assemblée nationale), nos 73, 74, .

Camps de rapatriement. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 107.

Canaux, cours d'eau et rivières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'amodiation des bacs et passages d'eau, p. 1889 (Document n° 4553).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pavez tendant à inviter le Gouvernement à faire construire un canal reliant l'Escaut à la Sambre qui serait la réalisation du premier tronçon du projet de canal du Nord-Est destiné à relier l'Est au port de Dunkerque, p. 810 (Document n° 593).

Canaux d'irrigation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la reprise anticipée par l'Etat de la concession et des ouvrages du canal d'irrigation de Pierrelatte (Vaucluse et Drôme), p. 466 (Document n° 697). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lussy relative à la reprise anticipée par l'Etat de la concession et des ouvrages du canal d'irrigation de Pierrelatte (Vaucluse et Drôme), p. 208 (Document n° 462). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Arthaud tendant à remettre à l'Etat la concession et la charge du canal d'irrigation de Pierrelatte, p. 267 (Document n° 493). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 1812 (Document n° 1477). — Adoption après modification du titre: *Projet de loi relatif à la reprise anticipée par l'Etat de la concession et des ouvrages du canal d'irrigation de Pierrelatte (Vaucluse et Drôme)*, p. 1919.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 718 (Document n° 307). — Dépôt du rapport par M. Toussaint Merle, p. 946 (Document n° 400). — Discussion, p. 952; adoption, p. 953.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2833 (Loi n° 47-435 du 19 juillet 1947, J. O. du 20 juillet 1947).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurenti tendant à inviter le Gouvernement à élaborer un projet de loi en vue de pratiquer une politique nationale de l'eau d'irrigation, p. 4590 (Document n° 515). — Dépôt du rapport par M. Laurenti, p. 2110 (Document n° 818). — Adoption, p. 2330.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à enclamer la procédure en vue de proclamer la déchéance de la Compagnie française d'irrigation, concessionnaire du canal des Alpes, p. 1012 (Document n° 1019).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valay tendant à instituer un contrôle des usagers sur la gestion de la compagnie française d'irrigation concessionnaire du canal des Alpes, p. 1812 (Document n° 1497).

Cantines scolaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marcelle Rumeau tendant à la création de cantines scolaires dans toute école primaire publique, urbaine ou rurale, ou groupe scolaire, p. 4785 (Document n° 2518).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lalay tendant à réformer les cantines scolaires en vue d'assurer une meilleure protection de la santé des écoliers, p. 2051 (Document n° 710).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4651 (Document n° 2553).

Cantiner. — V. Pensions et retraites (personnels civils et militaires).

Capitiaux

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'article 178 de la loi n° 46-2151 du 7 octobre 1946, p. 4090 (Document n° 2205). — Dépôt du rapport par M. Yves Fagon, p. 5832 (Document n° 2899) — Adoption, p. 6312.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2162 (Document n° 935).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant la législation des changes, p. 5129 (Document n° 2636).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Christian Vieilleux tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à établir à l'intérieur des frontières la libre circulation parallèle des devises et du métal or devant servir à l'acquisition de biens d'origine étrangère susceptibles d'accroître le potentiel économique national, p. 104 (Document n° 68). — Dépôt du rapport par M. Rochereau, p. 2145 (Document n° 800). — Discussion, p. 2121; renvoi à la commission, p. 2131.

Carburants. — V. Combustibles liquides et dérivés. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 87.

Carte d'acheteur. — V. Viande.

Carte du combattant. — V. Anciens combattants et victimes de la guerre.

Carte d'électeur. — V. Elections.

Carte de priorité. — V. Accidents du travail. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 61.

Carte de rationnement. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 49. — Navitaillement.

Centres d'accueil. — V. Enfance (protection de l').

Centres d'appareillage. — V. Anciens combattants (ministère).

Centres d'apprentissage et de formation professionnelle. — V. Enseignement technique. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 26, 27.

Centre d'information économique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder une subvention au centre national d'information économique, p. 3995 (Document n° 2276).

Centre national de la recherche scientifique. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 10. — Recherche scientifique.

Centres techniques industriels. — V. Enseignement technique.

Centre universitaire et scientifique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, p. 3995 (Document n° 2267).

Corbère. — V. Code du travail (salaries).

Céréales. — V. Agriculture (blé, céréales). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 58.

Certificats de scolarité. — V. Allocations familiales.

Cessation des hostilités. — V. Guerre (Événements).

Chambre de commerce. — V. Justice commerciale.

Chambre des communes.

Assemblée nationale. — Hommage par M. le président de l'Assemblée et M. Robert Schuman, président du conseil, à M. le speaker de la Chambre des communes, p. 5133.

Conseil de la République. — Hommage par M. le président du Conseil de la République à M. le speaker de la Chambre des communes, p. 2158.

Chambres des métiers. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 51.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la taxe pour frais de chambres de métiers applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 4125 (Document n° 2351). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 5733 (Document n° 2878).

Chambres départementales du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à créer des chambres départementales du travail, p. 8 (Document n° 268).

Champetier de Ribes. — V. Allocations. — Funérailles nationales.

Champs de courses. — V. Pari mutuel.

Changes. — V. Capitiaux.

Chantiers d'expérimentation. — V. Construction et reconstruction.

Charbon. — V. Combustibles solides et dérivés.

Charbonnages de France. — V. Questions orales (Assemblée nationale), nos 10, 18.

Charcuterie. — V. Commerce et industrie.

Charges de famille. — V. Allocations familiales. — Code du travail (salaries).

Chasse. — V. Armes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Rigal tendant à abroger l'arrêté du 27 août 1946 relatif aux statuts des sociétés départementales des chasseurs et à le remplacer par une réglementation plus démocratique, p. 697 (Document n° 838). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 2019 (Document n° 1627).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Rigal tendant à organiser rationnellement la pratique de la chasse, p. 1012 (Document n° 1018).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Plet tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'adjudication du droit de chasse dans les forêts domaniales, p. 1012 (Document n° 1020).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la chasse aux faisans le jour de l'ouverture de la chasse, p. 1000 (Document n° 1012).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à instituer un régime spécial sur les chasses gardées dans la commune d'Arles-sur-Rhône, p. 2077 (Document n° 1686).

Chaussure (industrie et commerce de la).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jules Julien sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à réglementer l'emploi de la dénomination de qualité « fait main » et l'emploi de l'expression « bottier » dans l'industrie et le commerce (n° 133), p. 3012 (Document n° 1993). — Adoption, p. 4163.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1826 (Document n° 633). — Dépôt du rapport par M. Brizard, p. 2271 (Document n° 845). — Discussion, p. 2499. — Adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 2500.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5862 (Document n° 2932).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les coupons d'achat pour certaines catégories de chaussures et pantoufles et à accorder un coupon supplémentaire « usage-ville » à toute personne exerçant une profession, p. 2259 (Document n° 1773). — Dépôt du rapport par Mme Schell, p. 3836 (Document n° 2197). — Adoption, p. 4163.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Michel tendant à inviter le Gouvernement à délimiter le bon anniversaire de chaussures, au choix, soit en usage-ville, soit en usage-travail, p. 2259 (Document n° 1775). — Dépôt du rapport par Mme Schell, p. 3836 (Document n° 2188). — Adoption, p. 4161.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chautard tendant à inviter le Gouvernement à donner le choix aux agriculteurs entre les chaussures « usage-ville » et les chaussures « usage-travail » au cours de la répartition annuelle de bons de chaussures, p. 2235 (Document n° 1921).

Chaux et ciments de Lafargue et du Tell (usine de).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Roucaute tendant à l'expropriation de l'usine de chaux et ciments de Lafargue et du Tell au profit de l'Etat et sa mise en régie nationale, p. 1371 (Document n° 1285).

Chemins. — V. Départements, villes et communes.

Chemins de fer. — V. Crédit public, emprunt de l'Etat. — Débits de boissons. — Eviction (protection de l'). — Interpellations (Assemblée nationale) n° 132. — Transports et votes de communications.

Cheptel. — V. Agriculture.

Chèques. — V. Code de commerce.

Chèques postaux. — V. Postes, télégraphes et téléphones

Chiffons. — V. Commerce et industrie.

Chiffre d'affaires. — V. Impôts.

Chômage. — V. Code du travail (salaires).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur l'indemnisation du chômage, Intempéries dans les entreprises artisanales du bâtiment, p. 6316 (Document n° 3093).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Buffet relative à la non-application aux entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics de la loi du 21 octobre 1916 instituant une indemnité de chômage en cas d'intempéries, p. 1362 (Document n° 510).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3914 (Document n° 2226).

Cigarettes. — V. Tabacs.

Cinellères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maurice Rabier sur la proposition de loi de M. Lussy tendant à modifier la loi du 3 janvier 1921 relative à la reprise des concessions centennaires et perpétuelles en état d'abandon (n° 123), p. 1725 (Document n° 1419). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 6 décembre 1813 relative aux cinellères », p. 2136.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 890 (Document n° 371). — Dépôt du rapport par M. Dumas, p. 1081 (Document n° 462). — Adoption, p. 1172.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3933 (Loi n° 47-1502 du 14 août 1917, J. O. du 15 août 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff portant introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des textes législatifs et réglementaires modifiant ou complétant l'ordonnance du 6 décembre 1813 relative aux cinellères, p. 317 (Document n° 511).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre, p. 4929 (Document n° 2389).

Cinématographie. — V. Calamités publiques. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 59, 70, 126, 127.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Bichet tendant à inviter le Gouvernement à réunir une commission chargée d'étudier la situation du cinéma en France, p. 2259 (Document n° 1751). — Dépôt du rapport par M. Bichet, p. 2759 (Document n° 1911). — Adoption, p. 3016.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Duchet invitant le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour conjurer la grave crise que subit le cinéma français, p. 593 (Document n° 217). — Dépôt du rapport par M. Duchet, p. 916 (Document n° 398). — Discussion, p. 2500; adoption, à l'unanimité, p. 2507.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Pflimlin tendant à inviter le Gouvernement à réglementer et à surveiller la fréquentation des salles de cinéma par les enfants et adolescents, p. 4701 (Document n° 2191).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Grangeon tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour revenir sur la décision prise antérieurement supprimant les crédits concernant le festival de Cannes, p. 718 (Document n° 299). — Dépôt du rapport par M. Grangeon, p. 926 (Document n° 385).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wehrung tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la classification des films d'après le principe suivant tenant compte des différentes phases de l'évolution de la psychologie et du caractère, depuis le seuil de l'enfance, à travers l'adolescence et jusqu'à la maturité: 1° films pouvant être présentés sans restrictions; 2° films réservés à des spectateurs de plus de quatorze ans; 3° films réservés à des spectateurs de plus de dix-huit ans; 4° fin des représentations pour enfants à vingt heures au plus tard, p. 1362 (Document n° 505) (rectificatif), p. 1672).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission chargée de l'inventaire de l'industrie cinématographique française, p. 1623. — Désignation de candidature, p. 1672. — Nomination de membres, p. 1751.

Cochinchine. — V. Indochine.

Code CIVIL. — V. France d'outre-mer. — Loyers (baux commerciaux et industriels).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi n° 46-416 du 18 mars 1916, tendant à permettre la conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes de divorce, p. 7 (Document n° 302). — Dépôt du rapport par

M. Gallet, p. 856 (Document n° 916). — Adoption, p. 1542.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 574 (Document n° 211). — Dépôt du rapport par M. Maire, p. 774 (Document n° 329). — Discussion, p. 881 et adoption, p. 885.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis sur le projet de loi, p. 2575 (Document n° 1861). — Dépôt du rapport par M. Gallet, p. 3218 (Document n° 2074). — Adoption, p. 3838 (Loi n° 47-1168 du 11 août 1917, J. O. du 12 août 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la rectification administrative de certains actes de l'état civil pris en dépôt par le ministère des affaires étrangères, p. 168 (Document n° 456). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 2835 (Document n° 1917). — Adoption, p. 4110.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1826 (Document n° 691). — Dépôt du rapport par M. Carcaïsson, p. 2140 (Document n° 811). — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2250.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5129 (Document n° 2754).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1831, 1923, 1921, 1950 et 2071 du code civil et 41 du code de commerce, p. 1311 (Document n° 1166).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Malro tendant à modifier les articles 1311, 1312, 1313, 1314, 1315 du code civil, relatifs aux actes écrits des contractants et obligations, et les articles 1923, 1921, 1950 relatifs au dépôt et au séquestre, p. 52 (Document n° 21) (rectificatif, p. 78).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 318 (Document n° 529) (rectificatif, p. 471). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 1209 (Document n° 1087).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier certaines conditions d'admissibilité de la preuve testimoniale, p. 512 (Document n° 211).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1133 (Document n° 1296). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Defos du Rau sur: 1° le projet de loi modifiant les articles 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1831, 1923, 1921, 1950 et 2071 du code civil et 41 du code de commerce; 2° les propositions de loi a) de M. Georges Maire, conseiller de la République, tendant à modifier les articles 1311, 1312, 1313, 1314, 1315 du code civil relatifs aux actes écrits des contractants et obligations et les articles 1923, 1921, 1950 relatifs au dépôt et au séquestre; b) de M. Georges Pernot, conseiller de la République, tendant à modifier certaines conditions d'admissibilité de la preuve testimoniale (nos 1166, 529, 1206, et rapport n° 1087), p. 1761 (Document n° 1131). — Discussion, p. 5506 et adoption après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier les articles 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1831, 1923, 1921, 1950 et 2071 du code civil et 41 du code de commerce*, p. 5507.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2283 (Document n° 877).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux testaments faits dans un lieu avec lequel toute communication est interrompue, p. 5589 (Document n° 2891).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gaillois tendant à modifier la loi du 9 juillet 1931 qui avait elle-même modifié, d'une part, l'article 2 de la loi du 27 février 1890 relative à l'affectation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits et la conversion de ces mêmes valeurs en titres au porteur, et, d'autre part, l'article 7 de l'article 589 du code civil relatif aux obligations du père, administrateur légal des biens de ses enfants mineurs, non émancipés, p. 238 (Document n° 122).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 857 (Document n° 931).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Oyon tendant à accorder aux prisonniers de guerre et aux déportés politiques certains avantages en cas de divorce prononcé à leur profit, p. 660 (Document n° 267).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1868 (Document n° 1505).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à faciliter et à généraliser la pratique de l'adoption, p. 1979 (Document n° 756).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4819 (Document n° 2530).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à permettre d'accorder des dommages et intérêts à l'époux ayant obtenu à son profit la séparation de corps, p. 342 (Document n° 581). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 677 (Document n° 8066).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Meck tendant à modifier l'article 1351 du code civil relatif à l'autorité de la chose jugée, p. 33 (Document n° 313).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Coty tendant à compléter l'article 2102 du code civil relatif au privilège du bailleur, p. 31 (Document n° 349).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à faciliter pour la femme seule abandonnée par un homme marié l'obtention de subsides à ses enfants adultérins, p. 111 (Document n° 417).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Bruyneel tendant à modifier l'article 410 bis du code de l'enregistrement pour le mettre en harmonie avec les dispositions des articles 815 et 832 du code civil et de l'arrêté du 22 juillet 1914 sur le partage, p. 208 (Document n° 417).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 161 du code civil (empêchements au mariage), p. 312 (Document n° 577).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à permettre l'annulation de certaines décisions ayant prononcé, pendant l'occupation, le divorce, p. 312 (Document n° 578).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Desjardins tendant à rendre valables les dispositions testamentaires et irrégulièrement rédigées par les prisonniers et déportés morts en captivité avant le mois de juin 1916, p. 312 (Document n° 597).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à compléter l'article 671 du code civil (loi du 20 août 1891) et à modifier la distance de la ligne séparative pour les plantations d'arbres d'essence forestière, p. 786 (Document n° 812).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marty tendant à accorder la mention « Mort pour la France » aux Français et Françaises tombés en Espagne, dans les rangs de l'armée régulière de la république espagnole, p. 810 (Document n° 883).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Germaine François tendant à faciliter et à étendre l'adoption et la légitimation adoptive, p. 977 (Document n° 920).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July autorisant l'adoption, même en présence d'enfants légitimes, à la condition que ceux-ci soient majeurs, p. 1298 (Document n° 1089).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry tendant à modifier au profit des prisonniers de guerre et déportés les règles habituelles en matière de liquidation de communauté après divorce ou séparation de corps, p. 1312 (Document n° 1179).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Moro-Giafferri tendant à accorder un droit de représentation aux enfants naturels reconnus dans la succession de leurs grands-parents morts ab intestat, p. 1721 (Document n° 1113).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à faciliter et à étendre la légitimation des enfants adultérins, p. 2076 (Document n° 1635).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Masson tendant à compléter l'article 901 du code civil et à assimiler au mineur appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, le mineur déporté, requis ou victime de faits de guerre et dont l'acte de décès mentionne qu'il est mort pour la France, p. 2163 (Document n° 1815).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjoz tendant à modifier la durée du délai fixé par l'article 310 du code civil pour la conversion de la séparation de corps en divorce, p. 2532 (Document n° 1816).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Augarde tendant à étendre le champ d'application de la preuve testimoniale en matière de paiements par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics et les caisses faisant des versements au titre de la sécurité sociale, p. 3503 (Document n° 2103).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Schneller tendant à modifier l'article 671 du code civil concernant la plantation des arbres fruitiers, p. 5003 (Document n° 2631).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à modifier les dispositions légales réglementant la rédaction des testaments authentiques et mystiques, p. 5031 (Document n° 2656).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Angelelli tendant à compléter l'article 611 du code civil pour les plantations dans la région de la Champagne viticole, p. 5721 (Document n° 2813).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serre modifiant l'article 1321 du code civil relatif aux contre-lettres et unifiant les délais de présentation à la formalité de l'enregistrement des actes authentiques et sous seings privés, p. 5783 (Document n° 2866).

Code de COMMERCE. — V. Code civil. — Comptabilité publique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Montillot sur la proposition de loi de M. Lecourt tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision (No 29), p. 437 (Document n° 661). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi ayant pour objet la modification de certaines dispositions pénales de la législation sur les chèques*, p. 623.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 155 (Document n° 97). — Dépôt du rapport par M. Feller, p. 531 (Document n° 225). — Discussion, p. 566; adoption, p. 567 (rectificatif, p. 697).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1599 (Loi n° 47-951 du 23 mai 1947, J. O. du 29 mai 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au paiement des effets de commerce, p. 2100 (Document n° 1802). — Discussion et adoption après modification du titre: *Projet de loi relatif aux paiements*, p. 2110.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 870 (Document n° 351). — Rapporteur M. Alain Polier, discussion, p. 883, et adoption, p. 891.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis sur le projet de loi, p. 2313 (Document n° 1809). — Adoption, p. 2561 (Loi n° 47-120) du 30 juin 1947, J. O. du 2 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, p. 4125 (Document n° 2334). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4392 (Document n° 2111). — Discussion et adoption, p. 4112.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1827 (Document n° 681). — Lecture du rapport par M. Bolvin-Champeaux; discussion et adoption, p. 1819.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4587 (Loi n° 47-1703 du 4 septembre 1947, J. O. du 5 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux dettes fiscales en matière de faillite ou de liquidation judiciaire, p. 1207 (Document n° 1081).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la prescription des obligations nées entre commerçants à l'occasion de leur commerce, p. 1811 (Document n° 1465). — Dépôt du rapport par M. Citerne, p. 5832 (Document n° 2505).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'arrondissement au franc du montant des effets de commerce, p. 4215 (Document n° 2336).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au « Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers », p. 4325 (Document n° 2398).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à modifier les conditions de majorité nécessaire pour l'obtention d'un concordat, p. 977 (Document n° 1000). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2078 (Document n° 1667).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rousseau tendant à compléter le code de commerce pour mettre fin à la pratique des paiements à l'avance exigés par certains industriels et maisons de gros, ainsi que par certaines sociétés de distribution, p. 2158 (Document n° 1740) (rectificatif, p. 2167).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaeffler tendant à inviter le Gouvernement à assainir la situation économique et alimentaire, par l'adoption de mesures propres à faciliter une utilisation étendue de la monnaie scripturale, condition indispensable du retour à la liberté de la production et de la répartition, p. 4385 (Document n° 2133).

Code de la FAMILLE. — V. Allocations familiales. — Assistance à la famille.

Code d'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 693 du code d'instruction criminelle, p. 6 (Document n° 240). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 1725 (Document n° 1397). — Adoption, p. 2126.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 850 (Document n° 371). — Dépôt du rapport par M. Colardeau, p. 978 (Document n° 321). — Adoption, p. 1066.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3502 (Loi n° 47-1155 du 6 août 1947, J. O. du 7 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant temporairement les règles de formation du jury criminel, p. 1611 (Document n° 1163).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 9, 16 et 50 du code d'instruction criminelle relatif aux officiers de police judiciaire, p. 4029 (Document n° 1731).

Code MUNICIPAL. — V. Administration communale.

Code PENAL. — V. Délits alimentaires et produits antinués.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 483 du code pénal, p. 6 (Document n° 241). — Dépôt du rapport par M. Belos, p. 209 (Document n° 461). — Adoption, p. 557.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 224 (Document n° 113). — Dépôt du rapport de M. Gaston Charlet, p. 511 (Document n° 220). — Dépôt d'un rapport supplétoire par M. Charlet, p. 670 (Document n° 239). — Avis de la commission de

l'intérieur par M. Meyer (Document n° 291) et discussion, p. 691. — Adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi complétant l'article 483 du code pénal, en ce qui concerne le détournement d'eaux destinées à l'irrigation* », p. 601.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail et à la défense de la République, p. 5246 (Document n° 2737). — Débat sur la demande de discussion d'urgence, p. 5248. — Décision de renvoyer à la commission de la défense nationale les trois premiers articles et de scinder en deux ledit projet de loi, p. 5249.

Assemblée nationale. — Projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail (Document n° 2737). — Dépôt du rapport par M. Edgar Faure, p. 5129 (Document n° 2743). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5302 (Document n° 2745). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Edgar Faure, p. 5129 (Document n° 2746). — Demande de discussion d'urgence, p. 5304; adoption au scrutin et question préalable, p. 5319; rejet au scrutin et motion préjudicielle, p. 5322; rejet au scrutin de discussion, p. 5324, 5343; contre-projet, p. 5347; rejet au scrutin, p. 5350; suite de la discussion, p. 5383, 5451, 5468. — Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, p. 5486 (rectificatif, p. 5553).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2260 (Document n° 813). — Rapporteur M. Carles, et discussion, p. 2276; motion préjudicielle, p. 2276; rejet, au scrutin, p. 2281; suite de la discussion, p. 2282, 2300; contre-projet, p. 2317; rejet au scrutin, p. 2321; motion préjudicielle tendant au rejet de tous les amendements, p. 2324; rejet, au scrutin, p. 2322. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2331.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5536 (Loi n° 47-2291 du 6 décembre 1947, J. O. du 7 décembre 1947).

Voir également à la rubrique: *Armée (appel de contingents)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi réprimant la remise illicite aux détenus de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques, p. 1311 (Document n° 1170). — Dépôt du rapport par M. Jean Minjot, p. 6677 (Document n° 3065).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 161 du code pénal, p. 1311 (Document n° 1169). — Dépôt du rapport par M. Desfos du Rau, p. 6677 (Document n° 3067).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 193 du code pénal, p. 1311 (Document n° 1463).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 237, 238, 239, 240, 241 et 247 du code pénal (évasion de détenus ou de prisonniers de guerre), p. 6005 (Document n° 2624). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5526 (Document n° 2781).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant et modifiant l'ordonnance du 28 août 1944 sur les crimes de guerre, p. 1990 (Document n° 1620).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative à la modification de l'article 259 du code pénal en vue de rétablir son application au costume porté par un ministre d'un culte ou par un membre d'une communauté religieuse, p. 203 (Document n° 464).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 380 du code pénal (voies entre parents), p. 467 (Document n° 708). — Dépôt du rapport par M. Moudon, p. 2078 (Document n° 1669).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Bonlet tendant à abolir la peine de mort, p. 1990 (Document n° 1617).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Péron tendant à l'abrogation de la loi n° 47-2291 du 6 décembre 1947 tendant à la « protection de la liberté du travail », p. 5639 (Document n° 2323).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjot tendant à rétablir la légalité républicaine en ce qui concerne la répression de l'infanticide, p. 5721 (Document n° 2839).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Suzanne Girault tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet l'abrogation de la loi n° 47-2291 du 6 décembre 1947 sur la protection de la liberté du travail, p. 2520 (Document n° 921). — Demande de discussion immédiate, p. 2520. — Lecture du rapport par M. Carles, p. 2559, et rejet, au scrutin, de la demande, p. 2561.

Code de PROCEDURE CIVILE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au rapport écrit du juge chargé de suivre la procédure, p. 810 (Document n° 889).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure supprimant la tentative de conciliation dans les affaires du ressort des tribunaux d'instance, p. 2151 (Document n° 1713).

Code de la ROUTE. — V. Combustibles Ilquides et dérivés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Roulon tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret du 18 octobre 1931 modifiant les décrets des 31 décembre 1922, 18 décembre 1937 et 20 août 1939, portant règlement d'administration publique sur la police de la circulation et du roulage (code de la route) en ce qui concerne les remorques attelées aux tracteurs agricoles, p. 605 (Document n° 797). — Dépôt du rapport par M. Sesmaisons, p. 4697 (Document n° 1376). — Adoption, p. 2136.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Mondon tendant à modifier l'article 10 de la loi du 30 mai 1881 relatif aux sanctions encourues par les conducteurs de véhicules qui refusent d'obtempérer aux sommations des agents chargés de constater les contraventions, p. 1438 (Document n° 1218). — Dépôt du rapport par M. Minjot, p. 6649 (Document n° 2822).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Sesmaisons tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret du 18 octobre 1931, modifiant les décrets des 31 décembre 1922, 18 décembre 1937 et 20 août 1939, portant règlement d'administration publique sur la police de la circulation et du roulage (code de la route) en ce qui concerne les remorques attelées aux tracteurs employés par les industriels forains lorsque leur vitesse ne dépassera pas 20 kilomètres à l'heure, p. 3039 (Document n° 2010).

Code RURAL. — V. Animaux.

Code du TRAVAIL. — V. Agriculture (régime du travail). — Questions orales (assemblée nationale) n° 31, 35. — Secouristes.

BUREAUX DE PLACEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à déterminer les règles d'indemnisation des bureaux de placement payants supprimés en application des dispositions de l'ordonnance du 21 mai 1945, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, p. 697 (Document n° 835). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 1813 (Document n° 1196). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gazier, p. 3689 (Document n° 2150) (rectificatif, p. 3997).

COMITÉS D'ENTREPRISES ET DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à instituer le régime de la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel dans les entreprises, p. 436 (Document n° 679) (rectificatif, p. 845). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 1869 (Document n° 4507). — Retrait de la demande de discussion d'urgence, p. 1886. — Discussion, p. 2184, 2188; adoption au scrutin, p. 2665.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 885 (Document n° 361). — Lecture du rapport par M. Caspary (Document n° 379) et rejet de la proposition de loi, p. 895.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis sur la proposition de loi, p. 2610 (Document n° 1673). — Demande de discussion d'urgence par M. Meck, rapporteur, p. 2668; adoption au scrutin du texte voté, en première lecture, par l'Assemblée, p. 2680 (Loi n° 47-1235 du 7 juillet 1947, J. O. du 8 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Scellieur tendant à instituer le régime de la représentation proportionnelle dans l'élection des membres des comités d'entreprises, p. 436 (Document n° 670). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 1869 (Document n° 4506). — Retrait de la demande de discussion d'urgence, p. 1887. — Discussion, p. 2501; adoption, au scrutin, p. 2505.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 885 (Document n° 365). — Lecture du rapport par M. Caspary (Document n° 377) et discussion, p. 890; adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à permettre l'introduction, dans les conventions collectives, de dispositions dérogeant aux prescriptions légales en vigueur en ce qui concerne les règles d'élection des délégués du personnel et des membres des comités d'entreprise, et instituant notamment un système de représentation proportionnelle*, p. 891.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2610 (Document n° 1877). — Discussion, p. 2630; adoption, au scrutin, du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 2680 (Loi n° 47-1231 du 7 juillet 1947, J. O. du 8 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Paul (Gabriel) sur la proposition de loi de M. Jacq tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises (n° 99), p. 810 (Document n° 913).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les comités d'entreprise, p. 438 (Document n° 1211). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 3501 (Document n° 2116).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Vendroux tendant à modifier la loi n° 46-1065 du 16 mai 1946 sur les comités d'entreprise, p. 2126 (Document n° 1629). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 4091 (Document n° 2207).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à faciliter la participation des comités d'entreprise à la gestion et aux résultats des entreprises, et portant exonération de la taxe additionnelle établie par l'article 418 du code de l'enregistrement pour la part d'augmentation de capital, par l'incorporation de réserves, attribuée par une société à son comité d'entreprise, p. 169 (Document n° 431).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure complétant l'article 6 de la loi du 16 mai 1946 sur les comités d'entreprise, p. 1696 (Document n° 1361).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourgain tendant à modifier l'ordonnance n° 45-230 du 22 février 1945 et la loi n° 46-1065 du 16 mai 1946 relatives aux comités d'entreprise, p. 1724 (Document n° 1117).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant application au personnel dockeur et assimilé des ports maritimes et fluviaux des dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée instituant des comités d'entreprise, p. 4929 (Document n° 2397).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission supérieure des comités d'entreprise, p. 750. — Désignation, p. 976. — Nomination, p. 987.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond-Laurent tendant à remettre en vigueur les articles 115, 115 G, 116 et 116 A du livre II du code du travail, relatifs à l'institution et au fonctionnement des commissions départementales du travail, p. 286 (Document n° 520). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 2259 (Document n° 1741).

CONCILIATION ET ARBITRAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans le plus bref délai, le projet de loi prévu par la Constitution pour réglementer le droit de grève, p. 1697 (Document n° 1881).

CONGÉS PAYÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle René Prevert tendant à compléter l'article 31 G du livre II du code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée, p. 697 (Document n° 811). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 3013 (Document n° 1999). — Adoption, p. 6154.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rollin tendant à modifier l'article 5 de la loi du 13 janvier 1939 relative aux congés payés des concierges d'immeubles à usage d'habitation, p. 678 (Document n° 283).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1890 (Document n° 1558). — Dépôt du rapport par M. Ambroise Croizat, p. 4091 (Document n° 2286).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rosa Guérin tendant à permettre à la femme qui allait de retrouver son travail après une absence qui peut atteindre 9 mois, p. 2795 (Document n° 1921).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Masson relative à la représentation des ouvriers et employés devant les conseils de prud'hommes, p. 7 (Document n° 239). — Dépôt d'un rapport de M. Lavergne sur les propositions de loi: 1° de M. André Mercier (Oise) tendant à compléter l'article 69 du livre IV du code du travail sur la représentation des ouvriers agricoles en justice par les permanents de leur syndicat; 2° de M. Jean Masson, relative à la représentation des ouvriers et employés devant les conseils de prud'hommes. [Nos 131 et 239 (rectifié)], p. 269 (Document n° 489). — Discussion, p. 431; adoption de la proposition de loi après modification du titre: Proposition de loi modifiant l'article 69 du livre IV du code du travail concernant la procédure devant les conseils de prud'hommes, p. 435.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 81 (Document n° 53). — Dépôt du rapport par M. Gaspary, p. 155 (Document n° 98). — Dépôt d'un avis de M. Georges Maïre, p. 269 (Document n° 131). — Discussion, p. 285; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 286.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1097 (Document n° 1011). — Dépôt du rapport par M. Lavergne, p. 1920 (Document n° 1606).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dubois tendant à compléter l'article 19 du livre IV du code du travail (secrétaires des conseils de prud'hommes), p. 203 (Document n° 436).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à introduire le régime de la représentation proportionnelle dans l'élection des conseillers prud'hommes, p. 2689 (Document n° 2155).

CONTRAT DE TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement et à assurer la sécurité de l'emploi, p. 467 (Docu-

ment n° 709). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à assurer la sécurité de l'emploi par la réglementation des conditions de l'embauchage et du licenciement, p. 653 (Document n° 824) (rectifié), p. 1913). — Avis du Conseil économique, p. 5011 (Document n° 2612).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gouge tendant à mettre fin à la situation des salariés licenciés pour leur activité syndicale le 30 novembre 1938 et au cours des années qui suivirent jusqu'à la libération, p. 2258 (Document n° 1741).

CONVENTIONS COLLECTIVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Poimboeuf tendant à déterminer les conditions de désignation des membres des commissions mixtes chargées d'élaborer les conventions collectives de travail prévues par la loi du 23 décembre 1950, p. 1208 (Document n° 1072).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant à étendre à l'agriculture la loi du 23 décembre 1916 sur les conventions collectives du travail, p. 1493 (Document n° 1241).

DIVERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palinaud tendant à la mise au travail des oisifs, p. 653 (Document n° 830).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Marly tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la mise au travail des condamnés pour fait de collaboration avec l'ennemi, p. 1493 (Document n° 1247).

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant les articles 174 et 176 du livre II du code du travail, p. 1341 (Document n° 1162). — Dépôt du rapport par M. Duquesno, p. 3013 (Document n° 1998). — Adoption, p. 3839.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1674 (Document n° 653). — Dépôt du rapport par M. Hyvrard, p. 1791 (Document n° 666). — Adoption, p. 1906.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4781 (Loi n° 47-1760 du 9 septembre 1917, J. O. du 10 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1916 relative à l'organisation des services médicaux du travail, p. 6 (Document n° 278). — Dépôt du rapport par M. Besset, p. 1600 (Document n° 1311). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Barrot, p. 1913 (Document n° 1571).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auguste Lecœur tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence assurant la sécurité des ouvriers mineurs, p. 1493 (Document n° 1252). — Dépôt du rapport par M. Lecœur, p. 2078 (Document n° 1659).

PLACEMENT DES TRAVAILLEURS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dassaud tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 21 mai 1915 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, p. 639 (Document n° 253).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1763 (Document n° 1431). — Dépôt du rapport par M. Albert Gazier, p. 6051 (Document n° 2960).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Morice tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 21 mai 1915 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, p. 3723 (Document n° 2177).

RÉGIME DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Florio July tendant à favoriser l'application du travail à mi-temps ou à temps réduit pour le personnel féminin chargé de famille, p. 3874 (Document n° 2203).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à améliorer les conditions de travail, de salaires, de vie, d'habitat et de sécurité des concierges d'immeubles à usage d'habitation, p. 4126 (Document n° 2320).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à abroger la loi du 3 juillet 1914 et à reconnaître la qualité de salariés aux gérants succursalistes des maisons d'alimentation de détail, de façon à les faire bénéficier de toutes les lois sociales, p. 1493 (Document n° 1251).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theellen tendant à inviter le Gouvernement à porter, pour une période transitoire, la durée du travail de 40 à 48 heures, p. 5881 (Document n° 2896).

TEMPS HEBDOMADAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des articles 30 à 50 B inclus et 31 du livre II du code du travail, p. 6 (Document n° 255).

SALAIRES ET INDEMNITÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et instituant un supplément temporaire pour charges de famille, p. 1207 (Document n° 1079). — Lecture du rapport par M. Edouard Moisan et discussion, p. 1272; adoption, p. 1273 (rectifié), p. 1317, 1139, 1601).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 381 (Document n° 193). — Lecture du rapport par M. Bernard Lafay, p. 499 (Document n° 205); discussion, p. 499; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 503 (rectifié), p. 522).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1316 (Loi n° 47-611 du 31 mars 1917, J. O. du 6 avril 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à sanctionner les infractions aux dispositions des articles 42 A et suivants du livre II du code du travail, instituant des règles particulières au contrôle et à la répartition des points-horaires, p. 1311 (Document n° 1165). — Dépôt du rapport par M. Besset, p. 3013 (Document n° 1997). — Adoption, p. 3839.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1571 (Document n° 532). — Dépôt du rapport par M. Abel Durand, p. 1820 (Document n° 681). — Adoption, p. 1906.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4781 (Loi n° 47-1761 du 9 septembre 1917, J. O. du 10 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger la loi n° 47-611 du 31 mars 1917 concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et instituant un supplément temporaire pour charges de famille, p. 1911 (Document n° 1501). — Dépôt du rapport par M. Moisan, p. 2759 (Document n° 1912). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Moisan, p. 2650 (Document n° 1961). — Adoption, p. 3585.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1175 (Document n° 472). — Dépôt du rapport par M. Renaison, p. 1590 (Document n° 637). — Discussion, p. 1600; adoption, p. 1602.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4205 (Loi n° 47-1631 du 30 août 1917, J. O. du 31 août 1917).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cardonne tendant à l'indemnisation des heures perdues par le personnel des entrepôts des commissionnaires en douanes de Cerbère et Hendaye, à la suite des mesures exceptionnelles prenant la frontière franco-espagnole, p. 399 (Document n° 159).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1209 (Document n° 1423). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Noguères ayant pour objet le versement d'indemnités compensatrices aux travailleurs de Cerdère et d'Ilendaye réduits au chômage par la fermeture de la frontière espagnole, p. 3119 (Document n° 2012). — Dépôt du rapport par M. Gabriel Paul, p. 3939 (Document n° 2213). — Discussion et adoption, après modification du titre: « Proposition de loi ayant pour objet le versement d'indemnités compensatrices aux travailleurs de Cerdère et d'Ilendaye réduits au chômage par la fermeture de la frontière espagnole », p. 4101.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1613 (Document n° 579). — Rapporteur M. Gargominy et discussion, p. 1633; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1636.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4327 (Document n° 2302). — Dépôt du rapport par M. Gabriel Paul, p. 4553 (Document n° 2166). — Adoption, p. 4802 (Loi n° 47-1801 du 12 septembre 1947, J. O. du 13 septembre 1947).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Simard tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la composition des zones territoriales servant à la détermination des salaires et à réajuster les taux d'abattements en harmonie avec le coût de la vie dans chacune de ces zones, p. 690 (Document n° 373). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 1200 (Document n° 491). — Adoption, p. 1771.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Serre relative à l'établissement de l'égalité civile et de la justice sociale entre les travailleurs métropolitains, musulmans et indigènes des secteurs publics et privés, p. 2200 (Document n° 1732). — Dépôt du rapport par M. Laribi, p. 4091 (Document n° 2237).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à faire bénéficier des majorations pour heures supplémentaires prévues par la loi du 25 février 1916 les heures de récupération faites à la suite d'arrêts collectifs du travail dans les industries du bâtiment et du bois, p. 2233 (Document n° 1766).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à freiner l'efficacité des majorations de salaires, p. 2575 (Document n° 1869).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin modifiant l'article 61 du titre III du livre 1^{er} du code du travail relatif à la saisie ou à la cession de certains salaires ou appointements, p. 4933 (Document n° 2617).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à étendre le bénéfice des indemnités d'intempéries prévues par la loi n° 46-229 du 21 octobre 1916 à certaines catégories de travailleurs du bâtiment, du bois, des carrières et matériaux de construction, p. 5031 (Document n° 2667).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Simone Rollin tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 20 mai 1916, relative à la révision des salaires moyens départementaux, et à faire entrer en ligne de compte le nombre d'enfants pour le calcul d'un minimum vital familial, p. 657 (Document n° 352). — Dépôt du rapport par M. Montgascon, p. 2109 (Document n° 881).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guillon tendant à inviter le Gouvernement à accorder une réparation morale et matérielle à certaines victimes de la grève générale du 30 novembre 1938, p. 2532 (Document n° 1852).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux salariés, aux fonctionnaires, ainsi qu'aux retraités et pensionnés, une indemnité de cherté de vie uniforme forfaitaire et sans abattement, p. 5195 (Document n° 2713).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lafargue tendant à inviter le Gouvernement à réaliser dans toutes les entreprises l'association du personnel à l'augmentation du rendement par l'institution d'un sursalaire collectif à forme progressive exempt de tout prélèvement; 2° à étudier la révision de certains taux d'impôts qui sont apparus l'insuffisance de l'effort, p. 401 (Document n° 69).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lafargue tendant à inviter le Gouvernement à modifier le mode de paiement des heures supplémentaires et des primes individuelles et collectives à la production; 1° en les exonérant de toutes charges sociales et de tous impôts; 2° en affectant à leur bénéfice la part patronale de sécurité sociale, et à réaliser ainsi une augmentation générale de la production, seule capable d'amener une amélioration du pouvoir d'achat, p. 2356 (Document n° 861).

SÉCURITÉ SOCIALE

Voir Accidents du travail. — Allocations familiales. — Assurances sociales.

SYNDICATS ET ORGANISMES PROFESSIONNELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à compléter la loi du 27 juillet 1911 relative au rétablissement de la liberté syndicale modifiée et complétée par l'ordonnance du 26 septembre 1941 et la loi du 25 février 1946, p. 1230 (Document n° 1123).

TRAVAIL DES ENFANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des articles 63, 69 et 90 du livre II du code du travail, p. 466 (Document n° 693).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la modification et à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des articles 2, 4 et 5 du livre II du code du travail, relatifs à l'âge d'admission des enfants au travail, p. 3503 (Document n° 2104).

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi relative aux activités des étrangers admis en France comme travailleurs salariés, p. 3 (Document n° 262).

Code du TRAVAIL MARITIME.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les dispositions des articles 116 et 119 de la loi du 13 décembre 1926 (code du travail maritime), p. 6 (Document n° 270).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 121 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime, p. 5589 (Document n° 2302).

Colis postaux. — V. Postes, télégraphes et téléphones (tarifs postaux).

Collèges modernes et techniques. — V. Enseignement secondaire. — Enseignement technique et professionnel. — Fonctionnaires de l'enseignement.

Colonies et pays de protectorat. — V. France et territoires d'outre-mer et Etats associés.

Colonies de vacances. — V. Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Combattants (Anciens). — V. Pensions et retraites.

Combattants volontaires. — V. Commerce et industrie. — Pensions et retraites (anciens combattants).

Combustibles liquides et dérivés. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 31, 87.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurel tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une

allocation d'essence aux boulangers ruraux effectuant des tournées dans les communes rurales, p. 1209 (Document n° 1097). — Dépôt du rapport par M. Baurans, p. 2152 (Document n° 1712). — Adoption, p. 2740.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à accorder une dotation supplémentaire d'essence aux bénéficiaires de congés payés et de vacances durant la saison d'été 1947, p. 2259 (Document n° 1776). — Dépôt du rapport par M. Alphonse Denis, p. 3806 (Document n° 2190). — Adoption, p. 4113.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duchet invitant le Gouvernement à développer la circulation routière et à rendre la liberté à l'essence, p. 626 (Document n° 250). — Dépôt du rapport par M. Jules Boyer, p. 911 (Document n° 395). — Discussion, p. 1171; adoption, p. 1173.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la répartition du carburant et à en diminuer le prix de vente, p. 209 (Document n° 419). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul David, p. 4261 (Document n° 4818).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baurans tendant à inviter le Gouvernement à créer un secteur agricole de l'essence, p. 313 (Document n° 600).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jugo tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux boulangers des campagnes qui ravitaillent les hameaux sans boulangerie, une quantité d'essence en rapport avec le kilométrage à parcourir, p. 2077 (Document n° 1632).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la ristourne sur le prix de l'essence, accordée avant la guerre aux chauffeurs de taxi, p. 4126 (Document n° 2235).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Prot tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent d'essence accordé au département de la Somme pour la reconstruction, p. 6192 (Document n° 3014).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Armand Gaud tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les transformations de l'équipement énergétique de l'industrie en vue d'économiser le charbon et à accélérer les possibilités françaises de recherche et traitement des carburants liquides, p. 718 (Document n° 209).

Combustibles solides et dérivés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louvel tendant à abroger l'acte dit « loi du 15 février 1911 » relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz, p. 3012 (Document n° 1833). — Dépôt du rapport par M. Alfred Kielegar, p. 4285 (Document n° 2123). — Adoption après modification du titre: Proposition de loi tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi du 15 février 1911 » relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz, p. 5504.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2338 (Document n° 875).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour le ravitaillement en charbon de certaines catégories de consommateurs résidant dans les communes rurales, p. 35 (Document n° 311). — Dépôt du rapport par M. André Denis, p. 318 (Document n° 519). — Adoption, p. 491.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Steiffel tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de charbon attribué aux foyers domestiques, p. 4525 (Document n° 1263). — Dépôt du rapport par M. Louvel, p. 2535 (Document n° 1226). — Adoption, p. 3531.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi n° 46-1072 du 17 mai 1916 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 4186 (Document n° 2572).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à modifier la loi du 17 mai 1916 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 4598 (Document n° 1266).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Mayer tendant à inviter le Gouvernement à obtenir, dans le cadre des réparations allemandes à effectuer sur des biens de consommation, des prestations en nature de charbon pour la France, p. 436 (Document n° 666).

Comités. — V. Code du travail. — Commerce et industrie.

Comités secrets. — V. Assemblée nationale.

Commerce et industrie. — V. Adjudications et marchés. — Code de commerce. — Conventions internationales (accords commerciaux). — Fonds de commerce. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 60. — Justice commerciale. — Loyers (baux commerciaux). — Spoilation. — Transports et voies de communication (transports aériens).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales, p. 559 (Document n° 780). — Lecture du rapport par M. de Moro-Giaterri et demande de discussion d'urgence, p. 3881, 4011; renvoi du projet à la commission, p. 4020. — Discussion, p. 4055; adoption, p. 4061.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1623 (Document n° 656). — Rapporteur M. Georges Pernot (Document n° 582). — Discussion, p. 1653; adoption, p. 1660.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4187 (Document n° 2262). — Discussion, p. 4118 et adoption, p. 4151 (rectificatif, p. 4432) (Loi n° 47-1635 du 30 août 1917, J. O. du 31 août 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 26 avril 1916 portant dissolution d'organismes professionnels et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, p. 1173 (Document n° 1085). — Lecture du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 1246; discussion, p. 1267; adoption, p. 1270 (rectificatif, p. 1317).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 481 (Document n° 197). — Lecture du rapport par M. Debray, p. 496 (Document n° 201). — Lecture d'un avis de la commission de la production industrielle, par M. Palrault, p. 497 (Document n° 206); discussion, p. 497; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 493 (rectificatif, p. 523).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1316 (Loi n° 47-651 du 9 avril 1917, J. O. du 10 avril 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi n° 47-651 du 9 avril 1917 modifiant la loi du 26 avril 1916 portant dissolution d'organismes professionnels et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, p. 4126 (Document n° 2577). — Rapporteur: M. Marcel Cartier, et adoption, p. 3391.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1737 (Document n° 659). — Rapporteur: M. Debray, discussion, p. 1801, et adoption, p. 1802.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4190 (Loi n° 47-1695 du 3 septembre 1917, J. O. du 4 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à régulariser la situation des entreprises placées sous réquisition, p. 1571 (Document n° 1282). — Demande de discussion d'urgence, p. 1710; rejet, au scrutin, de la demande et retrait de la proposition de loi de l'ordre du jour, p. 1712. — Avis du Conseil économique, p. 2127 (Document n° 1701). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Raymonde Nédélec tendant à régulariser la situation de fait des

entreprises réquisitionnées de Marseille, p. 2163 (Document n° 1821). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à hâter les travaux de la commission interministérielle instituée à propos des entreprises réquisitionnées, p. 1825 (Document n° 1821).

Dépôt du rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 3875 (Document n° 2221). — Discussion, p. 1230; adoption, après modification, du titre: Proposition de loi tendant à régulariser la situation des entreprises placées sous réquisition, p. 4232 (rectificatif, p. 4133).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1703 (Document n° 613). — Rapporteur Mlle Trinquier (Document n° 630). — Avis de la commission de la production industrielle par M. Rochette (Document n° 631). — Avis de la commission des finances par M. Jules Boyer (Document n° 632) et discussion, p. 1759; adoption, p. 1760.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4351 (Loi n° 47-1682 du 3 septembre 1917, J. O. du 4 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à modifier l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1917 relatif au contrôle de la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, p. 1571 (Document n° 1293). — Dépôt du rapport par M. Gilles Gozard, p. 1662 (Document n° 1313). — Adoption, p. 1918.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 718 (Document n° 306). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 774 (Document n° 339). — Discussion et adoption, p. 781 (rectificatif, p. 858).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2257 (Loi n° 47-1213 du 3 juillet 1917, J. O. du 4 juillet 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Raymonde Nédélec tendant à proroger le délai imparti par l'article 1^{er} de la loi du 3 septembre 1917 tendant à régulariser la situation des entreprises placées sous réquisition, p. 5522 (Document n° 2737). — Rapporteur M. Leenhardt, p. 5578 et adoption, après modification du titre: Proposition de loi tendant à la prolongation du délai imparti par la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1917 aux entreprises placées sous réquisition pour régulariser leur situation, p. 5570.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2330 (Document n° 869). — Rapporteur M. Guénin et discussion, p. 2330; adoption, p. 2331.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5618 (Loi n° 47-2385 du 27 décembre 1917, J. O. du 28 décembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi accordant aux combattants volontaires de la Résistance une prolongation du délai imparti pour le dépôt des demandes de prêts au titre de l'ordonnance n° 45-2235 du 5 octobre 1915, p. 4335 (Document n° 2122). — Dépôt du rapport par M. Lambert, p. 5619 (Document n° 2831). — Adoption, p. 6072.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2763 (Document n° 990).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à attribuer par priorité et à crédit, aux sinistrés, ce qui, dans les surplus américains, peut être utile pour la réorganisation de leur commerce ou de leur industrie, p. 697 (Document n° 851). — Dépôt du rapport par M. Trihoulet, p. 2759 (Document n° 1910). — Adoption, p. 3339.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Landry relative aux monopoles artificiels, p. 61 (Document n° 87). — Dépôt du rapport par M. Colardeau, p. 1622 (Document n° 437). — Discussion, p. 2515; adoption à l'unanimité, p. 2519.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montier tendant, dans les circonstances difficiles traversées actuellement par le pays, à supprimer toutes manifestations de luxe inopportunes, p. 2291 (Document n° 819). — Lecture du rapport et discussion, p. 2317; retrait, p. 2319.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant les ministres de l'économie nationale et de la production industrielle à établir un contrôle permanent dans les entreprises dont l'activité est jugée essentielle aux besoins du pays, p. 7 (Document n° 306). — Dépôt du rapport par Mlle Rumeau, p. 605 (Document n° 303). — Dépôt d'un avis présenté par la commission de la production industrielle, p. 1132 (Document n° 1062).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un centre national d'information et d'expansion économiques, p. 465 (Document n° 606). — Dépôt du rapport par M. Pflimlin, p. 1012 (Document n° 1011).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales, p. 7 (Document n° 801).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Rigal tendant à donner publicité aux répartition assurées par les organismes professionnels, p. 816 (Document n° 534). — Dépôt du rapport par M. Julian, p. 1525 (Document n° 1275).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Thorez tendant à doter les entreprises publiques d'un statut, p. 1571 (Document n° 1289). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Schmitter tendant à doter d'un statut les exploitations publiques et les entreprises nationales, p. 1968 (Document n° 1522). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux portant statut des entreprises nationalisées, p. 3119 (Document n° 2011). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 5091 (Document n° 2670).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative à la gestion des administrations industrielles et commerciales de l'Etat, p. 7 (Document n° 237).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Madeleine Braun tendant à la création dans le département de la Seine du service départemental d'entièrement, de transport et de transformation des cadavres d'animaux, des viandes saisies et des déchets organiques de toute nature impropres à la consommation humaine, p. 31 (Document n° 312).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou de denrées sur la voie publique et autres lieux publics ou privés, p. 31 (Document n° 336).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à la réglementation des commerces forains et ambulants, p. 317 (Document n° 537).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à modifier le classement des dépôts de papiers usagés et des dépôts de chiffons, p. 785 (Document n° 839).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à l'expropriation des entreprises abandonnées par leurs propriétaires à la libération et reprises par le personnel lui-même, p. 977 (Document n° 1902).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre relative à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales, p. 1312 (Document n° 1185).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz portant réglementation des conditions d'accès à la profession de charcutier, p. 1763 (Document n° 1177).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Degoutte tendant à organiser un équitable répartition des fruits de la production, entre le travail et le capital, p. 1863 (Document n° 1513).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier (Ardre) tendant à étendre le bénéfice de la loi du 11 octobre 1916 aux commerçants et industriels français qui, avant le 3 septembre 1939, ont expédié des marchandises dans les pays d'Europe centrale et dont les débiteurs ont disparu, p. 3039 (Document n° 2014).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Francis Leenhardt tendant à favoriser la réparation des dommages subis par les industriels, entrepreneurs, artisans, commerçants et membres des professions libérales du fait de leur comportement patriotique, p. 5195 (Document n° 2717). (Rectif., p. 5129.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mins Degroind tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou de denrées sur la voie publique et autres lieux publics ou privés, p. 5722 (Document n° 2855).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Badiou, tendant à compléter la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1917 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition, p. 5831 (document n° 2893).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Julien Brunhes relative au statut de l'entreprise en participation, p. 153 (document n° 95).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 697 (document n° 811).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hugues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre le recouvrement des sommes dues à la caisse autonome du recouvrement des comités d'organisation (C. A. R. C. O.), p. 1697 (document n° 1363).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi réglementant le lock out, p. 1512 (document n° 1198).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Schmidt tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles pour assurer le retour à la liberté de fabrication et de vente du meuble, p. 2559 (document n° 1719).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Jugé tendant à inviter le Gouvernement à défendre l'artisanat français et le petit commerce par le retour à la liberté de vente pour certains produits, une plus juste répartition des produits qui leur sont indispensables, et la suppression des droits perçus par les artisans répartition lors que l'artisan n'aura pas eu d'attributions ou lorsque ses bons n'auront pas été honorés, p. 2532 (document n° 1513).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à transférer d'urgence au personnel des entreprises nationalisées la propriété et la gestion de ces entreprises et à fixer les modalités du transfert, p. 2561 (document n° 2091).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mallirant tendant à inviter le Gouvernement à étendre à tous les militaires ayant appartenu aux Forces françaises libres le bénéfice des dispositions de l'article 1er de l'ordonnance du 2 novembre 1915, relative aux prêts d'installation, p. 5095 (document n° 2637).

Comores (Archipel des). — V. France d'outre-mer.

Communauté religieuse. — V. Code pénal.

Communes. — V. Administration communale. — Assistance. — Bois et forêts. — Commerce et industrie. — Elections municipales. — Enregistrement. — Impôts (taxes départementales et communales). — Loyers (locaux d'habitation). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 36.

Communications du Gouvernement.

Assemblée nationale. — Lecture par M. Jacques Ducloux, vice-président de l'Assemblée nationale, d'un message de M. Vincent Auriol, Président de la République, p. 25. — Lecture par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée, d'une communication de M. le Président de la République faisant connaître la désignation de M. Paul Ramadier comme président du conseil, p. 28. — Communication de M. Paul Ramadier faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du

cabinet qu'il se propose de constituer, p. 28. — Lecture par M. Jacques Ducloux, vice-président de l'Assemblée, d'une communication de M. le ministre de la France d'outre-mer concernant les événements de Madagascar, p. 1232. — Communication de M. Paul Ramadier, président du conseil, sur la politique du Gouvernement, p. 1126. — Communication du ministre des finances concernant cinq décrets d'économies, p. 1599. — Déclaration de M. Paul Ramadier, président du conseil, concernant la situation économique et les mouvements de grève, p. 1712. — Communication de M. Paul Ramadier, président du conseil, concernant les incidents qui se sont produits sur différents points du réseau ferré, p. 1989 = la grève des chemins de fer, p. 2011 = la reprise du trafic dans les chemins de fer, p. 2032. — Communication de M. Georges Hildault, ministre des affaires étrangères, concernant la réunion à Paris des trois puissances européennes principales, p. 2325. — Lecture par M. le président de l'Assemblée nationale de messages du Président de la République demandant une nouvelle délibération sur diverses lois, p. 4870, 4923 = M. Ramadier, président du conseil, d'une communication du Gouvernement sur sa politique, p. 4911 = M. Jules Ramarony, vice-président de l'Assemblée nationale, d'une communication de M. le Président de la République faisant connaître la démission de M. Paul Ramadier, président du conseil des ministres, p. 5093 = M. le président de l'Assemblée des communications de M. le Président de la République faisant connaître la désignation de M. Léon Blum comme président du conseil, p. 5101; de M. Léon Blum demandant la convocation de l'Assemblée pour la lecture de sa déclaration, p. 5101; de M. le Président de la République et de M. Robert Schuman, président du conseil désigné, concernant la constitution du Gouvernement, p. 5123. — Communication de M. Robert Schuman, président du conseil, sur la situation actuelle dans le domaine des conflits sociaux et des actes de sabotage, p. 5161. — Lecture par M. le président de l'Assemblée nationale d'une communication de M. Pierre-Henri Teitgen, ministre des forces armées, sur les rappels provisoires du 2^e contingent de la classe 1916 et du 1^{er} contingent de la classe 1917, p. 5501. — Communication de M. Daniel Mayer, ministre du travail, sur la situation sociale, p. 5537. — Lecture par M. le président de l'Assemblée d'une communication de M. le Président de la République sur la fixation de la date de la première réunion de l'Assemblée de l'Union française, p. 5555 = M. René Mayer, ministre des finances, et des affaires économiques, d'une communication sur la politique économique et financière du Gouvernement, p. 5923 = M. le président de l'Assemblée d'une lettre de M. le président du conseil demandant la convocation du Parlement après la clôture de la session de 1917, p. 6637.

Conseil de la République. — Lecture par M. Marrane, vice-président du Conseil de la République, d'un message de M. Vincent Auriol, Président de la République, p. 8. — Communication de la déclaration faite à l'Assemblée nationale par M. le président du conseil lors de son investiture, p. 28. — Lecture par Mme Gilberte Brossollette, vice-présidente du Conseil de la République, d'une communication de M. le ministre de la France d'outre-mer concernant les événements de Madagascar, p. 512 = M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, d'une communication du ministre des finances concernant cinq décrets d'économies, p. 574 = M. Jules Moch, ministre des travaux publics et des transports, d'une communication du Gouvernement concernant l'explosion d'un bateau à Brest, p. 1191 = M. le président du Conseil de la République d'une communication de M. le Président de la République faisant connaître la démission de M. Paul Ramadier, président du conseil des ministres, p. 2135, et du ministre des finances demandant la convocation du Conseil de la République, p. 2139 = M. Marc Gerber, vice-président du Conseil de la République, d'une communication de M. le président du conseil demandant la convocation du Conseil de la République, p. 2156. — Communication de M. Pierre Abelin, secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, sur le retard apporté

à la présentation du projet de loi sur la liberté du travail et la défense de la République, p. 2169. — Lecture par M. le président du Conseil de la République d'une lettre du ministre des forces armées concernant l'appel de contingents des classes 1916 et 1917, p. 2281 = de M. le Président de la République fixant la date de la réunion de l'Assemblée de l'Union française, p. 2317.

Communications du président de l'Assemblée nationale.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée constituante italienne concernant une série de considérations au sujet des traités de paix, p. 725 = relative à l'accident d'automobile dont a été victime M. Bonxom, p. 2990 = de M. le président de la chambre des députés de la République argentine en l'honneur du 11 juillet, p. 3511 = du message de la chambre des députés du Pérou à l'occasion de l'anniversaire de la libération de Paris, p. 4900 = d'un message de l'Assemblée constituante du Laos à l'occasion de l'organisation du royaume du Laos, p. 4800 = d'un télégramme de Mme Anna Schell, député de la Moselle, concernant l'usine d'Hayange, p. 5218.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée nationale faisant connaître la clôture de la session de l'Assemblée nationale pour 1917 et la convocation du Parlement en session extraordinaire, p. 2331.

Communications du président du Conseil de la République.

Conseil de la République. — Communication des télégrammes envoyés à l'occasion du décès de M. Champetier de Ribes, président du Conseil de la République, par M. le président du sénat de Belgique, p. 165; M. l'ambassadeur d'Italie, p. 171; M. l'ambassadeur de Tchécoslovaquie, p. 209; M. le chargé d'affaires de Pologne, p. 260.

Comptabilité. — V. Impôts (solidarité nationale).

Comptabilité publique.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delfortrie tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures destinées à limiter l'obligation des règlements bancaires en matière de paiement aux traitements et salaires supérieurs à 25.000 francs par mois, p. 1926 (document n° 696) (rectificatif, p. 1562).

Comptables. — V. Experts comptables et comptables.

Comptables publics.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant les pénalités infligées aux comptables publics par le Juge des comptes, p. 2331 (document n° 1912).

Concessions centénaires et perpétuelles. — V. Cimetières.

Concorses. — V. Code du travail (congés, régime du travail).

Conciliation et arbitrage. — V. Code de procédure civile. — Code du travail.

Concours général agricole. — V. Agriculture.

Concordat. — V. Code de commerce.

Concours hippique. — V. Pari mutuel.

Condammations.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre-Grouès tendant, sous certaines conditions, à faire considérer comme des condamnations prononcées et des exécutions ordonnées par les tribunaux militaires ou par les cours maritimes des armées en opérations de guerre, les condamnations prononcées et les exécutions ordonnées par les officiers des Forces françaises de l'Intérieur, p. 31 (Document n° 323).

Condammés. — V. Code du travail (divers). — Condammations.

Conducteurs de véhicules. — V. Code de la route.

Conférence internationale du travail. — V. Conventions internationales (travail).

Conférence de Moscou. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 7.

Conseils. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 65.

Conflits du travail. — V. Armée coloniale. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 50 (Conseil de la République) n° 2.

Congés payés. — V. Algérie. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 48. — Transports et votes de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Congrès de l'union postale universelle. — V. Légion d'honneur.

Conseil ECONOMIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1916 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, p. 4889 (Document n° 1535). — Dépôt du rapport par M. Jules Julien, p. 2711 (Document n° 1962). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jean-Raymond Guyon, p. 3268 (Document n° 2055). — Discussion, p. 3198, 3217; adoption, p. 3217 (rectificatif, p. 3268).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1033 (Document n° 450). — Dépôt du rapport par M. Duclercq, p. 1411 (Document n° 516). — Discussion, p. 1591; adoption, p. 1595.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4091 (Document n° 2310). — Dépôt du rapport par M. Jules Julien, p. 4187 (Document n° 2380). — Discussion, p. 4239; adoption, p. 4210 (Loi n° 47-1550 du 20 août 1947, J. O. du 21 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Juglas tendant à modifier la loi n° 46-2381 du 27 octobre 1916 relative à la composition et au fonctionnement du conseil économique en vue de porter de quinze à seize le nombre des représentants des territoires d'outre-mer, p. 4326 (Document n° 2115).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Chamberlon tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 47-330 du 21 février 1947, afin d'assurer une juste représentation des petites entreprises et des artisans au Conseil économique, p. 007 (Document n° 956).

Assemblée nationale. — Demande de désignation d'un membre pour représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission chargée de statuer sur l'éligibilité des membres du Conseil économique, p. 4067. — Désignation de candidature, p. 5118. — Nomination, p. 5132.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre pour représenter le Conseil de la République au sein de la commission chargée de statuer sur l'éligibilité des membres du Conseil économique, p. 2097. — Désignation de candidature, p. 2103. — Nomination, p. 2120.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du conseil économique faisant connaître la composition du conseil économique pour l'année 1947, p. 1332 (rectificatif, p. 1167).

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président du conseil économique faisant connaître la composition du conseil économique pour l'année 1947, p. 512.

Conseil supérieur de l'ENTRAIDE SOCIALE
Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prévoyant la création d'un conseil supérieur de l'entraide sociale, p. 7 (Document n° 292).

Conseils GENERAUX. — V. Administration départementale. — Elections. — France d'outre-mer.

Conseil supérieur de la MAGISTRATURE
Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'élection et au statut des représentants des magistrats au conseil supé-

rieur de la magistrature, p. 7 (Document n° 279). — Dépôt du rapport par M. de Moro-Gianni, p. 58 (Document n° 400). — Discussion, p. 89. — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 95.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 28 (Document n° 7). — Dépôt et lecture du rapport par M. Chaumel, p. 29 (Document n° 8). — Discussion, p. 32. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 39.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 411 (Loi n° 47-235 du 1^{er} février 1947, J. O. du 2 février 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grimaud relative au statut des membres du conseil supérieur de la magistrature n'ayant pas qualité de magistrats de carrière, p. 101 (Document n° 401). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à fixer les modes d'élection et les conditions d'exercice du mandat des membres titulaires et suppléants du conseil supérieur de la magistrature, élus conformément à l'alinéa 4 de l'article 83 de la Constitution de la République et fixant des conditions communes à l'ensemble des membres du conseil supérieur de la magistrature, p. 375 (Document n° 614). — Dépôt du rapport par M. Grimaud, p. 463 (Document n° 736). — Discussion, p. 600; adoption de la proposition de loi après modification du titre; Proposition de loi relative au statut des membres du Conseil supérieur de la magistrature élus par l'Assemblée nationale et de ceux désignés par le Président de la République, ainsi qu'aux dispositions communes à l'ensemble des membres de ce conseil, p. 563.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 153 (Document n° 91). — Dépôt du rapport par M. Chaumel, p. 155 (Document n° 102). — Discussion, p. 171; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 174.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 783 (Loi n° 47-421 du 11 mars 1947, J. O. du 12 mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cayeux en vue de déterminer la procédure d'élection par l'Assemblée nationale des personnalités appelées à faire partie du conseil supérieur de la magistrature, en application de l'alinéa 4 de l'article 83 de la Constitution de la République, p. 409 (Document n° 653). — Adoption, p. 657.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Jean Cayeux en vue de présenter les candidatures pour les six sièges de membres titulaires et les six sièges de membres suppléants du conseil supérieur de la magistrature, à la nomination de l'Assemblée nationale. (Application de l'alinéa 4 de l'article 83 de la Constitution, des articles 1^{er} et 2 de la résolution du 27 décembre 1916, de la résolution du 4 mars 1917 et de l'article 16 du règlement.), p. 856 (Document n° 917). — Désignation de candidatures, p. 810. — Proclamation des membres, p. 865.

Assemblée nationale. — Demande de désignation par suite de vacance, d'une candidature pour le siège de membre suppléant du conseil de la magistrature, p. 2317. — Désignation de candidature, p. 5008 (rectificatif, p. 6015). — Nomination, p. 5060.

Conseils MUNICIPAUX. — V. Elections. — Fonctionnaires de l'enseignement.

Conseil supérieur de la MUTUALITE

Assemblée nationale. — Désignation de candidatures au conseil supérieur de la mutualité, p. 60. — Nomination de membres, p. 149.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au conseil supérieur de la mutualité, p. 25. — Désignation de candidatures, p. 77. — Nomination, p. 85.

Conseil de PREFECTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bordoux relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture, p. 67 (Document n° 397).

Conseil supérieur de la PROTECTION CIVILE.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au conseil supérieur de la protection civile, p. 532, 2578. — Désignation de candidatures, p. 569. — Nomination de membres, p. 575.

Conseils de PRUD'HOMMES. — V. Code du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création de conseils supérieurs de prud'hommes, p. 6 (document n° 249). — Discussion sur le maintien de la compétence de la commission du travail, p. 240 et maintien, p. 241. — Dépôt du rapport par M. Alfred Costes, p. 2532 (document n° 1637). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Krigeol Valrimont, p. 4870 (document n° 2559).

Conseil supérieur de la RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création du conseil supérieur de la recherche scientifique et technique, p. 1097 (document n° 1652).

Conseil de la REPUBLIQUE. — V. Conseillers de la République. — Constitution.

BUDGET

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Hyvrard sur la proposition de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour trois mois de l'exercice 1947, p. 260 (document n° 131). — Adoption, p. 332.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Hyvrard sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1947, p. 978 (document n° 430). — Adoption, p. 1093.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Hyvrard sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1948, p. 2578 (document n° 910).

BUREAU

Conseil de la République. — Constitution du bureau d'âge: M. Gasser, président; MM. André Victor, Lucien Grangeon, Mito Yvonne Dumont, M. Edouard Soldani, Mme Isabelle Claeys, M. Toussaint Merle, p. 1. — Scrutins pour la nomination du bureau définitif. — Proclamation de M. Champetier de Ribes, président; M. Marrano, Mino Gilberto Brosioletto, M. Monnerville, comme vice-présidents; Mme Isabelle Claeys, M. Mostafel El Hadj, Mino Cardot, M. Bendjelloul, Mme Claire Saunier, M. Robert Gravier comme secrétaires; MM. Lefranc, Vanuillen, Paul Simon comme questeurs, p. 3. — Démission de M. Georges Marrano, vice-président, p. 25. — Désignation de candidatures, p. 28. — Proclamation de M. Henri Martel, p. 28. — Décès de M. Champetier de Ribes, président du Conseil de la République, p. 160. — Fixation de la date de l'élection du président du Conseil de la République, p. 221. — Scrutin pour la nomination du président du Conseil de la République, p. 255; résultat et ouverture d'un deuxième tour, p. 253. — Proclamation de M. Monnerville comme président, p. 263. — Démission de M. Robert Gravier, secrétaire et nomination de deux vice-présidents et trois secrétaires, p. 555. — Proclamation de MM. Marc Gerber et Robert Scrol, comme vice-présidents; MM. Staut, Léro et Julien Brunhes comme secrétaires, p. 556.

Conseil de la République. — Election du bureau définitif; organisation de la procédure; mode d'élection et motion tendant à porter à quatre le nombre des vice-présidents et à huit celui des secrétaires, p. 2; fixation de la date de ces nominations, p. 512. — Nomination, p. 576.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée nationale la constitution définitive du bureau du Conseil de la République, p. 6.

Assemblée nationale. — Communication de M. le président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée nationale la composition du bureau du Conseil de la République à la suite de nouvelles modifications, p. 1550.

COMMISSIONS

Conseil de la République. — Augmentation du nombre des membres des commissions générales; fixation de la date de la nomination des membres, p. 512.

Conseil de la République. — Nomination des membres des commissions générales, p. 13 — Nomination des membres de la commission de comptabilité, p. 43.

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — Démission de membres, p. 2150. — Désignation de candidatures, p. 558, 2172. — Nomination de membres, p. 563, 2218.

Commission des affaires étrangères. — Démission de membres, p. 61. — Désignation de candidatures, p. 77, 569. — Nomination de membres, p. 85, 563, 571.

Commission de l'agriculture. — Démission de membres, p. 2151. — Désignation de candidatures, p. 2153. — Nomination de membres, p. 563, 2218.

Commission de comptabilité. — Démission de membres, p. 81, 673. — Désignation de candidatures, p. 400, 441, 711. — Nomination de membres, p. 141, 719.

Commission de la défense nationale. — Démission de membres, p. 61. — Désignation de candidatures, p. 77. — Nomination de membres, p. 563.

Commission de l'éducation nationale. — Démission de membres, p. 61, 200, 512, 1816, 2631. — Désignation de candidatures, p. 77, 221, 513, 558, 569, 1836, 2705. — Nomination de membres, p. 85, 253, 563, 571, 1898.

Commission de la famille. — Démission de membres, p. 670, 1038, 2107. — Désignation de candidatures, p. 687, 1059, 2115. — Nomination de membres, p. 563, 719, 1111, 2120.

Commission des finances. — Démission de membres, p. 61, 260, 670, 2107, 2152, 2631. — Désignation de candidatures, p. 77, 276, 687, 2115, 2153, 2704. — Nomination de membres, p. 85, 280, 563, 719, 2218.

Commission de la France d'outre-mer. — Démission de membres, p. 52, 230, 301, 562, 661, 1038, 2102. — Désignation de candidatures, p. 53, 293, 377, 563, 663, 1058, 2102. — Nomination de membres, p. 65, 389, 512, 563, 571, 673, 1114, 2120.

Commission de l'intérieur. — Démission de membres, p. 110, 512, 562. — Désignation de candidatures, p. 153, 221, 558, 569. — Nomination de membres, p. 105, 253, 563, 571.

Commission de la justice. — Démission de membres, p. 110, 781, 2136. — Désignation de candidatures, p. 153, 221, 802, 2137, 2179. — Nomination de membres, p. 163, 253, 563, 806, 2110, 2515.

Commission de la marine et des pêches. — Démission de membres, p. 52, 1038, 2102. — Désignation de candidatures, p. 53, 1059, 2102. — Nomination de membres, p. 65, 563, 1111.

Commission des moyens de communication et des transports. — Démission de membres, p. 81, 2152. — Désignation de candidatures, p. 100, 2179. — Nomination de membres, p. 141, 563, 2515.

Commission des pensions civiles et militaires et victimes de la guerre. — Démission de membres, p. 160, 562, 639, 1318. — Désignation de candidatures, p. 162, 569, 619, 1320. — Nomination de membres, p. 203, 563, 571, 660, 1422.

Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — Démission de membres, p. 512, 562, 781, 1038, 1318. — Désignation de candidatures, p. 513, 569, 802, 1059, 1320. — Nomination de membres, p. 563, 571, 807, 1111, 1122.

Commission de la production industrielle. — Démission de membres, p. 61, 81, 670, 1318. — Désignation de candidatures, p. 77, 160, 687, 1320. — Nomination de membres, p. 85, 111, 563, 719, 1422.

Commission du ravitaillement. — Démission de membres, p. 512, 551, 670, 2110, 2168. — Désignation de candidatures, p. 221, 513, 687, 802, 2147. — Nomination de membres, p. 253, 563, 719, 807, 2218.

Commission de la reconstruction. — Démission de membres, p. 2631. — Désignation de candidatures, p. 2105. — Nomination de membres, p. 563.

Commission du suffrage universel. — Démission de membres, p. 562, 1038, 1318, 2110. — Désignation de candidatures, p. 569, 912, 1059, 1320, 2147. — Nomination de membres, p. 563, 571, 1111, 1422, 2248.

Commission du travail. — Démission de membres, p. 512, 639, 926, 1318, 2102. — Désignation de candidatures, p. 543, 616, 913, 1320, 2102. — Nomination de membres, p. 563, 660, 916, 1122, 2120.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Conseil de la République. — Dépôt et lecture d'un rapport de M. Salomon Grumbach tendant à fixer la procédure de nomination par le Conseil de la République de trois membres du comité constitutionnel, conformément à l'article 91 de la Constitution, p. 21 (Document n° 6). — Adoption, p. 25.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Couteaux en vue de présenter les candidatures, pour les trois sièges du comité constitutionnel à la nomination du Conseil de la République (application de l'article 91 de la Constitution, des articles 1^{er} et 2 de la résolution du 29 janvier 1917 et de l'article 10 du règlement, p. 280 (Document n° 152)). — Désignation de candidatures, p. 293. — Nomination des membres, p. 317.

COMPOSITION ET ELECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Hurdoux relative à l'élection des membres du Conseil de la République, p. 665 (Document n° 806).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos sur la composition et l'élection du Conseil de la République, p. 3012 (Document n° 2006).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vieljeux tendant à prévoir le renouvellement immédiat du premier Conseil de la République, p. 2167 (Document n° 791).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6081 (Document n° 2651).

Assemblée nationale. — Proclamation au scrutin, de deux membres représentant les Français résidant en Tunisie, p. 5.

Voir également à la rubrique *Conseillers de la République (vérification de pouvoirs)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Boisdon en vue de présenter à l'Assemblée nationale les candidatures pour les trois sièges du Conseil de la République destinés à assurer la représentation des Français résidant dans les pays étrangers autres que les pays du protectorat (application de l'article 20 de la loi du 27 octobre 1916 sur la composition et l'élection du Conseil de la République, et des articles 2 et 3 de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale le 13 décembre 1916), p. 68 (Document n° 371).

— Désignation de candidatures, p. 63. — Oppositions aux candidatures, p. 102, 171. — Ouverture et clôture des scrutins, p. 119, 156. — Conclusions du bureau tendant à l'annulation des scrutins, p. 162. — Renvoi au scrutin, du scrutin public à la tribune, p. 167. — Scrutin sur les conclusions du bureau de l'Assemblée, p. 1683. — Rejet, au scrutin, des conclusions du bureau de l'Assemblée et nomination de trois conseillers, p. 193.

Voir également à la rubrique *Conseillers de la République (vérification de pouvoirs)*.

Assemblée nationale. — Désignation, par suite de vacances, de candidatures au Conseil de la République pour des sièges répartis à la représentation proportionnelle entre les groupes de l'Assemblée nationale, p. 1210, 1196, 1328, 5007, 6687. — Proclamation des membres, p. 1236, 1507, 1392, 5021.

CONVOICATIONS

Convocations du Conseil de la République, p. 2139, 2156, 2831.

RÈGLEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Grumbach tendant à fixer le chapitre VI du règlement du Conseil de la République (commissions) (art. 14 à 19), p. 4 (document n° 2). — Discussion, p. 5; adoption, p. 7.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Grumbach tendant à fixer les articles 1^{er} à 13, 20 à 38 et 96 à 98 du règlement du Conseil de la République, p. 5 (document n° 3). — Discussion, p. 16. — Adoption, p. 21 (Rectificatif, p. 766).

Conseil de la République. — Adoption d'une motion concernant le règlement du Conseil de la République (procédure et tenue des séances), p. 28.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Salomon Grumbach tendant à fixer les articles 40 à 61 et 80 à 82 du règlement du Conseil de la République, p. 200 (Document n° 113). — Dépôt d'un rapport de M. Salomon Grumbach tendant à fixer les articles 39, 62, 63 et 65 à 79 du règlement du Conseil de la République, p. 232 (Document n° 129). — Discussion des conclusions des rapports, p. 286; adoption de la proposition de résolution après modification du titre: « Résolution tendant à fixer les articles 39 à 63 et 65 à 82 du règlement du Conseil de la République », p. 292.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Salomon Grumbach fait au nom de la commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions tendant à modifier les articles 3, 11, 45 et 69, ainsi qu'à fixer les articles 61 et 83 à 112 du règlement du Conseil de la République, p. 650 (Document n° 261). — Discussion, p. 697; adoption, p. 707 (Rectificatif, p. 729).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alexis Roubert tendant à modifier l'article 47 du règlement du Conseil de la République, p. 1038 (Document n° 453). — Dépôt du rapport par M. Salomon Grumbach, p. 1210 (Document n° 371). — Discussion, p. 1270; adoption, p. 1271.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Walker et Roubert tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République, p. 2169 (Document n° 825). — Rapporteur M. Trémolin et discussion, p. 2170.

SESSION

Ouverture de la session de 1947 du Conseil de la République, p. 4. — Interruption de la session de 1947, p. 2017. — Reprise de la session de 1947, p. 2031. — Clôture de la session de 1947, p. 2831.

Conseil supérieur de la SECURITE SOCIALE

Assemblée nationale. — Désignation de candidatures au conseil supérieur de la sécurité sociale, p. 63. — Nomination de membres, p. 113.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur de la sécurité sociale, p. 2119. — Désignation de candidatures, p. 2179. — Nomination de membres, p. 2515.

Conseil national des SERVICES PUBLICS DEPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au conseil national des services publics départementaux et communaux, p. 25. — Désignation de candidatures, p. 77. — Nomination de membres, p. 85.

Conseil supérieur des TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant au rétablissement et à la réglementation du conseil supérieur des transports, p. 2151 (Document n° 1716). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean

Paul David tendant à la création d'un conseil national des transports français, p. 4097 (Document n° 1028). — Dépôt du rapport par M. Beauquier, p. 4187 (Document n° 2371). — Discussion, p. 4210; adoption, p. 4211 (rectificatif, p. 4133).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1701 (Document n° 617). — Dépôt du rapport par M. Julien Brunhes, p. 1751 (Document n° 621). — Discussion, p. 1753. — Suite de la discussion, p. 1761; adoption, p. 1762.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4383 (Lot n° 47-4684 du 3 septembre 1947, J. O. du 4 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Demande de désignation de trois membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein du conseil supérieur des transports, p. 4929. — Désignation de candidatures, p. 5008. — Nomination de membres, p. 5000.

Conseil de la République. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur des transports, p. 2032. — Désignation de candidatures, p. 2100. — Nomination de membres, p. 2102.

Conseillers de la République. — V. **Conseil de la République (composition et élection).** — Traitements, soldes et indemnités.

ARRESTATIONS

Communication du ministre de la France d'outre-mer faisant connaître l'arrestation des conseillers de la République Bahérvélo et Bézara Justin, p. 512.

AUTORISATION DE POURSUITES

Conseil de la République. — Demande en autorisation de poursuites contre deux membres du Conseil de la République, p. 513 (Document n° 212). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 691 (Document n° 290). — Dépôt du rapport de M. Georges Pernot, p. 1290 (Document n° 453). — Discussion des conclusions du rapport, p. 1576. — Adoption, au scrutin, de la demande de suspension de l'immunité parlementaire, en ce qui concerne M. Bézara Justin, p. 1590; adoption des conclusions du rapport tendant à la suspension de l'immunité parlementaire de MM. Bahérvélo, Itamamonji et Ranavo Jules, p. 1591.

Conseil de la République. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 2119 (Document n° 892). — Démission d'un membre de la commission chargée d'examiner la demande, p. 2123.

Conseil de la République. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 2119 (Document n° 892). — Dépôt du rapport de M. Rivin-Champeaux, p. 2511 (Document n° 1068).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Willard tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles afin que les conseillers de la République faisant l'objet d'une demande de levée de l'immunité parlementaire puissent venir s'expliquer devant leurs collègues, p. 512 (Document n° 213). — Demande de discussion immédiate, p. 752, 755; rejet au scrutin, p. 756.

Conseil de la République. — Dépôt d'une motion de M. Ousmane Socé invitant le Conseil de la République à ne pas se prononcer sur la demande de levée d'immunité parlementaire des élus malgaches avant d'avoir entendu les intéressés, p. 639 (Document n° 251).

DÉCÈS

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la République du décès de M. Champeller de Ribes, président du Conseil de la République et conseiller, p. 160; des conseillers suivants: Oborkirch, p. 1, M. Jean-Richard Bloch, p. 251; M. Schiever, p. 2031; M. Coutoux, p. 2213.

DÉMISSIONS

Demande de démissions des conseillers suivants: M. Benkheli, p. 2032; M. Saadane, p. 2101; M. Mahdad, p. 2356; M. Max André, p. 2379; M. Mostefaï, p. 2389; Mme Le-faucheux, p. 2442; M. Eugène Meyer, p. 2515; M. Knecht, p. 2701.

LOGEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Gorlier tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour loger convenablement et d'urgence les parlementaires de la France d'outre-mer ainsi que les membres de l'Assemblée de l'Union française venus des territoires d'outre-mer, p. 2741 (Document n° 978).

REMPLACEMENT DES CONSEILLERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés, p. 7 (Document n° 293). — Dépôt du rapport par M. Reille-Soult, p. 268 (Document n° 496). — Discussion, p. 276; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 276.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 55 (Document n° 28). — Lecture du rapport par M. Nicod, p. 96. — Discussion, p. 97; renvoi à la commission, p. 100. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Nicod, p. 173 (Document n° 108). — Suite de la discussion, p. 233; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 211 (rectificatif, p. 251).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République, p. 857 (Document n° 228). — Dépôt du rapport par M. Reille-Soult, p. 1290 (Document n° 4071). — Adoption, p. 1252 (Lot n° 47-615 du 5 avril 1947, J. O. du 6 avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à compléter l'article 3 de la loi du 5 avril 1947 relative au remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés, p. 3503 (Document n° 2126). — Dépôt du rapport par M. Reille-Soult, p. 3874 (Document n° 2218). — Adoption, p. 4100.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4618 (Document n° 577). — Rapporteur M. Salomon Grumbach et adoption, p. 4637.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4326 (Document n° 2196). — Adoption, p. 4324 (Lot n° 47-1626 du 29 août 1947, J. O. du 30 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au remplacement des conseillers de la République élus dans les départements et territoires d'outre-mer, décédés, démissionnaires ou invalidés, p. 3218 (Document n° 2069).

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

Conseillers élus par l'Assemblée nationale en application de l'article 20 de la loi du 27 octobre 1946 (7^e alinéa); articles 2 et 3 de la loi du 5 avril 1947.

Rapport de M. Charles Cros, p. 544. — Admission de M. Etienne Gilson, p. 556.

Rapport de M. Jean Jullien, p. 607. — Admission de Mlle Juliette Dubois, p. 614.

Rapport de M. Gustave, p. 1910. — Admission de M. Ehm, p. 1913.

Loire (Haute-)

Discussion des conclusions du rapport de M. Trémintin sur les opérations électorales du département de la Haute-Loire, p. 707.

Admission de M. Chambriard, p. 710.

Yonne.

Rapport de M. Landry, p. 2153. — Admission de M. Platt, p. 2156.

Algérie.

Constantino (2^e collège). — Rapport de M. Cherrier, p. 45. — Admission de MM. El Hadi Mostofai, Abdessalam Benkhelli et Mohamed Houdjelloul, p. 48.

Départements et territoires d'outre-mer.

Cameroun (1^{er} collège). — Rapport de Mme Gardot, p. 191. — Admission de M. Jean Grassard, p. 202.

Cameroun (2^e collège). — Rapport de Mme Gardot, p. 195. — Admission de MM. Charles Okala et N'Joya, p. 203.

Comores (collège unique). — Rapport de M. Bouloux, p. 513. — Admission de M. Jacques Grimaldi, p. 551.

Côte d'Ivoire (1^{er} collège). — Rapport de M. Cherrier (René), p. 9. — Admission de MM. Kucart et Gaston Lagarosse, p. 15.

Côte d'Ivoire (2^e collège). — Rapport de M. Armeugaud, p. 569. — Admission de MM. Philippe Franceschi et Etienne Djourment, p. 571. — Rapport supplémentaire de M. Armeugaud, p. 1733. — Admission de M. Guissou, p. 1803.

Côte des Somalis (collège unique). — Rapport de M. David, p. 9. — Admission de M. Ali Djamah, p. 15.

Dahomey (1^{er} collège). — Rapport de M. le docteur François Leuret, p. 26. — Rapport supplémentaire de M. Bordenueve, p. 511. — Admission de M. Emile Poisson, p. 551.

Dahomey (2^e collège). — Rapport de M. Jacques de Menditte, p. 25. — Admission de M. Louis-Ignacio-Pinto, p. 28.

Gabon (1^{er} collège). — Rapport de M. Socé (Ousmane), p. 100. — Admission de M. Lito Durand-Beville, p. 103.

Gabon (2^e collège). — Rapport de M. Socé (Ousmane), p. 101. — Admission de M. Anghiley Malhurin, p. 103.

Guadeloupe. — Rapport de M. Pierre Trémintin, p. 9. — Admission de Mme Eugénie Eloué et M. Raphaël Renaison, p. 15.

Guinée française (1^{er} collège). — Rapport de M. Trémintin, p. 9. — Admission de M. Jean-Baptiste Ferracci, p. 15.

Guinée française (2^e collège). — Rapport de M. Trémintin, p. 10. — Admission de M. Mamadou Touré-Podé, p. 15.

Guyane. — Rapport de M. Trémintin, p. 10. — Admission de M. Gaston Monnerville, p. 15.

Inde (Établissements français). — Rapport de M. Trémintin, p. 276. — Admission de M. Paquirissamyppoullé, p. 280. — Rapport supplémentaire de M. Trémintin, p. 602. — Discussion des conclusions du rapport, p. 917; adoption des conclusions tendant à la nomination d'une commission d'enquête, p. 919.

Madagascar. — Rapport de M. Jayr, p. 2017. — Admission de MM. Daniel Serruro et André Romala, p. 2033.

Martinique. — Rapport de M. Buffet, p. 10. — Admission de MM. Théus Léro et Victor Sahlé, p. 15.

Mauritanie (collège unique). — Rapport de M. Max André, p. 77. — Admission de M. le gouverneur général Brunot, p. 85.

Moyen Congo (1^{er} collège). — Rapport de M. Wenhrung, p. 77. — Admission de M. Maurice Gérard, p. 85.

Moyen Congo (2^e collège). — Rapport de M. Guirrec, p. 77. — Admission de M. Raphaël Elifler, p. 85.

Niger (1^{er} collège). — Rapport de M. Guirrec, p. 48. — Admission de M. Haoui Streiff, p. 52.

Niger (2^e collège). — Rapport de M. Larrière, p. 49. — Admission de M. Mohammedou Djibrilla Matga, p. 52.

Nouvelle-Calédonie (collège unique). — Rapport de M. Henri Luffel, p. 221. — Admission de M. Henri Laffeur, p. 221.

Océanie (collège unique). — Rapport de M. Fournier, p. 26. — Admission de M. Joseph Quesnot, p. 29.

Oubangui-Charl (1^{er} collège). — Rapport de M. Fournier, p. 48. — Admission de M. Arthur Guirrec, p. 52.

Oubangui-Charl (2^e collège). — Rapport de M. Glaucque, p. 49, 251. — Demande d'enquête, p. 254. — Renvoi de la discussion des conclusions du rapport, p. 285. — Discussion, p. 391. — Admission de M. Vialle, p. 394.

Réunion. — Rapport de M. Guirrec, p. 40. — Admission de MM. Adrien Baret et Fernand Collardeau, p. 45.

Saint-Pierre et Miquelon (collège unique). — Rapport de M. Lo Sasser-Folsauné, p. 78. — Admission de M. Henri Clairaux, p. 85.

Sénégal (collège unique). — Rapport de M. Chochoy, p. 40. — Admission de MM. Ousmane Socé, Charles Cros et Alloué Diop, p. 15.

Soudan français (1^{er} collège). — Rapport de M. Lo Sasser-Folsauné, p. 28. — Admission de M. Félix Cozzano, p. 28.

Soudan français (2^e collège). — Rapport de M. Tognard (René), p. 78. — Admission de MM. Marius Moulé, Amadou Doucouré et M'Nodje, p. 85.

Tchad (1^{er} collège). — Rapport de M. Chochoy, p. 78. — Admission de M. Julien Gaullier, p. 85.

Tchad (2^e collège). — Rapport de M. Laurent, p. 78. — Admission de M. Mohamed Béchir Sow, p. 85.

Togo (1^{er} collège). — Rapport de M. de Montgascou, p. 11. — Admission de M. Louis Siout, p. 16.

Togo (2^e collège). — Rapport de M. de Montgascou, p. 11. — Admission de M. Lucius Gustave, p. 16.

Pays étrangers.

Représentation des français résidant à l'étranger. — Rapport de M. Paget, p. 246. — Discussion des conclusions du rapport, p. 281. — Admission de M. Viple, Baron et Longchambon, p. 285.

Pays de protectorat.

Maroc (sièges attribués en vertu du 3^e alinéa de l'article 20 de la loi 46-2383 du 27 octobre 1946). — Rapport de M. Pocher, p. 49. — Admission de MM. Jean Léonetti, Marcel Galuing et Jean Julien, p. 15.

Tunisie (sièges attribués en vertu du 3^e alinéa de l'article 20 de la loi 46-2383 du 27 octobre 1946). — Rapport de M. Pocher, p. 40. — Admission de MM. Louis Brunet et Antoine Colonna, p. 15.

Conserves alimentaires. — V. Emballages.

Constitution. — V. Algérie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bartheux sur la liberté individuelle, p. 8 (Document n° 273).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Arthaud tendant à faire remettre à chaque écolier, à la fin de sa scolarité obligatoire, un exemplaire officiel du texte de la Constitution de la République française, p. 285 (Document n° 503).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Okala tendant à inviter le Gouvernement à ordonner dans les territoires d'outre-mer l'immédiate et stricte application de la Constitution d'octobre 1946, p. 2281 (Document n° 817). — Dépôt du rapport par M. Cozzano, p. 2443 (Document n° 903).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Ploven tendant à la révision de la Constitution par la fusion de l'Assemblée de l'Union française avec le Conseil de la République, cette dernière assemblée devenant le Conseil de la République et de l'Union française, p. 4245 (Document n° 2384).

Construction. — Reconstruction. — V. Enregistrement. — Loyers (locaux d'habitation). — Propriété immobilière.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au remboursement antérieur en vue de la reconstruction, p. 601 (Document

n° 812). — Dépôt du rapport par M. Maurice Polrot, p. 1131 (Document n° 1057), adoption, p. 1139.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 301 (Document n° 165). — Lecture du rapport par M. Carles, p. 316 (Document n° 168); discussion, p. 316; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 817.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 317 (Loi n° 47-719 du 11 avril 1947, J. O. du 18 avril 1947).

Constructions aéronautiques. — V. Adjudications et marchés. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 71.

Contrats de fournitures. — V. Diètes et boissons gazeuses.

Contrats privés. — V. Adjudications et marchés.

Contraventions. — V. Enfance (protection de l').

Contribution foncière. — V. Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 92.

Contrôle économique. — V. Prix.

Contrôle de l'Etat. — V. Sociétés, établissements ou organismes subventionnés par l'Etat.

Contrôle financier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Menthon tendant à la création dans chaque ministère d'un comité de contrôle financier, p. 6618 (Document n° 3051).

Contrôle législatif. — V. Lois et décrets.

Contrôle médical. — V. Hygiène scolaire et universitaire.

Conventions collectives. — V. Code du travail.

Conventions Internationales.

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 17 concernant la réparation des accidents du travail adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 7^e session tenue à Genève, du 19 au 10 juin 1925, p. 1839 (Document n° 1533). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Carlier, p. 3150 (Document n° 2663). — Adoption, p. 3829.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1601 (Document n° 523). — Dépôt du rapport par M. Jarré, p. 1906 (Document n° 731); adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2628.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4923 (Loi n° 47-2262 du 19 novembre 1947, J. O. du 21 novembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 42 concernant la réparation des maladies professionnelles adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 18^e session tenue à Genève, le 21 juin 1931, p. 1839 (Document n° 1539). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Carlier, p. 3150 (Document n° 2664). — Adoption, p. 3320.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1601 (Document n° 521). — Dépôt du rapport par M. Jarré, p. 1906 (Document n° 730); adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2628.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4923 (Loi n° 47-2261 du 19 novembre 1947, J. O. du 21 novembre 1947).

ACCORDS COMMERCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant un accord entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la Nouvelle Zélande, concernant l'octroi de crédits destinés à financer les achats de laines et autres produits néo-zélan-

dais, p. 5941 (Document n° 2231). — Dépôt du rapport par M. Duforest, p. 4705 (Document n° 2493). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jacques Duclos, p. 4705 (Document n° 2494). — Adoption, p. 4753.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1914 (Document n° 742). — Rapporteur Mme Vialle, p. 1971; discussion et adoption, p. 1972.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4879 (Loi n° 47-1770 du 10 septembre 1947, J. O. du 11 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation de l'accord de paiement franco-polonais, p. 4090 (Document n° 2283). — Dépôt du rapport par M. Jacques Duclos, p. 4705 (Document n° 2190). — Adoption, p. 4753.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4913 (Document n° 711). — Rapporteur M. Alain Pocher et adoption, p. 4970.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4818 (Loi n° 47-1771 du 10 septembre 1947, J. O. du 11 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, p. 5782 (Document n° 2880).

ACCORDS DOUANIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Madeleine Braun tendant à inviter le Gouvernement à saisir d'urgence l'Assemblée nationale des projets d'accords douaniers élaborés par la conférence du commerce et de l'emploi de Genève, p. 5005 (Document n° 2632).

ACCORDS MONÉTAIRE ET FINANCIER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant une convention entre l'Etat et la Banque de France et l'augmentation du montant de la quote-part française dans les organismes du Bretton-Woods, p. 409 (Document n° 419). — Dépôt d'un rapport de M. Charles Harangé, p. 437 (Document n° 603). — Discussion et adoption, p. 456.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 160 (Document n° 61). — Lecture du rapport par M. Pocher, p. 405 (Document n° 70). — Discussion, p. 405; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 168.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 509. (Loi n° 47-337 du 27 février 1947, J. O. du 23 février 1947.)

ASSURANCE-MALADIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 24 concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa dixième session tenue à Genève le 15 juin 1927, p. 1839 (Document n° 1537). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Carlier, p. 3150 (Document n° 2662). — Adoption, p. 2821.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1602 (Document n° 551). — Dépôt du rapport par M. Jarré, p. 1906 (Document n° 732); adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2628.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4923. (Loi n° 47-2263 du 19 novembre 1947, J. O. du 21 novembre 1947.)

DROITS DE L'HOMME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'institution dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, d'une juridiction internationale des droits de l'homme, p. 5125 (Document n° 2727).

NATIONALITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la nationalité de la femme mariée, conclue le 9 janvier 1917 entre la France et la Belgique, p. 375 (Document n° 613). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 2835 (Document n° 1916). — Adoption, p. 4463.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4826 (Document n° 687). — Dépôt du rapport par M. Caries, p. 2140 (Document n° 812). — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2251.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5427 (Loi n° 47-2348 du 20 décembre 1947, J. O. du 21 décembre 1947).

PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les dispositions de la Convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes, p. 6239 (Document n° 2995).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à ratifier: 1° l'arrangement de Neuchâtel du 8 février 1917; 2° l'accord franco-américain du 4 avril 1917, relatifs à la conservation et à la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, p. 2292 (Document n° 1780). — Dépôt du rapport par M. Palowski, p. 2159 (Document n° 1909). — Adoption après modification du titre « *Projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° l'arrangement de Neuchâtel du 8 février 1917; 2° l'accord franco-américain du 4 avril 1917, relatifs à la conservation et à la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale* », p. 3006 (rectificatif, p. 3335).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 977 (Document n° 421). — Dépôt du rapport par M. Armengaud, p. 978 (Document n° 431), adoption, p. 989, 1059.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3147 (rectificatif, p. 3335) (Loi n° 47-1367 du 23 juillet 1947, J. O. du 24 juillet 1947).

RÉFUGIÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la constitution de l'Organisation internationale des réfugiés, signée pour la France le 17 décembre 1946, p. 2710 (Document n° 1901). — Dépôt du rapport par M. Alfred Coste-Floret, p. 3874 (Document n° 2217). — Adoption, p. 5452.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2388 (Document n° 878). — Dépôt du rapport par M. Ernest Pezet, p. 2126 (Document n° 893); discussion, p. 2173, 2175, dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Dorey (Document n° 906), suite de la discussion et adoption, à l'unanimité, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2173.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5880 (Loi n° 47-2368 du 23 décembre 1947, J. O. du 24 décembre 1947).

TRAITÉ DE PAIX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Paris, le 10 février 1947, entre les Etats-Unis d'Amérique, la Chine, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des républiques soviétiques socialistes, l'Australie, la Belgique, la République soviétique socialiste de Biélorussie, le Brésil, le Canada, l'Éthiopie, la Grèce, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la République soviétique socialiste d'Ukraine, l'Union sud-africaine, la République fédérative populaire de Yougoslavie, d'une part, et l'Italie d'autre part, p. 4696 (Document n° 1370). —

Dépôt du rapport par M. Gorse, p. 2019 (Document n° 1634). — Discussion, p. 2108; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2126.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 754 (Document n° 319). — Dépôt du rapport par M. Pezet, p. 734 (Document n° 320). — Discussion, p. 740; adoption, p. 752.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2199 (Loi n° 47-1115 du 26 juin 1947, J. O. du 27 juin 1947).

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice-Petsche tendant à inviter le Gouvernement, dès ratification du traité de paix entre la France et l'Italie, à faciliter les moyens de communication entre la France et l'Italie, p. 1439 (Document n° 1212) (rectificatif, p. 1526).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les mesures restrictives de liberté des voyages internationaux, p. 1724 (Document n° 1385).

TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les amendements adoptés à la constitution de l'Organisation internationale du travail et la convention n° 80 portant révision des articles finals, adoptés par la 29^e session de la conférence internationale du travail, p. 208 (document n° 456). — Dépôt du rapport par M. Pallaud, p. 1662 (document n° 4319). — Adoption, p. 2001.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 734 (document n° 324). — Dépôt du rapport par M. Janie, p. 890 (document n° 376). — Discussion, p. 926; adoption, p. 927 (rectificatif, p. 953).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2708 (Loi n° 47-1312 du 17 juillet 1947, J. O. du 18 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le président du Gouvernement provisoire de la République à ratifier plusieurs conventions adoptées par la conférence internationale du travail (sessions maritimes) en 1936 à Genève et en 1946 à Seattle, p. 6 (document n° 275). — Dépôt du rapport par M. Cermolacce, p. 4131 (document n° 2151).

PENSIONS AUX VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au paiement des pensions aux victimes de la guerre, conclue le 11 février 1917 entre la France et la Pologne, p. 907 (document n° 953). — Dépôt du rapport par M. Emile Lambert, p. 1725 (document n° 1116). — Discussion et adoption, p. 2170.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 890 (document n° 370). — Dépôt du rapport par M. Glaucque, p. 978 (document n° 419). — Adoption, p. 1171.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3612 (Loi n° 47-1494 du 13 août 1947, J. O. du 14 août 1947).

Coopération. — V. Sociétés coopératives.

Coopératives agricoles et viticoles. — V. Agriculture (organisation professionnelle). — France d'outre-mer. — Impôts (chiffres d'affaires). — Viticulture.

Corps gras, huiles et graines oléagineuses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. l'abbé Pierre-Grouès tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la quantité d'huile allouée aux réservataires sur les premiers quintaux de graines oléagineuses fournies, p. 4335 (document n° 2125).

Corse. — V. Agriculture (catastrophes agricoles). — Arrière de terre (classe 1913). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 30, 79. — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt local).

Côte française des Somalis. — V. France d'outre-mer.

Cours d'APPEL.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delahoutre tendant à établir un statut légal des traducteurs jurés, p. 1763 (document n° 1432).

Cours de CASSATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'organisation et la procédure de la cour de cassation, p. 285 (document n° 516). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 1439 (document n° 1213). — Discussion, p. 2549 et adoption, p. 2561 (rectificatif, p. 2645, 2711).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 911 (document n° 381). — Dépôt du rapport par M. Bolvin-Champeaux, p. 911 (document n° 391). — Discussion, p. 900 et adoption, p. 968 (rectificatifs, p. 999, 1035).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis du Conseil de la République sur le projet de loi, p. 2951 (document n° 1982). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 3090 (document n° 2032). — Adoption, p. 3157 (rectificatif, p. 3335). Loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947, J. O. du 24 juillet 1947.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant la durée de certains délais prévus par l'article 66 de la loi du 23 juillet 1917 modifiant l'organisation et la procédure de la cour de cassation, p. 6176 (document n° 2973). — Lecture du rapport par M. Henri-Louis Grimaud, président de la commission, discussion et adoption après modification du titre: « *Projet de loi prorogeant la durée de certains délais prévus par l'article 66 de la loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947, modifiant l'organisation et la procédure de la cour de cassation* », p. 6360.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2612 (document n° 919). — Rapporteur M. Bolvin-Champeaux (document n° 962), discussion et adoption, p. 2723.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6517. Loi n° 2397 du 30 décembre 1947, J. O. du 31 décembre 1947).

Cours des COMPTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Regaudie, sur la proposition de résolution de M. Pineau tendant à charger la cour des comptes d'enquêtes et d'études en application de l'article 18 de la Constitution (N 229), p. 1209 (document n° 1100). — Adoption, p. 1582.

Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de la cour des comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées de 1910 à 1915, p. 239.

Conseil de la République. — Dépôt du rapport de la cour des comptes au Président de la République, sur les comptabilités vérifiées de 1910 à 1915, p. 56.

Cours de DISCIPLINE BUDGÉTAIRE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roubert, tendant à inviter le Gouvernement à demander à l'Assemblée nationale la discussion d'urgence du projet de loi n° 1653 tendant à sanctionner la violation des règles relatives à l'exécution des dépenses de l'Etat et portant création d'une cour de discipline budgétaire, p. 2164 (document n° 889). — Rapporteur M. Alain Pôher (document n° 891), et discussion, p. 2115; adoption à l'unanimité de la proposition de résolution, p. 2416 (rectificatif, p. 2479, 2537).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à sanctionner la violation des règles relatives à l'exécution des dépenses de l'Etat et portant création d'une cour de discipline budgétaire, p. 2076 (document n° 1653).

Cours de JUSTICE. — V. Justice (organisation judiciaire).

Cours de JUSTICE (Haute)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Guérin tendant à modifier la composition du jury de la Haute Cour de Justice institué par l'ordonnance du 18 février 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945, p. 1312 (document n° 1292). — Dépôt d'une proposition de résolution de M.

Louis Rollin tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 27 février 1946 sur le jury de la Haute Cour et à organiser, par un décret nouveau, la désignation et le tirage au sort des jurés tant titulaires que suppléants, sur la base de la proportionnalité politique, p. 1439 (document n° 1277). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 2078 (document n° 1634). — Discussion, p. 2532. — Suite de la discussion, p. 2867; adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 6 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiés par la loi du 27 décembre 1945, instituant une Haute Cour de justice », p. 2830 (rectificatif, p. 2951).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 978 (document n° 423). — Dépôt du rapport par M. Max André, p. 1484 (document n° 520). — Discussion, p. 1626, 1650 et adoption, p. 1651.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4187 (document n° 2365). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 4431 (document n° 2419). — Discussion, p. 4751 et adoption, p. 4755 (Loi n° 47-1813 du 15 septembre 1947, J. O. du 16 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Péron tendant à l'abrogation de la loi n° 47-1813 modifiant les articles 3 et 6 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiés par la loi du 27 décembre 1945 instituant une Haute Cour de justice, p. 5195 (document n° 2729).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefèvre-Pontalis tendant à modifier le mode de désignation des jurés de la Haute Cour de justice, p. 5820. (document n° 2900).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dreyfus-Schmidt en vue de présenter à l'Assemblée nationale les candidatures pour les sièges de la Haute Cour de justice à la nomination de l'Assemblée nationale (application de l'article 58 de la Constitution, des articles 2, 4 et 5 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 16 du règlement), p. 697 (document n° 817). — Désignation de candidatures, p. 698. — Opposition à la ratification de la candidature de M. Boisson comme président, p. 811 (rectificatif, p. 811); présentation de M. Louis Noguères, p. 796; renvoi de l'élection du président et ratification des candidatures pour les autres sièges de la Haute Cour de justice; proclamation de: 1° Vice-présidents: MM. Maurice Kriegel-Valrimont, Pierre Montel; 2° Juges titulaires: MM. Antier, Barthélemy (André), Benoit (Charles), Binot, Brugnier, Clerne, Clemenceau, Dassonville, Denis (André), Durand (Barthélemy), Duveau, Farine, Edgar Faure, Jacques Pourcade, Giacobi, Gillot, Guesdon, d'Harcourt, Isore, Lavallière, Minjoz, Mondon, Penoy, Mmes Mathilde Perle et Renée Reyraud, MM. de Recy, Rémy Sicard, Taillade, Tanneur, Vienney; 3° Juges suppléants: M. Angelelli, Mlle Archimède, MM. Barbier, Bayrou, Boulard, Brasseau, Calitavel, Carraud, Chazette, Chevallier (Louis), Coffin, Defos du Rau, Delahoutre, Deshors, Dufour, Escudé, Flevez, Gernez, Greffier, Guille, Lampe, Lecrivain-Servoz, Louvel, Maurice, Mme Méty, M. Muller, Mme Pagniez, MM. Rencurel, Nicol, Tournemalne; 4° Juges à la commission d'instruction: MM. Max André, Gozard, Maurice Guérin, Yves Péron, Louis Rollin, Willard; 5° Procureur général: M. de Moro-Giafferri; 6° Avocats généraux: MM. Dupulch, Coine, p. 798. — Ouverture du scrutin pour la nomination du président de la Haute Cour de justice, p. 868; résultat du scrutin et ouverture d'un deuxième tour, p. 883, 1333; résultat du scrutin, p. 1331; troisième tour de scrutin, p. 2001; résultat du scrutin et proclamation de M. Louis Noguères comme président, p. 2017. — Demande de désignation de candidature de deux postes de vice-présidents suppléants, p. 4928; scrutin pour la nomination de deux vice-présidents suppléants, p. 4993; résultat du scrutin et proclamation de MM. Edgar Faure et Theellen, p. 4997 (rectificatif, p. 5003).

Assemblée nationale. — Fixation de la date de prestation du serment des membres de la Haute Cour de justice, p. 2257. — Prestation du serment, p. 2325.

Assemblées nationales. — Désignation de candidatures pour les fonctions de juges titulaires de la Haute Cour de justice, p. 5007, 5787. — Nomination de membres, p. 5650, 5671.

Assemblée nationale. — Désignation de candidatures pour les fonctions de jurés de la Haute Cour de justice, p. 471, 437, 551, 696, 912, 1012, 1063, 1639, 1943, 2351, 3043, 3505, 5083, 5095, 5129, 5200, 5429, 5651 (rectificatif, p. 4709). — Nomination de membres, p. 276, 444, 557, 796, 1019, 1040, 1678, 1783, 2000, 3016, 3242, 3623, 5102, 5132, 5452, 5536, 5757.

Assemblée nationale. — Communication de M. Louis Noguères, président de la Haute Cour de justice, concernant le fonctionnement de la Haute Cour de justice et discussion, p. 5118.

Cours MARTIALES. — V. Condamnations.

Courtiers d'assurances. — V. Agents et courtiers d'assurances.

Courtiers maritimes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes, p. 5881 (document n° 2915).

Courtiers en vins.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guille réglementant la profession de courtiers en vins dits « courtiers de campagne », p. 3335 (document n° 2062).

Créances commerciales. — V. Commerce et industrie.

Créances de l'Etat. — V. Départements, villes et communes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lanier tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale: 1° Du compte d'emploi des crédits et emprunts obtenus par l'Etat de l'étranger et notamment des Etats-Unis; 2° du compte d'apurement des créances de l'Etat sur les concessionnaires de matériel et marchandises importées, p. 5881 (document n° 2919).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à redonner vie à la commission des emprunts-or, p. 810 (document n° 893).

Crédit AGRICOLE. — V. Agriculture. — France d'outre-mer.

Crédit ARTISANAL. — V. Artisanat.

Crédit FONCIER DE FRANCE. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 85.

Crédit IMMOBILIER. — V. Caisse de crédit mutual immobilier. — Habitations à bon marché.

Crédit PUBLIC. — Emprunts de l'Etat.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à certains aménagements de la dette de l'Etat, de la Société nationale des chemins de fer français et de la ville de Paris, p. 4126 (document n° 2356). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5006 (document n° 2622). — Discussion, p. 5636 et adoption, p. 5637.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2515 (document n° 916). — Dépôt du rapport par M. Avinin, p. 2712 (document n° 975). — Discussion, p. 2785 et adoption, p. 2787.

Assemblée nationale. — Avis conformes du Conseil de la République, p. 6577 (Loi n° 47-2105 du 31 décembre 1947, J. O. du 1^{er} janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt, p. 5923 (document n° 2938). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5915 (document n° 2913). — Discussion, p. 6169; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6175.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2516 (document n° 927). — Lecture du rapport par M. Alain Pocher et discussion, p. 2699; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2703.

Assemblées nationales. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6192 (document n° 3047). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6818 (document n° 3045).

Crimes de guerre. — V. Code pénal.

Criminalité.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de prévenir des délits et des crimes par des mesures d'hygiène et de prophylaxie mentales, p. 8 (document n° 271).

Crénelés. — V. Agriculture (protection des végétaux).

Crustacés. — V. Pêches maritimes.

Culte. — V. Code pénal.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Benkhell tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter en ce qui concerne le culte musulman, les dispositions de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 27 septembre 1907, p. 1093 (document n° 464).

D

Dakar. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

Débarquement allié en Normandie. — V. Fêtes commémoratives. — Monuments historiques.

Débits de boissons. — V. Bières et boissons gazeuses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au transfert des licences des buffets et buvettes des gares dans l'enceinte du domaine public des chemins de fer, p. 466 (document n° 703).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Morice tendant à étendre à certaines grandes villes les possibilités d'un régime spécial réglant le taux des licences des débits de boissons et permettant d'établir un taux progressif suivant l'importance de l'établissement, p. 2292 (document n° 1780).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lanza relative à la codification des textes législatifs et réglementaires concernant la consommation des boissons alcooliques, la réglementation et la police des débits de boissons et la répression de l'ivresse publique, p. 5783 (document n° 2871).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Florimond Ronte tendant à inviter le Gouvernement à établir la progressivité des licences de boissons, p. 836 (document n° 935).

Débits de tabac.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gressa tendant à inviter le Gouvernement à rétablir à 7,50 p. 100 le taux des remises allouées aux débiteurs de tabac, p. 5785 (document n° 2520).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à ramener à 7,50 p. 100 la remise accordée aux débiteurs de tabac sur les produits vendus par eux, p. 6192 (document n° 3037).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission centrale des débits de tabac, p. 25. — Désignation de candidatures, p. 77. — Nomination de membres, p. 85.

Déclaration ministérielle. — V. Communication du Gouvernement. — Présidence du conseil des ministres.

Décorations. — V. Légion d'honneur. — Médailles, décorations et récompenses. — Prisonniers et déportés

Défense contre la mer. — V. Inondations.

Défense nationale. — V. Armée de terre (organisation). — *Interpellations (Assemblée nationale)*, nos 55, 72, 95. — *Propriété industrielle.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'organisation générale de la défense nationale, p. 2574 (Document no 1871).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Anthonnaz, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 37 du décret du 28 novembre 1913 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1913, en ce qui concerne l'évaluation des indemnités accordées en matière de réquisitions, p. 6192 (document no 3010).

Défense de la République. — V. Armée (appel de contingents).

Détails. — V. Biens séquestrés. — Justice civile, commerciale ou administrative. — Sociétés par actions.

Délits. — V. Criminalité.

Denrées alimentaires et produits rationnés. — V. Commerce et industrie. — Fraudes. — Ravitaillement. — Sucres.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi réprimant les manœuvres et actions tendant à s'opposer à la collecte et à la répartition des denrées rationnées, p. 4637 (document no 2186). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 4741 (document no 2508). — Discussion, p. 4755; adoption, au scrutin, après modification du titre: « *Projet de loi réprimant les manœuvres et actions tendant à faire obstacle à la collecte, à la fabrication ou à la répartition de denrées, objets ou produits soumis au rationnement ou au contingentement* », p. 4773.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1914 (document no 745). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 1970 (document no 749). — Avis de la commission de l'agriculture par M. Sempé, p. 2031 (document no 758). — Avis de la commission du ravitaillement par M. Chatagnier, p. 2034 (document no 759). — Discussion, p. 2034; adoption, p. 2011.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4818 (Loi no 47-1812 du 15 septembre 1917, J. O. du 16 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 6 de la loi no 46-2140 du 4 octobre 1916 accordant à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, p. 4983 (document no 2601).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Duvernois tendant à inviter le Gouvernement à réserver sur l'importante quantité d'agrumes disponible une partie satisfaisant les enfants des enfants des villes et des campagnes et à distribuer le surplus gratuitement aux enfants des grévistes, p. 5720 (document no 2811).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrand tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de bons d'approvisionnement spéciaux les économiquement faibles, p. 6316 (document no 3000).

Dentistes. — V. Médecine et professions médicales.

Départements, villes et communes. — V. Adjudications et marchés. — Administration départementale. — Assistance. — Caisses coopératives. — Calamités publiques. — Code civil. — Enregistrement. — Impôts (taxes départementales). — Interpellations (Assemblée nationale) no 81, 140. — Réfugiés et sinistrés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser l'octroi d'avances exceptionnelles du Trésor à la ville de Marseille, p. 4066 (Document no 1030). — Lecture du rapport par M. Schneller et discussion, p. 4027; rejet de l'ensemble du projet de loi, p. 4030.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à autoriser l'octroi d'avances exceptionnelles du Trésor à la ville de Marseille, p. 4018 (Document no 2299). — Rapporteur, M. Schneller; discussion et adoption, p. 4106.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4618 (Document no 575). — Rapporteur, M. Reverbori et discussion, p. 1681; adoption, p. 1686.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4326 (Document no 2391). — Adoption, p. 4523 (Loi no 47-1678 du 3 septembre 1917, J. O. du 4 septembre 1917).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marinlabouret tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles pour aider les départements et les communes effectuant des dépenses de « déneigement » sur leurs chemins départementaux et vicinaux, p. 978 (Document no 425). — Dépôt du rapport par M. Marinlabouret, p. 1344 (Document no 504). — Discussion, p. 2263; adoption, p. 2266.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Kuehn sur la proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à rendre obligatoire le branchement à l'égout dans la ville d'Orléans et à prévoir des facilités de financement pour les propriétaires des immeubles intéressés (no 203), p. 3013 (Document no 2001). — Adoption, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le branchement à l'égout dans la ville d'Orléans*, p. 5454.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à la réforme des finances locales, p. 252 (Document no 126).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 908 (Document no 960). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Blondi tendant à l'institution d'une caisse nationale coopérative de solidarité des collectivités locales, p. 209 (Document no 475). — Dépôt d'un rapport de M. L'Huillier sur: 1° le projet de loi portant réforme des finances locales; 2° les propositions de loi: a) de M. Jean Meunier tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 22 décembre 1910 » portant modification de dispositions intéressant les départements et les communes; b) de M. Blondi tendant à l'institution d'une caisse nationale coopérative de solidarité des collectivités locales; c) de M. Hamon, conseiller de la République, tendant à la réforme des finances locales (nos 218, 114, 475, 960), p. 1967 (Document no 1371). — Dépôt d'une lettre rectificative sur le projet de loi, p. 1941 (Document no 1604). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Waldeck L'Huillier, p. 2452 (Document no 1720). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 2200 (Document no 1731).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dusseaux tendant à faciliter la reconstruction des localités sinistrées par l'application aux matériaux préfabriqués d'un taux réduit de la taxe à la production, p. 312 (Document no 592).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Raymonde Nédelec tendant à l'annulation des créances de l'Etat sur les villes d'Aubagne et de la Clotat (Bouches-du-Rhône) pour les sommes versées par le ministère des finances, pour permettre à ces villes de continuer la distribution du gaz aux usagers, p. 1493 (Document no 1212).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marcelle Rumeau tendant à autoriser les municipalités qui possèdent un camp d'internement sur le territoire de leur commune à utiliser pour les travaux communaux les internés du camp comme travailleurs bénévoles, p. 1721 (Document no 1393).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cristofol tendant à calculer dans les budgets des communes les subventions et participations de l'Etat sur la base du dénombrement de la population de 1936, p. 2076 (Document no 1665).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la

ville d'Arles une subvention pour venir en aide aux sinistrés de cette ville victimes de l'incendie du 12 mai 1917, p. 1890 (Document no 1554).

Dépenses publiques. — V. Budgets. — Comptabilité publique. — Cour de discipline budgétaire. — Pensions et retraites.

Déportés. — V. Fonctionnaires. — Prisonniers et déportés.

Dépôts de chiffons et de papiers. — V. Commerce et industrie.

Députés. — V. Assemblée nationale. — Conseillers de la République. — Elections législatives. — Traitements, soldes et indemnités.

ARRESTATIONS

Assemblée nationale. — Communication du ministre de la France d'outre-mer faisant connaître l'arrestation des députés Ravoahangy et Rabemananjara, p. 1332.

AUTORISATION DE POURSUITES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kriegel-Valrimont invitant le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles afin que les députés faisant l'objet d'une demande de levée d'immunité parlementaire puissent venir s'expliquer devant leurs collègues, p. 1333 (Document no 1198).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Lussy donnant mandat à la commission chargée d'examiner les demandes de levée d'immunité concernant des membres de l'Assemblée de s'enquérir de toutes les garanties qui permettent la sauvegarde des institutions parlementaires et de la tradition républicaine, et notamment pour cela, de ne pas se prononcer avant d'avoir entendu les intéressés, p. 1333 (Document no 1199).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lamino Guéya invitant l'Assemblée nationale à ne pas se prononcer sur la demande de levée de l'immunité parlementaire des élus malgaches avant d'avoir entendu les intéressés, p. 1774 (Document no 1470).

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (M. Augustin Laurent), p. 183 (Document no 454). — Nomination d'une commission, p. 295. — Dépôt du rapport par M. de Moro-Giafferi, p. 376 (Document no 621). — Rejet de la demande, p. 399.

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 808 (Document no 918). — Dépôt du rapport par M. Angelelli, p. 1012 (Document no 1017). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande en autorisation de poursuites, p. 1567.

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1011 (Document no 1007). — Dépôt du rapport par M. Angelelli, p. 1132 (Document no 1061). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande en autorisation de poursuites, p. 1567.

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4010 (Document no 1027). — Dépôt du rapport par M. Farine, p. 4280 (Document no 1131). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande en autorisation de poursuites, p. 1567.

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre trois membres de l'Assemblée, p. 1332 (Document no 1196). — Dépôt du rapport par M. René Coly, p. 1764 (Document no 1570). — Discussion, p. 1974; demande de suspension de l'immunité parlementaire en ce qui concerne M. Raséta; adoption au scrutin, p. 1989. — Dépôt d'un rapport de M. Coly (cas de MM. Ravoahangy et Rabemananjara), p. 3218 (Document no 2066). — Discussion, p. 3520; adoption, au scrutin des conclusions du rapport tendant à la suspension de l'immunité parlementaire de M. Rabemananjara et de M. Ravoahangy, p. 3521.

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1874 (Document n° 1541). — Dépôt du rapport par M. Angelelli, p. 1900 (Document n° 1609). — Rejet de la demande, p. 2620.

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3446 (Document n° 2093). — Dépôt du rapport par M. Yves Péron, p. 3874 (Document n° 2207). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4561.

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4928 (Document n° 2570). — Dépôt du rapport par M. Pierre Domignon, p. 5196 (Document n° 2711). — Discussion des conclusions du rapport, p. 5770; adoption, au scrutin, des conclusions de la commission tendant à la levée de l'immunité parlementaire, p. 5773.

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5059 (Document n° 2655). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5618 (Document n° 2829). — Dépôt du rapport par M. de Moro-Giardini, p. 5882 (Document n° 2930) (rectificatif, p. 6620).

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3176 (Document n° 2077). — Dépôt du rapport par M. Jean Silvanère, p. 4920 (Document n° 2512).

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n. 4928 (Document n° 2574). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 6176 (Document n° 2964).

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5552 (Document n° 2792).

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5721 (Document n° 2840).

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5757 (Document n° 2859).

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4992 (Document n° 2625). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 6389 (Document n° 3029).

DÉCÈS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée du décès des députés suivants: M. Alexandre Varenne, p. 356; M. Kaborel Zinda, p. 1774; M. Jadlard, p. 4992.

DÉCLARATION

Assemblée nationale. — Déclaration de députés d'Alsace et de Lorraine à la suite d'incidents qui se sont produits au cours de la séance de l'Assemblée nationale du 29 novembre 1947, p. 6311.

DÉMISSIONS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée de la démission de M. Vincent Auriol, député et président de l'Assemblée, p. 26; de M. Cerny, p. 523; de Mme Andrée Viennot, p. 4992; de M. Boisdan, p. 5757.

SANCTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antonin Gros tendant à rapporter la sanction prise contre M. Raoul Cafas, député de l'Hérault, par application de la censure avec exclusion temporaire, p. 5879 (Document n° 2920).

TITRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Herriot relative au titre de « député », p. 6830 (Document n° 2897). — Adoption, p. 6879.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2514 (Document n° 912). — Rapporteur M. Salomon Grumbach, discussion et adoption, p. 2520.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6176 (Loi n° 47-2335 du 30 décembre 1947, J. O. du 31 décembre 1947).

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

Ardennes.

Rapport supplémentaire de M. Minjoz, p. 5129.
Admission de M. Guy Desson, p. 5152.

Aude.

Rapport supplémentaire de M. Jacques Gros, p. 840.
Admission de M. Jean Lante, p. 847.

Charente-Maritime.

Rapport supplémentaire de M. Doyen, p. 402.
Admission de M. Max Brussel, p. 424.

Côtes-du-Nord.

Rapport supplémentaire de M. A. Forcinal, p. 403.
Admission de Mme Hélène Le Jeune, p. 421.

Drôme.

Rapport de M. Montell et discussion, p. 403; suite de la discussion, p. 277; adoption, au scrutin, des conclusions du rapport tendant à l'annulation des opérations électorales, p. 281. — Rapport supplémentaire par M. Beugniez, p. 1662.
Admission de MM. Pierre Dhers, Maurice Michel, Marcel Carlier, Maurice-René Simonnet, p. 1678.

Garonne (Haute-).

Rapport supplémentaire par M. Viatte, p. 405.
Admission de M. Achille Auban, p. 425.

Isère.

Rapport supplémentaire de M. Cherrier, p. 379.
Admission de M. Billat, p. 388.

Marne.

Rapport supplémentaire de M. Lacaze, p. 61.
Admission de M. Angelelli, p. 68.

Moselle.

Rapport supplémentaire de M. Arthaud, p. 61.
Admission de Mme Anna Schell, p. 88.

Nord.

3^e circonscription. — Rapport supplémentaire de M. Chautard, p. 61.
Admission de M. Henri Fievez, p. 89.

Orne.

Rapport supplémentaire de M. Lefebvre, p. 36.
Admission de M. Emile Halbout, p. 40.

Pas-de-Calais.

2^e circonscription. — Rapport supplémentaire de Mlle Dupuis, p. 36.
Admission de Mme Julie Darras, p. 40.

Puy-de-Dôme.

Rapport supplémentaire de Mlle Dupuis, p. 811.
Admission de M. Jean Pourtier, p. 824.

Vienne.

Rapport supplémentaire de Mlle Lamblin, p. 61.
Admission de Mme Isabelle Douteau, p. 89.

Vienne (Haute-).

Rapport supplémentaire de Mlle Lamblin, p. 65.
Admission de M. René Regaudie, p. 89.

Algérie.

Alger (2^e collège). — Rapporteur M. Citerne; discussion des conclusions du rapport, p. 116. — Rejet, au scrutin, d'une demande d'annulation des élections et admission de MM. Abderrahmane Bentounes, Ahmed Mezerna, Amar Smoil, Mohamed Khider et Mohamed Bentaleb, p. 111.

Constantine (1^{er} collège). — Rapport de M. Hugues, p. 35. — Discussion du rapport, p. 95. — Admission de MM. René Mayer, Jacques Augarde et Raoul Borra, p. 99. — Scrutin pour l'admission de M. Pantaloni et admission, p. 111.

Oran. — Rapporteur M. Villard; discussion des conclusions du rapport, p. 111. — Admission de MM. Bezzeghoud Mezkl, Mohamed Moktar et Ghalamalah Laribi, p. 116.

Départements et territoires d'outre-mer.

Cameroun (collège des autochtones). — Rapport, p. 319. — Admission de M. Ninine, p. 824.

Comores (territoire des). — Rapport de M. Charles Benoist, p. 402. — Admission de M. Saïd Mohamed Chelk, p. 424.

Côte d'Ivoire. — Rapport de M. Midol, p. 289. — Admission de MM. Houphouët-Boigny, Kabore Zinda, Coulibaly-Ouezin, p. 299.

Côte française des Somalis. — Rapport de M. Finet, p. 61. — Admission de M. Jean-Charles Martine, p. 89.

Dahomey. — Rapport de M. Forcinal, p. 403. — Admission de M. Apthy, p. 421.

Gabon (collège des autochtones). — Rapport de M. Borgasso, p. 405. — Admission de M. Aubame, p. 424.

Gabon-Moyen-Congo (collège des citoyens de statut français). — Rapport de M. d'Aragon, p. 268. — Discussion des conclusions du rapport, p. 469, 461. — Rejet, au scrutin, d'une demande de commission d'enquête, p. 465. — Rejet des conclusions du rapport tendant à l'invalidation de M. Maurice Bayrou et admission, p. 465.

Guinée. — Rapport de M. Apthy, p. 471. — Admission de MM. Yacine Diallo et Sano Simba, p. 481.

Guyane. — Rapport de Mme Degrand, p. 1663. — Discussion des conclusions du rapport, p. 2137. — Admission de M. Jédard, p. 2139.

Indo (établissements français). — Rapport de M. Glavoni, p. 912. — Admission de M. Saravane Lambert, p. 961.

Madagascar (collège des autochtones) (3^e circonscription, Ouest). — Rapport de M. Hervé, p. 912. — Admission de M. Joseph-Delphin Raseta, p. 961.

Martinique. — Rapport de M. Augarde, p. 912. — Discussion des conclusions du rapport, p. 1712. — Rejet, au scrutin, d'une demande de nomination d'une commission d'enquête et admission de MM. Aimé Césaire, Léopold Bissol et Emmanuel Véry, p. 1722.

Guaritanie. — Rapport de M. Leenhardt, p. 1723. — Admission de M. Norma Ould Babana, p. 1742.

Moyen-Congo (collège des autochtones). — Rapport de M. Dillard, p. 61. — Admission de M. Félix Tchicaya, p. 88.

Niger. — Rapport de M. Marc Scherer, p. 84. — Admission de M. Hamani Diori, p. 89.

Océanie (établissements français). — Rapport de M. Dusseaux, p. 290. — Admission de M. Georges Ahne, p. 299.

Réunion. — Rapport de M. Ninine, p. 2612.

Saint-Pierre et Miquelon. — Rapport de M. Noguères, p. 1765. — Discussion, p. 3348; adoption, au scrutin, des conclusions du rapport tendant à l'annulation des opérations électorales, p. 3364. — Rapport de Mme Poinso-Chapuis, p. 4883 (rectificatif, Journal officiel, lois et décrets, du 1^{er} novembre 1947). — Admission de M. Laurelli, p. 4903.

Soudan. — Rapport de M. Livry-Level, p. 290. — Admission de MM. Fily Dabo Sissoko, Jean Silvanère, Oumadou Konate, p. 300.

Tchad (collège des autochtones). — Rapport de M. Maurice Kriegel-Varimont, p. 811; discussion des conclusions du rapport, p. 4687. — Admission, au scrutin, de M. Lisette, p. 4686.

Désinfection. — V. Préfecture de police.

Détenus. — V. Code pénal. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 115.

Dettes publiques. — V. Crédit public, emprunts de l'Etat. — Pensions et retraites.

Devises. — V. Capitaux.

Diffamations. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 56. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 42, 45.

Discours. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 102.

Assemblée nationale. — Demande d'affichage du discours de M. Paul Ramadier, président du conseil à la suite d'une interpellation sur la politique des salaires et des prix présentée par M. Charles Lussy, p. 1461. — Retrait de la demande d'affichage, p. 1476.

Divorces. — V. Code civil.

Documents administratifs. — V. Impôts (déclaration).

Domaine de l'Algérie. — V. Algérie.

Domaine de l'Etat.

ACQUISITION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution reçue de M. Paul Bacou tendant à inviter le Gouvernement à rapporter le décret du 27 novembre 1916 déclarant d'utilité publique l'acquisition, par le ministère de l'air, des bâtiments de la remise sanitaire de Bagneux, p. 4785 (Document n° 2516).

AFFECTATION D'IMMEUBLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pierre Chevallier (Loire) sur la proposition de résolution de M. Bouvier-O'Colteureau tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre à la disposition des municipalités des villes sinistrées les locaux militaires vacants (n° 35), p. 810 (Document n° 900). — Adoption, p. 1582.

CESSION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auhau tendant à autoriser la cession amiable d'un terrain par l'administration des domaines au profit de la fédération de la mutualité agricole de la Haute-Garonne, p. 856 (Document n° 940). — Dépôt du rapport par M. Badieu, p. 4813 (Document n° 1493).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession à l'office national industriel de l'azote de l'usine sulfurique de Borde-Longue, dépendant de la poudrerie nationale de Toulouse, p. 3995 (Document n° 2269).

VENTE D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation de céder à la manufacture des produits chimiques du Nord, établissements Kuhlmann, un terrain industriel de 90 ares 51 centiares dépendant de l'usine de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) et appartenant à l'Etat, p. 3874 (Document n° 2215).

Domages de guerre. — V. Agriculture (exploitation agricole). — Assistance aux sinistrés et réfugiés. — Budget 1948. — Commerce et industrie. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 84. — Propriété immobilière. — Transports et voies de communication (automobiles).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Garel tendant à modifier et compléter l'article 33 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1916 sur la réparation des dommages de guerre, p. 56 (Docu-

ment n° 366). — Dépôt du rapport par M. Halbout, p. 510 (Document n° 775). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Gallet, p. 1132 (Document n° 1059). — Discussion et adoption, p. 1154).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à compléter l'article 62 de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre pour habiliter les huissiers à représenter les sinistrés, p. 267 (Document n° 491). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à modifier l'article 62 de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, afin de permettre aux huissiers de représenter les sinistrés au même titre que les avocats, les avoués et les notaires, p. 550 (Document n° 781). — Dépôt du rapport par M. Crouzier, p. 1250 (Document n° 1132). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Courant, p. 1697 (Document n° 1338). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier tendant à modifier l'article 49 de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, afin de permettre aux anciens notaires ayant plus de dix années d'activité professionnelle de présider les commissions cantonales et départementales de dommages de guerre au même titre que les anciens avocats ou les anciens avoués, p. 1312 (Document n° 1177). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Crouzier tendant à compléter l'article 33 de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, pour dispenser de l'autorisation du tribunal civil statuant en chambre du conseil, les donations entre vifs en ligne directe et les donations à titre de partage anticipé, de biens sinistrés et des droits d'indemnité qui y sont attachés, p. 1525 (Document n° 1263). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. René Schmitt, p. 4091 (Document n° 2279 (rectificatif), p. 4534). — Discussion, p. 4571; adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier certains articles de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre », p. 4575 (rectificatif, p. 4637).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1281 (Document n° 719). — Rapporteur, M. Chochoy (Document n° 725), p. 1893. — Avis de la commission de la justice par M. Carcaïsson (Document n° 728); discussion, p. 1898, 1900 et adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 1902.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4705 (Document n° 2168). Rapporteur M. Schmitt et adoption, p. 4785 (Loi n° 47-1627 du 15 septembre 1947, J. O. du 17 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Pflimlin tendant à réparer les dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, p. 1312 (Document n° 1187). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 1900 (Document n° 1613). — Dépôt du rapport par M. Pierre Lareppe, p. 3805 (Document n° 2182). — Adoption, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à réparer, en application de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1916, les dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national », p. 4113.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi (Document n° 576). — Rapporteur M. Paumelle; discussion et adoption, p. 1651 (rectificatif, p. 1821).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4327 (Document n° 2334). — Discussion et adoption, p. 4289 (rectificatif, p. 4335) (Loi n° 47-1701 du 4 septembre 1947, J. O. du 5 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courant tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le taux de 1 p. 100 pour le droit perçu à l'occasion de la cession par les sinistrés de leurs créances sur l'Etat au titre des dommages de guerre, p. 463 (Document n° 711). — Dépôt du rapport par M. Lecacheux, p. 1012 (Document n° 1016). — Adoption, p. 1161.

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du

1^{er} septembre 1947 et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés (n° 26), p. 506.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à habiliter le ministre chargé de la reconstruction et de l'urbanisme à interdire, au nom de l'Etat, les actions de réparation, et en répartition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 4229 (Document n° 3382). — Dépôt du rapport par M. Kuehn, p. 5382 (Document n° 2969). — Adoption, p. 6323.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi p. 2763 (Document n° 989).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1916, p. 5091 (Document n° 2636).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Kuehn tendant à modifier l'article 41 de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 169 (Document n° 435). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 1179 (Document n° 1223).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaultier tendant à inviter le Gouvernement à créer, conformément à l'article 5 de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, une caisse autonome, destinée à assurer les opérations financières de la reconstruction, p. 786 (Document n° 858). — Dépôt du rapport par M. Gaultier, p. 1193 (Document n° 1233).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lareppe tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles visant à procéder à un règlement équitable et rapide des indemnités dues aux victimes d'accidents causés par les armées françaises, alliées et allemandes sur leurs personnes et dans leurs biens, p. 1280 (Document n° 1139). — Dépôt du rapport par M. Moulon, p. 1592 (Document n° 1597).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Morice tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 317 (Document n° 533).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Coty tendant à tenir compte des charges de famille pour l'application de l'article 27 de la loi n° 46-2389 sur les dommages de guerre, p. 605 (Document n° 810).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Allouneau tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 856 (Document n° 943).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brussel tendant à modifier l'article 63 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 1203 (Document n° 1091).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Brussel tendant à modifier l'article 41 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 2252 (Document n° 4782).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gizard tendant à modifier l'article 6 de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 3995 (Document n° 2255).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meek tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 5123 (Document n° 2739).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brussel tendant à assurer aux familles nombreuses un mode de financement plus équitable des indemnités de reconstruction immobilière, p. 5783 (Document n° 2570).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Charhois tendant à préciser la nature du droit d'existence applicable aux cessions de droits d'indemnité de dommages de guerre, p. 319 (Document n° 169).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1208 (Document n° 1119).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Carles tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 23 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 2120 (Document n° 801).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5095 (Document n° 2673).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Meck tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés ou spoliés une avance sur les différentes indemnités pour dommages de guerre prévues par la législation actuelle en la matière, afin de hâter la réinstallation des foyers, la reconstruction des immeubles et entreprises sinistrés et la reprise économique du pays, p. 35 (Document n° 331).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brussel tendant à inviter le Gouvernement à proposer d'urgence au Parlement, conformément aux vœux des sinistrés, des modifications à la loi n° 46-2380 du 23 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 4280 (Document n° 1125).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Meck tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder de toute urgence au vote d'une loi de financement des dommages de guerre qui subordonnera aux nécessités de la reconstruction l'aménagement des ressources de l'Etat, p. 5129 (Document n° 2753).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à l'élaboration rapide des bordereaux et barèmes applicables aux biens sinistrés, p. 5129 (Document n° 2757).

Donn, legs et fondations.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Schumann tendant à saluer l'arrivée en Franco du « Bateau de l'Amitié », p. 5773 (Document n° 2881). — Adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 5773.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de Mme Jacqueline André-Thomé-Patenôtre portant adresse, au moment de l'arrivée du « Bateau de l'Amitié », de la reconnaissance du peuple français au peuple américain, p. 2112 (Document n° 897). — Rapporteur Mme Patenôtre et adoption, à l'unanimité, p. 2173.

Douanes. — V. Algérie. — Conventions internationales.

RÈGLEMENTATION

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lichard relative à la police des animaux dans le rayon des frontières de terre, p. 76 (Document n° 481). — Dépôt d'un rapport par M. Sauer, p. 319 (Document n° 173). — Discussion, p. 561; adoption, p. 563 (rectificatif, p. 607).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hocquet relative à la police des animaux dans le rayon des frontières de terre, p. 278 (Document n° 452). — Dépôt du rapport par M. Pélissier, p. 3013 (Document n° 1005). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. Farinez, p. 5382 (Document n° 2923).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du tarif des douanes à l'importation, p. 5722 (Document n° 2879).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurell tendant à inviter le Gouvernement à instituer un droit de douane *ad valorem* sur les pelleteries apprêtées, p. 6359 (Document n° 3016).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Julien tendant à inviter le Gouvernement à modifier le taux de douane sur les articles de maroquinerie en provenance du Maroc, p. 221 (Document n° 115).

Droits d'enregistrement. — V. Enregistrement.

Droit de grève. — V. Fonctionnaires.

Droits de l'homme. — V. Conventions internationales.

Droit de préemption. — V. Enregistrement. — Loyers (baux à ferme).

Droit de réponse. — V. Presse.

Droit de sceau. — V. Nationalité, naturalisations.

Droits de succession. — V. Succession.

Droits universitaires. — V. Enseignement supérieur.

Dufayel (Magasins).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pontille tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'extrême urgence à l'aménagement des magasins, annexes et entrepôts des ex-magasins, Dufayel, rue Clément, à Paris, p. 388 (Document n° 1122). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 713 (Document n° 291). — Retrait de la proposition, p. 973.

E

Eaux et forêts. — V. Agriculture (ministère).

Eaux d'irrigation. — V. Canaux d'irrigation. — Code pénal.

Eau potable.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faciliter les travaux d'adduction d'eau dans les communes rurales, p. 1912 (Document n° 1593).

Eaux souterraines.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Zunino tendant à assurer la protection des eaux souterraines, p. 1571 (Document n° 1287).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer portant extension relative aux eaux souterraines de la législation relative aux cours d'eau non navigables ni flottables, p. 5721 (Document n° 2837).

Eau-de-vie. — V. Alcool.

Écoles. — V. Agriculture (lait et produits laitiers). — Année de terre. — Cantines scolaires. — Constitution de la République française. — Enseignement. — Fonctionnaires de l'enseignement. — France d'outre-mer. — Hygiène scolaire et universitaire. — Marine marchande. — Pensions et retraites (personnels civils).

Économiquement faibles. — V. Allocations familiales. — Assistance médicale gratuite. — Assurances sociales. — Denrées alimentaires et produits rationnés. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 119.

Éducation nationale (Ministère). — V. Budget.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hulla-Desgrées tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 27 novembre 1946 portant organisation des services extérieurs du sous-secrétariat d'Etat à l'éducation nationale (jeunesse et sports), p. 1209 (Document n° 1071).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer sans retard les termes du décret du 15 janvier 1947 portant transfert au ministère de l'éducation nationale de certaines attributions du ministère de la santé publique et de la population et à rattacher au ministère de la santé publique et de la population la direction de l'hygiène scolaire et universitaire, de ses services centraux, régionaux et départementaux, p. 1209 (Document n° 1112).

Éducation physique et sports. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 19.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'enseignement du ski, p. 1811 (Document n° 1170). — Dépôt du rapport par M. Farine, p. 3723 (Document n° 2175). — Adoption, p. 5152.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Viénot tendant à organiser les activités physiques et sportives des jeunes travailleurs, p. 2532 (Document n° 1851).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garaudy tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air », p. 57 (Document n° 355).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Viénot tendant à inviter le Gouvernement à prendre une série de mesures concernant la formation physique et sportive de la jeunesse, les activités de plein air, et les activités de culture populaire, p. 436 (Document n° 676).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Augard tendant à inviter le Gouvernement à encourager le développement des sports par l'institution à période fixe des Jeux de l'Union française, p. 1209 (Document n° 1103).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Temple tendant à inviter le Gouvernement à développer l'éducation physique et à encourager la pratique des sports par des mesures appropriées, p. 4830 (Document n° 2580).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour accélérer le recrutement des professeurs et maîtres d'éducation physique et sportive nécessaires à l'enseignement de l'E. P. S. dans les établissements de l'enseignement et à l'encadrement des sociétés sportives, p. 6239 (Document n° 2988).

Éducation sexuelle. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 41.

Effets de commerce. — V. Code de commerce.

Egouts. — V. Départements, villes et communes.

Egypte. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 61.

Élections. — V. Algérie. — Code du travail (conseil des prud'hommes). — Conseil de la République. — France d'outre-mer.

Élections à l'Assemblée de l'Union française.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à retarder la date des élections à l'Assemblée de l'Union française jusqu'après la fixation par la loi du statut des assemblées instituées par la Constitution dans les divers territoires et groupes de territoires d'outre-mer, p. 780 (Document n° 856). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 2920 (Document n° 1067).

Élections consulaires. — V. Justice commerciale.

Élections législatives. — V. Assemblée nationale. — Députés (vérification de pouvoirs).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yacine Diallo tendant à compléter l'article 40 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection en A.O.F., au Togo, en A.E.F. et au Cameroun des membres de l'Assemblée nationale, p. 1026 (Document n° 4356). — Dépôt du rapport par M. Reille-Soult, p. 2260 (Document n° 1747). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Reille-Soult, p. 3791 (Document n° 2114). — Adoption après modification du titre: Proposition de loi tendant à compléter l'article 40 du titre VI de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 3509.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1574 (Document n° 531). — Dépôt du rapport par M. Henkheiff, p. 1618 (Document n° 567). — Adoption, p. 1702.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4305 (Loi n° 47-466 du 27 août 1917, J. O. du 28 août 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Peron tendant à abaisser la majorité politique à vingt ans, p. 977 (Document n° 981). — Dépôt du rapport par M. Glovoni, p. 2293 (Document n° 1781). — Demande de discussion d'urgence, p. 3973; Rejet, au scrutin, de la demande, p. 3975.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à relever certaines personnes de l'indivisibilité prévue par la loi n° 46-2175 du 8 octobre 1916, p. 2100 (Document n° 1810) (rectificatif, p. 2195). — Dépôt du rapport par M. Giacobbi, p. 4731 (Document n° 2502). — Rejet, au scrutin, de la demande de discussion d'urgence, p. 6659.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denais tendant à instituer un régime électoral qui concilie le libre choix des élus avec la représentation proportionnelle, p. 8 (Document n° 259).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 57 (Document n° 391).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fily-Dabo Sissoko tendant à compléter certaines dispositions de l'article 4 de la loi du 13 avril 1916 concernant les listes électorales dans les territoires d'outre-mer, p. 2959 (Document n° 1976).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denais tendant à inviter le Gouvernement à substituer à la carte d'électeur le livret électoral, p. 8 (Document n° 269).

Assemblée nationale. — Demande de communication des procès-verbaux établis par le bureau de vote de la commune de Sequestre (Tarn); Communication ordonnée, p. 1192.

Élections municipales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'effectif des conseils municipaux des communes sinistrées, p. 1660 (Document n° 1326). — Dépôt d'un projet de loi relatif au régime électoral applicable aux élections des conseils municipaux de Paris, des communes du département de la Seine et des villes de 50.000 habitants et plus, p. 2076 (Document n° 1631). — Dépôt d'un projet de loi tendant à obliger les électeurs des communes de plus de 5.000 habitants à présenter, lors des élections aux assemblées prévues par la Constitution et lors des élections municipales et cantonales au président du bureau électoral un titre d'identité en même temps que la carte d'électeur, p. 2151 (Document n° 1709). — Dépôt d'un projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections municipales, p. 2334 (Document n° 1856). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales dans toutes les communes de France, p. 56 (Document n° 357). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux élections municipales, p. 257 (Document n° 491).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachanal tendant à modifier la loi municipale du 5 avril 1884, p. 1911 (Document n° 1542). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrachin tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales, p. 2126 (Document n° 1697).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon concernant le régime électoral applicable aux assemblées parlementaires, p. 799 (Document n° 339); (rectificatif, p. 838).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2292 (Document n° 1779).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à fixer le régime électoral applicable aux élections des membres des conseils municipaux, p. 806 (Document n° 310) (rectificatif, p. 886).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2463 (Document n° 1815) (rectificatif, p. 2760).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Simon tendant à appliquer dans toutes les élections qui ont lieu au scrutin de liste la règle de la proportionnelle avec panachage et vote préférentiel, p. 985 (Document n° 338).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2375 (Document n° 1865).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Ducloux relative au régime électoral pour les élections municipales, p. 2959 (Document n° 4971). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'instaurer le panachage dans toutes les élections municipales qui auront lieu à la proportionnelle, p. 3039 (Document n° 2012). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à fixer le régime électoral applicable aux élections des membres des conseils municipaux et du conseil général de la Seine, p. 3995 (Document n° 2257). — Dépôt des rapports par M. Jean Cayeux (1^{er} partie. — Régime général des élections municipales. — Document n° 2277) (2^e partie. — Conseil municipal de Paris et conseil général de la Seine. — Document n° 2278), p. 3996. — Discussion, p. 4118, 4122, 4136, 4162. — Suite de la discussion, p. 4232, 4242; adoption, au scrutin, de la question de confiance posée pour la prise en considération du projet de loi et renvoi dudit projet à la commission, p. 4212. — Suite de la discussion, p. 4240, 4291, 4300, 4305; adoption, au scrutin, de la première partie après modification du titre: *Projet de loi fixant le régime général des élections municipales* et adoption de la deuxième partie après modification du titre: *Projet de loi fixant le régime électoral pour les élections au conseil municipal de Paris et au conseil général de la Seine*, p. 4322.

Conseil de la République. — Transmission du projet fixant le régime général des élections municipales, p. 1767 (Document n° 613). — Rapporteur, M. Salomon Grumbach, et discussion, p. 1856; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis du projet de loi, p. 1881 (rectificatif, p. 1910).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4612 (Document n° 2477). — Dépôt du rapport par M. Jacquet, p. 4705 (Document n° 2188). — Discussion, p. 4771; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4779 (rectificatif, p. 4820, 4852). (Loi n° 47-1732 du 5 septembre 1917, J. O. du 6 septembre 1917).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi fixant le régime électoral pour les élections au conseil municipal de Paris et au conseil général de la Seine, p. 1767 (Document n° 613). — Rapporteur, M. Salomon Grumbach, et discussion, p. 1881; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1885 (rectificatif, p. 1910).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4612 (Document n° 2478). — Dépôt du rapport par M. Jacquet, p. 4705 (Document n° 2189). — Discussion, p. 4779 et adoption, p. 4783 (Loi n° 47-1733 du 5 septembre 1917, J. O. du 6 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à étendre à l'année 1917 les dispositions de la loi du 21 août 1916 instituant le vote par correspondance des rééligés pour les élections municipales, p. 1889 (Document n° 1536). — Dépôt d'un rapport de M. Cristofol tendant à compléter la loi n° 46-667 du 12 avril 1916, instituant une procédure exceptionnelle du vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales et à étendre son application aux élections cantonales et municipales. (N° 1536-221, p. 2293) (Document n° 1783). — Demande de discussion d'urgence, p. 4020; et rejet, p. 4021. — Discussion d'un contre-projet, p. 4323; prise en considération, au scrutin, du contre-projet et renvoi à la commission, p. 4321.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 9 et 14 de l'ordonnance n° 45-178 du 24 mars 1915 portant fixation du régime provisoire applicable aux élections du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine, p. 1660 (Document n° 1528). — Dépôt du rapport par M. Jean Cayeux, p. 1912 (Document n° 1558).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à suspendre les élections municipales complémentaires jusqu'aux élections municipales générales, p. 2710 (Document n° 1891). — Dépôt du rapport par M. Barrachin, p. 3501 (Document n° 2110).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1881 sur l'incompatibilité résultant de la parenté ou de l'alliance en matière d'élections municipales, p. 812 (Document n° 580).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à l'interprétation et à l'application de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1917 fixant le régime électoral pour l'élection du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine, p. 4983 (Document n° 2611) (rectificatif, p. 6651, 5723).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delos du Rau tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1917 fixant le régime général des élections municipales, p. 5095 (Document n° 2688).

Electricité et gaz. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 22, 100, 101. — Poids et mesures.

BONS MATIÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Harel concernant la suppression de bons matières, points d'appareillage et tous autres bons de matières premières pour le stade de la distribution et de l'utilisation du matériel et des appareils électriques dans l'industrie électrique, p. 2253 (Document n° 1761).

ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les travaux d'équipement électrique rural et à accorder une aide efficace aux collectivités rurales, p. 57 (Document n° 356). — Dépôt du rapport par M. Casters, p. 856 (Document n° 936). — Adoption, p. 1236.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saint-Cyr tendant à inviter le Gouvernement à porter de 1.600 F à 10.000 F par habitant desservi les dépenses d'électrification rurale subventionnables par le fonds d'amortissement, p. 511 (Document n° 221). — Retrait de la proposition de résolution, p. 551.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saint-Cyr tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le plafond des dépenses d'électrification rurale subventionnables par le fonds d'amortissement, p. 551 (Document n° 223).

FORCES HYDRAULIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Goudoux portant indemnisation des expropriations pour la construction de retenues d'eau, barrages et centrales hydroélectriques, p. 101 (Document n° 402). — Dépôt du rapport par M. Mudry, p. 2200 (Document n° 1727).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer tendant au rétablissement du régime hydraulique de la région supérieure de la plaine d'Alsace, p. 1812 (Document n° 1592).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Camille Laurens relative au rétablissement en nature des propriétés rurales expropriées pour la réalisation des équipements hydroélectriques et industriels, p. 2163 (Document n° 1820). — Avis du Conseil économique, p. 5011 (Document n° 2611).

NATIONALISATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentin tendant à compléter la loi du 8 avril 1916 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 57 (Document n° 339). — Dépôt du rapport par M. Louvois, p. 810 (Document n° 914).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louvel tendant à modifier certaines dispositions des lois des 8 avril 1916 et 21 octobre 1916 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 3995 (Document n° 2238). — Dépôt du rapport par M. Louvel, p. 5539 (Document n° 2798).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louvel tendant à inviter le Gouvernement à donner à l'électricité de Franco et au Gaz de Franco leurs structures respectives et définitives prévues par la loi du 8 avril 1916 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 5722 (Document n° 2851).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi permettant la modification de certains tarifs et de certaines conditions de vente de l'énergie électrique et du gaz, p. 3335 (Document n° 2035).

Électrification des campagnes. — V. Électricité.

Élevage. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 28.

Emballages.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bordenave tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux industries de la conserve alimentaire, et par priorité aux conserveurs de légumes, les emballages métalliques qui sont indispensables au conditionnement de tous les produits et notamment des légumes mis à leur disposition, p. 719 (Document n° 297). — Dépôt du rapport par M. Paumelle, p. 926 (Document n° 331). — Discussion, p. 1106; adoption après modification du titre: Résolution invitant le Gouvernement: 1° à accorder aux industries de la conserve et par priorité aux conserveurs de légumes, fruits et poissons, les emballages métalliques qui sont indispensables au conditionnement de tous les produits et notamment des légumes, fruits et poissons mis à leur disposition; 2° à permettre la vente libre des conserves de poissons actuellement bloqués, p. 1108.

Émigration. — V. Exodus (Émigrants de l').

Emplois réservés. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 23.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Touchard sur la proposition de résolution de M. Jean Ducloux tendant à inviter le Gouvernement à compléter les dispositions d'application de la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés (n° 223), p. 510 (Document n° 772). — Adoption, p. 2137.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Diensch tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'emploi de veuves de guerre dans les administrations publiques, p. 318 (Document n° 539). — Dépôt du rapport par Mlle Weber, p. 2260 (Document n° 1755).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chorrier tendant à la titularisation des anciens combattants et des victimes civiles ou militaires de la guerre, pensionnés au titre de la loi du 31 mars 1919 ou de la loi du 20 mai 1916, employés ou ouvriers dans une administration publique, p. 57 (Document n° 388).

Emprunts étrangers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Vés tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des droits de garde les porteurs d'emprunts étrangers ne donnant pas lieu à paiement, p. 35 (Document n° 329).

Emprunts français à l'étranger. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 51.

Emprunts-or. — V. Créances de l'État.

Energie (Utilisation de l').

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'utilisation de l'énergie, p. 2710 (Document n° 1857). — Dépôt du rapport par M. Delzonne, p. 357 (Document n° 2112). — Adoption, p. 4112.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1826 (Document n° 690). — Dépôt du rapport par M. Grimal, p. 2331 (Document n° 858). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Longchambon, p. 2509 (Document n° 856). — Discussion, p. 2491; adoption, à l'unanimité, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2499.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5882 (Document n° 2931).

Enfance (Protection de l'). — V. Agriculture (lait et produits laitiers). — Cinéma. — Code civil. — Code pénal. — Code du travail. — Hygiène scolaire et universitaire. — Maternité et enfance (protection médico-sociale). — Presse.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rachel Lempereur tendant à l'abrogation de l'article 27 de la loi du 15 avril 1933 relative à l'application des lois sur la fréquentation scolaire pour les pupilles de l'assistance publique, p. 604 (Document n° 799).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à l'aménagement, dans toutes les grandes gares et dans les gares de correspondance, d'un local spécialement réservé aux enfants en bas âge et à leurs mères, p. 785 (Document n° 862).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à la création de centres d'accueil pour les enfants momentanément privés des soins de leur mère, p. 2259 (Document n° 1763).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July tendant à accroître la représentation familiale auprès des tribunaux pour enfants, p. 3874 (Document n° 2202).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard relative à la répression des contraventions commises par les mineurs de dix-huit ans, p. 5195 (Document n° 2703).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Landry tendant à compléter le décret-loi du 20 octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance, p. 52 (Document n° 22).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 318 (Document n° 531).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Héleno Lejeune tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les directrices et directeurs d'écoles publiques à mettre à la disposition des municipalités les locaux des établissements scolaires, aux jours et heures où ils ne sont pas occupés, pour y organiser des garderies d'enfants, chaque fois que quinze familles au moins en font la demande d'ouverture, p. 2835 (Document n° 1930). — Dépôt du rapport par M. Mora, p. 3996 (Document n° 2259).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Poinsu-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à créer une police féminine spécialisée dans la protection de l'enfance et de l'adolescence, p. 3974 (Document n° 2201).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Landry tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'assurer aux enfants déficients le traitement nécessaire à leur sauvegarde, à leur rééducation et à leur redressement, p. 61 (Document n° 34).

Enfants arriérés. — V. Enseignement primaire.

Enfants de troupe. — V. Armée de terre (écoles militaires).

Engrais. — V. Agriculture (exploitations agricoles). — Office national des engrais, amendements et pesticides.

Enquêtes. — V. Agriculture (exploitations agricoles). — Interpellations (Assemblée nationale), n° 33. — Marine marchande (scalpelles maritimes).

Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur la livraison de vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires, p. 8 (Document n° 250). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vés tendant à la nomination d'une commission d'enquête chargée d'examiner tous les problèmes se rattachant au marché du vin, depuis le 20 juin 1940 jusqu'à ce jour, p. 8 (Document n° 252). — Dépôt du rapport par Mme Madeleine Braun, p. 101 (Document n° 414). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. Thamiel, p. 210 (Document n° 466). — Discussion, p. 233. — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires », p. 225.

Dépôt d'une proposition de résolution de M. François Delcos relative aux pouvoirs de la commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin, p. 1721 (Document n° 1394). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 1942 (Document n° 1590). — Discussion et adoption, p. 2032.

Désignation de candidatures pour la commission d'enquête concernant le vin, p. 319, 1601. — Nomination des membres, p. 357, 1678.

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bentaleb tendant à la création d'une commission chargée d'enquêter sur la situation générale de l'Algérie, p. 267 (Document n° 429). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Djemad tendant à la nomination d'une commission parlementaire chargée de procéder à une enquête sur les causes et les responsabilités des événements d'Algérie de mai 1915 et sur la façon dont la loi d'amnistie du 1^{er} mars 1916 a été appliquée, p. 463 (Document n° 729). — Dépôt du rapport par M. Djemad, p. 2259 (Document n° 1716) (rectificatif), p. 2293. — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Demusois, p. 2293 (Document n° 1791).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 31 août 1916 ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1915, p. 833 (Document n° 906). — Rapporteur, M. Guesdon, p. 957; discussion, p. 959; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution tendant à ne pas prendre en considération la proposition de loi n° 906, p. 961.

Dépôt d'un rapport de M. Charles Sorre, rapporteur général, fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1915, p. 4127 (Document n° 2311).

Événements survenus en France de 1933 à 1915. — Nouvelle répartition entre les groupes des sièges de la commission d'enquête et demande de désignation de nouveaux membres, p. 88. — Désignation de candidatures, p. 210, 319, 379, 511, 1246, 1526, 1760, 5651. — Nomination de membres, p. 275, 357, 411, 357, 1159, 1592, 1783, 5527, 5566.

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner le fonctionnement de l'administration de la zone française en Allemagne, p. 697 (Document n° 853). — Dépôt du rapport par M. Itzès Coly, p. 1600 (Document n° 1299). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. de Chambrun, p. 1600 (Document n° 1201).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bétolaud tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la gestion des entreprises nationalisées, p. 142 (Document n° 431).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Villon tendant à désigner une commission spéciale d'enquête parlementaire pour examiner la gestion et les comptes de la société des éleveurs du Bourbonnais et, en par-

ticulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier), p. 4785 (Document n° 2519). — Dépôt du rapport par M. Yves Péron, p. 6389 (Document n° 3019).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Villon tendant à la désignation d'une commission d'enquête parlementaire, p. 5113 (Document n° 2761).

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'agriculture concernant les produits agricoles, p. 40. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 149.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission du ravitaillement, p. 40. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 119.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des moyens de communication concernant les centres de triage ferroviaires et les terrains d'aviation civile, p. 88. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 119.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la production industrielle, afin de procéder aux investigations utiles sur tous les sujets nécessaires à son information, p. 88. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 119.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la famille afin de procéder à une enquête sur la situation épidémiologique vénérienne, p. 321. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 357.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre concernant certains chantiers expérimentaux de la reconstruction et sur certaines régions sinistrées, p. 627. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 797.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des pensions pour lui permettre d'exercer ses pouvoirs de contrôle dans la métropole et en Afrique du Nord sur les différents services relevant du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 708. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 797. — Demande d'extension de pouvoirs, p. 3991. — Octroi des pouvoirs d'enquête, p. 4192.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la défense nationale pour l'accomplissement de sa mission de contrôle, p. 863. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 1020.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des affaires économiques pour lui permettre d'exercer sa mission de contrôle, p. 1095. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 1237.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des affaires étrangères afin d'examiner le fonctionnement de l'administration dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche, p. 1550. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 1582.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la justice et de législation afin de lui permettre de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement des établissements pénitentiaires, p. 1598. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 1678.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des territoires d'outre-mer concernant la situation politique et économique dans ces territoires, p. 1712. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 1819.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la marine marchande et des pêches sur la catastrophe de Brest, p. 3721. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 3881.

Demande de pouvoirs d'enquête à la commission des affaires étrangères pour l'accomplissement de sa mission, p. 5303; Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 5536.

Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saadane tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur les événements de mai, juin et juillet 1945, en Algérie, p. 280 (Document n° 150).

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la production industrielle concernant la production industrielle en Tunisie, p. 221. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 253.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la famille sur la situation épidémiologique vénérienne en France, p. 260. — Discussion, p. 289; attribution des pouvoirs d'enquête, p. 281.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des affaires économiques concernant la société nationale de vente des surplus et sur les licences d'importation, p. 275. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 281.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la marine et des pêches concernant les pêches marillimes, p. 554. — Examen de la demande, p. 563. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 564. — Dépôt d'un rapport par M. Denvers, p. 2742 (Document n° 977).

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la France d'outre-mer sur la gestion de l'office des bois de l'Afrique équatoriale française, p. 1898. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 1973.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la France d'outre-mer sur la situation politique et économique dans les territoires d'outre-mer, p. 1914. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 2046.

Demande de pouvoirs d'enquête pour la commission des affaires économiques sur l'établissement des programmes d'importation et l'attribution des licences, p. 2077. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 2082.

Enregistrement. — V. Code civil. — Dommages de guerre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Darou tendant à inviter le Gouvernement à relever le prix limite fixé par l'article 457 bis du code de l'enregistrement, comportant exonération de droits d'enregistrement en faveur de certaines constructions nouvelles, p. 3996 (Document n° 2251). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 5832 (Document n° 2908).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Guillou tendant à modifier l'article 410 bis du code de l'enregistrement, en vue d'exonérer des droits de soultte et de retour la valeur des parts et portions des biens acquis par le copartageant attributaire de tous les biens meubles ou immeubles composant une exploitation agricole unique d'une valeur de 1.100.000 F, p. 977 (Document n° 979).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à compléter l'article 455 septies du code de l'enregistrement relatif aux droits sur la première mutation, p. 1890 (Document n° 1516).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure modifiant l'article 188 bis du code de l'enregistrement, relatif à l'exercice d'un droit de préemption au profit du Trésor, p. 1911 (Document n° 1592).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Stefridt tendant à étendre le bénéfice de l'article 713 du code de l'enregistrement aux stations balnéaires hydro-minérales, climatiques et de tourisme, p. 5195 (Document n° 2709).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à créer un fonds de péréquation départemental au profit des communes d'une population inférieure à 5.000 habitants, p. 5589 (Document n° 2797).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Satonnat et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines relative à la perception de la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux instituée par la loi n° 45-0195, article 36, du 31 décembre 1945, p. 2101 (Document n° 790).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5015 (Document n° 2645).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Davaud tendant à modifier les articles 408 et 410 du code de l'enregistrement, p. 2102 (Document n° 792).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5045 (Document n° 2646).

Enseignement. — V. Algérie. — Fonctionnaires de l'enseignement. — France d'outre-mer. — Traitements (éducation nationale).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à hâter la conclusion des travaux de la commission de la réforme de l'enseignement, p. 343 (Document n° 583). — Dépôt du rapport par M. de Boysson, p. 1525 (Document n° 1273). — Adoption, p. 2000.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Cogniot tendant à réaliser la réforme de l'enseignement, p. 4245 (Document n° 2382).

Enseignement (Bourses).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à augmenter substantiellement le taux des bourses de l'enseignement supérieur et le nombre de leurs bénéficiaires, p. 1812 (Document n° 1189).

Enseignement AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à réorganiser l'école nationale d'horticulture de Versailles et à l'assimiler aux écoles nationales d'agriculture, p. 33 (Document n° 314).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à réorganiser l'école nationale d'horticulture de Versailles, p. 34 (Document n° 341).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Champel tendant à l'organisation de l'enseignement post-scolaire agricole et agricole ménager, p. 55 (Document n° 31) (rectificatif, p. 78).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 312 (Document n° 590).

Enseignement par CORRESPONDANCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à réglementer l'enseignement par correspondance, p. 2575 (Document n° 1863).

Enseignement de la MEDECINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Arhaud tendant à la création d'écoles normales d'infirmières ou infirmiers et d'assistantes ou assistants de service social, p. 2258 (Document n° 1763).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis portant statut des écoles et réforme des études d'assistantes ou d'assistantes de service social, d'infirmiers ou d'infirmières, p. 2292 (Document n° 1785).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Amédée Guy tendant à la création d'un enseignement préparatoire aux carrières de services infirmiers et de services sociaux, p. 925 (Document n° 387).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2710 (Document n° 1903).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à créer en France des écoles d'infirmiers d'Etat, p. 209 (Document n° 471).

Enseignement PRIMAIRE. — V. Allocations familiales. — Fonctionnaires de l'enseignement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les lois du 19 juillet 1899 et du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service, p. 1311 (Document n° 1163). — Dépôt du rapport par Mlle Rumeau, p. 2127 (Document n° 1695). — Adoption, p. 738.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 968 (Document n° 409). — Dépôt du rapport par Mme Pacaut, p. 1226 (Document n° 483). — Adoption après modification du titre: *Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service*, p. 1474 (rectificatif, p. 1760).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3540 (Document n° 2112). — Dépôt du rapport par Mlle Rumeau, p. 4711 (Document n° 2505). — Adoption, après modification du titre: *Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service*, p. 5152 (Loi n° 47-2347 du 20 décembre 1947, J. O. du 21 décembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lucie Guérin tendant à l'organisation de classes de perfectionnement pour les enfants arriérés et déficients, p. 56 (Document n° 351). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 1662 (Document n° 1330).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Marcelle Rumeau tendant à la création d'écoles maternelles ou de garderies d'enfants dans les communes dont la mairie aura reçu de quinze familles une demande d'ouverture de classe maternelle, p. 1280 (Document n° 1137).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lhuissier tendant à organiser le service de surveillance de l'interclasse et des cantines dans les établissements scolaires du premier degré, p. 4193 (Document n° 1215).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Baudry d'Asson portant réorganisation de l'enseignement primaire, p. 4385 (Document n° 1337).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Hervé tendant à inviter le Gouvernement à prendre les arrêtés et mesures nécessaires à la conservation de la langue et de la culture bretonnes, à l'abrogation des dispositions qui proscrivent l'usage de la langue bretonne dans l'enseignement public et à l'organisation d'un enseignement de la langue bretonne dans les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan, p. 1661 (Document n° 1326).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lempereur tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires au perfectionnement et au renforcement de la langue française dans tous les établissements scolaires et notamment ceux des départements où la langue régionale utilisée dans la famille est autre que le français, p. 2077 (Document n° 1631).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à développer l'enseignement français dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 3117 (Document n° 2988) (rectificatif, p. 1224).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thibault tendant à inviter le Gouvernement à demander aux conseils d'administration des houillères des bassins du Gard, de l'Aveyron et de la Loire, de donner à bail, aux associations de parents d'élèves, les locaux des anciennes écoles privées des mines, p. 4126 (Document n° 2140).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vercheille tendant à faire prendre en charge par l'Etat la construction et l'entretien des bâtiments scolaires, p. 2151 (Document n° 624).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5195 (Document n° 2731).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilson tendant à inviter le Gouvernement à demander aux houillères des bassins d'Aquitaine, des Cévennes et de la Loire, à donner à bail, aux associations des parents d'élèves, les locaux des anciennes écoles privées des mines, p. 1285 (Document n° 482). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouloux tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour conserver ou restituer à leur usage normal d'écoles publiques lorsque les bâtiments scolaires acquis régulièrement par l'Etat à la suite de la nationalisation des houillères, p. 2256 (Document n° 812). — Dépôt du rapport de M. Gilson, p. 2443 (Document n° 902).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline André-Thomé Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à modifier, pour 1948, sa politique de financement en matière de réparations, d'aménagement et d'extension des constructions scolaires et d'enseignement du premier degré, p. 4483 (Document n° 518). — Dépôt du rapport par M. Bouloux, p. 2409 (Document n° 833).

Enseignement SECONDAIRE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du collège classique et moderne de jeunes filles de la ville de Cherbourg, p. 4740 (Document n° 2510).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mercier (Oise) tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le « Collège moderne de jeunes filles » de Mouy (Oise) et à prendre en charge tous les frais afférents à l'entretien et au fonctionnement de cet établissement scolaire, p. 4126 (Document n° 2342).

Enseignement du SKI. — V. Education physique et sports.

Enseignement SUPÉRIEUR. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 33.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à ne pas augmenter les droits universitaires et à maintenir les universités françaises dans des conditions matérielles de fonctionnement conformes à l'intérêt national, p. 4639 (Document n° 1338). — Dépôt du rapport par M. Louis Marin, p. 4725 (Document n° 1396). — Discussion, p. 1747; adoption, p. 4750.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Berville tendant à créer des cours de droit d'outre-mer dans les facultés de la métropole qui n'en possèdent pas encore, p. 626 (Document n° 251). — Dépôt du rapport par M. Gilson, p. 4286 (Document n° 433). — Adoption, p. 1770.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Petit tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2193 du 23 octobre 1946 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, p. 2835 (Document n° 1933).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir des crédits spéciaux pour la création de nouvelles chaires à l'université de Strasbourg, p. 3501 (Document, p. 2127).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Cozard tendant à inviter le Gouvernement à créer une chaire d'Italien à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand, p. 4385 (Document n° 2121).

Enseignement TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL. — Collèges techniques. — V. Impôts (apprentissage). — Interpellations (Assemblée nationale) n° 83, 83 et 119.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Finet sur la proposition de résolution de Mme Marcelle Herzog-Cachin tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le ministère de l'Éducation nationale les frais de fonctionnement des deux collèges moderne et technique de la ville de Suresnes (n° 91), p. 810 (Document n° 918). — Adoption, p. 1237.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession de l'école centrale lycéenne à l'Etat, p. 1311 (Document n° 1167). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 2615 (Document n° 18-6). — Adoption, p. 2920.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1038 (Document n° 473). — Dépôt du rapport par Mme Pacaut, p. 1250 (Document n° 492). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1770.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4383 (Loi n° 47-1563 du 21 août 1947, J. O. du 22 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels, p. 3503 (Document n° 2123). — Dépôt du rapport par M. Charlot, p. 3996 (Document n° 2262). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 6317 (Document n° 2000).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgard Fauré tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser l'école du bois de Mouchard (Jura), p. 87 (Document n° 361). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la charge des budgets du ministère de l'Éducation nationale et de l'Agriculture les frais d'administration, d'entretien et de fonctionnement du collège technique et moderne et école du bois de Mouchard (Jura) qui serait ainsi transformée en école nationale professionnelle du bois, p. 57 (Document n° 372). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vialto tendant à inviter le Gouvernement à transformer l'école du bois de Mouchard (Jura) en une école nationale professionnelle du bois, p. 209 (Document n° 463). — Dépôt du rapport de M. Blanchet, p. 4012 (Document n° 1012). — Dépôt d'un avis de la commission de l'Éducation nationale par M. Vialto, p. 4526 (Document n° 1276). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution relative à l'école du bois de Mouchard (Jura) », p. 4784.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à transformer le collège technique de Gourdan-Pollignac (Haute-Garonne) en école nationale professionnelle d'artisanat rural, p. 685 (Document n° 811). — Dépôt du rapport par Mme Rumeau, p. 2281 (Document n° 1955). — Adoption, p. 3838.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à la création d'une école nationale professionnelle à Toulouse, p. 810 (Document n° 892). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 4711 (Document n° 2506).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le ministère de l'Éducation nationale les frais de fonctionnement et de modernisation du « Collège technique Vauban » de la ville de Courbevoie, p. 4525 (Document n° 1272). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Gazier tendant à inviter le Gouvernement à préparer la nationalisation des collèges modernes et techniques de Courbevoie, p. 2018 (Document n° 1633). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 4741 (Document n° 2507).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Claire Sautier tendant à inviter le Gouvernement à hâter le dépôt d'un projet de loi portant statut de la formation professionnelle, p. 2151 (Document n° 821). — Dépôt du rapport par M. Barron, p. 2611 (Document n° 923).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. André Denis (Document 202 de 1946) portant organisation de la formation professionnelle et de l'utilisation de la main-d'œuvre, p. 2625 (Document n° 2139).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paulnaud tendant à l'organisation de la formation professionnelle, p. 785 (Document n° 870). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3625 (Document n° 2139).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Morice sur l'organisation de la formation professionnelle, p. 2129 (Document n° 1636). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3625 (Document n° 2139).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Masson tendant à déterminer un statut provisoire des centres d'apprentissage, p. 436 (Document n° 687).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le ministère de

Éducation nationale les frais d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des deux collèges modernes et techniques de la ville d'Orléans, p. 35 (Document n° 348).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Mignon tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge toutes les dépenses pour l'entretien et l'achat du matériel et des locaux des collèges techniques, p. 101 (Document n° 403).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Painaud tendant à inviter le Gouvernement à accorder une attention toute particulière au développement de la formation professionnelle accélérée, p. 267 (Document n° 500).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gressa tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les conditions actuelles de fonctionnement des centres d'apprentissage de l'industrie aéronautique en attendant la réforme complète de la formation professionnelle, p. 1912 (Document n° 1570).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Michel tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'État des frais de fonctionnement et d'entretien du collège technique de Romans, p. 2259 (Document n° 1774).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cousin tendant à inviter le Gouvernement à confier au ministère de l'éducation nationale la charge et les frais afférents au fonctionnement du collège technique et moderne de l'Isle-sur-Sorgue, p. 2532 (Document n° 1835).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lamarque Gando tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le ministère de l'éducation nationale les frais de fonctionnement, d'entretien et de modernisation des deux collèges modernes et techniques d'Aire-sur-Adour (Landes), p. 3295 (Document n° 2252).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'État des frais de fonctionnement et d'entretien des collèges techniques de filles et de garçons de la ville de Cherbourg, p. 4740 (Document n° 2514).

Enseignement de l'organisation scientifique du TRAVAIL.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rafewski tendant à inviter le Gouvernement à instaurer à tous les degrés un enseignement de l'organisation scientifique du travail et à créer dans les facultés et les écoles supérieures des centres d'études de l'art administratif, p. 318 (Document n° 513). — Dépôt du rapport par M. Charles Vlatto, p. 3723 (Document n° 2174). — Adoption, p. 4463.

Entr'aide sociale. — V. Conseil supérieur de l'entr'aide sociale.

Entreprises. — V. Code du travail (comités d'entreprises). — Commerce et industrie.

Entreprises nationalisées. — V. Commerce et industrie. — Enquêtes parlementaires. — Impôts (solidarité nationale). — Interpellations (Assemblée nationale) n° 23. — Sociétés nationalisées.

Entreprises publiques. — V. Commerce et industrie.

Entreprises réquisitionnées. — V. Commerce et industrie.

Entreprises de transports. — V. Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Épargne (comité national).

Assemblée nationale. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter l'Assemblée au comité national d'épargne, p. 444. — Désignation de candidatures, p. 651. — Nomination, p. 796.

Conseil de la République. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter le Conseil de la République au comité national d'épargne, p. 511. — Désignation de candidatures, p. 543. — Nomination, p. 563.

Épuration. — Indignité nationale. — V. Armée de terre (officiers).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à rapporter l'ordonnance n° 45-159 du 9 février 1945 relative à l'indignité nationale et à en annuler les effets, p. 312 (Document n° 567).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à modifier les ordonnances des 26 août et 30 septembre 1944 et à rendre applicables les dispositions desdites ordonnances aux individus inculpés d'intelligence avec l'ennemi ou coupables de crimes d'indignité nationale, décedés ou disparus avant jugement, p. 428 (Document n° 622).

Équipement hydroélectrique. — V. Agriculture (travaux d'assainissement). — Électricité (forces hydrauliques).

Équipement rural. — V. Agriculture. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 56, 69.

Espagne. — V. Pensions et retraites (anciens combattants). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 39, 93. — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Madeleine Braun tendant à inviter le Gouvernement à élever une protestation contre l'exécution de deux patriotes espagnols, p. 654 (Document n° 3038). — Adoption, p. 654.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vittori, tendant à inviter le Gouvernement à protester auprès du gouvernement de Franco au sujet de l'exécution des républicains patriotes espagnols Augustin Zorua et Lucas Muno Baos, p. 2781 (Document n° 988). — Rapporteur M. Salomon Grumbach et discussion, p. 2790 et adoption, p. 2791.

Essences. — V. Combustibles liquides et dérivés. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 34.

Essence de lavande. — V. Horticulture.

Établissements d'accouchement. — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers (maisons d'accouchement).

Établissements agricoles. — V. Algérie (agriculture).

Établissements classés. — V. Arts et manufactures (comité consultatif).

Établissements de cure. — V. Tuberculose.

Établissements militaires. — V. Domaine de l'État. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 59. — Loyers (baux commerciaux et industriels).

Établissements publics. — V. Code civil.

Établissements scolaires. — V. Enfance (protection de l'). — Enseignement.

Établissements subventionnés. — V. Sociétés, établissements ou organismes subventionnés par l'État.

Établissements thermaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à prononcer la déchéance de l'actuel concessionnaire du droit d'exploiter l'établissement thermal civil de Bourbon-l'Archambault, p. 1869 (Document n° 1500).

Étrangers. — V. Code du travail (travailleurs étrangers). — Sociétés étrangères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Madeleine Braun tendant à établir le statut des étrangers, p. 1661 (Document n° 1337).

Étudiants. — V. Allocations familiales. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 38. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Évacués. — V. Réfugiés et sinistrés.

Événements. — V. Médaille des évadés.

Événements. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 46, 47, 48, 415.

Événements survenus en France de 1933 à 1945. — V. Enquêtes parlementaires.

Exodus (émigration). — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 63.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Braun tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes initiatives permettant de résoudre le plus rapidement possible le problème tragique de l'Exodus, p. 3784 (Document n° 2159). — Rapporteur Mme Braun; discussion, p. 3712; adoption à l'unanimité, p. 3713.

Experts agricoles et fonciers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Oimi tendant à la création de l'ordre des experts agricoles et fonciers, p. 1236 (Document n° 1148). — Dépôt du rapport par M. Oimi, p. 1898 (Document n° 4534).

Experts comptables et comptables.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gressa tendant à proroger jusqu'au 31 janvier 1948 les délais prévus à l'article 75 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 portant organisation de l'ordre des comptables et experts comptables, p. 3508 (Document n° 2137).

Exploitations agricoles. — V. Agriculture. — Loyers (baux ruraux, ruraux à ferme). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 92. — Successions.

Exploitations forestières. — V. Bois et forêts.

Exploitations industrielles et commerciales de l'État. — V. Commerce et industrie.

Exploitations minières. — V. Médailles d'honneur.

Explosion. — V. Marine marchande (catastrophes maritimes).

Exportations et importations.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisson tendant à inviter le Gouvernement à réévaluer l'exportation des voitures automobiles tant que les besoins du marché intérieur ne seront pas satisfaits, p. 200 (Document n° 112). — Dépôt du rapport par Mlle Triquier, p. 1840 (Document n° 702). — Discussion, p. 2381; adoption, p. 2385.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lareppe tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'exportation des matériaux de construction, p. 780 (Document, n° 861). — Dépôt du rapport par M. Lareppe, p. 4525 (Document n° 1270).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mauroux sur la proposition de loi de MM. Roinarony, Bruyneel et Bergasse tendant à rendre une liberté contrôlée au commerce d'importation des céréales secondaires (n° 61), p. 2532 (Document n° 1849).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant maintien de l'organisation des groupements créés en application de l'article 89 de la loi du 11 juillet 1938, p. 7 (Document n° 281).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Poinco-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à organiser par décret une procédure rationnelle et équitable de répartition des licences d'importation, p. 4851 (Document n° 2519).

Exposition d'art et d'histoire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur la proposition de M. Paul Boulet tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris en 1947, à l'occasion du centenaire de l'école française d'Athènes, une exposition d'art et d'histoire et à organiser, d'autre part, le voyage d'une mission d'étude en Grèce et dans le Proche-Orient (n° 185), p. 653 (Document n° 831). — Adoption, p. 1237.

Exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1947, d'un crédit de 80 millions de francs pour participation de la France à l'exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation, p. 2610 (Document n° 1875). — Dépôt du rapport par M. Joseph Laniel, p. 3806 (Document n° 2192). — Discussion, p. 3826; adoption après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1947, d'un crédit de 70 millions de francs pour participation de la France à l'exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation* », p. 3828.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1574 (Document n° 527). — Lecture du rapport par M. Alain Foher et discussion, p. 1632; adoption, p. 1631 (rectificatif, p. 1602).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4127 (Document n° 2319). — Adoption après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1947 d'un crédit de 70.000.000 francs pour participation de la France à l'exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation* », p. 4511 (rectificatif, p. 4613) (Loi n° 47-1731 du 5 septembre 1947, J. O. du 6 septembre 1947).

Expropriation. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 21, 26. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 57.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski relative à l'abrogation pour le temps de paix du décret du 30 octobre 1935, relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires et du décret pris à la même date, relatif aux servitudes à imposer aux propriétés pour l'établissement des terrains destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air, p. 1138 (Document n° 1222).

Expulsion. — V. Loyers.**F**

Fabien (colonel). — V. Hommage.

Familles. — V. Code de commerce. — Spoliation.

Faite de collaboration. — V. Amnistie. — Code du travail (divers). — Epuration. — Médecine et professions médicales. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 43.

Famille. — V. Allocations familiales. — Assistance familiale. — Assurances sociales. — Médaille de la Famille française.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Thamiel tendant à instituer le prêt au mariage, p. 101 (Document n° 370).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Landry concernant la surveillance et l'assistance éducative de la famille, p. 52 (Document n° 23).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 313 (Document n° 530).

Familles nombreuses. — V. Allocations familiales. — Assistance à la famille. — Dommages de guerre. — Loyers (locux d'habitation). — Pensions et retraites (divers). — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Favoritisme. — V. Interventions parlementaires.

Femmes. — V. Code du travail (régime et durée). — Fonctionnaires de l'enseignement. — Offices publics et ministériels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Madeleine Braun tendant à faire admettre les femmes, à égalité de titres, à toutes les fonctions publiques et professions libérales, p. 7 (Document n° 213). — Dépôt du rapport par M. Hervé, p. 2019 (Document n° 4631).

Formage et mélayage. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 61. — Loyers (baux ruraux).

Fermes régionales et fermes départementales. — Agriculture.

Festival de Cannes. — V. Cinématographie.

Festival de la fleur.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge une partie des frais occasionnés par l'organisation d'un festival de la fleur et de son parfum, dans les Alpes-Maritimes, et à en constituer le comité national, p. 4126 (Document n° 2323).

Fêtes de bienfaisance. — V. Impôts (contributions indirectes).

Fêtes et cérémonies commémoratives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la célébration du centenaire de la Révolution de 1818 et de la seconde République, p. 4090 (Document n° 2282). — Adoption après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits pour la célébration du centenaire de la Révolution de 1818 et de la seconde République et du tricentenaire du rattachement de l'Alsace à la France* », p. 4839.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2059 (Document n° 781; rapporteur M. Courrière (Document n° 782); discussion, p. 2059 et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2060.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4870 (Loi n° 47-1774 du 10 septembre 1947, J. O. du 11 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à solenniser l'anniversaire du débarquement du 6 juin 1944 et à promouvoir l'équipement touristique de la zone de débarquement, p. 286 (Document n° 519).

Fêtes légales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la journée du 1^{er} mai 1947, p. 1333 (Document n° 1190). — Discussion et adoption après modification du titre: *Projet de loi relatif à la journée du 1^{er} mai*, p. 1334.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 519 (Document n° 217). — Lecture du rapport par M. Caspary, p. 519; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 520.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1339 (Loi n° 47-778 du 30 avril 1947, J. O. du 1^{er} mai 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Manceau tendant à faire de la journée du 8 mai, date de la capitulation allemande, un jour férié au même titre que le 11 novembre, p. 2076 (Document n° 1681).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles-Cros tendant à faire de la journée du 1^{er} juin un jour férié dit « *fête de l'Union française* », p. 1034 (Document n° 439).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3218 (Document n° 2078).

Films cinématographiques. — V. Cinématographie.

Finances locales. — V. Départements, villes et communes.

Fleurs. — V. Festival de la fleur.

Fonctions publiques. — V. Femmes. — Traitements, soldes et indemnités.

Fonction publique (Direction de la). — V. Administration publique. — Fonctionnaires.

Fonctionnaires. — V. Armée de terre (recrutement). — Assurances sociales. — Budgets de 1947 et 1948. — Code du travail (salaires). — Emplois réservés. — Fonctionnaires coloniaux. — Fonctionnaires de l'enseignement. — Pensions et retraites. — Traitements, soldes et indemnités.

ADMINISTRATEURS CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrot complétant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945 relative à la formation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires, modifiée par l'article 118 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, p. 3576 (Document n° 2141).

ADMINISTRATEURS D'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires, p. 57 (Document n° 359).

AVANCEMENT. — BONIFICATIONS D'ANCIENNETÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denais tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires prisonniers de guerre ou déportés politiques, p. 8 (Document n° 261).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à fixer l'avancement et la retraite des fonctionnaires internés et déportés, en raison du rôle que leurs fonctions leur ont permis de jouer dans la résistance à l'ennemi, p. 56 (Document n° 376).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Ségelle tendant à accorder des avantages spéciaux aux fonctionnaires déportés et internés pour des motifs politiques, p. 101 (Document n° 412).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Biondi instituant, à titre exceptionnel, pour les personnes ayant pris une part active à la résistance, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, p. 342 (Document n° 570).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Lejeune tendant à faire application des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927 relative aux majorations d'ancienneté pour services de guerre, modifiée par les articles 33 et 31 de la loi du 19 mars 1928, aux fonctionnaires ayant participé aux opérations de la guerre 1939-1945, p. 1342 (Document n° 1183).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Lejeune tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et aux agents des services publics prisonniers de guerre ou déportés politiques pour actes de résistance, p. 1342 (Document n° 1181).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grésa tendant à faire bénéficier les fonctionnaires mobilisés, prisonniers, déportés ou internés politiques au cours de la guerre 1939-1945, des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927, p. 1439 (Document n° 1205).

Assemblée générale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moulon tendant à modifier l'article 105 de la loi du 31 mars 1932 accordant un droit de prolongation de carrière aux fonctionnaires anciens combattants, p. 2259 (Document n° 1772).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Denis tendant à accorder aux fonctionnaires et agents des services publics, anciens combattants des deux guerres, prisonniers, déportés ou internés au cours de la guerre 1939-1945, une majoration d'ancienneté valable pour l'avancement et la retraite, ainsi qu'une amputation sur l'âge requis pour la retraite, applicable aux anciens combattants, prisonniers et déportés, bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs, p. 3659 (Document n° 2152).

ORÉATIONS ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 47-679 du 30 mars 1947, p. 2151 (Document n° 1715). — Dépôt du rapport par M. Maurice Frédet, p. 2881 (Document n° 1956). — Adoption, p. 3531.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1290 (Document n° 486). — Dépôt du rapport par M. Vouret, p. 2136 (Document n° 608). — Avis défavorable sur le projet de loi, p. 2261.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3537 (Document n° 2778).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dagain tendant à la réduction des services publics et à la compression des dépenses budgétaires, p. 1028 (Document n° 1031).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les services administratifs inutiles et à réduire le nombre des fonctionnaires, p. 468 (Document n° 707).

DÉGAGEMENT DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux conditions de dégagement des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 4126 (Document n° 2359). — Débat sur la demande de discussion d'urgence, p. 4251; rejet, au scrutin, p. 4292. — Adoption, au scrutin, p. 4291 (rectificatif, p. 4133).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1751 (Document n° 625). — Rapporteur M. Alain Pôher et discussion, p. 1803; adoption, au scrutin et à l'unanimité, de l'avis sur le projet de loi, p. 1818 (rectificatif, p. 1835).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4431 (Document n° 2156). — Rapporteur M. Charles Barangé; discussion, p. 4512; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4515 (Loi n° 47-1690 du 8 septembre 1947, J. O. du 4 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à compléter la loi relative aux conditions de dégagement des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 4701 (Document n° 2192).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à modifier la loi du 3 septembre 1917 relative aux conditions de dégagement des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 5188 (Document n° 2766).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard concernant le dégagement des fonctionnaires, employés, agents et ouvriers des administrations de l'Etat, des départements, des communes et des territoires de l'Union française, anciens combattants, pensionnés et victimes de guerre, p. 5527 (Document n° 2781).

DÉTACHEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Janton invitant le Gouvernement à régulariser dans les plus brefs délais la situation des fonctionnaires détachés de leur administration d'origine dans d'autres administrations, p. 2743 (Document n° 971).

DROIT DE GRÈVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à réprimer la grève des fonctionnaires chargés d'un service de sécurité, p. 550 (Document n° 777). (rectificatif, p. 657).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Queuille tendant à réglementer l'exercice du droit de grève dans les services dont le fonctionnement ininterrompu est indispensable à la vie de la nation, p. 2617

(Document n° 1628). — Demande de discussion d'urgence, p. 2176; rejet au scrutin, p. 2181. — Avis du Conseil économique, p. 4431 (Document n° 2147).

LICENCIEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant au licenciement des fonctionnaires recrutés abusivement depuis le 1^{er} septembre 1939, p. 550 (Document n° 791).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Rosquier tendant à ramener, au 1^{er} mars 1948, le nombre des fonctionnaires à celui qui existait au 1^{er} janvier 1939, p. 5933 (Document n° 2947).

LIMITE D'ÂGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à ajourner l'application de l'article 21 de la loi de finances du 8 août 1947, p. 4930 (Document n° 2579). — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy tendant à modifier l'article 21 de la loi du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier, p. 5005 (Document n° 2635). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 5994 (Document n° 2959).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Meck tendant à élargir le domaine d'application de la législation sur l'âge limite d'admission dans les administrations publiques, p. 3616 (Document n° 2115).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy relative à l'application des mesures financières concernant la limite d'âge des fonctionnaires, p. 3306 (Document n° 2198).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'article 21 de la loi de finances du 8 août 1947 à l'avantage des pères de famille fonctionnaires pour le calcul de leur limite d'âge, p. 4930 (Document n° 2603).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin concernant les limites d'âge des fonctionnaires, p. 5095 (Document n° 2639).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à compléter l'article 21 de la loi du 8 août 1947 pour permettre aux fonctionnaires suspendus par les lois d'exception du Gouvernement de fait se disant Gouvernement de l'Etat français de continuer à bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 15 février 1916, p. 5188 (Document n° 2767).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau relative à la limite d'âge des fonctionnaires anciens combattants, p. 5783 (Document n° 2861).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rachel Lempereur tendant à suspendre l'application de l'article 21 de la loi du 8 août 1947 pour permettre à certains fonctionnaires de continuer à bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 15 février 1916, p. 6360 (Document n° 3021).

Voir également à la rubrique: *Pensions et retraites (personnels civils et militaires)*.

NOMINATIONS ET PROMOTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la révision des nominations et promotions abusives prononcées entre le 17 juin 1940 et le 17 août 1945, en faveur des personnels régis par décret ayant été en service en Indochine au cours de cette période, p. 1696 (Document n° 1355). — Dépôt du rapport par M. Jean Guillon, p. 2259 (Document n° 1739).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la titularisation dans les nouvelles administrations nées de la guerre, p. 2077 (Document n° 1636).

PRISONNIERS DE GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bas tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, relative aux candidats aux ser-

vices publics ayant été empêchés d'y accéder, les personnes domiciliées en Alsace-Lorraine et en Algérie pendant toute ou une partie de l'occupation ennemie, ainsi que les Alsaciens-Lorrains insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande, p. 33 (Document n° 315). — Dépôt du rapport par M. René Kuehn, p. 1525 (Document n° 1277).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Nélolaud tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1293 du 15 juin 1945 en ce qui concerne les candidats aux services publics empêchés d'y accéder en raison des circonstances, et les fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, p. 376 (Document n° 620).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tinguy tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte, dans l'application de l'ordonnance n° 45-1293 du 15 juin 1945, des difficultés particulières dans lesquelles se sont trouvés placés toute une catégorie d'évadés (prisonniers de guerre, déportés, internés civils) qui ont été utilisés momentanément dans un emploi et une résidence autres que leur emploi ordinaire et leur résidence d'attache, p. 1661 (Document n° 1314).

RECLASSEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy tendant à étendre les dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 portant reclassement du cadre, à tous les fonctionnaires et agents des services publics coupés du pouvoir central par fait de guerre, y compris certains bénéficiaires de la loi d'amnistie n° 46-729 du 16 avril 1946, p. 2018 (Document n° 1630).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baron tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures propres à donner satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs de la fonction publique en procédant à la revalorisation de la fonction publique et en demandant au Gouvernement le vote des crédits nécessaires à la réalisation immédiate de cette réforme, p. 2299 (Document n° 851). — Rapporteur M. Pôher; demande de discussion immédiate, p. 2319; rejet de la demande, p. 2351.

RÉINTÉGRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à accorder des mesures réparatrices aux agents féminins atteints par la loi du 11 octobre 1940, p. 436 (Document n° 679).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Doyen tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1944 sur la réintégration des fonctionnaires frappés par l'acte dit loi du 17 juillet 1940, p. 1493 (Document n° 1219).

RETRAITE ANTICIPÉE. — RETRAITE PAR ANCIENNETÉ

V. *Fonctionnaires (limite d'âge)*. — *Pensions et retraites (personnels civils et militaires)*.

STATUT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 111 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, p. 2575 (Document n° 1973).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Pagan tendant à modifier l'article 110 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, p. 312 (Document n° 568).

TITULARISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Durand tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence les règles de titularisation des auxiliaires âgés de plus de soixante ans, p. 1724 (Document n° 1350).

(Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires (nominations)*).

Fonctionnaires de l'Algérie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dentaleb tendant à permettre aux Français musulmans d'Algérie l'accès à tous les emplois et cadres de l'administration civile et militaire algérienne dans la proportion de 50 p. 100, au grand minimum, du nombre total de ces emplois, p. 208 (Document n° 471).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Foyet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la réparation des préjudices matériels et moraux portés aux fonctionnaires du cadre algérien victimes de l'acte du 5 octobre 1940, p. 1077 (Document n° 1040). — Dépôt du rapport par M. Mokharti, p. 2551 (Document n° 1985).

Fonctionnaires coloniaux. — V. *Pensions et retraites (anciens combattants).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 78.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux limites d'âge et à la réduction d'effectifs du personnel colonial, p. 3335 (Document n° 2081). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 4127 (Document n° 2313). — Adoption après modification du titre: *Projet de loi relatif aux limites d'âge du personnel colonial*, p. 4161 (rectificatif, p. 4132).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1679 (Document n° 591). — Rapporteur: M. Gozzano (Document n° 610), discussion, n° 1761; adoption, p. 1765.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4384 (Loi n° 47-1610 du 27 août 1947, J. O. du 28 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazier tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'application du décret du 1^{er} mai 1937 relatif aux congés des fonctionnaires coloniaux, p. 2250 (Document n° 2361). — Adoption, p. 5454.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Senghor tendant à inviter le Gouvernement à créer outre-mer, pour chaque administration ou service, à côté du cadre général, un cadre commun unique par territoire et, pour l'A. O. F. et l'A. E. F., par groupe de territoires, cadre où, dans l'établissement des traitements, suppléments et indemnités, toute discrimination raciale ou religieuse sera supprimée, p. 1493 (Document n° 1246). — Dépôt du rapport par M. Aujoulat, p. 2152 (Document n° 1717). — Adoption, p. 4112.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer la carte de sinistré aux officiers et fonctionnaires coloniaux ou à toute autre personne qui ont perdu leur mobilier au cours de la guerre soit à la suite d'un naufrage de guerre, soit à la suite de la destruction d'un garde-meubles par faits de guerre, p. 8090 (Document n° 2093). — Dépôt du rapport de M. René Malbrant, p. 5196 (Document n° 2712).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à garantir la sécurité d'emploi, l'indépendance civique et la dignité des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer et à établir dans chacun d'eux un taux unique pour la majoration de la solde de présence, p. 1320 (Document n° 1154).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à garantir la sécurité d'emploi, l'indépendance civique et la dignité des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer et à établir dans chacun d'eux un taux unique pour la majoration de la solde de présence, p. 1342 (Document n° 1188).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à régler la situation des fonctionnaires coloniaux des cadres généraux ou de ceux en service détaché ayant servi sous l'autorité du comité national français, p. 2532 (Document n° 1818).

Fonctionnaires communaux et départementaux. — V. *Fonctionnaires.* — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire, personnels communaux).* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 66, 87. — *Traitements, soldes et indemnités.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol tendant à classer dans le cadre d'Etat de l'enseignement technique, les contremaîtres municipaux titulaires des écoles pratiques de commerce et d'industrie, p. 433 (Document n° 663). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 2127 (Document n° 1700). — Discussion, p. 4229 et adoption, p. 4230.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1703 (Document n° 615). — Rapporteur M. Baron (Document n° 633). — Discussion, p. 1762; adoption, p. 1763.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4384 (Loi n° 47-1653 du 30 août 1947, J. O. du 3 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à faire disparaître une injustice causée à l'égard des collectivités locales dont les employés ont été frappés par les décrets-lois des 26 septembre, 18 novembre 1939 et 9 avril 1940, ainsi qu'en application des lois de Vichy des 17 juillet 1940, 30 août 1940 et 5 octobre 1941, p. 2463 (Document n° 1825).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation des secrétaires de mairie et des employés de mairie et des employés des communes de moins de 10.000 habitants, p. 8 (Document n° 286).

Fonctionnaires de l'enseignement. — V. *Education physique et sports.* — *Traitement (Assemblée nationale).*

CORRÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Béche tendant à accorder le bénéfice des congés de longue durée aux fonctionnaires de l'enseignement atteints de poliomyélite et de ses séquelles, p. 977 (Document n° 999).

CRÉATION DE POSTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Finet tendant à inviter le Gouvernement à créer des postes de maître d'internat dans les collèges techniques, p. 843 (Document n° 566).

FONCTIONS ÉLECTIVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 25 de la Loi du 30 octobre 1886 (Accession des instituteurs aux fonctions de maires et d'adjoints), p. 601 (Document n° 815). — Dépôt du rapport par M. Fievez, p. 1912 (Document n° 1389). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Doyen, p. 3013 (Document n° 2002). — Adoption, p. 3581.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1290 (Document n° 487). — Dépôt du rapport par M. Sablé, p. 1906 (Document n° 735). — Adoption, p. 1907.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4781 (Loi n° 47-1762 du 9 septembre 1947, J. O. du 10 septembre 1947).

MAJORATION D'ANCIENNETÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à supprimer la perte d'ancienneté infligée à certaines catégories du personnel enseignant du second degré, p. 5137 (Document n° 2697).

ORGANISATION DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol tendant à décharger entièrement ou en partie les directeurs d'écoles primaires de plus de 500 élèves des grands centres urbains, de tout service d'enseignement, p. 286 (Document n° 521).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Polissé-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à organiser le travail à mi-temps pour les femmes fonctionnaires ayant des enfants, et spécialement pour les membres de l'enseignement, p. 3723 (Document n° 2161).

PERSONNEL AUXILIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garaudy tendant à donner un statut au personnel auxiliaire de l'enseignement primaire, p. 436 (Document n° 688). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 4555 (Document n° 2161).

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENTS SPÉCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Eugène Petit Jit Claudius sur la proposition de loi de Mlle José Dupuis, tendant à la création, par le département de la Seine, d'un cadre unique de professeurs spéciaux d'enseignement primaire, dans lequel seront intégrés les professeurs communaux en exercice, et habilitant le département de la Seine à inscrire à son budget les dépenses du service des enseignements spéciaux ainsi créés (n° 227), p. 1761 (Document n° 1446). — Adoption, p. 2230 (rectif, p. 2321).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 890 (Document n° 973). — Dépôt du rapport par M. La Gravière, p. 1280.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3911 (Loi n° 47-1523 du 18 août 1947, J. O. du 19 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle José Dupuis tendant à assimiler les professeurs d'enseignements spéciaux aux « membres de l'enseignement public », au sens de l'article 1381 du code civil, p. 5006 (Document n° 2627).

RECLASSEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy Oll tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les règles de reclassement interne pour certains personnels de l'enseignement secondaire et supérieur, p. 90 (Document n° 60) (rectificatif, p. 162). — Dépôt du rapport par M. Oll, p. 319 (Document n° 171). — Discussion, p. 555; adoption, p. 556 (rectificatif, p. 607).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à toutes les houillères de bassin les dispositions de l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public, p. 2531 (Document n° 1835).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à accorder aux instituteurs et institutrices titulaires de l'enseignement public, et ayant exercé au préalable dans les écoles privées des houillères, les mêmes avantages de reclassement que ceux accordés par l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 aux maîtres des écoles privées des houillères, p. 436 (Document n° 674).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bugeux tendant: 1° à accorder à l'ex-personnel enseignant des mines, intégré dans l'enseignement public, la transformation de leur classement de base assuré par leurs conventions collectives; 2° à obtenir la valorisation de leurs services mineurs par la caisse de retraite des fonctionnaires et de valoriser à la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs les dernières années du personnel inintégrable, p. 1636 (Document n° 1370).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garaudy tendant à inviter le Gouvernement à satisfaire les légitimes revendications du personnel enseignant, p. 5031 (Document n° 2663).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baron tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures propres à donner satisfac-

tion aux légitimes revendications du personnel enseignant, en procédant au reclassement de la fonction enseignante dans le cadre de la revalorisation de la fonction publique, et en demandant au Parlement le vote des crédits nécessaires à la réalisation immédiate de cette réforme, p. 2263 (Document n° 811). — Demande de discussion immédiate, p. 2669; rejet, au scrutin, p. 2271. — Dépôt du rapport par M. Boulloux, p. 2409 (Document n° 892).

RECRUTEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. d'Aragon tendant à prévoir, en faveur des aveugles de guerre et des aveugles ayant eu une activité notable dans la résistance, des dérogations à l'article 15 de l'acte dit arrêté du 2 juillet 1912 concernant les conditions physiologiques requises des candidats à un emploi dans l'enseignement secondaire, p. 3218 (Document n° 2071).

RÉINTÉGRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cognot tendant à réintégrer les surveillants généraux des lycées et collèges de Paris dans le premier ordre, à compter du 1^{er} avril 1942, et à leur accorder le rappel de traitement correspondant à cette réintégration (Document n° 247). — Dépôt du rapport par M. Charbonnel p. 1764 (Document n° 1451).

TITULARISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Doyen sur la proposition de loi de Mme Lempereur tendant à permettre la titularisation des instituteurs et institutrices intermédiaires ayant quatre ans de service sans entraîner la nomination définitive à un poste (n° 119), p. 653 (Document n° 832).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rincout sur la proposition de loi de M. Cognot tendant à la titularisation par promotion des élèves des écoles normales d'instituteurs (n° 93), p. 1764 (Document n° 1455).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Ilamont tendant à la titularisation des maîtres et maîtresses d'internat des lycées, collèges et tous établissements scolaires, p. 4385 (Document n° 2136).

Fonds de commerce. — V. Annonces légales. — Justice civile, commerciale ou administrative.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la création et à l'extension de fonds de commerce et à l'attribution de contingents de démarrage, p. 550 (Document n° 781). — Dépôt du rapport par M. Catrice, p. 1209 (Document n° 1102).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce et notamment à celle de l'apport en société de ces fonds, p. 1660 (Document n° 1316).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denais tendant à la révision de certains prix de vente de fonds de commerce, p. 8 (Document n° 260).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à renforcer la publicité nécessaire sur l'identité des propriétaires de fonds de commerce et sur les cessions de parts de société, p. 977 (Document n° 1001).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à réglementer les gérances libres ou locataires-gérances de fonds de commerce, p. 977 (Document n° 1001).

Forains. — V. Code de la route. — Commerce et industrie.

Forces armées. — Armée de terre (organisation).

Forces françaises de l'intérieur. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 68.

Forces françaises libres. — V. Armée de terre. — Commerce et industrie.

Forces hydrauliques. — V. Electricité.

Forêts. — V. Bois et forêts. — Chasse. — Code civil. — Incendies.

Forêts communales et départementales. — V. Fonctionnaires.

Forges de la Chaussade. — V. Armée de mer (arsenaux et établissements de la marine).

Formation professionnelle. — V. Enseignement technique. — Interpellations (Assemblée nationale), n° 83, 118.

Fortifications.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à assouplir le régime des servitudes militaires nées de l'existence des ouvrages de la ligne Maginot, p. 1493 (Document n° 1250). — Dépôt du rapport par M. Thiriet, p. 1943 (Document n° 1603). — Adoption, p. 2740.

Fosses communes. — V. Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers).

France d'outre-mer (Ministère de la). — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 98.

France et territoires d'outre-mer et Etats associés. — V. Armée de terre (organisation). — Budget. — Conseillers de la République. — Elections. — Enseignement supérieur. — Fonctionnaires (déplacement des cadres). — Fonctionnaires coloniaux. — Institut d'élevage et de médecine vétérinaire. — Marine marchande (inscription maritime). — Médailles, décorations et récompenses. — Président de la République.

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant l'organisation et la compétence d'une assemblée de groupe dite « grand conseil de l'Afrique occidentale française », p. 1207 (Document n° 1098). — Dépôt d'un projet de loi fixant l'organisation et la compétence d'une assemblée de groupe dite « grand conseil de l'Afrique équatoriale française », p. 1207 (Document n° 1099). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Houphouët-Boigny tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en A. O. F. et en A. E. F. dites: Conseil fédéral, p. 376 (Document n° 621). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence d'une assemblée de groupe dite « grand conseil de l'Afrique équatoriale française », p. 2076 (Document n° 1677). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Devinat tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence d'une Assemblée de groupe dite « grand conseil de l'Afrique occidentale française », p. 2575 (Document n° 1839). — Dépôt du rapport par M. Lamine-Guèye, p. 3039 (Document n° 2019). — Lecture du rapport, p. 3713. — Rejet au scrutin d'une motion préjudicielle de M. Plevin et discussion, p. 3719. — Nouveau rapport de M. Lamine-Guèye, p. 3885; rejet au scrutin d'une motion préjudicielle de M. Malbrant, p. 3683; discussion générale, p. 3888; discussion des articles, p. 3899; adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites: grands conseils », p. 3913 (rectificatifs, p. 4187, 4520).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1471 (Document n° 517). — Dépôt du rapport par M. Ousmane Socé, p. 1618 (Document n° 559). — Discussion, p. 1715, 1725; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1710 (rectificatif, p. 1812, 1886, 1910).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4327 (Document n° 2102). — Rapporteur M. Lamine-Guèye et discussion, p. 4301; adoption, p. 4305 (rectificatif, p. 4520, 4785, 5003) (Loi n° 47-1629 du 29 août 1947, J. O. du 31 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi n° 46-2427 du 30 octobre 1946 portant rétablissement de la légalité républicaine en Afrique occidentale française et au Togo, p. 1696 (Document n° 1351). — Dépôt du rapport par M. Lamine-Guèye, p. 2759 (Document n° 1907). — Adoption, p. 3175.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1081 (Document n° 461). — Dépôt du rapport par M. Max André, p. 1590 (Document n° 510). — Discussion, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1702.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4327 (Document n° 2307). — Adoption, p. 4324 (Loi n° 47-1608 du 27 août 1947, J. O. du 28 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi maintenant en vigueur, au delà du 1^{er} juillet 1957, dans les territoires autres que l'Indochine relevant de la France d'outre-mer, certaines dispositions prorogées par la loi du 28 février 1947, p. 2834 (Document n° 1913). — Dépôt du rapport par M. Silvanore, p. 3939 (Document n° 2210). — Discussion et adoption, p. 4161.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1679 (Document n° 595). — Rapporteur M. Max André (Document n° 617). — Discussion et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1769.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4381 (Loi n° 47-1630 du 30 août 1947, J. O. du 31 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer de l'ordonnance du 30 décembre 1944 portant modification de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées et attribuant, aux budgets des territoires intéressés, les produits de la liquidation des biens des groupements dissous, p. 3874 (Document n° 2208).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yacine Diallo tendant à inviter le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 2151 (Document n° 1711). — Dépôt du rapport par M. Joseph Dumas, p. 3875 (Document n° 2221). — Discussion, p. 4183; adoption, p. 4185.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Norma Ould Babana tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la quatrième et la cinquième catégorie dans les hôpitaux des territoires d'outre-mer où ces catégories existent, p. 2100 (Document n° 1807). — Retrait, p. 2768.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cozzano tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux territoires d'outre-mer un contingent spécial de bons de monnaie-matière pour l'importation de pièces de rechange de bicyclettes, ces bons étant jusqu'ici laissés en contingent final aux fournisseurs métropolitains pour attribution dans la mesure de leurs disponibilités, aux exportations d'outre-mer, p. 1847 (Document n° 214). — Retrait, p. 1031.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ousmane Socé tendant à inviter le Gouvernement à ordonner la suppression en Afrique occidentale française des sociétés indigènes de prévoyance et leur remplacement par des coopératives agricoles administrées par des gérants élus par les intéressés, p. 799 (Document n° 398). — Dépôt du rapport par M. Fodé Touré, p. 1290 (Document n° 491). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Fodé Touré, p. 1777 (Document n° 651). — Discussion, p. 1855 et adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ordonner la suppression en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun des sociétés indigènes de prévoyance et leur remplacement par des coopératives agricoles administrées par des gérants élus par les intéressés », p. 1856.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mamadou M'Hadje tendant à inviter le Gouvernement à

attribuer dans les moindres délais un important contingent d'instruments agricoles aux territoires d'outre-mer, p. 1034 (Document n° 442). — Dépôt du rapport par M. Cozzano, p. 1290 (Document n° 495). — Adoption, p. 1770.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Amadou Doucouré tendant à inviter le Gouvernement à instituer un code de sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, p. 1031 (Document n° 413). — Dépôt du rapport par M. Touré, p. 1590 (Document n° 538). — Adoption, p. 1855.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Vialle tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir dans les territoires d'outre-mer où il n'est pas encore en vigueur l'article 340 du code civil, p. 1034 (Document n° 443). — Dépôt du rapport par M. Maïga, p. 1590 (Document n° 539). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Carles, p. 2140 (Document n° 813). — Discussion, p. 2251; adoption à l'unanimité de la proposition de résolution, p. 2256.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Houphouët-Boigny tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général des territoires composant l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française, p. 376 (Document n° 623). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à organiser, dans les territoires d'outre-mer, les assemblées locales, p. 907 (Document n° 952). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boidson tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique occidentale française, p. 1598 (Document n° 1308). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Devinat tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique française (A. O. F., A. E. F., Cameroun, Togo), p. 2641 (Document n° 1892). — Dépôt du rapport par M. Houphouët-Boigny, p. 3010 (Document n° 2215).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'approvisionnement des territoires d'outre-mer en produits manufacturés, et notamment en tissus, et à adapter l'industrie et le commerce français d'exportation aux besoins de ces territoires, p. 2259 (Document n° 1770). — Dépôt du rapport par M. Lisette, p. 5891 (Document n° 2890).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à prendre les moyens voulus pour assurer l'embarquement des marchandises qui se trouvent en souffrance dans les territoires d'outre-mer et à mettre à la disposition de ces territoires les moyens aériens et maritimes capables d'assurer leur évacuation ainsi que le transport des passagers en instance de départ, p. 3012 (Document n° 1990). — Dépôt du rapport par M. Castellani, p. 5196 (Document n° 2724).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Senghor tendant à placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale, p. 2532 (Document n° 1842).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lisette tendant à réprimer les discriminations raciales dans les territoires d'outre-mer, p. 3723 (Document n° 2167).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lespès tendant à assurer à la modernisation et à l'équipement de l'agriculture de la métropole et plus généralement des territoires de l'Union française la priorité dans les programmes établis pour la mise en œuvre du plan en 1948, p. 4090 (Document n° 2208) (rectificatif, p. 4328).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touré tendant à l'application du code du travail métropolitain et de la législation française sur la sécurité sociale aux populations de l'Afrique occiden-

tale française et de l'Afrique équatoriale française, p. 689 (Document n° 252).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1763 (Document n° 1424).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Amadou tendant à rendre obligatoire la fréquentation des établissements scolaires dans tous les territoires d'outre-mer de la République française, p. 755 (Document n° 321).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2200 (Document n° 1724).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fodé Touré tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, p. 857 (Document n° 351).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2163 (Document n° 1812).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Eboué tendant à faire du 27 avril un jour férié dans les départements d'outre-mer, en vue de commémorer l'œuvre de Victor Schœlcher, le grand abolitionniste de l'esclavage, p. 1590 (Document n° 511).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4090 (Document n° 2317).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mamba Sano tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance en coopératives agricoles et à en provoquer un statut type, p. 4126 (Document n° 2330).

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française relative aux moyens d'exécution des plans des territoires d'outre-mer, p. 6687.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles-Cros tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai les projets de loi fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des territoires d'outre-mer exerceront leurs droits de citoyens, p. 1031 (Document n° 441).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles-Cros tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que soit réalisée, sans délai, l'égalité de situation entre les conseillers généraux ou membres des assemblées représentatives des territoires d'outre-mer et les conseillers généraux de la métropole, relativement aux indemnités qui leur sont allouées, p. 2151 (Document n° 823).

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant des assemblées représentatives territoriales en Afrique équatoriale française, p. 1763 (Document n° 1425) (rectificatif, p. 4322).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lisette tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat de colon au producteur dans les régions colonnières du Tchad et de l'Oubangui-Chari, p. 3501 (Document n° 2135).

Voir également à la rubrique: France d'outre-mer (textes généraux).

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yacine Diallo portant amnistie de certaines infractions en Guinée française à l'occasion des incidents des 16 et 17 octobre 1945, p. 1205 (Document n° 1081). — Retrait, p. 2333.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Norma Ou'd Bahana tendant à inviter le Gouvernement à adopter, dans les écoles du gouvernement général « dites « écoles normales de Rufisque et de Sébikotane en Afrique occidentale française », le même programme que celui des trois écoles normales de la métropole, p. 2100 (Document n° 1806). — Retrait, p. 2708.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ousmane Socé tendant à inviter le Gouvernement à ordonner l'ouverture au lycée de Dakar d'une classe

supérieure préparatoire aux grandes écoles de la métropole, p. 239 (Document n° 136). — Lecture du rapport par M. Ousmane Socé (Document n° 285) et discussion, p. 678; adoption, à l'unanimité, de l'article unique de la proposition de résolution, p. 681.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant des assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française, p. 1763 (Document n° 1424) (rectificatif, p. 4322).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant le compte définitif du budget général de l'Afrique occidentale française, exercice 1945, p. 4929 (Document n° 2535).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. M'Badjo, tendant à établir une concordance universitaire entre les diplômes délivrés par les grandes écoles du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les diplômes délivrés dans la métropole, p. 626 (Document n° 249).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1763 (Document n° 1425).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Daras tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour amener dans un délai rapide le café en stock qui se trouve à la Côte d'Ivoire et dans les territoires d'outre-mer, p. 3150 (Document n° 2047). — Dépôt du rapport par Mme Davernois, p. 4326 (Document n° 2101).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ouezlin Coulibaly tendant à inviter le Gouvernement à reprendre les travaux d'achèvement du chemin de fer du Mossi (de Bobo-Dioulasso à Ouagadougou), p. 4326 (Document n° 2409).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mamba Sano tendant à inviter le Gouvernement à aider aux frais d'installation, d'équipement et de lancement de la station du quinquina de Sérédou (Macenta), Guinée française, p. 4326 (Document n° 2110).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mamadou Konaté tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la suppression de la constitution obligatoire de greniers de réserves fonctionnant dans certains territoires de l'Afrique occidentale française, p. 4326 (Document n° 2411).

Voir également à la rubrique: France d'outre-mer (textes généraux).

CAMEROUN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une assemblée représentative territoriale au Cameroun, p. 1762 (Document n° 1423) (rectificatif, p. 4322).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. N'Joye, Okala tendant à inviter le Gouvernement à organiser et encourager l'art indigène au Cameroun, en vue de sauver et de remettre en honneur les traditions artistiques de ce territoire, p. 2612 (Document n° 911).

Voir également à la rubrique: France d'outre-mer (textes généraux) (Topo).

COMORES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une assemblée représentative territoriale dans l'archipel des Comores, p. 1763 (Document n° 1427) (rectificatif, p. 4322).

CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à la côte française des Somalis, p. 1763 (Document n° 1426).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Martine tendant à fixer le régime électoral, la composition et la compétence du conseil général de la côte française des Somalis, p. 467 (Document n° 723).

GUADELOUPE, GUYANE, MARTINIQUE, RÉUNION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Joannès Dupraz sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget local de la Réunion, exercices 1913 et 1914 (n° 209), p. 633 (Document n° 827). — Adoption, p. 1020.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 360 (Document n° 160). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 562 (Document n° 234). — Discussion et adoption, p. 575.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1695 (Loi n° 47-699 du 23 mai 1917, J. O. du 25 mai 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création de postes préfectoraux pour les départements d'outre-mer et ouverture de crédits correspondants, p. 2331 (Document n° 1854). — Dépôt du rapport par M. Henri Bourret, p. 2835 (Document n° 1937). — Discussion, p. 2894; adoption, p. 2895.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 973 (Document n° 414). — Rapporteur M. Sabli (Document n° 432) et discussion, p. 978; adoption à l'unanimité de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 981.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3147 (Loi n° 47-4327 du 18 juillet 1917, J. O. du 19 juillet 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1917 la période d'application de l'article 2 de la loi du 19 mars 1916 tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, modifié par l'article 81 de la loi n° 46-2214 du 23 décembre 1916, p. 2531 (Document n° 1837). — Dépôt du rapport par M. Devinat, p. 2835 (Document n° 1927). — Discussion, p. 2895; adoption après modification du titre: « *Projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1917 le délai fixé par l'article 2 de la loi du 19 mars 1916 tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, modifié par l'article 81 de la loi n° 46-2214 du 23 décembre 1916.* », p. 2900.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 973 (Document n° 413). — Rapporteur M. Allouine Diop (Document n° 433) et discussion, p. 981; adoption à l'unanimité, p. 987.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3117 (Loi n° 47-4371 du 26 juillet 1917, J. O. du 27 juillet 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi maintenant en vigueur au delà du 4^e juillet 1917, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, et de la Guyane française, certaines dispositions législatives et réglementaires prorogées par la loi du 28 février 1917, p. 2859 (Document n° 1959). — Rapporteur M. Jeanmot, discussion et adoption, p. 4733.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1936 (Document n° 717). — Rapporteur M. Guézin et adoption, p. 1973.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4819 (Loi n° 47-4806 du 12 septembre 1917, J. O. du 13 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant prorogation provisoire des banques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, p. 3995 (Document n° 2270). — Dépôt du rapport par M. ves Fagon, p. 5882 (Document n° 2896). — Adoption, p. 6312.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2762 (Document n° 981).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aimé Cesaire portant nationalisation des sociétés bancaires de la Martinique, banque de la Guadeloupe, banque de la Guyane et banque de la Réunion, p. 4385 (Document n° 2139). — Dépôt du rapport par M. Yves Fagon, p. 5882 (Document n° 2898). — Adoption, p. 6312.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation du compte définitif du budget local de la Réunion, exercice 1915, p. 1811 (Document n° 1462).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thélus tendant à inviter le Gouvernement à transformer l'école pratique de commerce et d'industrie de Fort-de-France (Martinique) en école nationale professionnelle des Antilles, p. 221 (Document n° 114). — Dépôt du rapport par M. Thélus Léro, p. 806 (Document n° 313). — Discussion, p. 987; adoption après modification du titre: « *Résolution invitant le Gouvernement à transformer l'école pratique de commerce et d'industrie de Fort-de-France (Martinique) en école nationale professionnelle.* », p. 989.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à l'extension aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 4 décembre 1911 instituant des commissions paritaires pour statuer sur les contestations en matière de haux ruraux, modifiées par la loi du 13 avril 1915, p. 836 (Document n° 937).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à remplacer les dispositions du chapitre IV du titre III du code du travail dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion par certaines dispositions de la loi du 22 août 1916 fixant le régime des prestations familiales, p. 836 (Document n° 938).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à autoriser l'institution d'offices publics à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, pour le raffinage du sucre, la bonification des rhums et tafas et la traite de ces produits, p. 836 (Document n° 939).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à la suppression de la promulgation coloniale dans les départements d'outre-mer, p. 1208 (Document n° 1093).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino déclarant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion les dispositions de l'ordonnance n° 45-2168 du 20 octobre 1915, relative à l'attribution de prêts du crédit mutuel agricole aux agriculteurs et aux artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, p. 1208 (Document n° 1096).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à introduire l'administration préfectorale dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion et prévoyant des pouvoirs spéciaux pour les préfets de ces départements, p. 1167 (Document n° 1233) (rectificatif, p. 1601).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à célébrer avec éclat, dans les quatre départements d'outre-mer, le premier centenaire de l'abolition de l'esclavage, p. 839 (Document n° 921) (rectificatif p. 857).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Pleven tendant à inviter le Gouvernement à élever à dater du 1^{er} janvier 1917 les abattements à la base appliqués, au département de la Réunion, pour les calculs de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires et de l'impôt général sur le revenu, p. 5015 (Document n° 2652).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léro tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser l'industrie sucrière à la Martinique, p. 1005 (Document n° 435).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Renaudin tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux victimes de l'incendie de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), p. 2151 (Document n° 822).

HAUTE-VOLTA

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi créant en Afrique occidentale française le territoire de la Haute-Volta, p. 3090 (Document n° 2035). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boganda portant rétablissement de l'autonomie du territoire de la Haute-Volta, p. 2103 (Document n° 1822). — Dépôt du rapport par M. Lamine-Guèye, p. 3339 (Document n° 2236). — Adoption après modification du titre: « *Projet de loi tendant au rétablissement du territoire de la Haute-Volta.* », p. 4228.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1791 (Document n° 661). — Rapporteur M. Guisson, discussion et adoption, p. 1819.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4129 (Loi n° 47-1707 du 4 septembre 1917, J. O. du 5 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aujoulat tendant à instituer le conseil général de la Haute-Volta, p. 5619 (Document n° 2821).

INDO

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de certains personnels en service dans les établissements français de l'Inde et modifiant la réglementation relative aux dépenses obligatoires pour le budget de ces établissements, p. 4125 (Document n° 2859). — Adoption, p. 4512.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1831 (Document n° 716). — Rapporteur M. Vieljeux (Document n° 724); adoption, p. 4899.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4701 (Loi n° 47-1745 du 6 septembre 1917, J. O. du 7 septembre 1917).

INDOCHINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la banque de l'Indochine, p. 4819 (Document n° 2532).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la création d'un Institut d'émission de l'Indochine, p. 4819 (Document n° 2533).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pleven relative à la mort tragique de deux ministres cochinchinois, p. 1331 (Document n° 1200). — Adoption, p. 1446.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Lussy relative à l'Indochine, p. 1025 (Document n° 1025). — Retrait de la proposition de loi, p. 1023.

Conseil de la République. — Message de M. Bollert, conseiller de la République, à l'occasion de sa nomination au haut commissariat de la République française en Indochine, p. 388.

MADAGASCAR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duveau tendant à décider que les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de l'insurrection malgache seront à la charge de la nation, et qu'un premier crédit de cent millions de francs C. F. A. soit mis immédiatement à la disposition du gouvernement général de Madagascar, p. 3912 (Document n° 2008). — Dépôt du rapport par M. Castellani, p. 5196 (Document n° 2723). — Discussion et adoption après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 100 millions de francs C. F. A. en vue d'accorder, à titre d'avances sur leurs dommages, un secours d'extrême urgence aux victimes de l'insurrection malgache.* », p. 5199.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2338 (Document n° 871). — Dépôt du rapport par M. Durand-Beville, p. 2169 (Document n° 800). — Discussion, p. 2165, 2171 et adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de*

loi tendant à fixer le régime des réparations des dommages causés par l'insurrection malgache et à ouvrir au ministre de la France d'outre-mer, sur l'exercice 1947, un crédit de 500 millions de francs pour l'attribution de secours d'extrême urgence », p. 2475.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5832 (Document n° 2902). — Dépôt du rapport par M. Castellani, p. 6051 (Document n° 2961). — Discussion, p. 6274; adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 850 millions de francs en vue d'accorder, à titre d'avances sur leurs dommages, un secours d'extrême urgence aux victimes de l'insurrection malgache », p. 6277 (Loi n° 47-2396 du 30 décembre 1947, J. O. du 31 décembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale et d'assemblées provinciales à Madagascar, p. 1762 (Document n° 1421).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant le compte définitif du budget local de Madagascar (exercice 1945), et du budget annexe des chemins de fer de Madagascar (exercice 1945), p. 3874 (Document n° 2214).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ravoahangy tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative de Madagascar, p. 785 (Document n° 863).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Castellani relative au mode d'élection des assemblées provinciales et de l'Assemblée représentative pour Madagascar, p. 2575 (Document n° 1868).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Duveau tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache, p. 5195 (Document n° 2705).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ravoahangy tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour la nationalisation de la banque de Madagascar et le maintien de ses pouvoirs d'émission, p. 510 (Document n° 749).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Duveau tendant à inviter le Gouvernement à prendre, d'extrême urgence, les mesures nécessaires pour que les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de l'insurrection malgache soient réparés, et qu'à cet effet un crédit soit mis à la disposition du gouvernement général de Madagascar, p. 2950 (Document n° 1973).

MAROC

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Augarde tendant à inviter le Gouvernement à autoriser au Maroc les candidats au baccalauréat à présenter comme langues vivantes l'arabe classique et l'arabe dialectal, p. 2401 (Document n° 4809).

NOUVELLE-CALÉDONIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à la Nouvelle-Calédonie, p. 1763 (Document n° 1423).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Colardeau tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 806 (Document n° 344).

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de loi, p. 2463 (Document n° 4813).

OCÉANIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale dans les établissements français d'Océanie, p. 1763 (Document n° 1429).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à Saint-Pierre et Miquelon, p. 1762 (Document n° 1420).

SYRIE ET LIBAN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant une convention passée avec la banque du Syrie et du Liban, p. 2076 (Document n° 1635). — Dépôt du rapport par M. Jacques Duclos, p. 2381 (Document n° 1952). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. de Chevigné, p. 3150 (Document n° 2059). — Adoption, p. 3512 (rectificatif, p. 3636).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1440 (Document n° 514). — Lecture du rapport par M. Landry (Document n° 561); discussion et adoption, p. 1632.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4124 (Loi n° 47-1563 du 21 août 1947, J. O. du 23 août 1947).

TOGO

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une assemblée représentative territoriale au Togo, p. 1762 (Document n° 1422) (rectificatif, p. 4852).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aku tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées représentatives du Togo et du Cameroun, p. 599 (Document n° 759).

TUNISIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 100 millions de francs pour secourir les sinistrés de Tunisie, p. 1763 (Document n° 1442).

— Dépôt du rapport par M. Jacques Duclos, p. 2077 (Document n° 1610). — Adoption, p. 2125 (rectificatif, p. 2260).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 734 (Document n° 321).

— Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 774 (Document n° 322). — Discussion et adoption, p. 774 (rectificatif, p. 858).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2257 (Loi n° 47-1144 du 26 juin 1947, J. O. du 27 juin 1947).

Fromage. — V. Agriculture (lait et produits laitiers).

Francolor (société).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cerbellier relative au transfert à l'Etat de la société Francolor, p. 3723 (Document n° 2771).

Fraudes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 47-1498 du 11 août 1947 portant dérogation à titre exceptionnel et provisoire au décret du 15 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, p. 5025 (Document n° 2630). — Dépôt du rapport par M. Bocquet, p. 5189 (Document n° 2704).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dulin tendant à inviter le Gouvernement à rapporter le décret n° 47-1498 du 11 août 1947 portant dérogation, à titre exceptionnel et provisoire, au décret du 15 avril 1912 et autorisant l'incorporation de certains colorants et de certaines essences dans les margarines, p. 2169 (Document n° 836).

Fréquentation scolaire. — V. Enfance (protection de l').

Frontière espagnole. — V. Cods du travail (salaires).

Fruits. — V. Alcool.

Funérailles nationales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit au ministre de l'éducation nationale, au titre du chapitre 3803: « Funérailles nationales de M. Champetier de Ribes », p. 673 (Document n° 836). — Rapporteur M. Charles Barangé; adoption du projet de loi, p. 631 (rectificatif, p. 815).

Conseil de la République. — Transmission d'un projet de loi, p. 161 (Document n° 405). — Dépôt et lecture du rapport par M. Poher, p. 194; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 194.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 785 (Loi n° 47-420 du 11 mars 1947, J. O. du 12 mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture au ministre de la France d'outre-mer en addition aux crédits ouverts par la loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 (services civils) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme de 105.000 francs et applicables au chapitre 322: « Funérailles du gouverneur général Bayardello », p. 4090 (Document n° 2294). — Adoption, p. 4161.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1679 (Document n° 592). — Rapporteur M. Janton (Document n° 641); discussion et adoption, p. 1765.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4381 (Loi n° 47-1609 du 21 août 1947, J. O. du 28 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à inviter le Gouvernement à accorder des funérailles nationales à M. le général Leclerc de Hautecloque, p. 5123 (Document n° 2751).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour les funérailles nationales du général Leclerc, p. 5505 (Document n° 2773). — Rapporteur M. Barangé et adoption à l'unanimité du projet de loi, p. 5510.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2294 (Document n° 852); rapporteur M. Alain Poher, p. 2292; adoption, à l'unanimité de l'avis sur le projet de loi, p. 2300.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5353 (Loi n° 47-2293 du 6 décembre 1947, J. O. du 7 décembre 1947).

G

Garages. — V. Transports et voies de communications (automobiles).

Garçonniers d'enfants. — V. Enfance (Protection de l'). — Enseignement primaire.

Garde-mesures. — V. Fonctionnaires coloniaux.

Garde républicains de Paris. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 70.

Gaz. — V. Combustibles solides et dérivés. — Départements, villes et communes. — Electricité.

Gaz comprimés, liquéfiés et dissous.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier abrogeant la décision n° 2144 du comité central des prix prise en date du 1^{er} avril 1942 (caulonnement des tubes de gaz comprimés), p. 5783 (Document n° 2875).

Gendarmerie nationale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Crozier tendant à inviter le Gouvernement à désjoindre, des textes formant le statut futur de l'armée, les dispositions concernant la gendarmerie nationale afin de réaliser, par son rattachement à la présidence du conseil, une réforme de structure de cette force publique, p. 4930 (Document n° 2576).

H

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Fagon tendant à inviter le Gouvernement à constituer au sein du sous-secrétariat d'Etat à la guerre une direction spéciale de la gendarmerie, p. 3649 (Document n° 2818).

Géomètres experts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kuchin tendant à modifier les articles 3 et 8 de la loi du 7 mai 1916 instituant l'ordre des géomètres experts, p. 405 (Document n° 308).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer tendant à modifier l'article 29 de la loi du 7 mai 1916 instituant l'ordre des géomètres experts, p. 1893 (Document n° 4547).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Claudray tendant à modifier la loi du 7 mai 1916 instituant l'ordre des géomètres experts, p. 2400 (Document n° 1906).

Gérants de sociétés. — V. Sociétés à responsabilité limitée. — Valeurs mobilières.

Gérants de succursales. — V. Code du travail (régime et durée du travail).

Cibiers. — V. Agriculture (protection des végétaux).

Gouvernement. — Ministères. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 1, 13.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Biondi tendant à la réforme de la structure gouvernementale, p. 3583 (Document n° 2120).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boidson tendant à donner au conseil des ministres et aux administrations centrales, dans le cadre des lois constitutionnelles, une structure permanente, p. 4126 (Document n° 2319).

Crailliers. — V. Algérie. — Traitements (Justice).

Crève. — V. Amnistie. — Code du travail (contrat de travail). — Fonctionnaires. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 116, 420, 423.

Groupements. — V. Exportations et importations. — Sociétés coopératives de reconstruction.

Guadeloupe. — V. Budget 1948. — Capitaux. — France d'outre-mer.

Guerre. (événements). — V. Comités secrets.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi maintenant en vigueur, au-delà du 1^{er} mars 1947, certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités, p. 375 (Document n° 625). — Dépôt d'un rapport de Mlle Archimède, p. 437 (Document n° 602). — Discussion, p. 450. — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 461 (rectificatifs, p. 511, 603, 1316).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 401 (Document n° 66). — Lecture du rapport par M. Marcel Willard, p. 419 (Document n° 83); discussion, p. 421; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 425 (rectificatifs, p. 153, 520).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République, p. 521 (Document n° 782); discussion et adoption, p. 531 (Loi n° 47-314 du 28 février 1947, J. O. du 1^{er} mars 1947).

Guides de montagne. — V. Tourisme.

Quinze française. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

Guyane. — V. Budget 1948. — Capitaux. — France d'outre-mer.

Habitations. — V. Exposition internationale de l'urbanisme. — Loyers. — Propriété immobilière.

Habitations à bon marché. — V. Questions écrites (Assemblée nationale) n° 3.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la législation des habitations à bon marché et instituant un régime prospectif de crédits, p. 2324 (Document n° 1930). — Dépôt du rapport par M. Pierre Chovalier, p. 1354 (Document n° 2312). — Adoption, p. 4250.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1751 (Document n° 626). — Rapporteur M. Chochoy (Document n° 651). — Discussion, p. 1775, et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1777.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4384 (Loi n° 47-1066 du 3 septembre 1947, J. O. du 4 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boidson tendant à modifier l'article 46 de la loi du 5 décembre 1922 (modifiée par les lois des 22 juin 1928 et 25 janvier 1933) en vue de majorer la valeur des jardins et des champs pour l'acquisition desquels les sociétés de crédit immobilier sont autorisées à consentir des prêts, p. 33 (Document n° 316).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Cozard accordant aux sociétés d'habitation à bon marché la possibilité de recourir à la procédure d'expropriation pour se procurer les terrains nécessaires aux constructions qu'elles désirent édifier, p. 2400 (Document n° 1804) (rectificatif, p. 2477).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Sigrist tendant à inviter le Gouvernement à mieux développer le régime des prêts des crédits immobiliers, p. 4704 (Document n° 2499).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de permettre aux sociétés d'habitations à bon marché d'imposer à leurs locataires des échanges d'appartements en vue d'une meilleure utilisation familiale, p. 5693 (Document n° 2634).

Halles centrales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Denise Ginollin tendant à la suppression des mandataires et commissionnaires des halles et à la mise en règle autonome des Halles centrales de Paris, p. 8 (Document n° 212).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Degrand tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1936 portant réglementation des halles centrales de Paris et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national, p. 31 (Document n° 338).

Haute-Volta. — V. France d'outre-mer.**Hendaye.** — V. Code du travail (salaires).

Herboristes. — V. Médecine et professions médicales.

Heures supplémentaires. — V. Code du travail (salaires).

Hommage.

Conseil de la République. — Hommage adressé à la mémoire du colonel Yabien à l'occasion de l'anniversaire de sa mort, p. 2642.

Hommage national.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant que le général d'armée Leclerc de Hauteclocque, qui a bien mérité de la patrie, sera inhumé à l'hôtel national des Invalides, p. 5531 (Document n° 2771). — Rapporteur M. Michel Clemenceau, p. 5509 et adoption, à l'unanimité, du projet de loi, p. 5510.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 833). — Rapporteur M. Alain Poirer, discussion et adoption, p. 2300.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5558 (Loi n° 47-2292 du 6 décembre 1947, J. O. du 7 décembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Plevon tendant à déclarer que le général Leclerc a bien mérité de la patrie, p. 5215 (Document n° 2736). — Discussion et adoption à l'unanimité, p. 5215.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2155; adoption, à l'unanimité, de l'avis sur la proposition de loi, p. 2155.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5258 (Loi n° 47-2206 du 29 novembre 1947, J. O. du 1^{er} décembre 1947).

Hôpitaux et établissements hospitaliers. — V. Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — Assurances sociales. — France d'outre-mer. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 41, 75.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 27 du décret du 31 décembre 1941, maintenu en application par l'ordonnance du 9 août 1941 en vue de faciliter la pratique de la kératoplastie, susceptible de rendre la vue à un bon nombre de malades, p. 650 (Document n° 260). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 693 (Document n° 286). Discussion, p. 721; adoption, p. 723 (rectificatif, p. 700).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur la protection de la grossesse, p. 4096 (Document n° 1031).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure abrogeant l'article 43 de la loi du 21 décembre 1941 relatif aux hôpitaux et hospices publics, p. 5091 (Document n° 2671).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boyer fixant la composition des commissions administratives des hôpitaux et hospices publics et le mode de désignation de leurs membres, p. 252 (Document n° 120).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 908 (Document n° 959).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Segelle tendant à inviter le Gouvernement à relever les allocations dites de « reposance », p. 5095 (Document n° 2675).

Morticulture. — V. Enseignement agricole.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Girardot tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour la défense de la culture de la lavande et du lavandin, à favoriser l'exportation des essences de lavande et de lavandin, à faire étudier leur emploi en France et à réprimer sévèrement la fraude pratiquée sur ces essences, p. 2161 (Document n° 1826).

Hospices. — V. Hôpital et hospices. — Tabacs.

Hôtels, restaurants et pensions de famille. — V. Loyers (locaux administratifs). — Villiculture.

Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de Mlle Rameau sur la proposition de loi de M. Barel tendant à réglementer les réquisitions, la vente et la transformation en appartements d'hôtels ou pensions de famille présentant un intérêt touristique (n° 105), p. 1023 (Document n° 1025).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz portant réglementation des restaurants, p. 1258 (Document n° 1111).

Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. — V. Enseignement primaire (écoles privées). — Fonctionnaires de l'enseignement.

Huissiers. — V. Dommages de guerre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguay tendant à modifier certaines conditions d'application de l'ordonnance du 2 novembre 1915 sur le statut des huissiers, p. 4870 (Document n° 2562).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Theetten tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1^{er} du décret 46-1785 du 9 août 1916 concernant le tarif des huissiers, p. 1571 (Document n° 1286).

Hygiène publique. — V. Criminalité.

Hygiène scolaire et universitaire. — V. Assistants d'hygiène sociale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à instituer le service national dentaire infantile, p. 312 (Document n° 572). — Dépôt du rapport par M. Segelle, p. 4326 (Document n° 2107).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Arthaud tendant à améliorer le contrôle médical scolaire, p. 467 (Document n° 735).

Hygiène et sécurité des travailleurs. — V. Hygiène et sécurité des travailleurs. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 15.

Hygiène sociale. — V. Algérie.

Hypothèques. — V. Justice civile, commerciale ou administrative.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Courant tendant à inviter le Gouvernement à reconstruire les archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre, p. 2950 (Document n° 1979).

Hypothèques maritimes. — V. Conventions internationales (privilèges et hypothèques maritimes).

I

Immeubles. — V. Assistance aux réfugiés et aux sinistrés. — Construction, reconstruction. — Impôts (contribution foncière, exonération fiscale). — Interpellations (Assemblée nationale), n° 21, 26. — Justice civile, commerciale ou administrative. — Loyers. — Propriété immobilière.

Immeubles divisés en appartements. — V. Propriété immobilière.

Immigration. — V. Agriculture (main-d'œuvre agricole). — Code du travail (travailleurs étrangers).

Immunité parlementaire. — V. Députés (autorisation de poursuites).

Importations. — V. Douanes (tarifs). — Exportations et importations.

Impôts. — V. Commerce et industrie. — Exportations et importations. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 7, 17, 52, 52.

AMÉNAGEMENTS FISCAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brussel tendant à aménager le régime fiscal en ce qui concerne l'abattement à la base, p. 112 (Document n° 429).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Carles tendant à inviter le Gouvernement à étudier certains aménagements fiscaux en faveur des sinistrés, p. 670 (Document n° 276). — Retrait de la proposition, p. 2814.

APPRENTISSAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi sur la taxe d'apprentissage du 13 juillet 1925, p. 236 (Document n° 595). — Dépôt du rapport par M. Mohamed Mokhtari, p. 1000 (Document n° 1307).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Masson tendant au financement de l'apprentissage et de l'enseignement technique, p. 436 (Document n° 686).

CHIFFRE D'AFFAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldéck Rochet concernant l'application de la taxe sur les transactions aux opérations effectuées par les coopératives agricoles d'achat en commun et d'approvisionnement, p. 4090 (Document n° 2315).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Livry-Level tendant à exonérer les laits condensés, sucrés, secs ou en poudre, de la taxe à la distillation, p. 5075 (Document n° 2377) (rectificatif, p. 5292).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dullin concernant l'application de la taxe sur les transactions aux opérations effectuées par les coopératives agricoles d'achat en commun et d'approvisionnement, p. 1619 (Document n° 563).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4187 (Document n° 2378).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brussel tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux spectacles de music-hall, de variétés et d'attractions le bénéfice du taux de 3,50 p. 100 de la taxe à la production accordé par le décret n° 47-733 du 18 avril 1917 aux théâtres, concerts symphoniques, cabarets d'auteurs, cirques, cinémas, etc., p. 2127 (Document n° 1698).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Lanlot tendant à permettre, en matière d'impôts directs, la déduction du salaire de la femme mariée travaillant avec son conjoint (ou du salaire du conjoint travaillant avec sa femme chef d'entreprise), p. 1929 (Document n° 2577).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de dispositions fiscales particulières les commerçants sinistrés qui reconstruisent leur entreprise, p. 785 (Document n° 878).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Fauro tendant à inviter le Gouvernement à accorder la remise de la majoration de 10 p. 100 prévue par l'article 283 bis du code général des impôts directs en faveur des contribuables de bonne foi demeurant en dehors de la commune du siège de la perception, p. 1325 (Document n° 1262).

CONTRIBUTION FONCIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldéck Rochet tendant à supprimer le deuxième paragraphe de l'article 40 de la loi n° 46-2911 du 23 décembre 1916 portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1917 (paragraphe mettant l'imposition additionnelle à la contribution foncière à la charge des fermiers et des métayers), p. 31 (Document n° 337).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple tendant à compléter l'article 166 du code général des impôts directs, p. 4131 (Document n° 2351).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires sinistrés une exonération d'impôts équivalant au montant des loyers dont ils ont été privés depuis la destruction de leurs immeubles, p. 1661 (Document n° 1335). — Retrait de la proposition de résolution, p. 1810.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edmond Barrachin, tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 janvier 1918 la date limite de versement du dernier quart de l'impôt foncier, p. 3859 (Document n° 2903).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à modifier la régime fiscal des vins, p. 697 (Document n° 818).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Badlou tendant à modifier les taux du barème annexé à la loi du 21 mars 1917 concernant la taxe sur les spectacles de 1^{re} catégorie, p. 1661 (Document n° 4318).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maunourx tendant à remplacer la taxe ad valorem et la taxe de luxe qui frappent la vente des alcools par la perception de droits spécifiques, p. 1869 (Document n° 1521).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louvel tendant à l'exonération en faveur des fêtes de bienfaisance, spectacles et kermesses du paiement de toutes taxes, impôts et droits, p. 3689 (Document n° 2156).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à créer un taux de taxation intermédiaire pour le droit de circulation en ce qui concerne les vins « intégrés », p. 5831 (Document n° 2831).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à modifier le régime fiscal des vins « et à revenir à un régime mettant les taxes des vins d'appellations contrôlées avec les vins ordinaires à un pied d'égalité, p. 6316 (Document n° 3008).

DÉCLARATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la reconstitution des documents administratifs, p. 3995 (Document n° 2353). — Adoption, p. 4156 (rectificatif, p. 4132).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1619 (Document n° 562). — Rapporteur M. Dorey (Document n° 633). — Discussion, p. 1763; adoption, p. 1764.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4384 (Loi n° 47-1566 du 23 août 1917, J. O. du 24 août 1917.)

ÉTATÈMENTS. — EXONÉRATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réforme du contentieux des contributions directes, p. 1811 (Document n° 1366).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au régime des droits et taxes géant les immeubles reconstruits en remplacement d'immeubles sinistrés, p. 6176 (Document n° 2976).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à exempter certains sinistrés des obligations de l'article 353 bis du code général des impôts directs, p. 312 (Document n° 601).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à l'abrogation de l'article 22 L du code général des contributions directes, relatif à la remise d'impôts pour pertes de récoltes subies pour faits de grêle, p. 3703 (Document n° 2132).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Satonnét relative aux remises d'impôts pour pertes de récoltes subies du fait de la grêle, p. 2578 (Document n° 912).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6115 (Document n° 3091).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de tous impôts et taxes frappant spécialement les célibataires, p. 6 (Document n° 267). — Dépôt du rapport par M. Weber, p. 2615 (Document n° 1884).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Sesmaisons tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à un examen bienveillant sur les contributions directes des demandeurs d'exonération déposés par les cultivateurs dont les récoltes ont été particulièrement atteintes par la gelée et la grêle, p. 412 (Document n° 420). — Dépôt du rapport par M. Monin, p. 973 (Document n° 996).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Mathilde Pési tendant à inviter le Gouvernement à examiner les ascendants et les veuves de guerre des mesures fiscales frappant particulièrement les célibataires, p. 286 (Document n° 604). — Dépôt d'un rapport par M. Darou, p. 1200 (Document n° 1113).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires sinistrés une exonération d'impôts équivalant au montant des loyers dont ils ont été privés depuis la destruction de leurs habitations, p. 1097 (Document n° 1008). — Dépôt du rapport par M. Greflier, p. 3268 (Document n° 2081).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel tendant à inviter le Gouvernement à dégrever dès cette année de l'impôt sur les bénéfices agricoles, les cultivateurs victimes d'orages ou d'intempéries, p. 4126 (Document n° 2329).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thiriet tendant à exonérer les agriculteurs dépossédés de leurs exploitations agricoles, par l'annexion de fait des départements du Rhin et de la Moselle, de l'impôt sur les bénéfices agricoles, pour une durée égale à celle de leur déposssession, p. 5881 (Document n° 2837).

PATENTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du tarif des patentes, p. 1811 (Document n° 1380).

PERCEPTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coty tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des dispositions plus équitables pour la recouvrement des impôts dus par les sinistrés, p. 436 (Document n° 677). — Dépôt du rapport par M. Lecacheux, p. 1012 (Document n° 1011). — Adoption, p. 1151.

PRÉLÈVEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 6723 (Document n° 2939). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6915 (Document n° 2946). — Discussion, p. 6971, 6981. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 6993 (Document n° 2952). — Suite de la discussion, p. 6001, 6015, 6035, 6053, 6072, 6087, 6133; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6166, 6173.

Conseil de la République. — Transmission au projet de loi, p. 2156 (Document n° 926). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 2578 (Document n° 941). — Discussion, p. 2580, 2613, 2631, 2633, 2688; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2399.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6192 (Document n° 3016). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6618 (Document n° 3030). — Discussion, p. 6666, 6670, 6679 et retrait du projet de loi, p. 6679, 6680.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 6680 (Document n° 3071).

RÉGIMENTS

V. Impôts (dégrevements et exonérations).

RÉFORME FISCALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réforme fiscale, p. 4983 (Document n° 2613). — Avis du Conseil économique, p. 5915 (Document n° 2569). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6389 (Document n° 2918). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 6619 (Document n° 3056). — Discussion, p. 6117, 6669; adoption au scrutin, p. 6680.

Conseil de la République. — Transmission au projet de loi, p. 2762 (Document n° 982). — Rapporteur M. Alain Poher et discussion, p. 2817.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duches tendant à la réforme de la fiscalité française, p. 604 (Document n° 801).

REVENU (BÉNÉFICES AGRICOLES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delahoutre tendant à proroger d'un mois le délai accordé pour dénoncer le forfait en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles imposables au titre de l'année 1947, p. 1311 (Document n° 1157) (rectificatif, p. 1133). — Lecture du rapport par M. Pierre Abelein et discussion, p. 1718; adoption, p. 1119.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 610 (Document n° 256), (rectificatif, p. 663). — Lecture du rapport par M. Alain Poher, p. 66. — Discussion, p. 650, 657; adoption, au scrutin, et à la majorité, d'un amendement qui devient l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 660.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1869 (Document n° 1508). — Dépôt du rapport par M. Pierre Abelein, p. 2575 (Document n° 1874). — Discussion, p. 2577; rejet et adoption, au scrutin, du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 2758 (Loi n° 47-1328 du 18 juillet 1947, J. O. du 19 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Caravel tendant à modifier l'article 56 de la loi du 3 décembre 1945 du code général des impôts directs relatif au relèvement de l'exonération à la base de l'impôt sur le bénéfice de l'exploitation agricole, p. 839 (Document n° 9091).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à compléter l'article 56 du code général des impôts directs en vue de faire bénéficier les petits agriculteurs, pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, du tarif applicable à la cédule des traitements et salaires et des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule, p. 2076 (Document n° 1612).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à relever l'abattement à la base de l'impôt sur les bénéfices agricoles et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 2200 (Document n° 1725).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Tournes tendant à inviter le Gouvernement à modifier le mode de perception de l'impôt sur les bénéfices agricoles actuellement en vigueur dans la viticulture et à le remplacer par une fiscalité plus équitable, p. 4209 (Document n° 1117).

REVENU (BÉNÉFICES ILLICITES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Petit tendant à autoriser le ministre des Finances à transiger avec les redevables en matière de profits illicites, p. 810 (Document n° 892).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à instituer, en matière de confiscation de profits illicites, des règles spéciales de procédure à l'égard de certaines catégories de redevables, p. 907 (Document n° 950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bougrain tendant à modifier l'article 15 de l'ordonnance n° 45-15 du 6 janvier 1945 relative à la confiscation des profits illicites, en ce qui concerne la désignation d'experts-comptables comme chargés l'enquêtes, p. 4215 (Document n° 2388).

REVENU (BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Ifigal tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence, dans l'intérêt des commerçants et industriels, les provisions pour renouvellement de stock, p. 653 (Document n° 822). — Dépôt du rapport par M. Pinay, p. 1012 (Document n° 1015). — Adoption, p. 1236.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à modifier le régime fiscal applicable aux ostréiculteurs, p. 286 (Document n° 511).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Legendre tendant au rétablissement de la législation d'avant guerre en matière de calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 317 (Document n° 534).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à modifier le régime fiscal des ostréiculteurs, p. 312 (Document n° 575).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à relever l'abattement à la base de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 509 (Document n° 742).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kuehn tendant à autoriser sous certaines conditions la déduction de provisions pour renouvellement du stock dans les bilans établis en 1946, p. 1312 (Document n° 1189).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues autorisant les commerçants à déduire de leurs bénéfices, à titre de charge, la rémunération de leur épouse travaillant effectivement dans leur entreprise, p. 2076 (Document n° 1673).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à considérer au point de vue fiscal la femme du travailleur indépendant comme une salariée, p. 2233 (Document n° 1759).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour objet d'assurer pour les entreprises artisanales et moyennes la déduction du salaire du conjoint, l'exonération des réserves, le relèvement de l'abattement à la base et l'accroissement du nombre de compagnons toléré dans le régime spécial de l'artisanat, p. 2292 (Document n° 1791).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gress tendant à admettre pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux la déduction du salaire de la femme mariée travaillant avec son conjoint, p. 2835 (Document n° 1931).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Scroffe tendant à inviter le Gouvernement à provoquer l'investissement des bénéfices des entreprises industrielles, en tous travaux d'équipement susceptibles d'accroître la production, p. 436 (Document n° 675).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric Dupont tendant à inviter le Gouvernement à considérer les bouquinistes, au point de vue fiscal, comme travailleurs indépendants, et à leur appliquer l'article 23 du code général des impositions directes, p. 907 (Document n° 958).

REVENU (BÉNÉFICES DES PROFESSIONS NON COMMERCIALES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Brillouet tendant à modifier le régime fiscal applicable aux ostréiculteurs-mytiliculteurs, p. 3150 (Document n° 2018).

REVENU (CAPITAUX MOBILIERS)

V. Valeurs mobilières.

REVENU (IMPÔT GÉNÉRAL)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Cozard tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais pour le paiement de l'impôt général sur le revenu aux contribuables dont les revenus sont composés principalement de traitements, salaires, retraites et rentes viagères, p. 2905 (Document n° 2631). — Rapporteur M. Charles Barangé et adoption après modification du titre « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

accorder des délais pour le paiement de l'impôt général sur le revenu aux petits contribuables dont les revenus sont composés principalement de traitements, salaires, retraites et rentes viagères », p. 5566.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deffortrie tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour fixer au montant du minimum vital le montant de l'abattement à la base dont les émoluments, salaires, pensions et rentes viagères bénéficieront pour le calcul de l'impôt général sur le revenu, p. 312 (Document n° 165). — Retrait de la proposition de résolution, p. 670.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'une taxe de capitation sur les personnes ne pouvant justifier d'une activité professionnelle, p. 6191 (Document n° 2018).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à assimiler les femmes seules aux célibataires masculins ayant un enfant à charge en ce qui concerne le taux de l'impôt sur le revenu, p. 376 (Document n° 619).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu la fraction correspondant au minimum vital, p. 1208 (Document n° 1197).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à compléter l'article 116 du code général des impôts directs, relatif à la détermination du revenu imposable en matière d'impôt général sur le revenu, p. 1280 (Document n° 1136).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à un allègement de l'impôt général sur le revenu du au titre de 1947, p. 5527 (Document n° 2786).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Prigent (Nord) tendant à inviter le Gouvernement à relever le montant de l'abattement forfaitaire de compensation pour frais professionnels, dont bénéficient les marins pêcheurs navigants, p. 1697 (Document n° 1035).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Christianens tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour abroger l'article 112 bis du code général des impôts directs qui taxe arbitrairement les sociétés de famille, p. 3875 (Document n° 2222).

REVENU (TRAITEMENTS, SALAIRES, PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, p. 1911 (Document n° 1383). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2321 (Document n° 1793). — Discussion, p. 2128; adoption, au scrutin, p. 2130 (rectificatif, p. 2991).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 657 (Document n° 353). — Discussion et adoption, au scrutin, p. 880 (rectificatif, p. 999).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2531 (Loi n° 47-1291 du 30 juin 1947, J. O. du 2 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre-Gabille tendant à fixer la date d'appréciation de la situation des charges de famille dont il doit être tenu compte pour le calcul de l'impôt sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères, p. 56 (Document n° 367).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre-Grouès tendant à modifier l'article 66 du code général des impôts directs en vue de faire bénéficier des mêmes réductions que les chefs de famille pour le calcul de l'impôt sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments et les salaires, les orphelins chargés de famille et les aînés de famille qui doivent remplacer leur père ou leur mère en état d'incapacité constatée, p. 665 (Document n° 805).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à exonérer de l'impôt sur les traitements et salaires la fraction correspondant au minimum vital, p. 1208 (Document n° 1196).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à exonérer de l'impôt sur les traitements et salaires la fraction correspondant au minimum vital, p. 1661 (Document n° 1331).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre André tendant à exonérer les salariés et les employeurs des charges sociales au delà des 40 heures légales de travail, p. 2710 (Document n° 1898).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdon tendant à compléter l'article 61 du code des impôts directs en exonérant de l'impôt cédulaire la retraite mutuelle des anciens combattants, p. 5005 (Document n° 2633).

SOLIDARITÉ NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. July tendant à fixer l'incidence de l'impôt de solidarité nationale en ce qui concerne les biens de communauté et les biens propres des époux, p. 57 (Document n° 381).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brussel tendant à modifier l'article 17, paragraphe 4 de l'ordonnance du 15 août 1935 en vue de faire bénéficier les veuves de guerre non remariées de l'abattement dont aurait bénéficié leur mari, p. 203 (Document n° 418).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à rendre obligatoire l'application d'un plan comptable pour les entreprises industrielles et commerciales, p. 1661 (Document n° 1319).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à autoriser le paiement du cinquième quart de l'impôt de solidarité par la remise d'obligations des entreprises nationalisées, p. 2163 (Document n° 1321).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre-Grouès tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance du 15 août 1935 instituant un impôt de solidarité nationale en édictant diverses mesures de simplifications fiscales, p. 456 (Document n° 620).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Petit tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les jardins familiaux de l'impôt de solidarité agricole, p. 6192 (Document n° 2019).

TAXES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes, p. 5195 (Document n° 2713). — Dépôt du rapport par M. Waldeck L'Huillier, p. 5129 (Document n° 2753). — Discussion, p. 5507, 5510. — Suite de la discussion, p. 5513. — Renvoi du projet à la commission, p. 5518. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5561 (Document n° 2795). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Waldeck L'Huillier, p. 5603 (Document n° 2815). — Suite de la discussion, p. 5608; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5618.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2383 (Document n° 873). — Lecture du rapport par M. Trémolin et discussion, p. 2128, 2133; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2168 (rectificatif, p. 2537).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5832 (Document n° 2891). — Dépôt du rapport par M. Waldeck L'Huillier, p. 5915 (Document n° 2916). — Discussion, p. 5697; adoption au scrutin, p. 6001 (Loi n° 47-2359 du 22 décembre 1947, J. O. du 23 décembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2522 du 19 octobre 1945 concernant les impôts locaux, p. 839 (Document n° 907).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faura tendant à modifier l'article 336 quater du titre V bis du code général des impôts directs relatif à la redevance départementale et communale des mines, p. 1598 (Document n° 1295).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi du 18 avril 1926 autorisant le département de la Seine à percevoir une taxe pour dépôt de corps à l'Institut médico-légal et fixant le taux de cette taxe, p. 5331 (Document n° 2893).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hugues tendant à inviter le Gouvernement à créer de nouvelles ressources fiscales en faveur des collectivités locales, p. 5231 (Document n° 2731).

Imprimerie nationale. — V. Pensions et retraites.

Incendies. — V. Agriculture (blé). — Assurances toute nature. — Calamités publiques. — France d'outre-mer (Guadeloupe). — Interpellations (Assemblée nationale) n° 103.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Harel tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures contre les incendies de forêts dans les départements du Sud-Est de la France, p. 57 (Document n° 371). — Dépôt du rapport par M. Zunino, p. 810 (Document n° 905). — Discussion et adoption à l'unanimité, p. 3973.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurent tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures sérieuses en vue de prévenir ou de combattre les incendies de forêts dans les départements du Sud-Est de la France, p. 57 la restauration diligente de ces forêts, p. 1520 (Document n° 511). — Dépôt du rapport par M. Laurent, p. 2150 (Document n° 817). — Adoption, p. 2230 (rectificatif, p. 2317).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt, p. 2018 (Document n° 1623).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix Garcia tendant à organiser la protection contre les incendies et autres fléaux et la remise en valeur de la forêt de Gascogne, p. 1555 (Document n° 2161) (rectificatif, p. 4637).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charlot pour la protection des forêts contre l'incendie, pour la restauration forestière, agricole et pastorale dans les départements de Provence, p. 5195 (Document n° 2719).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lante tendant à inviter le Gouvernement à accorder au village de Lescaux une subvention pour venir en aide aux sinistrés de ce village, victimes de l'incendie du 6 juin 1947, après avoir déjà été victimes en 1943 de l'incendie du village par les boches, p. 2161 (Document n° 1827).

Indemnités. — V. Code du travail. — Traitements, soldes et indemnités.

Indes françaises. — V. France d'outre-mer. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 76.

Indigènes coloniaux. — V. Allocations familiales. — Pensions et retraites (anciens combattants, personnels civils et militaires).

Indignité nationale. — V. Épuration.

Indochine. — V. Armée de terre (adresse de sympathie, corps expéditionnaire, santé militaire). — Fonctionnaires. — France d'outre-mer. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 8, 39, 123. — Postes (franchise postale). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 61, 91.

Industrie. — V. Commerce et industrie.

Industrie aéronautique. — V. Enseignement technique (apprentissage et formation professionnelle).

Intelligibilité parlementaire. — V. Elections législatives.

Infirmes et incurables. — V. Assistance aux vieillards, infirmes et incurables.

Infirmiers et infirmières. — V. Enseignement de la médecine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Germaine Peyroles tendant à instituer un conseil national des assistantes et assistants sociaux, p. 3012 (Document n° 4992)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier et à compléter la loi du 8 avril 1916 relative à l'exercice des professions d'assistants, assistantes ou auxiliaires de service social et d'infirmiers ou infirmières, p. 4130 (Document n° 2150).

Information et expansion économiques. — V. Commerce et industrie.

Inhumations. — Transfert de corps.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Segelle tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence le décret du 31 décembre 1941 codifiant les textes relatifs aux opérations d'inhumation, d'exhumation, d'incinération et de transport des corps, maintenu en application par l'ordonnance du 9 août 1944, p. 2711 (Document n° 1906). — Dépôt du rapport par M. Denis Cordonnier, p. 6196 (Document n° 2721). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Denis Cordonnier, p. 5882 (Document n° 2907).

Inondations. — V. Calamités publiques. — Transports et voies de communications (navi-gation intérieure).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vieljeux relative aux subventions en matière de travaux civils, p. 727 (Document n° 316).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2077 (Document n° 1678) (rectificatif, p. 2127).

Inscriptions hypothécaires. — V. Fonds de commerce. — Justice civile, commerciale ou administrative.

Inscrits maritimes. — V. Assurance des marins du commerce.

Institut d'élevage et de médecine vétérinaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi créant un institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux, p. 3995 (Document n° 2271).

Institut médico-légal. — V. Impôts (taxes départementales et communales).

Instituteurs et institutrices. — V. Assistantes d'hygiène scolaire. — Fonctionnaires de l'enseignement. — Médaille d'honneur. — Pensions et retraites (personnels civils et militaires).

Intérieur (Ministère de l').

PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Godin sur le projet de loi abrogeant les textes sur le statut provisoire de l'administration préfectorale (n° 231), p. 510 (Document n° 751). — Lecture du rapport par M. André-Jean Godin, p. 972; discussion, p. 973; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 976.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 360 (Document n° 161). — Dépôt du rapport par M. Sarrien, p. 587 (Document n° 217). — Discussion, p. 681; renvoi du projet à la commission, p. 687. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Sarrien, p. 718 (Document n° 303). — Suite de la discussion, p. 876; adoption, p. 879.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis du Conseil de la République, p. 2532 (Document n° 1850). — Dépôt du rapport par M. Godin, p. 4589 (Document n° 2176). — Adoption, p. 4755 (Loi n° 37-1759 du 9 septembre 1947, J. O. du 10 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à donner aux cadres préfectoraux des garanties de stabilité, p. 697 (Document n° 852).

Internés. — V. Départements, villes et communes. — Fonctionnaires. — Prisonniers, internés et déportés.

Interpellations (Assemblée nationale).

1^o MINISTÈRE PAUL RAMADIER

1. — Composition du Gouvernement. — Demande d'interpellation de M. Capitant sur la composition du cabinet qui ne semble pas conforme aux déclarations faites par M. le président du conseil pour obtenir l'investiture de l'Assemblée nationale, p. 42. — Demande d'interpellation de M. Barrachin sur la composition du Gouvernement, p. 42. — Demande d'interpellation de M. Pierre Montel sur l'attribution du portefeuille de la défense nationale et les attributions respectives des ministres de ce département, p. 42. — Demande d'interpellation de M. Guy Petit sur la composition du Gouvernement, p. 42. — Discussion, p. 42, 43; ordres du jour de M. Laniel et de M. Charles Lussy, p. 52; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Charles Lussy, p. 51.

2. — Immatriculation des cadres à la sécurité sociale. — Demande d'interpellation de M. Henri Lespès sur l'immatriculation obligatoire des cadres à la sécurité sociale, à dater du 1^{er} janvier 1947, et sur la position que compte adopter, à cet égard, le Gouvernement, relativement aux engagements pris par M. le ministre du travail devant l'Assemblée nationale constituante, le 8 août 1946, p. 55; fixation de la date, p. 95. — Discussion, p. 111. — Ordre du jour de M. Costes et adoption, p. 115.

3. — Politique économique, commerce et ravitaillement. — Demande d'interpellation de M. Schauflier, sur les projets du Gouvernement à l'égard du commerce français, p. 6, 42. — Demande d'interpellation de M. Guy Petit, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire face aux difficultés qui menacent le pays en matière économique et financière, p. 42, 43. — Demande d'interpellation de M. Louis Rollin sur le ravitaillement des grands centres urbains et notamment de la région parisienne, p. 141; fixation de la date, p. 188. — Discussion, p. 300; suite de la discussion, p. 309, 358, 361, 388, 399; ordres du jour de MM. Schauflier, Henri Queuille et Lussy, p. 402; adoption au scrutin, de l'ordre du jour de M. Lussy, p. 407.

4. — Sécurité aérienne. — Demande d'interpellation de M. Livry-Level sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir la sécurité aérienne au niveau où elle était dans les pays alliés pendant la guerre, p. 99; fixation de la date, p. 188. — Discussion, p. 420; adoption d'un ordre du jour, p. 433; de M. Livry-Level, p. 433.

5. — Entreprises artisanales de pêche maritime. — Demande d'interpellation de M. André Montel sur les raisons pour lesquelles M. le ministre des travaux publics et des transports a cru devoir homologuer le 20 janvier 1947 une décision du comité central des pêches maritimes portant déshébergement des entreprises artisanales de pêche maritime, p. 407, 431. — Discussion sur la fixation de la date, p. 456; renvoi à la suite, p. 460.

6. — Politique étrangère du Gouvernement. — Demande d'interpellation de M. Jacques Barjoux sur la politique étrangère du Gouvernement, p. 235. — Retrait, p. 491.

7. — Préparatifs de la conférence de Moscou. — Demande d'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la conférence de Moscou, p. 411. — Discussion, p. 481, 409; suite de la discussion, p. 524, 535; adoption, au scrutin, d'un ordre du jour de M. Charles Lussy, p. 539.

8. — Politique française en Indochine. — Demande d'interpellation de M. Rannarony sur la politique que le Gouvernement poursuit en Indochine, p. 285. — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur les raisons pour lesquelles, au moment où des campagnes en France et à l'étranger ne cessent d'attaquer le « colonialisme français », M. le ministre de la France d'outre-mer n'a pas encore fait publier un livre jaune sur les atrocités commises par les forces du Vietnam sur nos compatriotes en Indochine, p. 316. — Demande d'interpellation de M. Pierre André sur les attributions du ministre de la défense nationale à la suite du décret n° 47-

256 du 7 février 1947, et ses répercussions sur le moral des troupes qui se battent en Indochine, p. 316. — Demande d'interpellation de M. Paul Devinat sur la politique du Gouvernement à l'égard du problème indochinois, p. 316; fixation de la date de la discussion, p. 431. — Demande d'interpellation de M. Paul Reynaud sur la politique française en Indochine, p. 721. — Discussion, p. 797; suite de la discussion, p. 821; renvoi au scrutin de la discussion à la prochaine séance, p. 838; suite de la discussion, p. 847, 868, 883; adoption, au scrutin, d'un ordre du jour de M. Charles Lussy, p. 906.

9. — Distribution des journaux. — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour empêcher que se reconstitue, à la faveur des événements créés par la grève du livre, un monopole de fait dans la distribution des journaux, lequel placerait ces derniers sous le contrôle direct d'intérêts privés, portant ainsi une grave atteinte à l'indépendance et à la liberté de la presse, p. 855; fixation de la date, p. 996; renvoi à la suite, p. 999.

10. — Centres de recherches scientifiques. — Demande d'interpellation de M. Bétolaud sur l'opportunité de procéder à l'expropriation de vastes terrains, à proximité de Paris, en vue de l'installation de laboratoires ou de centres de recherches scientifiques, p. 434; fixation de la date, p. 1010; renvoi à la suite, p. 1011.

11. — Politique des salaires et des prix. — Demande d'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 et discussion, p. 1428, 1459; adoption, au scrutin, d'un ordre du jour de M. Lussy accepté par le Gouvernement qui a posé la question de confiance, p. 1466 (rectificatif, p. 1496).

12. — Événements de Madagascar. — Demandes d'interpellation: 1^o de M. Castellan, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rétablir la situation à Madagascar; 2^o de M. Pierre July, sur les graves événements qui se déroulent à Madagascar; 3^o de M. Raseta, sur la politique générale du Gouvernement à Madagascar, p. 1332. — Demande d'interpellation de M. Duveau sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser les massacres des populations de Madagascar et rétablir au plus vite dans l'île l'ordre et la sécurité, p. 1311. Discussion, p. 1476; suite de la discussion, p. 1507, 1533, 1551; ordres du jour de MM. Castellan, Jacques Duclos et Defferre, p. 1560; retrait de l'ordre du jour de M. Castellan, p. 1561; retrait, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Duclos, p. 1565; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Defferre, p. 1567.

13. — Incorporation des jeunes gens de la classe 1917. — Demande d'interpellation de M. Henri Roulon sur l'appel sous les drapeaux des cultivateurs de la classe 1917, p. 1332. — Demande d'interpellation de M. René Ploven sur les raisons pour lesquelles M. le ministre de la guerre a pris la décision de rompre, au détriment de certaines régions du territoire français, et notamment des départements bretons, le principe de l'égalité de tous les Français devant les obligations militaires, p. 1576. — Demande d'interpellation de M. Camille Laurents sur les raisons qui ont motivé l'incorporation des jeunes gens de la classe 1917 par séries de départements, p. 1507. — Fixation de la date, p. 1567; renvoi à la suite, p. 1570.

14. — Problèmes du blé, du pain et de la viande. — Demandes d'interpellations: 1^o de M. Henri Roulon, sur l'approvisionnement du pays en pain; 2^o de M. Pierre André, sur la crise du blé et ses répercussions sur le marché du pain; 3^o de M. Rellie-Soult, sur les conséquences de la politique agricole du Gouvernement, notamment en ce qui concerne le blé et la viande, et sur les mesures immédiates qu'il importe de prendre pour y porter remède; 4^o de M. le colonel Félix, sur la diminution de la ration de pain et sur l'ensemble des problèmes annexes que soulève cette question, p. 1332. — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur la question du blé et du pain et sur les problèmes du ravitaillement en général, p. 1311. — Organisation du débat et discussion, p. 1419; adoption, au scrutin, d'une motion de M. Rellie-Soult,

tenant à renvoyer à une séance ultérieure la suite du débat, p. 1424 (*rectifié*, p. 1467). — Suite de la discussion, p. 1563, 1613, 1628, 1631; ordres du jour de MM. Bruyneel, Antier, Charles Lussy, Gabriel Cudenet, p. 1647; adoption de l'ordre du jour de M. Charles Lussy, p. 1659.

15. — *Rapatriement d'un prisonnier français de la zone d'occupation russe en Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Robert Monlillot sur le cas d'un prisonnier de guerre français qui, retenu dans la zone d'occupation russe malgré plusieurs demandes de rapatriement et, ayant été signalé à sa famille comme disparu par le Gouvernement français le 5 juin 1946, n'a réussi à s'échapper grâce à de faux papiers que le 18 janvier 1947, après une première tentative infructueuse, et vient seulement de pouvoir rentrer dans sa commune, p. 1014; discussion et renvoi à la suite, p. 1678, 1685.

16. — *Manifestation de Bruneval.* — Demande d'interpellation de M. Laurent Casanova: a) sur les conditions dans lesquelles des officiers en activité de service ont pu assister à une manifestation partisane organisée en présence de diplomates étrangers; b) sur les conditions dans lesquelles la radio d'Etat a pu retransmettre un discours dirigé contre les institutions républicaines, p. 1332; discussion et renvoi à la suite, p. 1679.

17. — *Politique économique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Charles Rousseau sur la politique économique du Gouvernement, p. 1332; renvoi à la suite, p. 1690.

18. — *Remaniement du cabinet.* — Demande d'interpellation de M. René Capitant sur le remaniement du cabinet ministériel opéré par les décrets des 4 et 9 mai 1947, p. 1582; discussion, p. 1682 et renvoi à la suite, p. 1683.

19. — *Équipement sportif de la région parisienne.* — Demande d'interpellation de M. Jean Cayeux sur la politique du Gouvernement, en ce qui concerne l'équipement sportif de la région parisienne, p. 1659; discussion, p. 1683, et renvoi à la suite, p. 1684.

20. — *Ration de vin.* — Demande d'interpellation de M. Paul Antier sur: 1° les raisons qui ont motivé la suppression de la ration de vin dans un certain nombre de départements; 2° les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour donner, pendant la période des gros travaux, une ration normale de vin aux travailleurs de l'agriculture qui méritent, par leur labeur et le ravitaillement qu'ils assurent, une ration de travailleurs de force, p. 1660; discussion et renvoi à la suite, p. 1681.

21. — *Perquisitions chez les producteurs de blé.* — Demande d'interpellation de M. Paul Antier sur les raisons qui ont motivé les perquisitions à domicile, chez les producteurs de blé de certains départements, avec la troupe armée et la mise en état de siège de plusieurs villages, p. 1659; discussion et renvoi à la suite, p. 1681.

22. — *Personnel des exploitations électriques et gazières.* — Demande d'interpellation de M. Etienne Fajon sur les mesures de réquisition que M. le président du conseil vient de prendre à l'égard du personnel des exploitations électriques et gazières, p. 1782; fixation de la date, p. 1874; renvoi à la suite, p. 1878.

23. — *Gestion des entreprises nationalisées.* — Demande d'interpellation de M. Lospès sur la politique qu'entend suivre le Gouvernement pour mettre en œuvre dans les entreprises nationalisées des méthodes de gestion assurant l'efficacité de leur organisation et l'équilibre de leur bilan, conformément à leur caractère industriel et commercial, pour répondre aux buts que leur assignait la charte de la Résistance, p. 1136; fixation de la date, p. 1680. — Discussion, p. 1403. — Suite de la discussion, p. 2097, 2282. — Retrait d'un ordre du jour de M. Sion; ordres du jour de MM. René Mayer, Robert Lecourt et Charles Lussy, p. 2287; adoption d'un ordre du jour unique de MM. Lecourt, Queuille et Sion, p. 2283.

24. — *Expropriation d'immeubles pour l'agrandissement du ministère des travaux publics.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur l'expropriation de deux

immeubles du 7^e arrondissement pour l'agrandissement du ministère des travaux publics, p. 1570. — Retrait, p. 3416.

25. — *Maintien de familles de dragueurs dans un immeuble de la Rochelle.* — Demande d'interpellation de M. Macouin sur les raisons qui font maintenir au ministre de la marine les familles des dragueurs de la Rochelle dans un immeuble impérial occupé illégalement par ces familles, empêchant ainsi le locataire de cet immeuble réfugié à Parthenay de rentrer dans sa maison et cela près de trois ans après la libération de la Rochelle, p. 3267. — Retrait, p. 3416.

26. — *Expropriation d'immeubles et démolition d'un terrain de sports pour l'agrandissement du ministère de la reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur l'expropriation de quinze immeubles du 7^e arrondissement pour l'agrandissement du ministère de la reconstruction, et sur la démolition pour l'agrandissement du même ministère de l'unique terrain de sports du 7^e arrondissement, p. 1570. — Retrait, p. 3416.

27. — *Politique du Gouvernement à l'égard des victimes de la guerre et de leurs ayants droit.* — Demande d'interpellation de M. René Plevin sur la politique générale du Gouvernement à l'égard des victimes de la guerre et de leurs ayants droit, p. 2074. — Retrait, p. 3575.

28. — *Politique de l'élevage et de la viande.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Triboulet sur l'incapacité du Gouvernement à définir et pratiquer une politique de l'élevage et de la viande, p. 1570; discussion et renvoi à la conférence des présidents, p. 1681. — Retrait, p. 3575.

29. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Jean Chamant sur l'attitude que le Gouvernement compte adopter en regard à l'évolution de la situation internationale et sur la politique qu'il entend suivre à l'égard des pays anglo-saxons, p. 2126. — Discussion et renvoi à la conférence des présidents pour la fixation d'une nouvelle date, p. 2292. — Retrait, p. 3575.

30. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. André Mutter sur les résultats de la conférence de Moscou, p. 1524; discussion et renvoi à la conférence des présidents, p. 1681. — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot sur la conférence de Moscou, ses résultats, et ses conséquences sur l'orientation de notre politique extérieure, p. 1868; fixation de la date, p. 1874. — Demandes d'interpellations: 1° de M. Auguste Lecœur sur les conséquences qu'auront les accords passés à Moscou avec les gouvernements américain et anglais en ce qui concerne l'approvisionnement en charbon de la France; 2° de M. Paul Reynaud sur la situation révélée par l'échec de la conférence de Moscou et fixation de la date, p. 1874. — Discussion et renvoi à la conférence des présidents pour la fixation d'une nouvelle date, p. 2292. — Retrait de la demande d'interpellation de M. Chamant, p. 3575. — Demande d'interpellation de M. Louis Marin sur les conséquences de la conférence de Moscou et de la phase préparatoire, dite des Trois, de la conférence de Paris, p. 3416. — Demande d'interpellation de M. Maurice Schumann sur les récents développements de la situation internationale, p. 3502. — Discussion, p. 3512. — Suite de la discussion, p. 3585; ordre du jour de M. Scherer, p. 3601; adoption de l'ordre du jour modifié, p. 3612.

31. — *Politique économique et financière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Gazier sur la politique économique et financière du Gouvernement, p. 2331; fixation de la date, p. 2332. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Viollette sur la politique économique du Gouvernement; 2° de M. Triboulet sur le « dirigisme », notamment en matière de ravitaillement, p. 2303. — Discussion, p. 2159, 2110; suite de la discussion, p. 2579, 2592, 2620; ordre du jour de M. Charles Lussy, p. 2633; nouvel ordre du jour de M. Charles Lussy, p. 2627. — Discussion, p. 2744; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 2759.

32. — *Problème du blé.* — Demande d'interpellation de M. Henri Roulien sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation causée au blé par la gelée, p. 55. — Demande d'interpellation de M. Jean Legendre sur les mesures que compte prendre M. le ministre de l'agriculture afin d'assurer l'approvisionnement en blé de la France pour la prochaine campagne, p. 141. — Demande d'interpellation de M. Philippe Monin sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre le réensemencement en blé des terres gelées et fixation de la date, p. 189. — Discussion, p. 999.

33. — *Union française.* — *Politique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. le général Aumeran sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Union française, p. 42; fixation de la date, p. 188.

34. — *Conditions de répartition des essences.* — Demande d'interpellation de M. Robert Bruyneel sur les mesures modifiant les conditions de répartition des essences par la création d'un marché parallèle, p. 55; fixation de la date, p. 188.

35. — *Politique de l'Algérie.* — *Politique musulmane.* — Demande d'interpellation de M. Cadi Abdoukader sur le statut politique de l'Algérie et sur la politique musulmane de la France dans les pays musulmans du Maghreb et du Proche-Orient, p. 316; fixation de la date, p. 197, 1678.

36. — *Aide aux victimes de la guerre.* — Demande d'interpellation de M. Lionel de Tinguy sur les retards et les insuffisances de l'aide apportée aux victimes de la guerre, spécialement en matière de pension aux invalides et aux veuves, et en matière de liquidation des droits des déportés et des prisonniers de guerre, p. 1279; renvoi à la conférence des présidents, p. 1686.

37. — *Dévolution des biens des entreprises de presse.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur la non-application par les services du ministre de la jeunesse, des arts et des lettres, de la loi du 11 mai 1946, portant dévolution des biens des entreprises de presse, les incidents graves qui en résultent, notamment les menaces d'expulsion qui pèsent sur de nombreux journaux de la Résistance et, en conséquence, sur les mesures que le ministre compte prendre pour prononcer immédiatement la dévolution des biens des entreprises visées par la loi du 11 mai 1946, p. 1524; fixation de la date, p. 1681. — Discussion, p. 1757; suite de la discussion, p. 1832, 2263.

38. — *Enquêtes dans le département de l'Ailier.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Villon sur un certain nombre de faits troublants qui se sont produits dans le département de l'Ailier depuis quelques mois, faits qui ont donné lieu à des enquêtes policières mais qui ne semblent avoir, en aucun cas, été suivis de sanctions, p. 1660; discussion et renvoi à la conférence des présidents, p. 1685.

39. — *Situation en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Varenne sur la situation en Indochine et la mise en marche des institutions de l'Union française, p. 206.

40. — *Licencement de commissaires de police et officiers de la paix.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Montel sur les conditions dans lesquelles ont été licenciés à Paris et en province un certain nombre de commissaires de police et officiers de la paix, à la date du 31 décembre 1946, sans aucun préavis, ni indemnité de quelque nature que ce soit, p. 465.

41. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Robert Hélot sur la politique générale du Gouvernement (p. 1279).

42. — *Politique économique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Schaufetter sur la politique économique du Gouvernement, et la suite qu'il entend donner aux légitimes revendications des commerçants et des artisans français, manifestées par eux au cours des réunions tenues les 12 et 19 mai au vélodrome d'hiver, p. 1723.

43. — *Liberté à la vente et à l'achat des textiles.* — Demande d'interpellation de M. Jean Crouzier sur la raison pour laquelle M. le ministre de la production industrielle n'a pas cru devoir rendre la liberté à la vente et à l'achat des textiles, p. 1723.

44. — *Éducation sexuelle. — Composition du comité.* — Demande d'interpellation de M. Robert Bétolaud sur la composition du comité chargé d'étudier sous quelle forme l'éducation sexuelle peut être donnée dans les établissements d'enseignement, institué par arrêté du 18 mars 1947, p. 1723.

45. — *Administration de l'Opéra et l'Opéra-Comique.* — Demande d'interpellation de M. Rollin sur les graves errements pratiqués dans l'administration des deux grands théâtres lyriques nationaux, l'Opéra et l'Opéra-Comique, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y mettre un terme, p. 1863.

46. — *Évasion d'Abd-El-Krim.* — Demande d'interpellation de M. Cudenet sur les circonstances dans lesquelles Abd-El-Krim est parvenu à s'évader, p. 1837.

47. — *Départ et embarquement d'Abd-El-Krim.* — Demande d'interpellation de M. d'Aragon sur les conditions dans lesquelles ont été effectués le départ et l'embarquement d'Abd-El-Krim, p. 1887.

48. — *Évasions de Si Allah El Fassi et d'Abd-El-Krim.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur: 1° les conditions dans lesquelles ont pu être réalisées les évasions de Si Allah El Fassi et d'Abd-El-Krim; 2° les relations entre ces faits et l'activité de la ligne panarabe, p. 1887.

49. — *Manifestations auxquelles se livrent les miliciens et collaborateurs détenus à la centrale d'Eysses.* — Demande d'interpellation de M. Gérard Duprat sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux manifestations scandaleuses auxquelles se livrent fréquemment les miliciens et autres collaborateurs, détenus à la centrale d'Eysses, p. 2126.

50. — *Matériel de l'usine de Bafersbronn en Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Garcia sur les conditions dans lesquelles le matériel récupéré de l'usine de Bafersbronn en Allemagne primitivement attribué à la distillerie nationale de Morcenx, vient d'être enlevé à l'Etat et réattribué à des sociétés privées, p. 2292.

51. — *Emprunts français à l'étranger.* — Demande d'interpellation de M. Jules Ramonny sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour faire rentrer en France les sommes prêtées en or par l'épargne française à l'étranger, p. 2163.

52. — *Politique générale du Gouvernement en Algérie.* — Demande d'interpellation de M. Charles Serro sur la politique générale que le Gouvernement entend poursuivre en Algérie pour apaiser les passions partisanes et réaliser le progrès social par l'union loyale franco-musulmane, p. 2592.

53. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Krizeg-Valrimont sur l'action que le Gouvernement a menée contre les agissements qui, depuis plusieurs mois, visent à atteindre les institutions républicaines, en particulier sur les conditions dans lesquelles un officier qui s'est manifesté comme un agent de la trahison de Péloin a pu si longuement déployer son activité, et celle dans lesquelles un autre officier a pu être nommé inspecteur général de la gendarmerie et désigné en 1945 comme compagnon de la Libération par le président du Gouvernement provisoire après avoir dirigé en 1943 la lutte contre la Résistance dans le Morbihan, p. 2619.

54. — *Incidents de Casablanca. — Situation économique au Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Bouvier-O'Guttereau, sur les récents incidents de Casablanca et sur la situation économique au Maroc, p. 1332.

55. — *Organisation de la nation armée.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Montel sur les déclarations du ministre de la défense nationale concernant l'organisation de la nation armée, p. 1437.

56. — *Campagnes diffamatoires contre des officiers français.* — Demande d'interpellation de M. Michelet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser les campagnes diffamatoires qui — à l'occasion d'une récente affaire de complot dont la justice est saisie — cherchent à porter

atteinte à l'honneur de ceux qui, en répondant les premiers à l'appel du 18 juin, furent à l'avant-garde de la Résistance, p. 2794.

57. — *Armée de l'air.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Moreau sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner à l'armée de l'air, dans le souci d'économies qui doit inspirer la juste limitation de nos dépenses militaires, la place de premier plan que doit avoir cette armée dans l'ensemble des forces de la défense nationale, p. 2794.

58. — *Événements de Madagascar.* — Demande d'interpellation de M. Castellani sur les mesures insuffisantes et trop tardives prises à Madagascar pour rétablir la situation, les conséquences politiques et économiques catastrophiques qui en résultent et les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour rétablir rapidement la situation; 2° pour trouver les chefs capables de diriger ce pays; 3° pour indemniser les victimes de la rébellion et remettre l'économie du pays en marche, p. 2794.

59. — *Politique du Gouvernement à l'égard du cinéma français.* — Demande d'interpellation de M. Buron sur la politique du Gouvernement à l'égard du cinéma français dont la qualité est reconnue dans tous les festivals et concours étrangers, mais dont la situation financière inspire les plus légitimes inquiétudes, p. 2919.

60. — *Bénéfices forfaitaires pour les artisans et petits commerçants.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Juge sur les conditions particulières dans lesquelles sont établis les bénéfices forfaitaires et les injustices fiscales qui en résultent pour les artisans et les petits commerçants, p. 3011.

61. — *Statut du fermage et du métayage.* — Demande d'interpellation de M. Hubert Ruffe sur les mesures que le Gouvernement compte prendre afin de mettre un terme aux violations de plus en plus fréquentes de la loi sur le statut du fermage et du métayage, p. 3011.

62. — *Politique du Gouvernement en Algérie.* — Demande d'interpellation de M. François Quillet sur les déclarations faites à la radio de Paris par un haut fonctionnaire du gouvernement général de l'Algérie prenant position, à la veille de la discussion par le Parlement, du projet de loi portant statut organique de l'Algérie, sur des problèmes qui relèvent seulement du Parlement souverain, p. 3575.

63. — *Collecte de la laine en 1947.* — Demande d'interpellation de M. Paul Antier sur les dispositions officielles prévues pour la collecte de la laine en 1947 et, en particulier, sur la suppression de la part réservataire dans certains départements considérés comme étant à faible densité lainière, p. 3612.

64. — *Catastrophe de Brest.* — Demande d'interpellation de M. Pontup-Esperaber sur les circonstances de la catastrophe de Brest, survenue le 23 juillet, et sur l'insuffisance manifeste des mesures de précaution qui ont été prises pour mettre à l'abri d'un danger connu une population déjà si tragiquement éprouvée par la guerre, p. 3722.

65. — *Affaire du paquebot « Exodus ».* — Demande d'interpellation de M. Edouard Bonnelous sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, à l'avenir, pour éviter le renouvellement d'une affaire comme celle de l'Exodus, p. 3722.

66. — *Catastrophe de Brest.* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Paul sur les circonstances qui ont provoqué la catastrophe de Brest et sur les responsabilités encourues dans cette tragique affaire, p. 3913.

67. — *Répartition aux transporteurs routiers de la Seine du contingent de pneumatiques pour le mois d'août.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Paul David sur la décision du groupement syndical des transporteurs routiers de la Seine refusant la répartition aux transporteurs routiers du contingent de pneumatiques pour le mois d'août et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour satisfaire les besoins légitimes de ces transporteurs, p. 3991.

68. — *Ravitaillement en blé.* — Demande d'interpellation de M. Pierre André sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à la pénurie de blé et assurer au cours de cet hiver le ravitaillement des Français, p. 4612.

69. — *Ravitaillement de la population en pain. — Nourriture du bétail.* — Demande d'interpellation de M. Philippe Monin sur les mesures que le Gouvernement prend et compte prendre pour: 1° assurer le ravitaillement de la population en pain, actuellement, l'hiver prochain et jusqu'à la récolte suivante; 2° assurer la nourriture du bétail — notamment par l'approvisionnement en tourteaux — en évitant de laisser dépasser le prix officiel du blé par ceux réels des céréales secondaires, p. 4703.

70. — *Catastrophe de Ruell-Malmanson.* — Demande d'interpellation de M. Bénéd sur la catastrophe de Ruell-Malmanson, p. 2818.

71. — *Politique générale du Gouvernement en Algérie.* — Demande d'interpellation de M. Dentateb sur les mesures que le Gouvernement compte prendre dans l'immédiat pour apporter un premier remède aux cas de misère les plus urgents qui se posent en Algérie, p. 4850.

72. — *Organisation de la défense nationale.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Paul David sur les déclarations que M. le ministre de la guerre a crû devoir faire en présence du chef de l'armée d'un pays allié et ami sur l'organisation de la défense nationale, p. 4850.

73. — *Incidents de Noé.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Coste-Floret sur le désordre administratif qui a permis les incidents de Noé et les mesures que compte prendre le Gouvernement pour en empêcher le retour, p. 4914.

74. — *Incidents de Noé.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Gresa sur les incidents qui ont eu lieu le 14 septembre au camp d'internement de Noé (Haute-Garonne), p. 4914.

75. — *Incidents de Noé.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Badiou, sur les conditions dans lesquelles s'est produite la mutinerie du camp de Noé et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour empêcher le retour de faits aussi scandaleux, p. 4914.

76. — *Politique générale du Gouvernement aux Indes.* — Demande d'interpellation de M. Caillavel, sur la politique gouvernementale aux Indes françaises, p. 4911.

77. — *Incidents de Mans.* — Demande d'interpellation de M. Lefèvre-Pontalis, sur les sanglants incidents qui se sont déroulés au Mans les 11 et 12 septembre 1947, p. 4914.

78. — *Politique du logement et de la reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. Triboulet, sur la nécessité de définir enfin et praticaliser une politique du logement et de la reconstruction, p. 4914.

79. — *Incidents de Verdun.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Louis Tnaud, sur les récents incidents de Verdun et les sanctions que le Gouvernement compte prendre à l'égard de ceux qui, chaque jour, fomentent la rébellion contre les lois et les autorités de la République, p. 4914.

80. — *Incidents de Verdun.* — Demande d'interpellation de M. Robert Lecourt, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter le retour de manifestations comme celles organisées à Verdun et assurer le respect de l'autorité de l'Etat, p. 4915.

81. — *Situation économique du département du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Theellen, sur la situation économique du département du Nord (ravitaillement, répartition, charbon, voies de communication), p. 4915.

82. — *Incidents de Verdun.* — Demande d'interpellation de M. Savard, sur: 1° les événements qui se sont déroulés du 20 au 27 septembre à Verdun, où la population unanime a bloqué deux péniches transportant 400 tonnes de sucre à destination de l'Allemagne; 2° l'emploi massif de forces policières contre la population de Verdun française, qui a donné tant de preuves d'attachement à la patrie, p. 4915.

83. — *Politique du Gouvernement en matière de formation professionnelle.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud, sur la politique du Gouvernement en matière de formation professionnelle, p. 4915.

84. — *Reconstruction et dommages de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Billoux, sur la politique de reconstruction du Gouvernement et les mesures d'application de la loi du 26 octobre 1946 relative aux dommages de guerre, p. 4915.

85. — *Politique économique et sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pierre-Groves, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que les éléments de la nation sur qui pèse le plus lourd fardeau du travail et de la pénurie cessent d'avoir des raisons de se juger sacrifiés, p. 4915.

86. — *Administration pénitentiaire.* — Demande d'interpellation de M. Gérard Duprat, sur la carence dont a fait preuve le Gouvernement, en matière d'administration pénitentiaire, malgré de multiples avertissements p. 4915.

87. — *Carburants.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Paul David, sur la politique du Gouvernement en matière de carburants, p. 4915.

88. — *Enseignement technique en France.* — Demande d'interpellation de M. André Morice, sur les conséquences des modifications profondes apportées à l'enseignement technique en France et sur les nécessités de réorganisation complète et rapide de cet enseignement, p. 4915.

89. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Henri Roulon, sur la politique agricole du Gouvernement, p. 4915.

90. — *Radiodiffusion.* — Demande d'interpellation de M. Max Brusset, sur la partialité évidente dont fait preuve, en maintes circonstances, la radiodiffusion française qui se met trop souvent à la disposition d'idéologues politiques et partisans, au lieu de demeurer, comme c'est son rôle, au service de l'Etat, p. 4915.

91. — *Reconstruction des régions dévastées.* — Demande d'interpellation de M. Livry-Lével, sur les moyens que le Gouvernement compte prendre en face de la situation financière actuelle pour assurer la reconstruction des régions dévastées et sur la place qu'il veut donner à la reconstruction dans le plan, p. 4915.

92. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos, sur la politique générale du Gouvernement, p. 4915. — Discussion, p. 4915; ordre du jour de M. Charles Lussy, p. 4929. — Suite de la discussion, p. 4968; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 4962.

93. — *Accords douaniers de Genève.* — Organisation internationale du commerce. — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur les conséquences désastreuses pour notre industrie, notre agriculture et notre indépendance nationale, des accords douaniers de Genève et le projet d'organisation internationale du commerce, que le Gouvernement français se propose de parapher à Washington et à la Havane, p. 5003.

94. — *Cinématographie française.* — Accords Blum-Byrnes. — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur la situation extrêmement critique du cinéma français et les intentions du Gouvernement quant à la révision des accords Blum-Byrnes, sur la base de la réciprocité des échanges, et à l'obligation légale de passer 40 p. 100 de films français dans les salles de France et d'outre-mer, p. 5003.

95. — *Organisation de la défense nationale.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Montel sur l'organisation de la défense nationale telle qu'elle est réalisée par le Gouvernement actuel remanié, p. 5003.

96. — *Politique économique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Charles Schaufier sur la politique économique et en particulier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour supprimer les privilèges scandaleux dont bénéficient certains organismes prioritaires, p. 5003.

97. — *Manifestations publiques.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Guyot sur les responsabilités encourues par le président du conseil et le ministre de l'intérieur dans le meurtre d'un cheminot, ancien F. T. P. F., décédé à la suite des blessures reçues au cours des violences exercées par certains détachements spéciaux de police le 28 octobre dernier, avenue de Wagram, contre le peuple parisien venu manifester son indignation à un fasciste, organisateur d'une odieuse provocation à l'égard de l'U. R. S., pays ami et allié de la France, p. 5003.

98. — *Suppression du ministère de la France d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Roger Duvéau sur les conditions dans lesquelles le ministère de la France d'outre-mer a été supprimé et remplacé par un sous-secrétariat d'Etat rattaché à la présidence du conseil, alors qu'il est avéré que le chef du Gouvernement, du fait même de ses hautes fonctions, est dans l'impossibilité matérielle absolue de s'occuper des multiples questions de première importance qui intéressent actuellement l'Union française, p. 5003.

99. — *Manifestations publiques.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur : 1° les motifs de l'autorisation accordée à un sénateur pétainiste d'organiser salle Wagram, le 28 octobre, un meeting dont le caractère constituait une véritable provocation à l'égard de l'U. R. S., alliée de la France; 2° les responsabilités de M. le ministre de l'intérieur dans les sanglants incidents qui ont marqué cette soirée et dont furent victimes 250 Parisiens et des journalistes étrangers, p. 5003.

100. — *Plan de délestage du courant électrique.* — Demande d'interpellation de M. Michel Peytel sur les conditions dans lesquelles a été établi le plan de délestage du courant électrique dans la banlieue parisienne, p. 5003.

101. — *Plan de délestage électrique.* — Demande d'interpellation de M. Edmond Barrachin sur les principes qui ont présidé à l'élaboration du plan de délestage électrique applicable à partir du 7 novembre 1947 à la banlieue parisienne, p. 5003.

102. — *Extraits de discours insérés au Journal officiel.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a publié des extraits des discours insérés au Journal officiel et en faisant assurer une diffusion officielle, p. 5013.

103. — *Politique économique et financière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Loupont sur les provocations du Gouvernement à l'égard du commerce de détail parisien qui tendent à faire engosser à celui-ci la responsabilité d'une situation due à sa politique dirigiste et qui, notamment, force certains détaillants choisis arbitrairement à afficher leurs prix d'achat sans les autoriser à publier les charges fiscales écrasantes qu'ils payent à un Etat trop dépensier, p. 5003.

104. — *Politique coloniale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Schumann sur l'avenir des établissements français dans l'Inde et sur l'ensemble des relations franco-indiennes, p. 5033.

105. — *Dévolution des biens des entreprises de presse.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Gressa sur les graves conséquences de la non-application de la loi du 11 mai 1946 concernant la dévolution à l'Etat des biens des journaux ayant paru sous l'occupation allemande et, notamment, sur les conditions dans lesquelles une action judiciaire a pu être engagée par la *Dépeche de Toulouse* en vue de mettre dans l'impossibilité de paraître deux quotidiens issus de la Résistance, ce qui a provoqué une émotion légitime dans la région du Sud-Ouest, p. 4983.

106. — *Grève à l'entreprise Berliet.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Guérin sur la grève des ingénieurs, des agents des cadres et des techniciens de l'entreprise Berliet, p. 5078.

107. — *Opérations effectuées contre le camp de rapatriement de Beauregard.* — Demande d'interpellation de M. Florimond Bonte sur les opérations que le Gouvernement fait effectuer contre le camp de rapatriement des cinquante-huit ressortissants soviétiques de Beauregard,

par plus de deux mille hommes armés appuyés par des engins blindés, et sur les procédés inadmissibles de fouilles et de perquisitions qui expriment une inimitié ouverte à l'égard de l'un de nos alliés les plus précieux dont les glorieuses victoires remportées sur les armées hitlériennes et les immenses sacrifices consentis pour la cause commune ont le plus efficacement contribué à la libération de la France, p. 5051; fixation de la date, p. 5055; renvoi à la suite, au scrutin, de l'interpellation, p. 5057.

108. — *Incidents de Marseille.* — Demandes d'interpellation: 1° de M. Raymond Guyot sur les scènes d'émeute qui ont éclaté à Marseille dans la journée du 12 novembre et sur les mesures indispensables que le Gouvernement compte prendre pour en interdire le renouvellement et assurer l'ordre public dans le respect de la loi; 2° de M. Bergasse sur les graves événements qui se sont déroulés à Marseille dans les journées du 10 et du 12 novembre 1947, les sanctions que le Gouvernement estime nécessaires et les mesures qu'il compte prendre pour éviter le retour de faits aussi scandaleux, p. 4997; fixation de la date, p. 5002. — Demande d'interpellation de M. Cristofol sur les responsabilités des incidents graves survenus à Marseille le mercredi 12 novembre et au cours desquels un jeune ouvrier a été assassiné et plusieurs autres personnes blessées, dont un élu du peuple, et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre hors d'état de nuire des individus vivant d'expédients utilisés par des politiciens locaux, p. 5031. — Discussion, p. 5060.

2° MINISTÈRE ROBERT SCHUMAN

109. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation: 1° de M. Bruyneel sur la composition du Gouvernement; 2° de M. Charles Sarre sur la composition du Gouvernement et la politique générale qu'il entend poursuivre pour assurer l'ordre public et mettre un terme à l'avilissement monétaire; 3° de M. Vincent Badie sur la composition du Gouvernement et sa politique générale; 4° de M. Waldeck Rochet sur la composition et la politique générale du Gouvernement et fixation de la date, p. 5131. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Jean Masson, sur la composition du Gouvernement, la politique générale qu'il compte suivre en matière agricole et les remèdes qu'il se propose d'apporter à la crise; 2° de M. Sourbet, sur la composition du Gouvernement, sa politique générale, économique et agricole; 3° de M. Croizat, sur la composition du Gouvernement et sa politique générale; 4° de M. Locœur, sur la composition du Gouvernement et sa politique générale; 5° de M. Marc Dupuy, sur la composition du Gouvernement et sa politique générale; 6° de M. Calas, sur la composition du Gouvernement et sa politique générale et discussion, p. 5149. — Adoption, au scrutin, d'un ordre du jour de M. Locœur, p. 5193.

110. — *Incidents de Valence.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Michel sur les événements sanglants qui se sont déroulés à Valence dans la journée du 4 décembre 1947 et discussion, p. 5315; ordres du jour de MM. Robert Lecourt et Maurice Michel; adoption, au scrutin, d'un ordre du jour de M. Robert Lecourt, p. 5322.

111. — *Politique sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Croizat sur la déclaration que vient de faire M. le ministre du travail (situation sociale) et fixation de la date, p. 5340; adoption, au scrutin, du renvoi à la suite, p. 5313.

112. — *Renvoi de la mission française de rapatriement en U.R.S.S.* — Demandes d'interpellation: 1° de M. Pierre Montel sur l'attitude que le Gouvernement entend adopter et les mesures qu'il compte prendre devant la décision de l'U.R.S.S. d'expulser immédiatement de son territoire la mission française de rapatriement; 2° de M. Pierre Clostermann sur le renvoi de la mission française de rapatriement en Russie par le gouvernement soviétique, p. 5295. — Demandes d'interpellation: 1° de M. René Kuehn sur les dispositions que le Gouvernement entend prendre en vue du rapatriement des Alsaciens et des Lorrains encore retenus en U.R.S.S. après le renvoi par le gouvernement de ce pays de la mission

française chargée de cette opération; 2° de M. A. Krieger sur l'expulsion de la mission française de rapatriement se trouvant en U.R.S.S.; 3° de M. Joseph Sigrist sur la situation créée par la suppression de notre commission de rapatriement de Moscou, p. 5621.

— Demande d'interpellation de M. Gilbert de Chambrun, sur les incidents récents qui ont produit une tension dans nos rapports avec l'U.R.S.S., p. 5691; discussion, p. 5692. — Demande d'interpellation de M. Marcel Rosenblatt, sur la politique gouvernementale vis-à-vis de l'U.R.S.S. et ses répercussions sur le rapatriement des Alsaciens-Lorrains, p. 5691; modification audit libellé; demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles pourra se poursuivre, à la suite des incidents qui se sont produits entre la France et l'U.R.S.S., le rapatriement des Alsaciens-Lorrains et suite de la discussion, p. 5701. — Demande d'interpellation de M. Grenier, sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à multiplier les actes d'hostilité contre l'U.R.S.S. (provocation de Beauregard, expulsion sans motifs avoués de citoyens soviétiques, etc.) et les conséquences néfastes pour le pays de procédés incompatibles avec l'esprit et la lettre du traité d'assistance mutuelle franco-soviétique du 10 décembre 1945, p. 5691; modification au dit libellé; demande d'interpellation sur les incidents qui ont abouti à l'expulsion des missions de rapatriement tant en France qu'en U.R.S.S., et suite de la discussion, p. 5701. — Demande d'interpellation de M. Florimond Bonte, sur les méthodes de la politique gouvernementale française qui ont eu pour conséquence la décision du gouvernement soviétique d'exiger le départ immédiat du territoire de l'U.R.S.S. des membres de la mission française de rapatriement en U.R.S.S., p. 5691; modification au dit libellé; demande d'interpellation sur le renvoi de la mission française de rapatriement en U.R.S.S. et suite de la discussion, p. 5711; adoption, au scrutin, d'un ordre du jour de M. Robert Lecourt, p. 5720 (rectificatif, p. 5833).

113. — *Politique coloniale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Henri Caillaud sur la situation dans les Indes françaises, p. 5191. — Renvoi à la suite, p. 5773.

114. — *Accidents aériens.* — Demande d'interpellation de M. Livry-Level sur les causes de l'accident qui a coûté la vie au général Léclerc et qui n'est que la suite d'une série d'accidents aussi douloureux et sur les mesures que le Gouvernement compte enfin prendre pour faire cesser ces catastrophes scandaleuses, p. 5128. — Fixation de la date, p. 5773 et retrait, p. 5775.

115. — *Évasions collectives de détenus politiques.* — Demande d'interpellation de M. André Lenormand sur les circonstances et les conséquences des évasions de la centrale de Beaulieu à Caen, p. 5191. — Demande d'interpellation de M. Péron sur les évasions scandaleuses de collaborateurs des établissements pénitentiaires de Fresnes, Troyes, Nogé, Carrière, Caen, Montpellier; sur les conséquences de ces évasions sur l'ordre républicain en France, notamment en ce qui concerne le développement du banditisme, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour établir les responsabilités et mettre un terme à l'exécution du plan d'évasions tendant à la constitution de groupes d'hommes de main à la disposition des ennemis de la République, p. 5775. — Reprise des demandes d'interpellation de MM. Grésa, Badiou et Alfred Coste-Floret sur diverses évasions collectives et fixation de la date, p. 5775; renvoi à la suite, p. 5780.

116. — *Reconstruction des régions dévastées.* — Demande d'interpellation de M. Livry-Level sur les moyens que le Gouvernement compte prendre en face de la situation financière actuelle pour assurer la reconstruction des régions dévastées et sur la place qu'il veut donner à la reconstruction dans le Plan, p. 5126.

117. — *Politique économique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Charles Schaulier sur la politique économique du Gouvernement et, en particulier, sur les privilèges scandaleux accordés aux organismes prioritaires, p. 5136.

118. — *Enseignement technique.* — *Formation professionnelle.* — Demande d'interpellation de M. André Morico sur la désorganisa-

tion de l'enseignement technique telle qu'elle va résulter des récentes décisions gouvernementales prises à son endroit et sur l'urgence nécessaire d'adopter un plan d'ensemble organisant en France la formation professionnelle, p. 5137.

119. — *Vieux travailleurs et économiquement faibles.* — Demande d'interpellation de M. Gérard Duprat sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour: 1° assurer un minimum de 24.000 francs par an à tous les bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés; 2° mettre en application la loi du 23 mai 1946, c'est-à-dire faire bénéficier de la retraite entière la catégorie dite des « économiquement faibles », p. 5191.

120. — *Grèves aux établissements Bertet.* — Demande d'interpellation de M. Julien Alroldi sur la solution que le Gouvernement entend donner à la situation provisoire des établissements Bertet, mis sous séquestre pour faits de collaboration et dont la gestion ouvrière est mise en cause par des saboteurs qui ont organisé une grève pour saboter la production, p. 5191.

121. — *Politique du logement et de la reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. Triboulet sur la nécessité de définir enfin et de pratiquer une politique du logement et de la reconstruction, p. 5191.

122. — *Radiodiffusion française.* — Demande d'interpellation de M. Max Drusset sur la partialité évidente dont fait preuve, en maintes circonstances, la radiodiffusion française, qui se met trop souvent à la disposition d'idéologies politiques et partisans, au lieu de demeurer, comme c'est son rôle, au service de l'Etat, p. 5231.

123. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Henri Roulon sur la politique agricole du Gouvernement, p. 5231.

124. — *Politique coloniale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Ben Tounes sur la politique du Gouvernement vis-à-vis du monde musulman, p. 5127.

125. — *Grèves aux établissements Bertet.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Guérin sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin au conflit des établissements Bertet, conflit dont la durée et l'extension risquent de compromettre l'expérience en cours et, par avance, le nouveau statut de ces établissements, p. 5128.

126. — *Cinématographie.* — *Accords Blum-Byrnes.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à la situation dramatique de l'industrie cinématographique française et notamment comme mesures indispensables: la révision des accords Blum-Byrnes, la réciprocité des échanges, l'obligation légale pour les exploitants de salles de passer 40 p. 100 de films français, p. 5128.

127. — *Cinématographie.* — Demande d'interpellation de M. Robert Buron sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la défense du cinéma français, p. 5128.

128. — *Parution du journal « La Dépêche du Midi ».* — Demande d'interpellation de M. Badiou sur la violation flagrante de la loi que constitue la parution à Toulouse du journal « La Dépêche du Midi » et sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement tolère cette violation, p. 5128.

129. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Jean Wasmert sur la politique que le Gouvernement entend suivre à l'égard de l'U. R. S. S. après l'expulsion par ce pays de la mission française de rapatriement, et sur les sanctions qu'il compte prendre à l'égard d'un membre de cette mission après la conférence de presse tenue par lui le 10 décembre, à Moscou, p. 5620.

130. — *Attribution de papier au journal « La Gironde populaire ».* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur le refus qui est fait au journal *La Gironde populaire* de lui accorder l'attribution de papier correspondant aux besoins de son tirage, p. 5649.

131. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Cot (Pierre), sur les conséquences de la récente action diplomatique du Gouvernement envers l'Union soviétique, p. 5691.

132. — *Accidents de chemins de fer.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur les causes et les responsabilités des accidents de chemins de fer qui viennent de se produire près de Montluçon et de Riom occasionnant la mort de voyageurs, de cheminots et de travailleurs des postes, télégraphes et téléphones, p. 5781.

133. — *Liberté de la presse.* — Demande d'interpellation de M. Grenier sur les atteintes à la liberté de la presse concernant un grand nombre de journaux de province et qui se manifestent de la façon suivante: 1° Saisie illégale d'exemplaires dans les kiosques et chez les dépositaires; 2° Censure exercée sur le contenu des journaux; 3° Interdiction de paraître signifiée sans aucune justification légale; 4° Menaces proférées par des représentants du pouvoir public à l'encontre des directeurs et des rédacteurs; 5° Intrusion sans mandat régulier de ces représentants dans les salles de rédaction et les imprimeries, p. 5782.

134. — *Politique financière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la politique financière du Gouvernement et notamment sur les mesures qu'il compte prendre pour la restauration du crédit public et la défense de l'épargne, p. 5782.

135. — *Manifestations publiques.* — Demande d'interpellation de M. Jean Cristofol sur les conditions dans lesquelles un ouvrier a été abattu par la police, le 8 décembre dernier, à Marseille, p. 5782.

136. — *Liberté du travail.* — Demande d'interpellation de M. Emmanuel d'Astier sur les conditions d'application de l'article 414 du code pénal et de la loi du 6 décembre 1947 visant les atteintes à la liberté du travail et les sabotages, et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter, par la direction des entreprises, les engagements pris par M. le ministre du travail à l'égard des travailleurs, p. 5830.

137. — *Reconstruction.* — *Répartition des matériaux.* — Demande d'interpellation de M. Jean Crouzier sur la politique de la reconstruction du Gouvernement, notamment en ce qui concerne la part réservée au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme dans la répartition des matériaux, p. 5830.

138. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Daladier sur la politique du Gouvernement en Indochine, p. 6176.

139. — *Problème palestinien.* — Demande d'interpellation de M. Mezerna sur la politique du Gouvernement à l'égard du problème palestinien, p. 6388.

140. — *Organisation municipale.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Breyfus-Schmidt sur le mépris systématique des grandes administrations à l'égard des volontés du Parlement et plus particulièrement sur les conditions dans lesquelles le ministère de l'Intérieur s'est permis, par une circulaire du 24 octobre 1947, d'interpréter un texte parfaitement clair en modifiant la loi du 5 avril 1935 en lui donnant un sens diamétralement opposé à la volonté clairement exprimée de l'Assemblée nationale, p. 6618.

141. — *Manifestations publiques.* — Demande d'interpellation de M. Félix Garcia sur les odieuses violences policières avec emploi des gaz exercées à Bax contre une paisible manifestation paysanne, p. 6618.

142. — *Activité du parti communiste.* — Demande d'interpellation de M. André Mutter sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite des déclarations de M. le président du conseil sur l'activité du parti communiste, p. 6618.

Interventions parlementaires.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pezet tendant à inviter le Gouvernement à lutter contre le favoritisme et lui suggérant quelques moyens à cet effet, p. 1362 (Document n° 507)

Invalides. — V. Hommage national. — Monuments commémoratifs.

Invalides et infirmes civils. — V. Assurances sociales. — Transports (transports ferroviaires et routiers).

Invalides du travail. — V. Accidents du travail. — Radiodiffusion.

Italie. — V. Conventions internationales (ville de paix, transports).

J

Jamboree de la paix. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 82, (Conseil de la République) n° 3.

Jardins familiaux et ouvriers. — V. Agriculture. — Habitations à bon marché. — Impôts (solidarité agricole).

Jeux olympiques de 1948.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à relever le montant de la subvention accordée en 1947 pour la préparation des jeux olympiques, sans préjudice de la subvention à prévoir pour 1948, p. 4870 (Document n° 2560).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laffargue tendant à inviter le Gouvernement à porter de 12 à 50 millions la subvention accordée en 1947 pour la préparation des jeux olympiques, sans préjudice de la subvention à prévoir pour 1948, p. 2065 (Document n° 783). — Retrait de la proposition de résolution, p. 2701.

Journaux et publications périodiques. — V. Annonces légales. — Interpellations (Assemblée nationale), n° 9, 128, 130. — Presse.

Jours fériés. — V. Fêtes légales.

Juges de paix d'Algérie. — Algérie (organisation judiciaire).

Juges et justices de paix.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi de M. le garde des sceaux, ministre de la justice relatif à l'organisation des justices de paix, p. 285 (Document n° 513). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 1890 (Document n° 1311). — Discussion, p. 2548, et adoption, p. 2549.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 911 (Document n° 380). — Discussion, p. 963, 972, et adoption, p. 972.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis du Conseil de la République sur le projet de loi, p. 2051 (Document n° 1931). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 3150 (Document n° 2056). — Adoption, p. 3157 (Loi n° 47-1414 du 31 juillet 1947, J. O. du 31 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi du 12 juillet 1905 sur la distribution des sommes saisies-arrêtées, p. 169 (Document n° 411). — Dépôt du rapport par M. Minioz, p. 510 (Document n° 773).

Jury criminel. — V. Code d'instruction criminelle.

Justice (Frais de).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant relèvement des frais de poste perçus dans les procédures pénales, p. 5589 (Document n° 2803).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les indemnités de session accordées aux membres du jury criminel, et les indemnités allouées aux témoins et aux experts appelés à déposer en matière correctionnelle ou criminelle, p. 4385 (Document n° 2426).

Justice (ministère de la),

INSPECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant suppression de l'inspection générale des services judiciaires, p. 550 (Document n° 795). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 2615 (Document n° 1890). — Adoption, p. 3175.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1037 (Document n° 445). — Lecture du rapport par M. Georges Pernod (Document n° 452) et discussion, p. 1055; adoption, p. 1056.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3416 (Loi n° 47-1115 du 30 juillet 1947, J. O. du 31 juillet 1947).

Justice (organisation judiciaire).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au fonctionnement et à la composition des cours et tribunaux, p. 285 (Document n° 515). — Dépôt du rapport de M. de Moro-Giastari, p. 313 (Document n° 591). — Adoption, p. 357.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 61 (Document n° 43). — Lecture du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 91; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 95.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 465 (Loi n° 47-316 du 28 février 1947, J. O. du 1^{er} mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant jusqu'au 1^{er} octobre 1949 certaines dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 tendant à assurer, en cas de guerre, le fonctionnement des cours et tribunaux et la sauvegarde des archives, p. 4090 (Document n° 2280). — Discussion, p. 4121; adoption, p. 4122.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1618 (Document n° 681). — Rapporteur M. Georges Pernod (Document n° 584), discussion, p. 1660; adoption, p. 1661.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4186 (Loi n° 47-1565 du 23 août 1947, J. O. du 24 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Mantès, p. 1900 (Document n° 1619). — Dépôt du rapport par M. Berger, p. 5619 (Document n° 2822). — Adoption, p. 6313.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2762 (Document n° 936).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rétablissement du tribunal de Saint-Claude (Jura), p. 550 (Document n° 792). — Retrait de la proposition de résolution, p. 809.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi abrogeant l'ordonnance du 13 janvier 1915 fixant la composition des tribunaux de première instance, p. 5881 (Document n° 2911).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Kuehn tendant à déclarer applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, l'article 26 de la loi du 12 juillet 1905, à l'exception de l'alinéa 2, et les lois du 26 juin 1941 et 21 octobre 1941, relatives à la représentation des justiciables devant les cours et tribunaux, p. 286 (Document n° 517).

Justice civile, commerciale et administrative.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Coty tendant à assurer effectivement le droit de vote et l'éligibilité de tous les pilotes aux élections consultatives, p. 31 (Document n° 350). — Dépôt du rapport par Mme Nedolce, p. 1097 (Document n° 1033). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Steffridt, p. 1209 (Document n° 1115). — Adoption, p. 1382.

Conseil de la République. — Transmission d'une proposition de loi, p. 574 (Document n° 242). — Dépôt du rapport par M. Gadoin, p. 718 (Document n° 308). — Discussion et adoption, p. 775.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2257 (Loi n° 47-1212 du 3 juillet 1947, J. O. du 4 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi mettant fin à la prorogation ou à la suspension des délais relatifs aux transcriptions immobilières, aux inscriptions de privilèges d'hypothèques ou de nantissement et au renouvellement de ces inscriptions, p. 4929 (Document n° 2583). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ilugues tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans le plus bref délai le décret prévu par la loi du 22 février 1941, au sujet du renouvellement des inscriptions hypothécaires et de nantissement, p. 605 (Document n° 818). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 5722 (Document n° 2816). — Adoption, après modification du titre: « *Projet de loi mettant fin à la prorogation ou à la suspension des délais relatifs aux transcriptions immobilières, aux inscriptions de privilèges d'hypothèques ou de nantissement et au renouvellement de ces inscriptions* », p. 6313.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2762 (Document n° 987).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification des lois du 1^{er} janvier 1933 et du 19 février 1908 sur les élections consulaires et suppression des chambres consultatives des arts et manufactures, p. 4126 (Document n° 2351).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard tendant à suspendre les délais de procédure du 17 novembre 1917 au 1^{er} décembre 1917, p. 6388 (Document n° 3023).

K

Kératoplastie. — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers.

Kermesses. — V. Impôts (contributions indirectes).

L

Laboratoires de recherches médicales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Dubois tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi destiné à assurer aux laboratoires officiels de recherche médicale (facultés de médecine, laboratoire des hôpitaux, Collège de France, etc.) les subventions nécessaires à leur effectif entretien, p. 1097 (Document n° 1051).

Laines. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 63.

Lait et produits laitiers. — V. Agriculture (blé, lait). — Impôts (chiffre d'affaires).

Lavande. — V. Horticulture.

Leclerc (Général). — V. Allocutions. — Funérailles nationales. — Hommage national. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 114. — Monuments commémoratifs. — Pensions et retraites (pensions viagères).

Légion d'honneur. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 60.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi attribuant au ministère de la santé publique et de la population un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième de la mort de Pasteur, p. 6 (Document n° 251). — Dépôt du rapport par Mme Gilberte Roca, p. 269 (Document n° 405). — Adoption, p. 415.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 108 (Document n° 76). — Dépôt du rapport de M. Leuret, p. 155 (Document n° 96). — Adoption, p. 293.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 809 (Loi n° 47-458 du 18 mars 1947, J. O. du 19 mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi attribuant au ministère de la France d'outre-mer un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur et dans les ordres coloniaux à l'oc-

occasion des voyages du Président de la République dans les territoires de l'Union française, p. 1239 (Document n° 1126). — Dépôt du rapport par M. Yvonne Bédou, p. 1239 (Document n° 1147). — Discussion et adoption, p. 1239.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 402 (Document n° 184). — Lecture du rapport par M. Guiries, p. 456 (Document n° 191); adoption, p. 456.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1366 (Loi n° 47-653 du 9 avril 1947, J. O. du 10 avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi attribuant au ministre des anciens combattants et victimes de la guerre un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur, p. 1719 (Document n° 1392). — Lecture du rapport par Forcinal, p. 1756. — Adoption, p. 1757.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 659 (Document n° 259). — Rapport de M. Gahuing (Document n° 290). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 678.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1887 (Loi n° 47-609 du 18 juin 1947, J. O. du 19 juin 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi accordant au ministre des postes, télégraphes et téléphones un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du XI^e congrès de l'union postale universelle, p. 2292 (Document n° 1790). — Adoption, p. 2454.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 870 (Document n° 356). — Rapporteur M. Henri Barré et adoption, p. 883.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2531 (Loi n° 47-423 du 5 juillet 1947, J. O. du 6 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du 150^e anniversaire de l'école normale supérieure et du 50^e anniversaire de l'Institut de chimie, p. 3911 (Document n° 2233). — Rapporteur Mlle Lambin et adoption, p. 4182.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1679 (Document n° 591). — Rapporteur M. Olt (Document n° 634); discussion et adoption, p. 1762.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1762 (Loi n° 47-4568 du 23 août 1947, J. O. du 24 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à l'occasion des journées anniversaires de la création de l'Afrique française libre, p. 4099 (Document n° 2303). — Dépôt du rapport par M. Gaston Desferre, p. 2147 (Document n° 2317). — Adoption, p. 4182.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de M. Pierre-Grouès tendant à instituer une promotion dans la Légion d'honneur au profit de certaines catégories d'habitants des régions tenues sous le feu de l'ennemi pendant la guerre 1914-1918, p. 33 (Document n° 317). — Dépôt du rapport par M. Pierre Grouès, p. 3996 (Document n° 2264).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July tendant à accorder aux mutilés 100 p. 100, bénéficiaires des articles 10 et 12 de la loi du 31 mars 1919 qui auront postérieurement été nommés dans l'ordre de la Légion d'honneur, la possibilité d'être l'objet d'une promotion dans cet ordre, p. 1208 (Document n° 1000).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à faire publier au Journal officiel les titres des personnes nommées ou promues, depuis la libération, dans l'ordre de la Légion d'honneur, p. 810 (Document n° 886).

Légion d'honneur et médaille militaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres par application des textes législatifs antérieurs à la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 peuvent concourir pour la croix de la Légion d'honneur ou la médaille militaire, p. 4819 (Document n° 2539).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baron tendant à réviser les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, p. 102 (Document n° 437).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Monfon tendant à majorer, à compter du 1^{er} janvier 1947 les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, p. 208 (Document n° 460).

Législation. — V. Adace-Lorraine. — Prix.

Légumes. — V. Emballages.

Lettre de change. — V. Code de commerce.

Liberté individuelle. — V. Constitution.

Liberté de la presse. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 133.

Liberté de travail. — V. Code pénal. — Interpellations (Assemblée nationale), n° 136. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 52.

Licences. — V. Débits de boissons. — Exportations et importations.

Licenciement. — V. Code du travail (contrat de travail).

Liquidation judiciaire. — V. Code de commerce. — Spoliation.

Livret électoral. — V. Elections.

Logement. — V. Conseillers de la République. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 78, 121. — Loyers. — Propriété immobilière.

Lois et décrets.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Southon tendant à inviter le Gouvernement à proscrire des textes officiels les expressions de « gouvernement de Vichy » ou « Vichy » pour désigner le salafisant gouvernement de l'Etat français, p. 727 (Document n° 313). — Dépôt du rapport par M. Couteaux, p. 1066 (Document n° 455). — Discussion, p. 2262; adoption, p. 2263.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Perrot tendant à inviter le Gouvernement à prendre et à provoquer les mesures propres à réglementer la procédure d'urgence dont l'abus rend inefficace le droit de contrôle législatif accordé par la Constitution au Conseil de la République, p. 1707 (Document n° 658).

Loyers. — V. Propriété immobilière.

BAUX COMMERCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Clérice sur les propositions de loi: 1^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi du 18 avril 1946 relative à la propriété commerciale; 2^o de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale (n° 118-127), p. 2293 (Document n° 1781) (rectificatif, p. 2741). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 18 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel », p. 2739.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 958 (Document n° 410). — Dépôt du rapport par Mme Suzanne Girault, p. 1481 (Document n° 521). — Discussion, p. 1631; adoption, p. 1653.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4187 (Document n° 2964). — Discussion, p. 4394; adoption, p. 4396 (Loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947, J. O. du 4 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à accorder une prorogation de plein droit jusqu'au 1^{er} janvier 1951 aux locataires de locaux à usage commercial, industriel et artisanal, p. 3218 (Document n° 2070). — Rapporteur M. Ci-

tarne et déption après modification du titre: « Proposition de loi relative à la fixation du prix des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ayant fait l'objet d'une prorogation », p. 4396.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1818 (Document n° 676). Rapporteur M. Colardoau (Document n° 699) et adoption, p. 1831.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4554 (Loi n° 47-1656 du 2 septembre 1947, J. O. du 3 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Pellé, dit Claudius, tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, p. 83 (Document n° 309).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Pellé tendant à maintenir en possession jusqu'au 1^{er} janvier 1948 les commerçants, industriels et artisans sinistrés par suite de guerre, dans les lieux où ils ont installé leur exploitation commerciale après la sinistre dont ils ont été victimes, p. 57 (Document n° 384).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Frédéric Dupont tendant à prolonger jusqu'au 1^{er} juillet 1947 le délai de forclusion prévu par la loi du 18 avril 1946 pour le renouvellement des baux commerciaux, p. 408 (Document n° 637).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montillot tendant à compléter une disposition de la loi du 18 avril 1946 sur les baux à loyer d'immeubles ou de locaux usage commercial ou industriel, p. 467 (Document n° 715).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à réviser les locaux de baux commerciaux ou ruraux de la forclusion encourue avant la loi fixant la date de cessation des hostilités, p. 569 (Document n° 761).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 30 juin 1926, modifié par la loi du 18 avril 1946, relatif à la propriété commerciale, p. 639 (Document n° 922).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July supprimant pour les locaux qui ont été mobilisés, déportés ou résistants, la référence du prix des loyers à usage commercial aux indices du coût de la vie, p. 1203 (Document n° 1695).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Coty tendant à permettre aux commerçants, artisans et industriels totalement sinistrés de conserver leur droit bail par dérogation à l'article 1723 du code civil, p. 1138 (Document n° 1225).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 3 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1946, concernant la révision des baux commerciaux, p. 1812 (Document n° 1478).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjoz tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, p. 5015 (Document n° 2617).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale, p. 6239 (Document n° 2993).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Charrier modifiant l'article 8 de la loi du 18 avril 1946 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux à usage commercial et industriel, p. 611 (Document n° 219).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1403 (Document n° 1255).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans les lieux par priorité l'annexe de l'Intendance à Tarare jusqu'au moment où il sera trouvé dans la ville un local correspondant, p. 4215 (Document n° 2383).

BAUX RURAUX. — BAUX A FERME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à faire bénéficier les apiculteurs du statut du fermage, p. 57 (Document n° 337). — Dépôt du rapport par M. Olmi, p. 1869 (Document n° 1520). — Adoption, p. 2983.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1033 (Document n° 416). — Dépôt du rapport par M. Charles Brune, p. 2093 (Document n° 789). — Adoption, p. 2102.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5003 (Loi n° 47-2263 du 23 novembre 1947, J. O. du 29 novembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alain Signor tendant à étendre au domaine congéable le bénéfice de la loi du 13 avril 1916, instituant le statut du fermage et du mélayage, p. 286 (Document n° 507). — Dépôt du rapport de M. Signor, p. 1325 (Document n° 4257). — Discussion, p. 4113; adoption, p. 4117 (rectificatif, p. 3588, 4707).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1827 (Document n° 633). — Rapporteur M. Coudé du Foresto et discussion, p. 1816; adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 1819.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3583 (Document n° 2171). — Dépôt du rapport par M. Signor, p. 1741 (Document n° 2503). — Adoption, p. 4751 (Loi n° 47-1830 du 15 septembre 1947, J. O. du 17 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Desjardins tendant à modifier l'article 24 de l'ordonnance du 17 octobre 1915, modifiée par la loi du 13 avril 1916, sur le statut du fermage, p. 317 (Document n° 516). — Dépôt du rapport par M. Roulon, p. 810 (Document n° 903). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Desfos du Rau, p. 2332 (Document n° 1336). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Roulon, p. 3090 (Document n° 2031). — Adoption, p. 3333.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1574 (Document n° 529). — Lecture du rapport par M. de Montalembert (Document n° 651). — Avis de la commission de la justice par M. Minvielle (Document n° 652) et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1775.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4283 (Loi n° 47-1652 du 30 août 1947, J. O. du 3 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à interpréter l'article 33 du statut des baux ruraux (ordonnance du 17 octobre 1915, modifiée par la loi du 13 avril 1916), p. 1153 (Document n° 1076). — Lecture du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 1200; discussion, p. 1270; adoption d'un amendement qui se substitue à l'article unique, p. 1272 (rectificatif, p. 1317).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 481 (Document n° 195). — Lecture du rapport par M. Brelles, p. 490 (Document n° 209). — Lecture d'un avis de la commission de la justice par M. Minvielle, p. 490 (Document n° 201); discussion, p. 421; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 492.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1316 (Loi n° 47-856 du 9 avril 1947, J. O. du 10 avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative aux tribunaux paritaires compétents pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux et interprétative de

l'article 22 bis du statut des baux ruraux (ordonnance du 17 octobre 1915, modifiée par la loi du 13 avril 1916), p. 1153 (Document n° 1077). — Lecture du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 1252; discussion, p. 1253, 1270; adoption, p. 1270 (rectificatif, p. 1317).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 481 (Document n° 195). — Lecture du rapport par M. Brelles, p. 493 (Document n° 202). — Lecture d'un avis de la commission de la justice par M. Minvielle, p. 493 (Document n° 203); discussion, p. 493; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 497 (rectificatif, p. 522).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1316 (Loi n° 47-637 du 9 avril 1947, J. O. du 10 avril 1947).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chameul relative à l'application de l'article 33 (droit de reprise) du statut des baux ruraux conformément à l'interprétation formulée par la loi du 9 avril 1917, p. 890 (Document n° 375).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2611 (Document n° 1879). — Dépôt du rapport par M. Marlineau, p. 3875 (Document n° 2223). — Discussion et adoption, p. 4233.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1703 (Document n° 611). — Rapporteur M. Bène (Document n° 619); avis de la commission de la justice par M. Minvielle (Document n° 650) et discussion, p. 1772; renvoi à la commission, p. 1775. — Suite de la discussion, p. 1777 et adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 1777.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4131 (Document n° 2143). — Dépôt du rapport par M. Marlineau, p. 4555 (Document n° 2467). — Adoption, p. 4571 (Loi n° 47-1737 du 5 septembre 1947, J. O. du 6 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Paumier tendant à faire bénéficier de la loi du 13 avril 1916 instituant le statut du fermage et du mélayage les exploitations agricoles remises en culture, p. 66 (Document n° 373). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 810 (Document n° 738).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Serra tendant à appliquer à l'Algérie l'ordonnance du 22 mai 1915 élargissant les avantages institués par le décret-loi du 1^{er} juin 1910 en matière de baux à ferme au profit des preneurs mobilisés, p. 217 (Document n° 510). — Dépôt du rapport par M. Charles Serre, p. 2161 (Document n° 1811). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Clérone, p. 6177 (Document n° 2981).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à relever le montant de l'indemnité de passage due par les propriétaires d'enclaves, p. 34 (Document n° 361).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption dans le statut du fermage, p. 56 (Document n° 362).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel David tendant à modifier l'article 28 bis de l'ordonnance du 17 octobre 1915, modifiée par la loi du 13 avril 1916, portant statut des baux ruraux, p. 467 (Document n° 701).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 bis du statut des baux ruraux, p. 467 (Document n° 702).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Teiboulet tendant à préciser l'interprétation de l'article 2 de la loi du 13 avril 1916 concernant les tribunaux paritaires de fermage, p. 604 (Document n° 801).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à préciser quels doivent être les bénéficiaires du statut du fermage, p. 810 (Document n° 857).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1915 modifiée par la loi du 13 avril 1916 et relative au statut du fermage et du mélayage, p. 907 (Document n° 951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ruffe tendant à améliorer la loi du 13 avril 1916 relative au statut du fermage et du mélayage, p. 1012 (Document n° 1016).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à modifier la procédure prévue dans le statut du fermage, p. 1097 (Document n° 1039).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bougrain tendant à modifier l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 15-1012 du 22 mai 1915 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme mobilisés, prisonniers de guerre et déportés, p. 1312 (Document n° 1161).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delahoutre tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1916, modifiée par les lois du 22 décembre 1916 et du 9 avril 1917 sur le statut du fermage et du mélayage, p. 1133 (Document n° 1221).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi accordant des prorogations des baux à ferme ou à colonat partiaire, p. 2880 (Document n° 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à la fixation d'un juste prix des fermages, p. 3012 (Document n° 2007).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 15-1012 du 22 mai 1915 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme mobilisés, prisonniers et déportés, p. 4090 (Document n° 2291).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hubert Ruffe tendant à l'amélioration de la loi du 13 avril 1916 portant statut du fermage et du mélayage, p. 1950 (Document n° 2591).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à la stabilisation des prix des baux à ferme, p. 4930 (Document n° 2596).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pouyet tendant à accorder aux veuves de la guerre 1939-1918 le bénéfice de l'ordonnance n° 15-1012 du 22 mai 1915 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme mobilisés, prisonniers de guerre ou déportés, p. 6637 (Document n° 3072).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le jugement des litiges entre preneurs et bailleurs de baux ruraux, p. 810 (Document n° 895).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mendès-France tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi mettant au point le statut du fermage et le complétant par des dispositions financières appropriées, p. 4467 (Document n° 1235).

Voir également à la rubrique précédente: **Baux commerciaux.**

DIVERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Péron tendant à faire bénéficier les associations spoliées du bénéfice des dispositions de l'article 3 de l'ordonnance du 14 novembre 1914 concernant la réintégration de certains locaux, p. 209 (Document n° 480).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel relative à l'application aux contrats d'amodiation de certains des textes relatifs aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, p. 1342 (Document n° 1201).

LOCAUX ADMINISTRATIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Rumeau tendant à modifier l'article 3 de la loi budgétaire n° 47-579 du 30 mars 1917 relatif aux locaux administratifs, p. 1661 (Document n° 1315).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions qui s'imposent en vue d'éviter l'infraction à l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2384 du 11 octobre 1915 constituée par la transformation de l'hôtel Régina (place Sadi-Carnot, à Marsoille), en bureaux destinés aux services du ministère des finances, p. 1662 (Document n° 1318).

LOCAUX D'HABITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 550 (Document n° 779). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réglementer les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi, p. 286 (Document n° 509). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Courant tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1915 sur le fonds national d'amélioration de l'habitat, p. 408 (Document n° 633). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denais tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, p. 8 (Document n° 270). — Dépôt d'un rapport par M. Grimaud sur: 1° le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; 2° les propositions de loi: a) de M. Cayeux tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter du fait de la guerre les modalités de la procédure de logement d'office; b) de M. Lecourt tendant à: 1° porter prorogation jusqu'au 1^{er} juin 1917 de l'ordonnance du 28 juin 1915 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel; 2° permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation; 3° fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1916; 4° protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements; 5° renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations; c) de M. Minjoz tendant à compléter et à modifier l'ordonnance du 28 juin 1915 relative aux locaux d'habitation et à usage professionnel; d) de M. Guiguen tendant à modifier la loi du 28 mars 1916 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel; e) de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 28 mai 1913 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme; f) de M. Joseph Denais tendant à réglementer les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi; g) de M. Courant tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1915 sur le fonds national d'amélioration de l'habitat; 3° la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements (nos 779, 22, 23, 57, 92, 95, 509, 633, 270), p. 978 (Document n° 992). — Discussion générale, p. 1188; discussion des articles, p. 1113, 1122; adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi prorogeant, modifiant et complétant la législation réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel.* », p. 1130 (rectificatif, p. 1210).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 390 (Document n° 163). — Lecture du rapport par M. Colarneau, p. 312 (Document n° 167); discussion, p. 312; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi prorogeant la législation réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel.* », p. 316.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1209 (Document n° 1101). — Lecture du rapport par M. Henri-Louis Grimaud, p. 1230; discussion et rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption, au scrutin, du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 1231 (Loi n° 47-574 du 23 mars 1917, J. O. du 30 mars 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier (Oise), tendant à proroger jusqu'au 1^{er} octobre 1917 la législation actuellement en vigueur sur les loyers à usage d'habitation et professionnels, p. 977 (Document n° 974). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 1868 (Document n° 1511). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure relative au prix des loyers, p. 2151 (Document n° 1832). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant le bénéfice du maintien dans les lieux aux personnes morales exerçant une activité désintéressée, p. 2154 (Document n° 1853). — Dépôt d'un rapport de M. Grimaud sur: 1° le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; 2° les propositions de loi: A) de M. Jean Cayeux tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office; B) de M. Lecourt tendant à: a) porter prorogation jusqu'au 1^{er} juin 1917 de l'ordonnance du 28 juin 1915 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel; b) permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation; c) fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1916; d) protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements; e) renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations; C) de M. Minjoz tendant à compléter et à modifier l'ordonnance du 28 juin 1915 relative aux locaux d'habitation et à usage professionnel; D) de M. Guiguen tendant à modifier la loi du 28 mars 1916 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel; E) de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 28 mai 1913 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme; F) de M. Joseph Denais tendant à réglementer les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi; G) de M. Courant tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1915 sur le fonds national d'amélioration de l'habitat; H) de M. André Mercier (Oise), tendant à proroger jusqu'au 1^{er} octobre 1917, la législation actuellement en vigueur sur les loyers à usage d'habitation professionnelle; I) de M. Edgar Faure relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; J) de M. Edgar Faure relative au prix des loyers; K) de M. Edgar Faure tendant le bénéfice du maintien dans les lieux aux personnes morales exerçant une activité désintéressée; 3° la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements (nos 779, 22, 23, 57, 92, 95, 509, 633, 971, 1515, 1832, 1833, 270, 992, 1^{re} partie), (1^{re} partie, dispositions générales, maintenues dans les lieux, prix, meublés, procédure, sanctions, dispositions diverses), p. 2013 (Document n° 1996). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Henri-Louis Grimaud, p. 3218 (Document n° 2075). — Discussion générale, p. 3166, 3177, 3500, 3621; discussion des articles, p. 3625. — Dépôt d'un contre-projet de M. Edgar Faure et retrait; reprise en un nouveau contre-projet d'une proposition de loi de M. Edgar Faure sur le même objet, p. 3628; renvoi à la commission, p. 3633. — Avis du Conseil économique, p. 5015 (Document n° 2613). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Duquesne, p. 5783 (Document n° 2869).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz portant modification et codification des textes relatifs aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 436 (Document n° 683). — Retrait de la proposition de loi, p. 652.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bergasse tendant à modifier et à compléter les dispositions actuellement en vigueur entre propriétaires et locataires des locaux à usage d'habitation, p. 509 (Document n° 765). — Retrait, p. 4095.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure fixant certaines dispositions transitoires en matière de loyers, p. 3623 (Document n° 2117). — Discussion générale, p. 3639; discussion des articles, p. 3649, 3661; adoption, au scrutin, après modification du titre: « *Proposition de loi prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers de locaux d'habitation ou à usage professionnel.* », p. 3676.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1229 (Document n° 476). — Lecture du rapport par M. de Pellice et discussion, p. 1211; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1251.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3722 (Loi n° 47-1112 du 30 juillet 1917, J. O. du 31 juillet 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne portant modification de la loi du 30 juillet 1917 prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 1185 (Document n° 2375). — Dépôt du rapport par M. Pierre Garet, p. 4326 (Document n° 2117). — Discussion, p. 4381; adoption, p. 4392.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1787 (Document n° 660). — Rapporteur M. Courrière; adoption, p. 1802.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4130 (Loi n° 47-1651 du 30 août 1917, J. O. du 3 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Moro-Gianni tendant à proroger et à modifier la loi du 30 juillet 1917 prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 5360 (Document n° 2833). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5381 (Document n° 2889). — Discussion, p. 5358; adoption, au scrutin, p. 5379.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2511 (Document n° 913). — Rapporteur M. de Pellice et discussion, p. 2521, 2527 et adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 2537 (rectificatif, p. 2705).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6210 (Document n° 2936). — Lecture du rapport par M. Minjoz et discussion, p. 6329; adoption, au scrutin, p. 6331 (Loi n° 47-2337 du 23 décembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à donner aux locataires sinistrés, et évacués pour des raisons d'urbanisme, une option sur le local vacant de même nature le plus proche, p. 33 (Document n° 316). — Dépôt du rapport par M. Eugène Pellé, dit Claudius, p. 978 (Document n° 976). — Adoption, p. 1781.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Besson tendant à inviter le Gouvernement à demander dans les plus courts délais la discussion de la législation définitive concernant les loyers des locaux d'habitation et professionnels, p. 2527 (Document n° 921). — Lecture du rapport par M. Georges Pernot, p. 2553 (Document n° 926); discussion et adoption, à l'unanimité, p. 2561 (rectificatif, p. 2751).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à la création d'une caisse nationale d'aménagement des logements défectueux, p. 977 (Document n° 937). — Dépôt d'un rapport de M. Demusols sur: 1° la proposition de loi de M. Berger tendant à la création d'une caisse nationale d'aménagement des logements défectueux; 2° la proposition de résolution de M. Gilbert Cartier tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des logements défectueux (nos 937 et 143), p. 2611.

(Document n° 2026). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. André Gautier, p. 5882 (Document n° 2910).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Cacheux tendant à surseoir à l'expulsion des locataires ou occupants de nationalité française, sinistrés de guerre au profit des bénéficiaires de la loi du 11 novembre 1915, p. 286 (Document n° 521). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2078 (Document n° 1663).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1915 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 277 (Document n° 997).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Laniel tendant à modifier l'acte de loi du 28 juillet 1912 relatif aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre, p. 1661 (Document n° 1310).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durlot tendant à instituer l'allocation logement, p. 1280 (Document n° 1111).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 1er, 4 et 5 de l'ordonnance du 11 novembre 1915 relative à la réintégration de certains locataires, p. 1312 (Document n° 1171).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Coty tendant à suspendre, dans les communes les plus sinistrées, l'application du dernier alinéa de l'article 27 de l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1915 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 2126 (Document n° 1703).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Pillivin tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1915 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 1312 (Document n° 1186).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Toujas tendant à surseoir à l'exécution des jugements d'expulsion, p. 1335 (Document n° 2131).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Toujas tendant à suspendre l'exécution de certains jugements d'expulsion, p. 1319 (Document n° 2511).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Lévy tendant à modifier, pour les communes sinistrées, la loi du 23 mars 1917 régissant les rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 4870 (Document n° 2538).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'ordonnance du 11 novembre 1915 concernant la réintégration de certains locataires, p. 5183 (Document n° 2768).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Angeletti tendant à compléter et à rendre applicable l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1915 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 5783 (Document n° 2876).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Landry tendant à instituer l'allocation de logement, p. 64 (Document n° 39).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 403 (Document n° 660).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Gros tendant à permettre à certaines catégories de personnes, de sous-louer en totalité les locaux constituant leur résidence principale, p. 1031 (Document n° 410).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3213 (Document n° 2077).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joly tendant à inviter le Gouvernement à créer et à mettre en application l'allocation logement, p. 63 (Document n° 379).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à supprimer de la liste des locaux inoccupés les maisons de campagne appartenant aux chefs de familles nombreuses et habitées par leurs enfants durant les vacances scolaires, p. 1661 (Document n° 1312).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosset tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, parallèlement au plan général d'équipement, un programme d'ensemble de construction de logements, et à soumettre au Parlement pour le financement d'un programme de construction un projet de loi obligeant les entreprises industrielles à consacrer une part de leurs investissements à la construction de logements ouvriers, p. 2575 (Document n° 1867).

Luxe (Manifestation de). — V. Commerce et industrie.

Lyces et collèges. — V. Enseignement technique. — Fonctionnaires de l'enseignement.

M

Machinisme agricole. — V. Agriculture (matériel agricole).

Madagascar. — V. Assurances toute nature. — France d'outre-mer. — Interpellations (Assemblée nationale), n° 12, 58. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 82, 83 (Conseil de la République) n° 1. — Postes (franchise postale).

Magistrature. — V. Assurances sociales. — Conseil supérieur de la magistrature. — Fonctionnaires (dégagement des cadres).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats, p. 285 (Document n° 512).

Main-d'œuvre agricole. — V. Agriculture. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 55.

Maires et adjoints. — V. Administration communale.

Mais. — V. Agriculture (blé, céréales).

Maisons d'arrêt. — V. Code pénal.

Maisons familiales de vacances.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lalay fixant le statut des maisons familiales de vacances, p. 2055 (Document n° 772).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4831 (Document n° 2536).

Maladies contagieuses des animaux. — V. Agriculture.

Maladies professionnelles. — V. Accidents du travail. — Conventions internationales (accidents du travail).

Maladies vénériennes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, p. 7 (Document n° 299). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 510 (Document n° 746). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marc Dupuis, p. 3039 (Document n° 2629).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant au déblaisage des malades vénériens contagieux et à leur traitement, p. 3905 (Document n° 2272). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 6777 (Document n° 3061).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lalay modifiant la loi n° 1073 du 31 décembre 1913, validée par l'ordonnance du 9 août 1915, relative à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes, p. 300 (Document n° 156).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1203 (Document n° 1121). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 3091 (Document n° 2037).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Segolle tendant à inviter le Gouvernement à organiser un enseignement de véneréologie sanctionné par un diplôme national, afin de donner des cadres qualifiés aux dispensaires antivénéériens, p. 979 (Document n° 998). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 2300 (Document n° 1733). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un enseignement de dermato-vénérologie sanctionné par un diplôme national, afin de donner des cadres qualifiés aux services publics de lutte antivénéérienne », p. 2738.

Manifestations publiques. — V. Commerce et industrie. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 49, 77, 79, 80, 83, 97, 99, 110, 135, 141.

Marchés de l'Etat, des départements et des communes. — V. Adjudications et marchés.

Marquage-expéditeurs. — V. Pêches maritimes.

Mariage. — V. Code civil. — Famille.

Marine marchande. — V. Code du travail maritime. — Impôts (Revenus). — Interpellations (Assemblée nationale), n° 26. — Transports et voies de communication (transports aériens).

APPAREILS ÉMETTEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à étudier la prise en charge des installations fixes côtières de T.S.F., p. 1012 (Document n° 1569).

BATEAUX DE SAUVETAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coudray tendant à inviter le Gouvernement à rechercher d'urgence les mesures propres à permettre la reconstruction et l'entretien des bateaux de sauvetage, que les sociétés diverses de secours aux naufragés sont aujourd'hui incapables d'assurer, p. 2126 (Document n° 1691).

CALANITÉS MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ouvrant les crédits nécessaires pour les secours de première urgence à allouer aux habitants de la ville de Brest et environs, victimes de l'explosion du 23 juillet 1917, p. 3974 (Document n° 2266). — Rapporteur M. Charles Barangé; discussion et adoption, p. 4122.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1661 (Document n° 585). — Discussion, p. 1683; adoption à l'unanimité, p. 1691.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3395 (Loi n° 47-1560 du 21 août 1917, J. O. du 22 août 1917).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Jaouen invitant le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels en vue de venir en aide aux populations sinistrées de la ville de Brest, p. 1221 (Document n° 475). — Lecture du rapport par M. Trémolin et discussion, p. 1213; adoption à l'unanimité, p. 1211.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Collin ainsi conçue: « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels pour venir en aide à la population brestoise, pour la seconde fois sinistrée, à la suite de l'explosion du 23 juillet 1917 », p. 3676 (Document n° 2133). — Rapporteur M. Charles Barangé; adoption à l'unanimité, p. 3677.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une seconde tranche de crédits nécessaires pour les travaux d'urgence à allouer aux habitants de la ville de Brest et environs victimes de l'explosion du 23 juillet, p. 4160 (Document n° 2268). — Adoption, p. 4183.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Audéguil sur la proposition de résolution de M. Henri Teilgen tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins, pêcheurs, ostréiculteurs et artisans des professions annexes, privés de leurs moyens de travail à la suite de la tempête qui a sévi sur le bassin d'Arcachon (n° 198), p. 437 (Document n° 690).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Michaud tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux familles et aux marins pêcheurs victimes de la tempête qui a sévi, les 3 et 4 avril 1917, sur les côtes de Vendée, du Morbihan et du Finistère, p. 1598 (Document n° 1298).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du comité départemental du Morbihan une aide aux familles des marins péris en mer, p. 1890 (Document n° 1551).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Recb tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux malheureuses populations brestaises frappées à nouveau par la catastrophe du 28 juillet 1917, p. 3723 (Document n° 2170).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alain Signor tendant à nommer une commission chargée d'enquêter sur les circonstances de la catastrophe survenue à Brest le 28 juillet 1917 et à inviter le Gouvernement à allouer un premier secours d'urgence aux victimes de cette catastrophe, p. 3690 (Document n° 2157).

INSCRIPTION MARITIME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamine-Guède tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer où elle ne sont pas encore en vigueur, différentes lois relatives à l'inscription maritime et organisant dans ces territoires le fonctionnement de l'administration de l'inscription maritime, p. 2532 (Document n° 1917).

MARINS DU COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cermolacce tendant à la reconduction du décret n° 46-123 du 30 mai 1916 fixant le régime provisoire de réquisition des marins du commerce, p. 112 (Document n° 423).

NAVIRE-ÉCOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la marine marchande le voilier *Duchesse-Anne* en vue de son utilisation comme navire école, p. 59 (Document n° 399).

ORGANISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant organisation de la marine marchande, p. 436 (Document n° 673). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4929 (Document n° 2578).

SÉCURITÉ ET HYGIÈNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Mancau tendant à inviter le Gouvernement à fournir les crédits nécessaires et à prendre rapidement les dispositions pour activer la mise au point et la construction en série d'un appareil de sauvetage des équipages de sous-marins, p. 810 (Document n° 927). — Dépôt du rapport par M. Frank Arnal, p. 3875 (Document n° 2220). — Adoption, p. 4462.

TRANSPORTS MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant abrogation de l'acte dit loi du 31 mars 1912 relative à la fusion des entreprises de desserte des îles côtières et de traversée des estuaires de l'Atlantique, p. 5005 (Document n° 2020).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Courant tendant à réviser l'article 5 de la loi du 2 avril 1936 relative au transport des marchandises par mer, p. 1438 (Document n° 1238). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 2615 (Document n° 1831). — Adoption, p. 4111.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2082 (Document n° 781). — Dépôt du rapport par M. Moutier, p. 2136 (Document n° 810). — Discussion, p. 2266; rejet de la proposition de loi, p. 2269.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5521 (Document n° 2719).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montier tendant à inviter le Gouvernement à réviser, par décret, conformément à l'article 5 *in fine* de la loi du 2 avril 1936 le taux de responsabilité des armateurs pour le transport des marchandises par mer, p. 2035 (Document n° 609). — Dépôt du rapport par M. Guy Montier, p. 2185 (Document n° 838). — Discussion et adoption, p. 2269.

Marine militaire. — V. Armée de mer.

Marins du commerce. — V. Anciens combattants et victimes de la guerre. — Assurance des marins du commerce. — Marine marchande.

Maroc. — V. France d'outre-mer. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 51. — Transports et voies de communications (transports aériens, ferroviaires et fluviaux).

Marseille. — V. Administration communale. — Commerce et industrie (entreprises réquisitionnées. — Départements, villes et communes. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 109, 135.

Martinique. — V. Budget 1918. — Capitaine.

Masseuras kinésithérapeutes. — V. Médecine et professions médicales.

Matériaux de construction. — V. Exportation et importations. — Interpellations (Assemblée nationale), n° 137.

Matériel agricole. — V. Agriculture (équipement rural).

Matériel radiologique. — V. Radiologie.

Maternité. — V. Assurances sociales. — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

Maternité et enfants (protection médico-sociale).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 11 de l'ordonnance n° 45-2720 du 2 novembre 1915 sur la protection maternelle et infantile, p. 4215 (Document n° 2385). — Dépôt du rapport par Mme Rabaté, p. 5915 (Document n° 2919).

Médailles, décorations et récompenses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre-Grouès tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour que la commission chargée de l'étude des dossiers d'attribution de récompenses au titre de la résistance ne termine pas ses travaux avant qu'aient pu lui être soumis les dossiers nombreux qui semblent avoir été égarés dans leur transmission et qu'il ait été statué, par ses soins, sur tous ces dossiers, p. 3996 (Document n° 2273). — Dépôt du rapport par M. Lambert, p. 5619 (Document n° 2817). — Discussion, p. 6683; adoption, p. 6681.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Okala, tendant à inviter le Gouvernement à proroger, pour ce qui concerne les habitants des territoires de la France d'outre-mer, jusqu'au 31 janvier 1948, contrairement aux dispositions des décrets n° 47-631 et 47-635, le bénéfice de l'attribution des décorations pour faits de guerre ou de résistance prévues par l'ordonnance du 7 janvier 1914, p. 1590 (Document n° 512). — Dépôt du rapport par M. Cozzano, p. 1893 (Document n° 723). — Discussion et adoption, p. 2256.

Médaille COLONIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denais tendant à valoriser la médaille coloniale, p. 8 (Document n° 263). — Dépôt du rapport par M. Moniel, p. 653 (Document n° 833).

Médaille des ÉVADES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à compléter la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1916 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, p. 1493 (Document n° 1211). — Dépôt du rapport par M. Pierre Villon, p. 2161 (Document n° 1817).

Médaille de la FAMILLE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile-Louis-Lambert tendant à compléter les dispositions du décret du 26 mai 1920, modifié par le décret du 13 décembre 1913, pour assouplir les conditions d'attribution de la médaille de la famille française aux veuves de guerre, p. 1929 (Document n° 2575). — Dépôt du rapport par M. Savard, p. 5722 (Document n° 2817).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Savard tendant à rétablir le droit à la médaille de la famille française pour toute mère de famille, de nationalité française quelle que soit son origine, p. 1724 (Document n° 1399).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Xavier Bouvier (Ille-et-Vilaine) tendant à inviter le Gouvernement à faire reprendre la fabrication des médailles de la famille française et à en faciliter l'acquisition, p. 1813 (Document n° 1499).

Médaille d'HONNEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Dienesch sur la proposition de résolution de M. Morice tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs et des institutrices (n° 45), p. 2835 (Document n° 1928). — Adoption, p. 3838.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecœur fixant les conditions d'attribution de la médaille d'honneur du travail au personnel des exploitations minières et assimilées, p. 786 (Document n° 833).

Médaille MILITAIRE. — V. Égion d'honneur et médaille militaire. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 60.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisroux tendant à rétablir la médaille militaire dans le rang qu'elle avait avant le décret du 27 septembre 1917 et à modifier l'article 1^{er} de ce décret, p. 2736 (Document n° 966).

Médaille des PRISONNIERS ET DÉPORTÉS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à l'attribution d'une médaille aux prisonniers civils, déportés, otages et internés de la guerre 1913-1918 et de la guerre 1939-1945, p. 1812 (Document n° 1488).

Médaille de la RECONNAISSANCE FRANÇAISE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Darras tendant à réviser la loi accordant médailles et primes et certaines distributions aux mères de dix, huit et cinq enfants, afin de faire bénéficier les mères ayant eu des enfants issus de plusieurs lits, p. 1890 (Document n° 1552).

Médaille de la RÉSISTANCE.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Julien tendant à ouvrir des droits à la médaille de la Résistance aux évadés de France titulaires de la médaille des évadés ayant pris du service dans les F.F.C., C.F.P.L., ou la première armée, et été cités à l'ordre de l'armée, p. 104 (Document n° 67).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 551 (Document n° 778). — Dépôt du rapport par M. Bougrain, p. 2795 (Document n° 1916). — Adoption, p. 3584 (rectificatif, p. 3692).

Médailles du TRAVAIL.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant une allocation viagère aux vieux médaillés du travail, p. 1812 (Document n° 1486).

Médecine et professions médicales. — V. Assurances sociales. — Transports et voies de communications.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lafay tendant à augmenter le nombre des représentants des médecins de la Seine au sein du conseil national de l'ordre des médecins, p. 280 (Document n° 149).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1097 (Document n° 1019). — Dépôt du rapport par M. Frédet, p. 1662 (Document n° 1311). — Adoption, p. 2001.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 731 (Document n° 323). — Discussion, p. 935; adoption à l'unanimité de la proposition de loi, p. 936.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2708 (Loi n° 47-1331 du 19 juillet 1947, J. O. du 20 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Arthaud tendant à renforcer les sanctions professionnelles infligées à certains praticiens de professions médicales ou paramédicales pour des faits de collaboration, p. 285 (Document n° 502). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 1662 (Document n° 1320).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie relative au cumul des professions de médecin et de pharmacien, p. 5065 (Document n° 2636). — Dépôt du rapport par M. Barrot, p. 5945 (Document n° 2913).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne l'Algérie, l'ordonnance du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, p. 4811 (Document n° 1467).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Charbonnel tendant à l'abrogation des dispositions de la loi du 41 septembre 1911 concernant les herboristes, p. 317 (Document n° 550).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Denise Hastide tendant à organiser la profession de mécanicien-dentiste, p. 2076 (Document n° 1672).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guibert tendant à instituer un ordre des masseurs-kinésithérapeutes et un ordre des pédicures, p. 2200 (Document n° 1729).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2181 du 24 septembre 1945, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme, en faveur des praticiens de la médecine naturelle d'Alsace et de Lorraine pouvant faire valoir leurs droits acquis, p. 4187 (Document n° 2369).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à organiser l'apprentissage et à établir le statut du métier de prothésiste dentaire, p. 6176 (Document n° 2931).

Médecine vétérinaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pineau tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'inscription prévue par le second alinéa de la loi du 17 juin 1938 relative à l'exercice de la médecine vétérinaire, p. 57 (Document n° 382). — Retrait de la proposition de loi, p. 4437.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'introduction de la législation sanitaire vétérinaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 4929 (Document n° 2581). — Dépôt de rapport par M. Moussu, p. 5527 (Document n° 2783).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par des vétérinaires étrangers, p. 4811 (Document n° 1472).

Médicaments. — V. Pharmacie.**Mérite maritime.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 9 février 1930 instituant l'ordre du mérite maritime, p. 4929 (Document n° 2586).

Messages. — V. Communications du président de l'Assemblée nationale.

Métaux ferreux. — V. Artisanat.**Meubles. — V. Commerce et industrie.**

Mines. — V. Assurances sociales. — Calamités publiques. — Enseignement primaire. — Fonctionnaires. — Impôts (taxes départementales et communales). — Médailles d'honneur.

EXPLOITATION

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Philippo Gerber tendant à modifier l'article 43 de la loi du 21 avril 1910 concernant les mines, minières et carrières, p. 885 (Document n° 363).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2575 (Document n° 1864).

DÉLÉGUÉS MINEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au paiement des indemnités de visites des délégués mineurs, p. 1341 (Document n° 1168).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Morand tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mineurs d'ardoises et de fer des avantages intégraux du statut des mineurs, p. 1869 (Document n° 1528).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaulier tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mineurs en argle et en ocres du statut des mineurs, p. 5722 (Document n° 2815).

Mineurs. — V. Assurances sociales. — Mines et carrières (personnel).

Ministères. — V. Administration publique. — Gouvernement, ministère.

Modernisation et équipement (plan de). — V. France d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lespès tendant à soumettre au Parlement les directives générales de la politique économique, p. 2070 (Document n° 1637). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3039 (Document n° 2011). — Dépôt du rapport par M. Polimbœuf, p. 3561 (Document n° 2111).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Viatte tendant à inviter le Gouvernement à instituer une commission de la recherche scientifique auprès du commissariat général au plan de modernisation et d'équipement, p. 810 (Document n° 690). — Dépôt du rapport par Mlle Dienesch, p. 5882 (Document n° 2924).

Monnaie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre, p. 4992 (Document n° 2630). — Rapporteur M. Charles Barangé et discussion, p. 6024; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5941.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2107 (Document n° 795). — Rapporteur M. Dorey et discussion, p. 2108; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2115.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5913 (Loi n° 47-2153 du 15 novembre 1947, J. O. du 15 novembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Doveny sur la proposition de loi de M. Morice tendant à obtenir en faveur des prisonniers et déportés le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession (n° 46), p. 978 (Document n° 1006).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit procédé à l'échange des billets de banque périmés aux Français ayant été dans l'impossibilité de le faire avant la date fixée en raison des faits de guerre, p. 142 (Document n° 126).

Assemblée nationale. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter l'Assemblée au sein de la commission de contrôle de la circulation monétaire, p. 6. — Désignation de candidatures, p. 651. — Nomination de membres, p. 796.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission de la circulation monétaire, p. 25. — Désignation de candidatures, p. 77. — Nomination de membres, p. 86.

Monnaie-matière. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 19. — Transports et voies de communication (automobiles).

Monnaies et médailles (administration des).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Paumier tendant à affecter à p. 100 du produit de la vente des médailles de l'administration des monnaies et médailles aux œuvres sociales de cette administration gérées par le comité d'entreprise, p. 3012 (Document n° 2006).

Monopoles artificiels. — V. Commerce et industrie.

Monuments commémoratifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à inviter le Gouvernement à édifier aux Invalides un monument funèbre au général Leclerc, p. 5128 (Document n° 2752).

Assemblée nationale. — Demande de délégation chargée de représenter l'Assemblée nationale à la commémoration de l'intervention américaine en 1917, p. 1678.

Conseil de la République. — Demande de délégation chargée de représenter le Conseil de la République à la commémoration de l'intervention américaine en 1917, p. 571.

Monuments historiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la conservation du souvenir du débarquement allié en Normandie, p. 1333 (Document n° 1171). — Dépôt du rapport, p. 1167 (Document n° 1232). — Discussion, p. 1506; adoption, p. 1507 (rectificatif, p. 1601).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 551 (Document n° 227). — Discussion, p. 562; adoption, p. 563 (rectificatif, p. 607).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4569 (Loi n° 47-831 du 21 mai 1947, J. O. du 22 mai 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt (Manche) tendant à modifier l'article 8 de la loi du 21 mai 1917 n° 47-831, relative à la conservation du souvenir du débarquement allié en Normandie, p. 1263 (Document n° 1511).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palowski tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des monuments historiques, des sites naturels et de la population, p. 57 (Document n° 368).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages, p. 2082. — Désignation de candidatures, p. 2137. — Nomination de membre, p. 2140.

Motocyclette. — V. Transports et voies de communication (automobiles).

Mutations. — V. Enregistrement.

Mutilés. — V. Accidents du travail. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Transports et voies de communication (chevaux de fer d'intérêt général, transports aériens).

Mutualité. — V. *Sociétés de secours mutuels.*

Mutualité agricole. — V. *Agriculture (crédit agricole, organisation corporative).*

N

Natalité. — V. *Allocations familiales.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Denise Baslide tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la prime départementale de natalité, p. 6360 (Document n° 3022).

Nationalisation. — V. *Banque de France. — Combustibles solides et dérivés. — Electricité et gaz. — Enseignement technique. — Sociétés nationalisées.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à transformer les affaires nationalisées en régions nationales, p. 697 (Document n° 855).

Nationalité. — *Naturalisations. — V. Conventions internationales. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 25.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au changement de nationalité sur les territoires réunis à la France par le traité de Paris du 10 février 1947, avec l'Italie, p. 4186 (Document n° 2373). — Rapporteur M. Guesdon; adoption, p. 4817 (rectificatif p. 4871).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2016 (Document n° 765). — Rapporteur M. René Sismard, discussion et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2056 (rectificatif, p. 2077).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4551.

Assemblée nationale. — Demande d'une nouvelle délibération, p. 4928 (Document n° 2569). — Dépôt du rapport par M. Guesdon, p. 5095 (Document n° 2683). — Discussion et adoption, p. 5090.

Conseil de la République. — Transmission de la loi, p. 2102 (Document n° 886). — Rapporteur M. Fournier, p. 2107 (Document n° 863) et adoption à l'unanimité de l'ensemble de l'avis sur la loi soumise à une deuxième délibération, p. 2108.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5721 (Loi n° 47-2326 du 13 décembre 1947, J. O. du 14 décembre 1947).

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Aujoulat tendant à faire bénéficier dès leur naissance les mérités des territoires d'outre-mer de l'Union française des droits attachés au titre de citoyen français (n° 178), p. 633.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à la suppression du droit de seau en matière de naturalisation, p. 313 (Document n° 558).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. le général Joinville tendant à établir une procédure rapide d'acquisition de la nationalité française au profit des étrangers engagés volontaires et à la délivrance de plein droit de la carte de résidence privilégiée, p. 785 (Document n° 865).

Naufrage. — V. *Fonctionnaires coloniaux.*

Navigations Intérieures. — V. *Justice civile, commerciale ou administrative. — Transports et votes de communication.*

Négociants coloniaux. — V. *Fonctionnaires coloniaux.*

Noms patronymiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux modifications du nom patronymique et du prénom, p. 5129 (Document n° 2695).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la procédure relative aux changements de nom, p. 312 (Document n° 579).

Notaires. — V. *Caisse de retraite et de prévoyance des clercs de notaires.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Gosset tendant à transférer les études de notaire de l'Escarène, Levans et Roquebillière à Nice et à y créer cinq études complémentaires, p. 4785 (Document n° 2517).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosset tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les titulaires des études de notaire de l'Escarène, Levans et La Roquebillière à instrumenter à Nice, p. 6116 (Document n° 3033).

Nouvelle-Calédonie. — V. *France d'outre-mer.*

O

Obligations. — V. *Valeurs mobilières.*

Océanie. — V. *France d'outre-mer.*

Oeuvres littéraires. — V. *Propriété littéraire.*

Offices AGRICOLES DEPARTEMENTAUX.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer au sein des offices départementaux la juste représentation de la petite et moyenne culture, p. 4342 (Document n° 4178).

Offices départementaux des ANCIENS COMBATTANTS, VICTIMES DE LA GUERRE ET PUPILLES DE LA NATION. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 67.*

Office national des ANCIENS COMBATTANTS, VICTIMES DE LA GUERRE ET PUPILLES DE LA NATION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Mathilde Péri tendant à inviter le Gouvernement à faire rétablir dans le budget de l'office national le crédit de 12.500.000 francs accordé pour les vacances des pupilles de la nation, p. 1661 (Document n° 1322) (rectificatif, p. 1700). — Dépôt du rapport par Mme Péri, p. 2078 (Document n° 1670). — Adoption, p. 2230.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à confier à l'office national des anciens combattants la répartition du crédit de 100 millions, figurant au chapitre 19 quinquies de l'office national des anciens combattants ouvert par la loi de finances du 23 avril 1946, p. 2163 (Document n° 4523).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au comité d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 571. — Désignation de candidature, p. 766. — Nominations de membre, p. 807.

Office national interprofessionnel des CEREALES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Vée tendant à modifier la composition du conseil central de l'office national interprofessionnel des céréales, à lui conférer les attributions antérieurement dévolues au conseil central de l'office du blé pour la fixation du prix du blé et à étendre ces attributions à la fixation du prix des céréales secondaires, p. 1911 (Document n° 4578).

Office national des ENGRAIS, AMENDEMENT ET PESTICIDES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baurens et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'un office national des engrais, amendements et pesticides, p. 101 (Document n° 410).

Office de rationalisation du MATERIEL. — V. *Administration publique.*

Office central de répartition des PRODUITS INDUSTRIELS. — V. *Agriculture (ministère).*

Offices PUBLICS ET MINISTERIELS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à permettre aux femmes l'accès à diverses professions d'auxiliaires de justice, p. 6 (Document n° 212). — Dépôt du rapport par Mlle Archimède, p. 1097 (Document n° 1012). — Discussion, p. 5505; adoption, p. 5506 (rectificatif, p. 5651).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2388 (Document n° 876).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pourtalet tendant à autoriser les avoués près le tribunal civil de première instance de Grasse à ouvrir des bureaux dans la ville de Cannes, p. 1280 (Document n° 4131).

Office français de la RADIODIFFUSION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple tendant à créer un office français de la radiodiffusion, p. 2018 (Document n° 4621).

Office régional des TRANSPORTS. — V. *Transports et votes de communications (transports ferroviaires et routiers).*

Oléa (travail des). — V. *Code du travail (divers).*

Oléagineux. — V. *Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.*

Opéra et Opéra-Comique. — V. *Interpellations (Assemblée nationale), n° 45.*

Ordre des architectes. — V. *Architectes.*

Ordre colonial. — V. *Légion d'honneur.*

Ordre du mérite maritime. — V. *Mérite maritime.*

Ordre national des vétérinaires. — V. *Vétérinaires.*

Organisation de la défense nationale. — V. *Interpellations (Assemblée nationale) n° 55, 72, 95.*

Organisation départementale. — V. *Administration départementale et régionale.*

Organisation internationale des réfugiés. — V. *Budget 1947 (affaires étrangères), conventions internationales.*

Organisation judiciaire. — V. *Algérie. — Justice.*

Organisation municipale. — V. *Administration communale. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 140.*

Organisation des Nations unies. — V. *Conventions internationales.*

Organisation scientifique du travail. — V. *Enseignement de l'organisation scientifique du travail.*

Organismes professionnels. — V. *Commerce et industrie.*

Organismes subventionnés. — V. *Sociétés, établissements ou organismes subventionnés par l'Etat.*

Ostréiculture. — V. *Impôts (revenu, bénéfices industriels et commerciaux).*

Ouhangul-Charl. — V. *France d'outre-mer (Afrique équatoriale française).*

Ouagan. — V. *Calamités publiques.*

Ouvriers des établissements de l'Etat. — V. *Pensions et retraites.*

Ouvriers mineurs. — V. *Assurances sociales (mines). — Mines et carrières.*

P

Pain. — V. *Agriculture (blé, farine et pain). — Interpellations (Assemblée nationale) n° 14, 69.*

Palentino. — V. *Interpellations (Assemblée nationale) n° 439.*

Papier. — V. Commerce et industrie.

Papier de presse. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 130.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. La Gravière tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à conjurer la crise du papier, p. 2516 (Document n° 930). — Rapporteur, M. La Gravière et discussion, p. 2587; adoption, p. 2790.

Paquebot Exodus. — V. Exodus (émigration). — Interpellations (Assemblée nationale) n° 66.

Parl mutuel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucas tendant à étendre le parl mutuel au concours hippique, p. 467 (Document n° 119). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 978 (Document n° 1005).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à abroger l'acte dit « loi du 1^{er} septembre 1912 » instituant l'exclusion des indésirables sur les champs de courses, p. 1203 (Document n° 1070). — Dépôt du rapport par M. d'Aragon, p. 2951 (Document n° 1986).

Parfums. — V. Festival de la fleur.

Paris (Ville de). — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Communications de M. le président de l'Assemblée nationale. — Crédit public, emprunt de l'Etat. — Elections municipales. — Halles centrales.

Parlement. — V. Assemblée nationale. — Conseil de la République. — Presse.

Convocation du Parlement en congrès pour procéder à l'élection du Président de la République, p. 5.

Partis politiques. — V. Associations et groupements. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 112.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mutter tendant à inviter le Gouvernement à dissoudre le parti communiste, p. 4930 (Document n° 2602).

Passages d'eau. — V. Canaux, cours d'eau et rivières.

Passementerie. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 51.

Passagers français et étrangers. — V. Prisonniers et déportés.

Pasteur. — V. Légion d'honneur.**Payements. — V. Code de commerce.****Pêche fluviale.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Rigal tendant à modifier les articles 1 et 5 de l'acte dit loi du 12 juillet 1911 portant réglementation d'administration publique pour l'application de l'article 5 de la loi du 15 avril 1929 relative à la pêche fluviale, p. 509 (Document n° 736). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 2019 (Document n° 1626) (rectificatif, p. 2078).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 25 et 62 de la loi du 15 avril 1929 relative à la pêche fluviale, p. 1312 (Document n° 1173). — Dépôt du rapport par M. Maubert, p. 2831 (Document n° 1919).

Pêches maritimes. — V. Interpellations (Assemblée nationale), n° 5. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 62.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de provoquer une réduction importante sur les prix des fournitures à la pêche maritime, p. 63 (Document n° 398). — Dépôt du rapport par Mme Reyraud, p. 409 (Document n° 611). — Adoption, p. 720.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denvers tendant à inviter le Gouvernement à prendre,

d'urgence, toutes mesures utiles pour résoudre les difficultés auxquelles se heurtent, aujourd'hui, dans l'exercice de leur profession, marins-pêcheurs et armateurs à la pêche, p. 81 (Document n° 51). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 119 (Document n° 87). — Discussion, p. 165; adoption, p. 171.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Jaouen tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour fixer rapidement les prix du poisson au débarquement pour la campagne 1947, p. 551 (Document n° 226). — Lecture du rapport par M. Albert Jaouen, p. 556; adoption, p. 567 (rectificatif, p. 560).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yvon portant organisation et statut de la profession de mareyeurs expéditeurs, p. 1763 (Document n° 1441).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cristofol relative à la salubrité du poisson, des mollusques et des crustacés, p. 2076 (Document n° 1661).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Rousseau tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté à la vente et à l'expédition des poissons dits de luxe, p. 1525 (Document n° 1266).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pirot tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté de la vente du poisson, p. 1812 (Document n° 1483). — Dépôt du rapport par M. Pierre Courant, p. 2575 (Document n° 1859). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. Triboulet, p. 4520 (Document n° 2158). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Courant, p. 5129 (Document n° 2748).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Reeb tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des décisions fixant le prix du thon pour la campagne 1947, p. 1467 (Document n° 1233).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Rousseau tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les décisions nécessaires pour fixer les prix de la sardine et du thon pour la campagne 1947, p. 1525 (Document n° 1267).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Polino-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins-pêcheurs et plaisanciers de la Clotat, privés de leurs bateaux à la suite de la tempête qui a sévi en rade de ce port, p. 4983 (Document n° 2612).

Pâtisseries. — V. Médecine et professions médicales.

Peine de mort. — V. Code pénal.

Pensions de famille. — V. Hôtels et pensions de famille.

Pensions et retraites. — V. Armée de terre (recrutement). — Assurances sociales. — Code du travail. — Fonctionnaires. — Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale), nos 8, 12, 32, 37, 85.

AGENTS DES CHEMINS DE FER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 10 de la loi du 22 juillet 1922 relative au régime des retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des voies ferrées d'intérêt local et des tramways, et modification de l'article 1^{er} de la loi n° 46-2239 du 16 octobre 1946, p. 907 (Document n° 961). — Lecture du rapport par M. Pierre Pournadère et adoption, p. 1220 (rectificatif, p. 1317).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 383 (Document n° 177). — Lecture du rapport par M. Boher, et adoption, p. 403.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1279 (Loi n° 47-661 du 9 avril 1947, J. O. du 10 avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension en faveur des bénéficiaires de la loi du 22 juillet 1922 des dispositions de la loi n° 46-1718 du 3 août 1946, p. 906

(Document n° 962). — Lecture du rapport par M. Pierre Pournadère, p. 1220; adoption, p. 1221.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 389 (Document n° 176). — Lecture du rapport par M. Bocher, et adoption, p. 403.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, n° 1279 (Loi n° 47-652 du 9 avril 1947, J. O. du 10 avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès de la Société nationale des chemins de fer français pour que les pensions des agents de chemins de fer, retraités, soient majorées, dans la même proportion et en même temps, chaque fois que les traitements des agents en activité de service seront augmentés, p. 1721 (Document n° 1403).

ALLOCATIONS AUX VIEUX TRAVAILLEURS

Voir Assurances sociales.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi validée du 29 décembre 1912 relative à la révision des pensions abusives, p. 6 (Document n° 245). — Dépôt du rapport par M. Maliez, p. 58 (Document n° 390). — Adoption de l'article unique du projet de loi, p. 230.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 51 (Document n° 20). — Dépôt du rapport par M. Julien, p. 81 (Document n° 69). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 119.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 609 (Loi n° 47-418 du 11 mars 1947, J. O. du 12 mars 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires d'invalidité, p. 1600 (Document n° 1313). — Dépôt du rapport par M. Touchard, p. 3218 (Document n° 2065). — Adoption, p. 4111.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1767 (Document n° 616). — Rapporteur M. Gadouin (Document n° 706). — Discussion, p. 1838, et adoption, p. 1840.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4531 (Loi n° 47-1681 du 3 septembre 1947, J. O. du 4 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la codification des textes législatifs et réglementaires concernant les pensions militaires d'invalidité et les diverses pensions d'invalidité soumises à un régime analogue, p. 1660 (Document n° 1311). — Dépôt du rapport par M. Touchard, p. 2078 (Document n° 1652). — Adoption, p. 2230.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 890 (Document n° 319). — Dépôt du rapport par M. Bassaud, p. 1022 (Document n° 436). — Adoption, p. 1173.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3631 (rectificatif, p. 3721) (Loi n° 47-1151 du 6 août 1947, J. O. du 7 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Peytel tendant à accorder aux déportés politiques réunissant les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945, le bénéfice de la présomption d'origine, p. 1203 (Document n° 1039). — Dépôt du rapport par M. Brusset, p. 3505 (Document n° 2123). — Adoption, p. 4022.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1601 (Document n° 518). — Dépôt du rapport par M. Fournier, p. 1602 (Document n° 555). — Discussion, p. 1621 et adoption, p. 1625.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4121 (Loi n° 47-1650 du 28 août 1947, J. O. du 3 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry modifiant les articles 23 et 25 de la loi validée du 29 décembre 1912 relative à la révision des pensions abusives, p. 467 (Document n° 699) (rectificatif, p. 1029). — Dépôt du rapport par M. Emile Lambert, p. 1725 (Document n° 1115). — Adoption, p. 6971.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2012 (Document n° 917).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rollin tendant à inviter le Gouvernement à réunir dans le plus bref délai la commission consultative de la revalorisation de la retraite du combattant et à accélérer les travaux de cette commission, p. 670 (Document n° 271). — Dépôt du rapport par M. Gadouin, p. 916 (Document n° 397). — Discussion, p. 1058; adoption, p. 1057.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Rollin tendant à inviter le Gouvernement à accorder à Mme la générale Leclerc une pension exceptionnelle, p. 665 (Document n° 270). — Dépôt du rapport par M. Montol, p. 668 (Document n° 2815). — Adoption, p. 669.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alric tendant à inviter le Gouvernement à accorder à Mme la générale Leclerc une pension exceptionnelle, p. 2191 (Document n° 882). — Rapporteur M. Alric (Document n° 881) et adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 2197 (rectificatif, p. 2179).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Musmeaux sur les propositions de loi: 1° de M. Bouvier-O'Coltereau tendant à revaloriser les pensions et retraites des mutilés, anciens combattants, veuves, ascendants et orphelins de la guerre; 2° de M. Morice tendant à augmenter le taux de la retraite du combattant; 3° de M. Touchard tendant à revaloriser la retraite du combattant (nos 80, 43 et 181), p. 318 (Document n° 556). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 698 (Document, n° 816).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à accorder aux ayants droit des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-1939 les avantages réservés aux veuves, ascendants et descendants de déportés politiques, p. 312 (Document n° 576). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 3150 (Document n° 2019).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pily-Dabo Sissoko tendant à aligner sur un pied d'égalité les pensions et retraites des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer, avec celles de la métropole, p. 312 (Document n° 587). — Dépôt du rapport par M. Hamant Diou, p. 1697 (Document n° 1859). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Minime, p. 3631 (Document n° 2028).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Augardé tendant à faire bénéficier les autochtones des territoires d'outre-mer du régime de la loi du 15 avril 1930 concernant la retraite du combattant, p. 312 (Document n° 605). — Dépôt du rapport par M. Emile Lambert, p. 1912 (Document n° 1600). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Ninine, p. 3091 (Document n° 2029).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Augardé tendant à accorder le bénéfice de la loi du 31 mars 1919 à tous les militaires autochtones des territoires d'outre-mer et leurs ayants cause, p. 312 (Document n° 606). — Dépôt du rapport par M. Emile Lambert, p. 1912 (Document n° 1599). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Ninine, p. 3091 (Document n° 2030).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry modifiant l'article 33 de la loi validée du 29 décembre 1912 relative à la révision des pensions abusives, p. 467 (Document n° 700) (rectificatif, p. 1029). — Dépôt du rapport par M. Emile Lambert, p. 1725 (Document n° 1414).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry tendant à reculer le point de départ des délais de prescription d'origine en matière de pension en faveur des prisonniers de guerre évadés qui ont fait preuve de résistance et à rembourser aux évadés de guerre malades les frais médicaux qu'ils ont dû avancer, p. 509 (Document n° 769). — Dépôt du rapport de M. Draveny, p. 3504 (Document n° 2120).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à faire admettre au bénéfice du dommage de carrière certains officiers invalides de la guerre 1914-1918, p. 605 (Document n° 817). — Dépôt du rapport par M. Macouin, p. 2260 (Document n° 1757).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à modifier les articles 73 et 74 de la loi du 31 mars 1919 modifiant la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service, p. 1696 (Document n° 1365). — Dépôt du rapport par M. Hamant Diou, p. 3505 (Document n° 2125).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à établir définitivement dans la détermination du droit à pension, la présomption d'origine, lorsque les infirmités ont été constatées au cours du service après trois mois d'incorporation, p. 3576 (Document n° 2140). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 5196 (Document n° 2725).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry portant extension de l'allocation de grand mutilé de guerre aux aveugles qui se sont enrôlés dans la Résistance, p. 4090 (Document n° 2239). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 4330 (Document n° 2512).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Marie Thomas tendant à l'abrogation du décret-loi du 20 janvier 1910 et des actes dits lois du 9 septembre 1911, 27 janvier 1912, 5 février 1912 et 11 janvier 1913 qui ont modifié la loi du 31 mars 1910 relative aux pensions militaires d'invalidité, p. 48 (Document n° 15).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 209 (Document n° 481). — Dépôt du rapport par M. Maurice Poirot, p. 2127 (Document n° 1702).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vourch tendant à faire bénéficier les militaires de tous grades qui ont participé à la guerre 1939-1945 d'une retraite proportionnée à la durée de leurs services, p. 978 (Document n° 426).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3150 (Document n° 2061). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 5783 (Document n° 2872).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme André-Thomé Patonière tendant à apporter certaines modifications au régime des pensions tel qu'il découle de l'ordonnance du 25 octobre 1915, p. 300 (Document n° 151).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1208 (Document n° 1118).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à accorder la retraite à tous les titulaires de la carte du combattant, p. 408 (Document n° 659). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 1467 (Document n° 1237).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget des pensions les crédits nécessaires, afin de revaloriser la retraite du combattant, p. 2184 (Document n° 1828). (rectificatif, p. 2376). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 3150 (Document n° 2053).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Duclos tendant à l'aménagement du décret du 20 janvier 1940 et de la loi du 9 septembre 1941 concernant la présomption d'origine en matière de pensions, p. 33 (Document n° 320).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à étendre le bénéfice de l'article 60 de la loi du 31 mars 1919 aux fonctionnaires, agents et ouvriers soumis au régime des pensions militaires et atteints d'invalidités imputables au service, p. 56 (Document n° 360).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Mathilde Péri tendant à modifier l'ordonnance du 25 octobre 1915

portant majoration des pensions des lois des 31 mars 1919 et 21 juin 1919 et des allocations ou majorations qui s'y ajoutent, p. 57 (Document n° 389).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Pleyen tendant à rétablir dans l'intégralité de leurs droits à pension les veuves de guerre remariées, âgées de 60 ans au moins, et redevenues veuves ou divorcées, p. 101 (Document n° 407).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Augusto Touchard tendant à évincer des opérations de la « révision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice, p. 203 (Document n° 458).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry tendant à l'abrogation du décret-loi du 20 janvier 1940 et des actes dits lois du 9 septembre 1911, 27 janvier 1912, 8 février 1912 et 11 janvier 1913 qui ont modifié la loi du 31 mars 1919 relative aux pensions militaires d'invalidité, p. 209 (Document n° 476).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à rétablir l'égalité de pension entre toutes les veuves d'officiers, victimes de la guerre, p. 286 (Document n° 510).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry modifiant les articles 5, 6, 7 et 8 de l'ordonnance n° 45-2516 du 25 octobre 1915 portant majorations des pensions des lois des 31 mars 1919 et 21 juin 1919 et des allocations ou majorations s'y rapportant, p. 436 (Document n° 678) (rectificatif, p. 1029).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Pleyen tendant à supprimer la déchéance annale en matière d'arrérages de pensions et de retraites du combattant, p. 609 (Document n° 751).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à uniformiser le taux de l'allocation du combattant pour tous les anciens combattants de l'Union française, p. 1696 (Document n° 1363).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Pleyen tendant à rétablir le droit à pension en faveur des veuves de guerre remariées depuis le 15 octobre 1911 et à porter le taux de la pension de toutes les veuves de guerre remariées au taux des pensions des veuves fixées par la loi du 9 août 1916 sur le relèvement des pensions de guerre, p. 1812 (Document n° 1487).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tournois tendant à modifier le décret-loi du 17 juin 1938 relatif au statut des grands mutilés de guerre, p. 4126 (Document n° 2321).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamant Diou tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de l'acte dit loi n° 223 du 20 janvier 1912, relatives aux pensions des ayants-cause des militaires indigènes musulmans d'Afrique du Nord, p. 4870 (Document n° 2467).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa concernant le droit à pension de reversion des veuves des fonctionnaires retraités par application des dispositions de l'article 21 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, p. 5118 (Document n° 2693).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à rétablir le rapport existant au 1^{er} janvier 1938 entre les pensions des grands mutilés de guerre et le traitement des conseillers d'Etat, p. 5881 (Document n° 2921).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. July portant rajustement immédiat des pensions principales et des allocations s'y rattachant des grands blessés (grands invalides, aveugles de guerre, blessés de la face, blessés multiples et amputés, tétraplégiques et blessés de la tête) à un taux au moins égal à celui des autres pensionnés civils et militaires, p. 5915 (Document n° 2931).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à revaloriser les pensions d'invalidité des mutilés, des

veuves, des ascendants et orphelins de guerre, p. 6389 (Document n° 3015).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachanal sur les pensions des mutilés de guerre, p. 6192 (Document n° 3039).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mallocheau tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux amputés victimes civiles de la guerre, les mêmes barèmes qu'aux militaires, p. 408 (Document n° 613).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à octroyer aux anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer les mêmes avantages qu'aux anciens combattants métropolitains et à instituer au chef-lieu de chaque territoire et groupe de territoires un office du combattant disposant des moyens nécessaires pour régler leur situation, p. 1312 (Document n° 1192).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les pensions des veuves et enfants mineurs des militaires originaires des territoires d'outre-mer, p. 1697 (Document n° 1367).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la retraite du combattant, p. 4126 (Document n° 2327).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hamant Biori tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'ordonnance n° 35-2316 du 25 octobre 1915 aux anciens militaires indigènes coloniaux pensionnés à 85 p. 100 au moins et à leurs veuves, p. 4970 (Document n° 2565).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Cardot tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la présence d'un membre du Conseil de la République au sein de la commission consultative chargée d'examiner la revalorisation de la retraite du combattant qui a été instituée par arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre du 17 février 1917, p. 81 (Document n° 56). — Dépôt du rapport par M. Fournier, p. 252 (Document n° 123). — Demande de désignation de candidature, p. 280. — Désignation de candidature, p. 293. — Nomination de membres, p. 542.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 20 octobre 1917 en ce qui concerne les droits à réparation des veuves et des orphelins de guerre, p. 2356 (Document n° 863).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission consultative des pensions, p. 571. — Désignation de candidature, p. 617. — Nomination de membres, p. 660.

CUMUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Mathilde Péri tendant à autoriser le cumul des allocations familiales et des majorations de pension pour enfants en faveur des veuves de guerre exerçant une activité professionnelle, p. 467 (Document n° 727).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à rétablir les majorations de pension pour enfants à toutes les veuves de guerre, même lorsqu'elles bénéficient des allocations familiales, p. 2076 (Document n° 1611). — Dépôt du rapport par Mme Péri, p. 3150 (Document n° 2051). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à autoriser le cumul des allocations familiales et des majorations de pension pour enfants en faveur des veuves de guerre exerçant une activité professionnelle », p. 4114.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1827 (Document n° 680). — Rapporteur Mme Cardot (Docu-

ment n° 698); discussion et renvoi à la commission, p. 1830. — Avis de la commission des finances par M. Dorey (Document n° 715); discussion, p. 1833 et rejet, à l'unanimité de l'avis sur la proposition de loi, p. 1851.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4588 (Document n° 2473). — Rapporteur Mme Mathilde Péri et discussion, p. 6290; rejet de l'avis défavorable du Conseil de la République et reprise du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture; adoption, au scrutin, p. 6292.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff, tendant à inviter le Gouvernement à respecter le principe de non-rétroactivité des lois en ce qui concerne les pensions visées par l'ordonnance n° 45-1632 du 23 juillet 1915 et concédées antérieurement au 1^{er} février 1915, p. 408 (Document n° 655). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 5993 (Document n° 2958).

DIVERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denais tendant à instituer au profit des mères de famille nombreuse une retraite proportionnelle au nombre de leurs enfants, p. 8 (Document n° 256).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale d'un projet de loi, relatif à la revalorisation de dettes, p. 35 (Document n° 312).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à reporter à soixante-cinq ans la limite normale de la vie active, p. 57 (Document n° 358).

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps tendant à réparer, en faveur des retraités de l'imprimerie nationale, une injustice commise par Vichy, p. 34 (Document n° 810). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à rétablir dans leurs droits les retraités de l'imprimerie nationale victimes de la loi du 30 avril 1911, p. 1097 (Document n° 1018). — Dépôt du rapport par M. Touchard, p. 4091 (Document n° 2306).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des retraités de l'imprimerie nationale, p. 818 (Document n° 525).

Voir également à la rubrique: Pensions et retraites (ouvriers des établissements de l'Etat, personnels civil et militaire).

MARINS DU COMMERCE

Voir: Assurance des marins du commerce.

OUVRIERS DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de l'attribution d'une indemnité provisoire aux ouvriers retraités des établissements industriels de l'Etat et aux personnels retraités de l'imprimerie nationale, p. 4090 (Document n° 2281). — Adoption, p. 4413.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1826 (Document n° 679). — Rapporteur M. Lacaze, discussion et adoption, p. 1848.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4612 (Loi n° 47-1703 du 4 septembre 1947, J. O. du 5 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cherrier sur la proposition de loi de M. Yves Fagon tendant à permettre aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat de faire valider en regard de leur régime des retraites le temps accompli en dehors des établissements par suite des hostilités (n° 98), p. 409 (Document n° 651). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 3616 (Document n° 2146).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à faire entrer en compte, pour le calcul de pension, le temps passé dans les usines travaillant pour la défense nationale, aux ouvriers mobilisés pendant la guerre 1914-1918, détachés dans ces usines s'ils sont rentrés ou s'ils sont restés après leur démobilisation au service de l'Etat, p. 142 (Document n° 427). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 638 (Document n° 851).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1916, p. 342 (Document n° 585). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 1209 (Document n° 1114).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à étendre l'application de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 aux ouvriers anciens combattants soumis au régime de retraite de la loi du 21 mars 1928, p. 3150 (Document n° 2050). (rectificatif, p. 3124).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les retraités de la loi du 21 mars 1928 et les retraités de l'imprimerie nationale de l'indemnité provisoire établie par le décret du 16 janvier 1917, p. 1721 (Document n° 1388).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à faire verser aux tribunaux des lois du 29 juin 1927 concernant le régime des retraites du personnel de l'imprimerie nationale et du 21 mars 1928 portant réforme des régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, l'indemnité provisoire accordée par les décrets du 16 janvier 1917 et du 24 juillet 1917, p. 4326 (Document n° 2105).

Voir également à la rubrique: Pensions et retraites (personnels civil et militaire).

PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dolinhout sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont, tendant à améliorer le sort de petits rentiers ayant souscrit des rentes viagères auprès des particuliers ou auprès de compagnies d'assurances (n° 40), page 1761 (Document n° 3437).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à améliorer le sort des rentiers viagers et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile, p. 1467 (Document n° 4220).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Hardoux tendant à accroître les rentes des créanciers et petits propriétaires, p. 5137 (Document n° 2609).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers viagers de l'Etat, p. 5128 (Document n° 2738).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers viagers ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile, p. 5128 (Document n° 2738).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Viollet tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux avec stipulation de rente viagère, p. 5183 (Document n° 2765).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Callvet tendant à améliorer la situation des rentiers viagers, p. 5884 (Document n° 2886).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à prendre des mesures nécessaires pour revaloriser les ventes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile, p. 5693 (Document n° 2567).

PERSONNELS DE L'ALGÉRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Benlaleh tendant à inviter le Gouvernement à assurer à certaines catégories de fonctionnaires et retraités musulmans d'Algérie une situation matérielle suffisante, p. 786 (Document n° 866).

PERSONNELS D'ALSACE-LORRAINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant les droits à pension des magistrats fonctionnaires et agents relevant du statut local d'Alsace et de Lorraine qui ont fait l'objet de certaines mesures prévues par l'ordonnance du 27 juin 1941 sur l'épuration administrative, p. 2018 (Document n° 1621). — Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de loi de M. Meck tendant à l'extension aux tribunaux du régime local de retraite d'Alsace et de Lorraine des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux droits à pension des magistrats, fonctionnaires et agents de l'Etat ainsi que des militaires ayant fait l'objet de certaines mesures disciplinaires prévues par l'ordonnance du 27 juin 1941 sur l'épuration administrative (n° 170), p. 2073 (Document n° 1671). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mlle Weber, p. 3501 (Document n° 2108). — Adoption après modification du titre : « *Projet de loi fixant les droits à pension des magistrats, fonctionnaires et agents relevant du statut local d'Alsace et de Lorraine qui ont fait l'objet de certaines mesures prévues par l'ordonnance du 27 juin 1941 relative à l'épuration administrative* », p. 3938.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1571 (Document n° 825). — Lecture du rapport par M. Menditte et discussion, p. 1623; adoption, p. 1621.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4121 (Loi n° 47-4572 du 23 août 1947, J. O. du 26 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de loi de M. Meck tendant à faire entrer en compte pour le calcul de la retraite des agents des postes, télégraphes et téléphones du cadre local d'Alsace et de Lorraine le temps de service effectué en qualité d'ouvrier (n° 60), p. 2269 (Document n° 1751).

PERSONNELS CIVIL ET MILITAIRE DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945, avec les régimes de retraites des lois des 11 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928, p. 7 (Document n° 260). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 409 (Document n° 650). — Adoption p. 5830 (rectificatif), p. 6051.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2516 (Document n° 931).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Jullien invitant le Gouvernement à étudier la possibilité pour les retraités de l'armée remplissant certaines conditions de racheter leur retraite par un versement unique en capital p. 159 (Document n° 101). — Dépôt du rapport par M. Jean Jullien, p. 562 (Document n° 229). — Dépôt d'un avis de la Commission des finances par M. Réverber, p. 650 (Document n° 256). — Discussion, p. 681; renvoi à la commission, p. 631. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jullien, p. 781. — Discussion, p. 950. — Suite de la discussion, p. 1057. — Adoption après modification du titre : « *Résolution invitant le Gouvernement à ouvrir aux retraités de l'armée des possibilités de disposer de fonds par des prêts amortissables permettant la création, dans les territoires d'outre-mer d'une entreprise agricole ou d'artisanat rural* », p. 1153.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Darou sur la proposition de loi de M. Charles Lussy tendant à tenir compte aux institutrices et instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie (n° 121), p. 409 (Document n° 652). — Dépôt d'un avis de la Commission de l'éducation nationale par Mme Lucie Guérin, p. 2855 (Document n° 1914).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Darou sur la proposition de loi de Mme Lempereur tendant à accorder aux veufs et orphelins de femmes fonctionnaires des droits identiques à ceux reconnus aux mêmes ayants cause de fonctionnaires masculins (n° 115), p. 409 (Document n° 619).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à l'abrogation de l'article 10 de la loi du 15 février 1916 reculant de trois ans la limite d'âge à laquelle le fonctionnaire est mis obligatoirement à la retraite, p. 509 (Document n° 711). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à abroger l'article 10 de la loi du 15 février 1916 concernant la limite d'âge des fonctionnaires et à modifier les bases du calcul de la retraite, p. 1661 (Document n° 1317). — Dépôt du rapport par M. Borra, p. 1869 (Document n° 1526). — Discussion, p. 2139; adoption, au scrutin, d'une demande d'ajournement par M. Joseph Denois, p. 2150.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Lecourt tendant à modifier l'article 26 de la loi du 14 avril 1924 en vue de permettre à toutes les femmes divorcées à leur profit de bénéficier de la retraite de leur mari décédé, quelle que soit la date du divorce, p. 236 (Document n° 523). — Dépôt du rapport par Mlle Weber, p. 4981 (Document n° 2610).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à appliquer à l'ensemble de la pension et des majorations s'y rattachant la majoration de 10 p. 100 sur pension accordée aux titulaires ayant élevé trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans, p. 426 (Document n° 631). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 2260 (Document n° 1756).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dumas tendant à régler vis-à-vis du Gouvernement français la situation des fonctionnaires détachés de la métropole et incorporés au cadre chérifien, p. 1208 (Document n° 1073). — Dépôt du rapport par M. Emile Lambert, p. 1912 (Document n° 1593).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Augarde tendant à augmenter les retraites des anciens militaires autochtones des territoires d'outre-mer, p. 1280 (Document n° 1133). — Dépôt du rapport par M. Hamani-Diori, p. 4320 (Document n° 2160).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Fagon tendant à autoriser les fonctionnaires et agents de l'Etat ainsi que les ouvriers des établissements industriels de l'Etat, titulaires du régime de pensions de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, à opter, pendant un délai de six mois, pour les régimes institués par les lois du 14 avril 1924 et du 21 mars 1928, p. 1525 (Document n° 1261). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 3505 (Document n° 2121).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à suspendre les effets de l'article 85 de la loi de finances du 23 février 1933 concernant la prescription annuelle opposable aux titulaires de pensions et à leurs héritiers domiciliés dans les territoires d'outre-mer, p. 1696 (Document n° 1361). — Dépôt du rapport par M. Hamani Diori, p. 3505 (Document n° 2121).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'article 17 de la loi du 14 avril 1924 relative aux pensions civiles et militaires, p. 1637 (Document n° 2131). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 6176 (Document n° 2963).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Marin tendant à supprimer tout délai entre la mise à la retraite ou la disparition des fonctionnaires civils ou militaires et le paiement de leur pension de retraite et de celle de leurs veuves ou orphelins, p. 4930 (Document n° 2600). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 6316 (Document n° 3010).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fagon tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir de nouveaux délais pour la validation en vue de la

retraite des années accomplies en qualité d'auxiliaires dans les administrations de l'Etat, p. 978 (Document n° 989). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 5882 (Document n° 2912).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux militaires et marins retraités de l'Afrique du Nord et des territoires d'outre-mer les dispositions du décret n° 47-148 du 16 janvier 1946 et de l'article 6 du décret n° 47-1372 du 21 juillet 1947 portant attribution d'une indemnité provisionnelle aux attributaires de la loi du 14 avril 1924, p. 4538 (Document n° 2174). — Dépôt du rapport par M. Lambert, p. 5619 (Document n° 2832).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à modifier l'article 3 de la loi du 3 août 1916 en vue d'améliorer la situation des anciens fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales jouissant de petites retraites, p. 8 (Document n° 285).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard relative à la retraite anticipée facultative des anciens combattants et victimes de guerre en service dans les administrations et établissements appartenant à un titre quelconque à la fonction publique, dans le cadre de l'Etat, des départements, des communes et des territoires de la France d'outre-mer, p. 31 (Document n° 321).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à unifier l'application des dispositions de l'article 105 de la loi du 31 mars 1932, relatives à la limite d'âge des fonctionnaires anciens combattants, p. 57 (Document n° 396).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Cherrier tendant à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme aux lenteurs constatées dans la liquidation des pensions des fonctionnaires, ouvriers et employés de l'Etat, p. 317 (Document n° 532).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Augarde tendant à augmenter les retraites des anciens militaires marocains et tunisiens, p. 376 (Document n° 626).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à l'abrogation du décret du 1^{er} juin 1940 relatif à la révision des pensions militaires, p. 467 (Document n° 705).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Pleven tendant à permettre aux militaires auxquels une solde de dégageement des cadres a été accordée en application de l'article 11 de la loi n° 46-607, du 5 avril 1946, d'opter pour la pension prévue par cette loi, p. 467 (Document n° 716).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Truffaut tendant à faire bénéficier le personnel des services civils de la marine, rappelé à l'activité par les autorités maritimes le 1^{er} septembre 1939, des droits à pensions acquis pour les services accomplis pendant le temps de leur rappel, p. 509 (Document n° 739).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lucie Guérin tendant à accorder aux instituteurs et institutrices retraités une avance sur pension jusqu'à l'obtention de leur livret de pension, p. 650 (Document n° 731).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecœur tendant à permettre aux ex-instituteurs des mines, devenus instituteurs publics par le fait des nationalisations des houillères, d'obtenir le virement de leurs versements à la caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs au profit de la caisse de retraite des fonctionnaires, p. 736 (Document n° 881).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denois tendant à uniformiser le régime des majorations de pensions, p. 839 (Document n° 920).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à accorder aux titulaires de pensions proportionnelles les avantages prévus par l'article 7 du décret du 21 avril 1940 relatif aux allocations familiales, p. 1312 (Document n° 1181).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Fagon tendant à assimiler un enfant « mort pour la France » à un enfant vivant pour l'application de l'article 17 de la loi du 14 avril 1921, relatif aux droits à pension des femmes fonctionnaires, p. 1312 (Document n° 1193).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 30 de la loi du 14 avril 1921 sur le régime des pensions civiles et militaires, p. 1439 (Document n° 1221).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montell relative à la situation de cantinier militaire, p. 1763 (Document n° 1140).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à relever de la forclusion les agents de l'Etat qui n'ont pu, en temps voulu, faire valider leurs services temporaires ou auxiliaires, p. 1812 (Document n° 1174).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt (Manche) tendant à faire bénéficier les fonctionnaires déportés pour faits de résistance des dispositions de l'article 19 de la loi du 14 avril 1921 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, p. 1863 (Document n° 1512).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Alice Spillius tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi du 14 avril 1921, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, exception faite des articles 42 et 52; et à l'abrogation du décret du 31 janvier 1929 fixant le taux et règles d'allocation des pensions des militaires indigènes de l'Afrique du Nord et à leurs ayants cause, p. 2077 (Document n° 1638).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1938, p. 2151 (Document n° 1714).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Cherrier tendant à permettre la validation au titre de la loi du 14 avril 1921 des années de service effectuées par des fonctionnaires anciens contremaîtres ou contremaîtresses des écoles pratiques avant la nationalisation de celles-ci, p. 4130 (Document n° 2135).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamani Diori tendant à modifier les articles 42 et 52 de la loi du 14 avril 1921 portant réforme du régime des pensions militaires en ce qu'ils ont de restrictif vis-à-vis des militaires indigènes, p. 4870 (Document n° 2569).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosset concernant le régime des retraites des fonctionnaires et agents de préfectures, p. 5005 (Document n° 2626).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier relative à la remise en vigueur des dispositions de l'article 5 de la loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté, p. 5527 (Document n° 2725).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à réintégrer certains fonctionnaires dans le droit que leur accordait, en ce qui concerne leur retraite, la loi du 18 août 1936, p. 6239 (Document n° 2991).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur concernant le droit à pension de reversion pour les femmes des fonctionnaires retraités en vertu des dispositions de l'article 21 de la loi n° 47-1465 du 18 août 1947, p. 6316 (Document n° 2997).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour accorder le bénéfice de la pension à certaines catégories de veuves et d'orphelins d'anciens militaires qui, jusqu'à ce jour, s'en trouvent privés de par les dispositions en vigueur, p. 68 (Document n° 336).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Prévert tendant à inviter le Gouvernement à faire valider, en vue de la retraite, le congé sans traitement accordé aux femmes fonctionnaires, dans certaines administrations, pour allaiter ou élever leurs enfants, p. 437 (Document n° 691).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en compte par l'Etat, pour la liquidation des pensions, les années de services effectuées dans la police municipale par les agents municipaux étatisés, p. 550 (Document n° 780).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à donner un nouveau délai d'option pour le régime des pensions civiles des dames sténodactylographes, p. 810 (Document n° 891).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les pensions militaires basées sur la durée des services des originaires d'outre-mer et à les faire bénéficier d'une indemnité pour charges de famille, p. 1697 (Document n° 1366).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Biscarlet tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la liquidation des pensions dues aux institutrices mises à la retraite d'office par le pseudo-gouvernement de Vichy, p. 2259 (Document n° 1767).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Morice tendant à inviter le Gouvernement à appliquer au plus tôt la péremption des retraites pour tous les fonctionnaires de l'Etat, p. 2532 (Document n° 1845).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gressa tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai les projets de loi concernant la péremption des retraites, p. 2881 (Document n° 1963).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Benkhellil tendant à mettre à parité les retraites des anciens sous-officiers, caporaux et soldats musulmans algériens et les retraites des anciens sous-officiers et caporaux-chefs français, p. 259 (Document n° 132).

Voir également à la rubrique: *Pensions et retraites (Anciens combattants et victimes de la guerre).*

PERSONNELS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Corionnier tendant à appliquer obligatoirement aux retraités des départements, communes et établissements dépendant de ces collectivités, les dispositions actuellement en vigueur pour les retraités de l'Etat, p. 856 (Document n° 912).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à la nullité de l'acte dit loi du 3 juillet 1911 et au rétablissement des fonctionnaires et retraités des collectivités locales dans leurs droits acquis, p. 6819 (Document n° 2891).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hulla-Desgrées tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les employés communaux de garanties dont jouissent en matière de retraites les fonctionnaires de l'Etat, p. 973 (Document n° 985).

Voir également à la rubrique: *Pensions et retraites (Personnels civil et militaire).*

SAPERS-POMPIERS COMMUNAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant relèvement du montant des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, p. 869 (Document n° 885). Dépôt du rapport par M. Albert Petit, p. 1132 (Document n° 1068). — Adoption, p. 1173.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 375 (Document n° 173). — Lecture du rapport par M. Guénin et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 389.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1278 (Loi n° 47-718 du 14 avril 1947, J. O. du 18 avril 1947).

Périodiques. — V. Presse.

Personnels civil et militaire de l'Etat. — V. Associations familiales. — Fonctionnaires. — Pensions et retraites.

Pétitions (Assemblée nationale).

Pétitions rapportées n° 1, 2, 4 à 12, 14 à 20, 22 à 25, 27 à 41, p. 1601; n° 3, 13, 21, 26, 45 à 47, 50 à 57, p. 2128; 48, 58, 60, 62 et 63, 65, p. 2167; 59, 61, 64, 66 à 70, p. 3807; 72, p. 4520; 73, 76, 77, p. 5096; reprise de pétitions n° 10, p. 6687; 51 et 78, p. 6688. — Réponses des ministres. — Pétitions n° 9, 11, 38 et 43, p. 2167; 2 et 4, p. 3807; 8, 15, 16, 19, 20, 21, 28, p. 3908; 33, 34, 37, 39, p. 3809; 48 et 53, p. 3910; 56, 60 et 62, p. 3911; 13 et 14, p. 4520; 18 et 22, p. 4521; 35, 36 et 46, p. 4522; 46, 51 et 54, p. 4523; 55, 56 et 63, p. 4524; 10, 19 et 21, p. 5096; 31, 42, 44, 47, 50, p. 5097; 58, 60, 62, 66, 68, 69, p. 5098; 70, p. 5099; 23, 26, 40, 52, p. 6688; 55, 73, 76, p. 6689.

Pétitions (Conseil de la République).

Pétitions rapportées n° de 1 à 7, p. 1836. — Réponses des ministres. — Pétitions n° 1 à 3, 6 et 7, p. 2116 (rectificatif), p. 2147.

Pharmacie. — V. Assurances sociales. — Médecine et professions médicales.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures d'urgence nécessaires pour assurer à tous les Français couverts par une législation sociale le droit de bénéficier des médicaments agréés les mieux adaptés à leur état, p. 61 (Document n° 41). — Dépôt du rapport de M. Bernard Lafay, p. 265 (Document n° 141). — Discussion, p. 512; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 519.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 2077 (Document n° 1679).

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Regaudie tendant à planifier la production des spécialités pharmaceutiques et à fixer le tarif suivant la valeur des produits entrant dans leur composition (n° 1003), p. 1137.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Solinac tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2310 du 13 octobre 1935 portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et de divers services publics et de l'article 15 de l'ordonnance n° 45-2311 du 19 octobre 1935 fixant le régime d'assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, p. 1138 (Document n° 1219) (rectificatif, p. 1167). — Dépôt du rapport par M. Rigaudie, p. 3723 (Document n° 2173).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Regaudie tendant à autoriser la société à responsabilité limitée entre pharmaciens pour la propriété d'une officine de pharmacie, p. 1721 (Document n° 1347). — Dépôt du rapport par M. Jean Cayeux, p. 3396 (Document n° 2260).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Regaudie tendant à planifier la production des spécialités pharmaceutiques et à fixer le tarif suivant la valeur des produits entrant dans leur composition, p. 977 (Document n° 1003).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Regaudie tendant à planifier les prix de vente des spécialités pharmaceutiques, p. 3219 (Document n° 2068).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à modifier l'article 39 de la loi validée du 31 septembre 1931, modifiée par l'article 6 de l'ordonnance du 23 mai 1935, relatif à l'organisation des sociétés de produits pharmaceutiques, p. 5094 (Document n° 2672).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer à l'industrie pharmaceutique et aux pharmaciens d'officine les moyens d'une exploitation normale, p. 978 (Document n° 991).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lalay tendant à assurer à tous les Français couverts par une législation sociale le droit de bénéficier des médicaments agréés nécessaires à la conservation ou au rétablissement de leur santé, p. 727 (Document n° 315).

Pépées-lignes. — V. *Viticulture et commerce des vins*.

Plan comptable. — V. *Impôts (solidarité nationale)*.

Plan Monnet. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 56, 69.

Plantes à parfum. — V. *Horticulture*.

Pneumatiques. — V. *Interpellations (Assemblée nationale)*, n° 67. — *Transports et voies de communications (automobiles)*.

Poids et mesures.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi du 2 avril 1919 sur les unités de mesure en ce qui concerne les unités électriques et optiques, p. 6176 (Document n° 2977). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Louvel, p. 6619 (Document n° 3059). — Discussion et adoption à l'unanimité, p. 6518.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2751 (Document n° 979). — Discussion, p. 2763; adoption, p. 2765.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6677.

Poissons. — V. *Pêches maritimes*.

Police des chemins de fer. — V. *Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers)*.

Police d'Etat. — *Sûreté nationale.* — V. *Interpellations (Assemblée nationale)*, n° 40. — *Traitement, soldes et indemnités*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité, p. 5193 (Document n° 2715). — Dépôt du rapport par M. Yves Fagon, p. 5129 (Document n° 2710). — Discussion, p. 5567, 5579, 5593; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5588.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2380 (Document n° 867). — Lecture du rapport par M. Borgeaud et discussion, p. 2389, 2401; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2407.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5721 (Loi n° 47-2381 du 27 décembre 1947, J. O. du 23 décembre 1947).

Police municipale. — V. *Pensions et retraites (personnels civils et militaires)*.

Police sanitaire des animaux. — V. *Animaux.* — *Douanes (réglementation).* — *Médecine vétérinaire*.

Politique agricole du Gouvernement. — V. *Interpellations (Assemblée nationale)* n° 89, 423.

Politique coloniale du Gouvernement. — V. *Interpellations (Assemblée nationale)* n° 35, 403, 113, 121.

Politique économique et financière du Gouvernement. — V. *Modernisation et équipement (plan de).* — *Interpellations (Assemblée nationale)* n° 31, 42, 96, 103, 117, 429, 434.

Politique économique et sociale du Gouvernement. — V. *Interpellations (Assemblée nationale)* n° 85, 111.

Politique étrangère du Gouvernement. — V. *Interpellations (Assemblée nationale)* n° 6, 17, 29, 30, 93, 91, 131.

Politique générale du Gouvernement. — V. *Interpellations (Assemblée nationale)* n° 33, 41, 53, 92, 109. — *Présidence du conseil des ministres*.

Ponts et chaussées (Service des). — V. *Travaux publics et transports (ministère des)*.

Ports maritimes et fluviaux. — V. *Code du travail (comités d'entreprises).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 20.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'organisation du travail de maintenance dans les ports, p. 3374 (Document n° 2225). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 4127 (Document n° 2350). — Discussion, p. 4392; adoption, p. 4391.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1918 (Document n° 677). — Rapporteur M. Yves Jaouen (Document n° 697); discussion, p. 1827; adoption, p. 1830.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4555 (Document n° 2169). — Rapporteur M. Cayol, discussion, p. 4573; adoption, p. 4576 (rectificatif, p. 4707) (Loi n° 47-1216 du 6 septembre 1947, J. O. du 7 septembre 1947).

Postes, télégraphes et téléphones. — V. *Budgets annexes.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 63.

AGENCES POSTALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Geoffre tendant à modifier le financement des dépenses des agences postales, p. 1011 (Document n° 1008). — Dépôt du rapport par Mme Reyraud, p. 4127 (Document n° 2333).

CHEQUES POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au service des comptes courants et chèques postaux, p. 601 (Document n° 813).

FRANCHISE POSTALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux tuberculeux anciens combattants et aux déportés politiques en traitement dans un sanatorium (n° 233), p. 1209 (Document n° 1105).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux militaires des troupes françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche et à augmenter le nombre réglementaire des timbres-poste octroyés aux militaires des unités stationnées sur le territoire métropolitain, p. 286 (Document n° 522). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 4662 (Document n° 4330).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux officiers, sous-officiers et hommes de troupe combattant en Indochine et à Madagascar la franchise postale par avion avec la métropole, p. 2291 (Document n° 850).

OPÉRATIONS DE VERSEMENT ET DE RETRAIT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant abrogation de la loi du 7 juillet 1900 autorisant l'administration des postes et télégraphes à effectuer, pour le compte de la caisse des dépôts et consignations, l'encaissement des fonds des sociétés de secours mutuels approuvées, p. 2831 (Document n° 1940). — Dépôt du rapport par M. Molsan, p. 5882 (Document n° 2927). — Adoption, p. 6308.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2651 (Document n° 954).

ORGANISATION

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bocher tendant à inviter le Gouvernement et en particulier le ministre des P. T. T. à opérer au sein de son administration les réformes de structure nécessitées par les développements de ce service public, p. 1383 (Document n° 512). — Rapporteur M. Bocher (Document n° 729); adoption, p. 1902.

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à assurer au personnel des postes, télégraphes et téléphones les prestations en nature auxquelles il a droit, p. 977 (Document n° 967). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des postes, télégraphes et téléphones le tissu nécessaire pour l'attribution immédiate de vêtements au personnel doté d'une tenue d'uniforme, p. 1661 (Document n° 1323). — Dépôt du rapport par M. André Barthélemy, p. 2464 (Document n° 1819). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter le personnel des postes, télégraphes et téléphones d'une tenue d'uniforme ou de vêtements de travail », p. 4011.

RÉSEAU AÉRIEN

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gressa tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les lignes aériennes postales de nuit, p. 2077 (Document n° 1673).

TARIFS POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs postaux des paquets acheminés par la voie des airs et à destination des militaires du corps expéditionnaire d'Indochine, p. 4253 (Document n° 2389). — Adoption, p. 4382.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs postaux pour l'expédition des colis adressés aux militaires effectuant leur temps de service ou rappelés sous les drapeaux, p. 5881 (Document n° 2888).

TRANSPORTS POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barthélemy sur le projet de loi autorisant l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris et sa banlieue (n° 210), p. 442 (Document n° 423). — Discussion, p. 220; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 223 (rectificatif, p. 200).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 51 (Document n° 49). — Dépôt du rapport par M. Masson, p. 69 (Document n° 32). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Roche, p. 64 (Document n° 33); discussion, p. 65; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 72 (rectificatif, p. 101).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République, p. 409 (Document n° 663). — Dépôt du rapport par M. Barthélemy, p. 510 (Document n° 745). — Discussion et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 558 (Loi n° 47-431 du 12 mars 1947, J. O. du 23 mars 1947).

Poudreries nationales. — V. *Armée de terre (établissements et services créateurs).* — *Domaine de l'Etat (cession d'immeubles et de terrains)*.

Pourboires. — V. *Code du travail (salaires)*.

Préfet de la Seine. — V. *Administration de la ville de Paris et du département de la Seine*.

Préfecture de police.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à opérer la fusion, sous l'autorité du projet de police, des services départementaux et municipaux de désinfection et de vaccination dans le département de la Seine, p. 3995 (Document n° 2256).

Préfectures et sous-préfectures. — V. **Conseils de préfecture.** — France d'outre-mer (textes généraux). — Intérieur (ministère). — Pensions et retraites (personnels civil et militaire).

Prélevement exceptionnel. — V. **Impôts.****Présidence du conseil des ministres.**

Assemblée nationale. — Investiture de M. Paul Ramadier, président du conseil, désigné par le Président de la République; programme et politique du cabinet, p. 23; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Charles-Lussy, p. 33. — Investiture de M. Léon Blum, président du conseil, désigné par le Président de la République; programme et politique du cabinet, p. 5103; rejet, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Charles Lussy, p. 5118. — Investiture de M. Robert Schuman, président du conseil désigné; programme et politique du cabinet, p. 5121; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Robert Lecourt, p. 5128.

Présidence de la République.

Assemblée nationale. — Convocation du Parlement pour l'élection du Président de la République, p. 5. — Scrutin pour l'élection du Président de la République, p. 1. — Proclamation de M. Vincent Auriol, p. 2.

Presse. — V. **Interpellations (Assemblée nationale)** n° 37, 105. — **Journaux et publications périodiques.** — **Liberté de la presse.** — **Papier de presse.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique, p. 501 (Document n° 766). — Discussion d'urgence et adoption, p. 501 (rectificatif, p. 603, 1346).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 126 (Document n° 84). — Lecture du rapport par M. Hauriou, p. 126 (Document n° 86); discussion, p. 128; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 132 (rectificatif, p. 520).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, p. 521 (Document n° 776); discussion, p. 533; rejet du texte du Conseil de la République et adoption des conclusions de la commission tendant à la reprise du texte voté par l'Assemblée nationale, p. 531. (Loi n° 47-345 du 28 février 1947, J. O. du 1^{er} mars 1947.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, p. 408 (Document n° 651). — Dépôt du rapport par M. Lefèvre-Pontalis, p. 1097 (Document n° 1615). — Discussion générale, p. 1139; discussion des articles, p. 1149, 1151, 1161, 1237, 1242, 1251, 1292, 1309; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 1312 (rectificatif, p. 1346).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 493 (Document n° 206). — Lecture du rapport par M. Hauriou, p. 502 (Document n° 209); discussion, p. 504; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 599 (rectificatif, p. 623).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1319 (Document n° 1155); discussion et adoption, p. 1319. (Loi n° 47-585 du 2 avril 1947, J. O. du 3 avril 1947.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique, p. 481 (Document n° 752). — Lecture du rapport par M. Alfred Coste-Floret et discussion, p. 497; retrait du projet de loi, p. 493.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. La Gravière tendant à inviter le Gouvernement à interdire immédiatement, et tant que sévira la crise du papier ou qu'elle menacera de se reproduire, toute publication qui ne serait pas directement utile ou nécessaire au service des intérêts politiques, économiques, sociaux ou culturels du pays, p. 2499 (Document n° 910). — Retrait, p. 2520.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant la création d'une société dite « Messageries coopératives de la presse », chargée du groupage, du transport et de la distribution des journaux et publications périodiques, p. 7 (Document n° 293).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur le transport des périodiques, p. 7 (Document n° 303).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant: a) abrogation de l'autorisation préalable prévue par les ordonnances du 30 septembre 1914 et 13 septembre 1915; b) organisation d'un système de répartition du papier destiné à la presse; c) réglementation des entreprises de presse, p. 375 (Document n° 617).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut de la presse, p. 2574 (Document n° 1870).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denais tendant à assurer l'exercice du droit de réponse, p. 8 (Document n° 261).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Grenier sur le transport des périodiques, p. 436 (Document n° 681).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Grenier tendant à constituer des sociétés de messageries, p. 436 (Document n° 685).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à soustraire les membres du Parlement, en matière de presse, à la responsabilité pouvant être encourue du fait d'autrui, p. 550 (Document n° 783).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Lussy tendant à assurer le transport des journaux et publications périodiques dans des conditions qui assurent l'égalité de traitement à tous les usagers, p. 507 (Document n° 919).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Germaine François portant statut de la presse enfantine, p. 1697 (Document n° 1371).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Germaine François portant protection de la presse enfantine française, p. 1697 (Document n° 1375).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant et modifiant certaines dispositions de la loi du 11 mai 1916 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, p. 1812 (Document n° 1500).

Assemblée nationale. — Désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée au sein de la commission nationale de presse et d'information, p. 35. — Nominations de membres, p. 40.

Président de la République.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Lecourt tendant à inviter le Gouvernement à consacrer la réalité de l'Union française par la visite solennelle d'une haute personnalité de l'Etat aux populations des départements français et des territoires français d'outre-mer, p. 333 (Document n° 608).

Prestations. — V. **Allocations familiales.** — **Code du travail (salaires).**

Primes d'allaitement. — V. **Assurances sociales.**

Prime de démobilisation. — V. **Questions orales (Assemblée nationale)** n° 58.

Prises maritimes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant un délai pour la présentation des litres de propriété des marchandises sables comme prises maritimes, p. 2076 (Document n° 1450). — Dépôt du rapport par M. Pierre Courant, p. 3090 (Document n° 2027). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pierre Courant, p. 4520 (Document n° 2459). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Pierre Courant, p. 6313.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2762 (Document n° 988).

Prisons. — **Maisons d'arrêt.** — V. **Code pénal.**

Prisonniers et déportés. — V. **Agriculture (crédit agricole).** — **Anciens combattants et victimes de la guerre.** — **Code civil.** — **Code pénal.** — **Commerce et industrie.** — **Fonctionnaires.** — **Interpellations (Assemblée nationale)** n° 15. — **Loyers.** — **Médailles, décorations et récompenses.** — **Monnaies.** — **Pensions et retraites (anciens combattants et victimes de la guerre).** — **Questions orales (Assemblée nationale)** n° 55. — **Traitements, soldes et indemnités.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à hâter le rapatriement des Alsaciens et des Lorrains retenus en captivité (n° 69), p. 210 (Document n° 468). — Adoption, p. 2137.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur la proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à attribuer aux déportés politiques des camps et prisons de Schirmeck, Natzeweiler, Wolpp, Queleu, Einsishelm, Ilaguenaud, les avantages prévus par l'ordonnance du 11 mai 1915 en faveur des déportés politiques (n° 75), p. 313 (Document n° 557). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à modifier les articles 9 et 17 de l'ordonnance du 11 mai 1915, réglant la situation des déportés politiques, p. 2759 (Document n° 1913). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Mondon, p. 4127 (Document n° 2333). — Adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 17 de l'ordonnance du 11 mai 1915 réglant la situation des déportés politiques*, p. 4185.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1679 (Document n° 597). — Rapporteur M. Pourré (Document n° 612); discussion, p. 1765, 1767 et adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 1769.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4356 (Document n° 2133). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 4711 (Document n° 2504). — Adoption, p. 4751 (Loi n° 47-1736 du 5 septembre 1947, J. O. du 6 septembre 1947).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Menditte tendant à inviter le Gouvernement à récompenser les passeurs français et étrangers ayant aidé les prisonniers de guerre évadés, les réfractaires et, d'une façon générale, les membres de la résistance pendant l'occupation, p. 670 (Document n° 275). — Dépôt du rapport par M. Menditte, p. 806 (Document n° 312). — Discussion, p. 933; adoption à l'unanimité de la proposition de résolution, p. 935.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Carcassonne tendant à demander au Gouvernement de payer les primes de déportation aux ascendants des déportés décédés, sans condition d'âge, p. 727 (Document n° 311). — L'épôt du rapport par Mme Oyon, p. 978 (Document n° 420). — Adoption, p. 1472.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à attribuer aux incorporés de force dans des unités allemandes les avantages prévus par l'article 16 bis de l'ordonnance du 11 mai 1915 (n° 5852 (Document n° 2911)).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à accorder l'indemnité spéciale de déportation

aux populations frontalières des Alpes-Maritimes déportées par l'ennemi hors du territoire national et rapatriés après le 1^{er} mars 1915, p. 1097 (Document n° 1031). — Dépôt du rapport par M. Henri Meck, p. 2881 (Document n° 1957).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à assimiler aux déportés politiques les familles mosellanes et alsaciennes transplantées dans les camps allemands, p. 1280 (Document n° 1138). — Dépôt du rapport par M. Moujon, p. 1912 (Document n° 1536).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Michel tendant à accorder aux prisonniers de guerre qui ne percevaient ni solde mensuelle, ni traitement, un pécule de 400 francs par mois de captivité, p. 1763 (Document n° 1413). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 2127 (Document n° 1701).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert (Doubs) tendant à accorder un pécule aux anciens prisonniers de guerre durant la période de leur captivité, p. 1097 (Document n° 1017).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert (Doubs) tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la résistance, p. 1525 (Document n° 1263).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Victor Michaut tendant à définir le statut et les droits des internés et déportés de la résistance, p. 1724 (Document n° 1411).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Peytel tendant à établir le statut définitif des déportés résistants, p. 1833 (Document n° 1518).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bougrain tendant à constituer un pécule au profit des déportés et internés politiques, et à créer en leur faveur une décoration spéciale, p. 1911 (Document n° 1567).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à modifier l'article 17 de l'ordonnance du 11 mai 1915, complété par l'article 2 de la loi n° 47-1736 du 5 septembre 1917, en faveur des déportés politiques de l'île d'Aurigny, p. 6677 (Document n° 3063).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à accorder certaines priorités pour l'admission dans les sanatoria aux prisonniers de guerre évadés, p. 4126 (Document n° 2322).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1917 le paiement aux prisonniers de guerre évadés de l'indemnité dite « de frais d'évasion » prévue par la circulaire C/095 E. I. M. T. du 20 janvier 1915, p. 4126 (Document n° 2323).

Conseil de la République. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission consultative des opérations de rapatriements tardifs, p. 101. — Désignation de candidatures, p. 191. — Nomination de membres, p. 203.

Prix (réglementation, variation). — V. Agriculture (vié). — Gaz comprimés, liquéfiés et dissous. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 11. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 33. — Questions orales (conseil de la République) n° 4.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant et modifiant la législation économique, p. 7 (Document n° 23). — Dépôt du rapport par M. Védérines, p. 318 (Document n° 527). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. André Denis, p. 318 (Document n° 551). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Courant, p. 313 (Document n° 551). — Discussion générale, p. 321; discussion des articles, p. 329, 330. — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 311 (rectificatif, 319).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 63 (Document n° 31). — Dépôt du rapport par M. Duclercq, p. 101 (Document n° 71). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Béné, p. 155 (Document n° 100). — Discussion, p. 144; suite de la discussion, p. 171; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 191 (rectificatif, p. 222, 247).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, p. 786 (Document n° 691). — Dépôt du rapport par M. Védérines, p. 810 (Document n° 921). — Discussion, p. 961; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 975 (rectificatif, p. 1029, 1316) (Loi n° 47-587 du 4 avril 1917, J. O. du 5 avril 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1915 relative aux prix, p. 7 (Document n° 291). — Dépôt du rapport par M. Pflimlin, p. 1525 (Document n° 1276). — Adoption, p. 2000.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 731 (Document n° 322). — Dépôt du rapport par M. Gargominy, p. 1081 (Document n° 450). — Discussion et rejet du projet de loi, p. 1591.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4091 (Document n° 2308). — Discussion, reprise du texte de l'Assemblée, p. 4802, et adoption, p. 4803 (Loi n° 47-1815 du 15 septembre 1917, J. O. du 16 septembre 1917).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Armengaud invitant le Gouvernement à déposer dans un délai extrêmement bref et dans le but d'éviter un échec de la politique de baisse des prix un projet de loi modifiant et complétant la législation économique, p. 119 (Document n° 81). — Dépôt du rapport par M. Duclercq, p. 119 (Document n° 82). — Retrait, p. 978.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Palewski sur la proposition de loi de M. André tendant à rendre libres les prix de vente des produits nouveaux protégés par des brevets d'invention (n° 78), p. 766 (Document n° 873).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à abroger l'article 2 de l'article 36 de l'ordonnance du 30 juin 1915 relative aux prix, p. 1696 (Document n° 1369). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 3218 (Document n° 2076).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Chaumel tendant à inviter le Gouvernement à codifier la législation économique, p. 108 (Document n° 78). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laffargue tendant à inviter le Gouvernement à créer une commission de simplification des réglementations et contrôles économiques en vigueur en France métropolitaine et d'outre-mer, p. 691 (Document n° 293). — Dépôt d'une proposition de M. Deltort tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la fusion des diverses administrations économiques, p. 916 (Document n° 401). — Dépôt du rapport par M. Duclercq, p. 978 (Document n° 427).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Demusols tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour permettre — par l'apposition sur certaines marchandises d'une fiche portant les prix de vente de ladite marchandise aux différents échelons de sa circulation entre producteurs et consommateurs — le contrôle rigoureux des prix par les consommateurs, p. 463 (Document n° 731).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaillard tendant à inviter le Gouvernement à créer une commission de simplification des réglementations et contrôles économiques en vigueur en France métropolitaine et d'outre-mer, p. 1912 (Document n° 1575).

Procédure d'urgence. — V. Lois et décrets.

Production forestière. — V. Agriculture (eaux et forêts).

Produits agricoles. — V. Agriculture; — Fraudes.

Produits alimentaires. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 59.

Produits chimiques. — V. Domaine de l'Etat, des départements et des communes (vente d'immeubles et de terrains).

Produits industriels. — V. Commerce et industrie. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 59.

Produits laitiers. — V. Agriculture (lait et produits laitiers).

Produits manufacturés. — V. France d'outre-mer (exportations).

Professions agricoles. — V. Agriculture (régime du travail).

Professions libérales. — V. Commerce et industrie. — Femmes.

Promulgation, des lois. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Propagande électorale. — V. Elections municipales.

Prophylaxie. — V. Criminalité.

Propriété commerciale. — V. Édoyers (baux commerciaux).

Propriété foncière. — V. Agriculture.

Propriété immobilière. — V. Assistance aux réfugiés et aux sinistrés. — Construction et reconstruction. — Dominages de guerre. — Impôts (exonération fiscale).

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à exiger un minimum de conditions d'habitabilité pour les constructions à usage d'habitation (n° 25), p. 206.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à régulariser la situation des propriétaires sinistrés dont les immeubles ont été reconstruits par l'Etat au titre de « chantier d'expérimentation », p. 1031 (Document n° 1067). — Dépôt du rapport par M. Eugène Peill, p. 3306 (Document n° 2181). — Adoption, p. 4574.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1681 (Document n° 720). — Rapporteur M. Chochoy (Document n° 726); discussion, p. 1899 et adoption, p. 1900.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4701 (Loi n° 47-1709 du 4 septembre 1917, J. O. du 5 septembre 1917).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour réviser et améliorer la réparation des dommages causés par les troupes alliées dans les maisons réquisitionnées, p. 1312 (Document n° 1182). — Dépôt du rapport par M. André Lenormand, p. 3263 (Document n° 2080) (rectificatif, p. 3150). — Adoption, p. 5831.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à exiger un minimum de conditions d'habitabilité pour les constructions à usage d'habitation, p. 311 (Document n° 560). — Dépôt du rapport par M. Louis Vilchard, p. 1325 (Document n° 1269).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Midol tendant à accorder des avances aux propriétaires sinistrés à qui des sujétions d'intérêt général imposent des charges non couvertes par la loi des dommages de guerre, p. 1280 (Document n° 1435). — Dépôt du rapport par M. Jean Guillon, p. 1913 (Document n° 1602).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1910, 12 juillet 1911, modifiée par la loi du 16 mai 1916, relative aux associations syndicales de remboursement et de reconstruction, p. 3503 (Document n° 2128). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 5095 (Document n° 2065).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Peillt tendant à réglementer la transformation des immeubles en appartements, p. 610 (Document n° 891).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Berdoux ayant pour objet la construction de maisons d'habitation, p. 4999 (Document n° 2304).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard tendant à instituer un « Plan de six ans de l'habitation » et à créer des « mutuelles de construction et de gestion d'immeubles », p. 4794 (Document n° 663).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4431 (Document n° 2453).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires d'immeubles, notamment sinistrés ou inhabitables, le remboursement du loyer qu'ils sont obligés de payer dans l'attente de la reconstruction de leurs propriétés, p. 5428 (Document n° 2756).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à adopter un plan général rationnel de la reconstruction et du logement échelonné sur plusieurs années, p. 2168 (Document n° 801).

Propriété industrielle. — V. Conventions internationales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Garet sur la proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à la prolongation du délai fixé par la loi du 2 avril 1916, ayant trait aux brevets d'inventions déposés depuis 1909 et non exploités (n° 199), p. 318 (Document n° 555).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à faire bénéficier les inventeurs d'une extension du délai de grâce pour le paiement des taxes d'annuités des brevets, p. 4598 (Document n° 4303).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à faire bénéficier les Français et les citoyens de l'Union française des dispositions d'accords internationaux plus favorables que la loi française en matière de propriété industrielle, p. 2831 (Document n° 2962).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à la validation avec modifications de l'acte dit loi du 20 juillet 1941 et à la modification de la loi du 2 avril 1916, relatifs à la prolongation des brevets d'invention, p. 4126 (Document n° 6316).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski relative aux brevets d'invention intéressant la défense nationale, p. 4930 (Document n° 2588).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. le général Tubert tendant à assurer la protection des « droits des savants », p. 2103 (Document n° 793).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5045 (Document n° 2644).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à envoyer aux Etats-Unis une mission commerciale à l'effet d'y négocier la vente des grandes inventions françaises, p. 6316 (Document n° 2998).

Propriété littéraire et artistique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Uché relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains, p. 509 (Document n° 769). — Dépôt du rapport par M. Delonne, p. 4612 (Document n° 2179). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Géraud-Jouve, p. 5619 (Document n° 2835).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Buron concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique, p. 5195 (Document n° 2704).

Propriété rurale. — V. Agriculture (exploitations agricoles). — Electricité (forces hydrauliques).

Protection des animaux. — V. Animaux.

Protection civile. — V. Conseil supérieur de la protection civile.

Protection de l'enfance. — V. Enfance (Protection de l').

Protection des végétaux. — V. Agriculture.

Prud'hommes. — V. Conseils de prud'hommes.

Publications périodiques. — V. Presse.

Pupilles de l'assistance publique. — V. Enfance (Protection de l').

Pupilles de la nation. — V. Office national et offices départementaux des anciens combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

Q

Questions orales (Assemblée nationale).

1. — **Amenagement de l'aéroport d'Orly.** — Question posée par M. Lucien Midol à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1630.

2. — **Construction de bateaux en bois depuis 1912.** — Question posée par M. Alain Signor à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1631.

3. — **Habitations à bon marché.** — Question posée par M. Boldsou à M. le ministre de la reconstruction; renvoi à la suite, p. 1631.

4. — **Paiement de la totalité des sommes dues à un sinistré.** — Question posée par M. Pierre Courant à M. le ministre de la reconstruction; renvoi à la suite, p. 1631.

5. — **Ventes du matériel des surplus alliés.** — Question posée par M. Bergeret à M. le ministre de l'économie nationale; reportée à une séance ultérieure, p. 1631; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1743.

6. — **Assurance vieillesse.** — Système de répartition et de capitalisation. — Question posée par M. Louis Siefert à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale; reportée à une séance ultérieure, p. 1631; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1745.

7. — **Augmentation massive de l'impôt sur les bénéfices agricoles.** — Question posée par M. Waldeck Rochet à M. le ministre des finances; reportée à une séance ultérieure, p. 1631; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1745.

8. — **Abolition du barème B concernant les retraités proportionnels.** — Question posée par M. André Morice à M. le ministre des finances; reportée à une séance ultérieure, p. 1631; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1746.

9. — **Maintien des restaurants sociaux et des crédits indispensables à leur fonctionnement.** — Question posée par Mme Germaine Degron à M. le président du conseil des ministres; reportée à une séance ultérieure, p. 1631; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1743.

10. — **Gestion du conseil d'administration des Charbonnages de France.** — Publication. — Question posée par M. Desjardins à M. le ministre de la production industrielle; reportée à une séance ultérieure, p. 1631.

11. — **Mise en service d'autorails ou trains de voyageurs entre Vesoul et Dijon, par Gray.** — Question posée par M. Marcel Servin à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1744.

12. — **Allocation en faveur des marins retraités militaires et marins musulmans de l'Afrique du Nord.** — Question posée par M. Pierre Fayet à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1746.

13. — **Nombre total des tués ou disparus entre 1939 et 1945 au cours des diverses campagnes.** — Question posée par M. Louis Siefert à M. le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1747.

14. — **Représentation des voyageurs de commerce ou comité technique national provisoire interprofessionnel constitué auprès des caisses de sécurité sociale.** — Question posée par M. Henri Lespès à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1849.

15. — **Conditions d'hygiène des ouvriers de préparation des étoupes d'une usine d'Angers.** — Question posée par M. Georges Morand à M. le ministre de la production industrielle; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1849.

16. — **Ration supplémentaire de vin accordée aux exploitants et ouvriers agricoles pendant la période des grands travaux.** — Question posée par M. Antier à M. le président du conseil; réponse du président et clôture de l'incident, p. 1849.

17. — **Situation des consommateurs domiciliés dans les communes rurales et ceux résidant dans les centres urbains en matière de ravitaillement.** — Question posée par M. Aragon à M. le président du conseil; réponse du président et clôture de l'incident, p. 1850.

18. — **Publication de l'avis de la commission concernant les comptes et la gestion des Charbonnages de France.** — Question posée par M. Desjardins à M. le ministre de la production industrielle; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1850.

19. — **Tonnage et pourcentage de monnaie-matière attribués à l'agriculture.** — Liberté pour la commercialisation de certains articles. — Question posée par M. Lalle à M. le ministre de l'agriculture; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1851.

20. — **Trafic dans les petits ports qui ne peuvent recevoir de bateaux de gros tonnage et en particulier des liberty-ships.** — Question posée par M. Coudray à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1851.

21. — **Mise en service de la ligne Angers-Septeuil.** — Question posée par M. Morand à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1852.

22. — **Régime des réductions de tarifs des chemins de fer aux sociétés sportives.** — Question posée par M. Benoit à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1852.

23. — **Application de la loi du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés.** — Question posée par M. Desjardins à M. le ministre des anciens combattants; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1972.

24. — **Cours normaux en ce qui concerne les produits soumis au régime des acquisitions prioritaires.** — Question posée par M. Paul Antier à M. le ministre de l'économie nationale; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1972.

25. — **Dossiers de naturalisation.** — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le ministre de la santé publique et de la population; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 1972.

26. — **Résultat des travaux de la commission d'appel des centres d'apprentissage.** — Question posée par M. André Branger à M. le ministre de l'éducation nationale; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2105.

27. — **Nombre de centres de formation professionnelle ouverts ou fermés depuis juillet 1946 dans les départements de l'Isère et de la Savoie.** — Question posée par M. Bonnet à M. le ministre de l'éducation nationale; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2105.

28. — **Rétablissement de certains trains entre les gares de Boissy-Saint-Léger et Brics-Comte-Robert.** — Question posée par M. Charles Benoist à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2106.

29. — Mesures envisagées pour reconsidérer les problèmes des tarifs des abonnements aux chemins de fer dans la région parisienne. — Question posée par M. Charles Benoist à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2106.

30. — Rétablissement de la ligne de chemin de fer de la côte orientale de la Corse détruite au cours des combats pour la libération en 1943. — Question posée par M. Arthur Giovoni à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2106.

31. — Homologation à titre honoraire, du grade des officiers, sous-officiers et soldats de la résistance. — Question posée par Mlle José Dupuis à M. le ministre de la guerre; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2107.

32. — Indemnité de 25 p. 100 prévue par la loi du 3 août 1916 aux retraités proportionnels et péréquation des retraites à dater du 10 janvier 1947. — Questions posées par M. Morice (André) à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2107, 2108.

33. — Détermination des prix-limites et des tarifs. — Question posée par M. Paul Anlier à M. le ministre de l'économie nationale; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2280.

34. — Remboursement des sommes avancées par les trésoreries municipales pour le paiement à leur personnel de l'augmentation de 25 p. 100. — Question posée par M. Gilbert Berger à M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2281.

35. — Remboursement des sommes avancées par les trésoreries municipales pour le versement d'indemnités aux employés révoqués. — Question posée par M. Gilbert Berger à M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2281.

36. — Retard des subventions d'équilibre accordées à certaines communes. — Question posée par M. Gilbert Berger à M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 231.

37. — Péréquation des retraites aux personnels civils et militaires et aux personnels communaux et départementaux. — Questions posées par M. André Morice à M. le ministre des finances et retrait de ces questions, p. 2231.

38. — Conditions d'existence matérielle et morale des étudiants de l'enseignement supérieur. — Question posée par M. Cayol à M. le ministre de l'éducation nationale; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2712.

39. — Libération de trente-deux Français emprisonnés en Espagne. — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le ministre des affaires étrangères; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2743.

40. — Reconstruction de la voie ferrée Bort-Eggarande qui devait disparaître du fait de la construction du barrage de Bort. — Question posée par M. Camille Laurent à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2743.

41. — Sommes retenues aux vieux hospitalisés dans les asiles au titre de l'allocation aux vieux ou de la retraite des combattants. — Question posée par M. Robert Ballanger à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2743.

42. — Procès de M. Malafosse contre M. Farge. — Question posée par M. Jeanne Charpin à M. le ministre de la justice; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2991.

43. — Témoins à charge dans les procès infligés aux collaborateurs de l'ennemi. — Question posée par M. Fernand Grenier à M. le ministre de la justice; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2992.

44. — Prix trop élevé de la ration du vin dans le département du Lot. — Question posée par M. Henri Thamier à M. le président du conseil; réponse du président et clôture de l'incident, p. 2993.

45. — Campagnes diffamatoires portant atteinte à des officiers qui ont répondu à l'appel du 18 juin 1940. — Question posée par M. Edmond Michelet à M. le président du conseil; réponse du président et clôture de l'incident, p. 2993.

46. — Application des textes concernant la culture du tabac. — Question posée par M. André Mercier à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2994.

47. — Établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et sur le revenu d'un industriel ayant cessé toute activité. — Paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires en ce qui concerne la location des immeubles. — Questions posées par M. Édouard Bonnetous à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2994.

48. — Demande d'avance au Trésor, à titre remboursable, par les caisses de congés payés du bâtiment pour combler l'insuffisance temporaire des fonds de ces caisses due à l'aide apportée par celles-ci aux caisses d'intempéries. — Question posée par M. Louis Beugnot à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 2995.

49. — Attribution de la carte de travailleur de force aux mères de famille qui travaillent en dehors de leur foyer, tout en assurant leurs travaux ménagers. — Question posée par Mme Duvernois à M. le président du conseil; réponse du président et clôture de l'incident, p. 3175.

50. — Règlement des conflits sociaux dans le respect de la liberté du travail. — Question posée par Mme Francine Lefebvre à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 3175.

51. — Exonération du paiement de la taxe pour frais de chambre des métiers et du paiement de la taxe de transactions des passementiers travaillant à domicile. — Question posée par M. Biscariet à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 3177.

52. — Assujettissement à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou à l'impôt sur les traitements et salaires des travailleurs à domicile. — Question posée par M. Pierre Besset à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 3177.

53. — Réquisition des valeurs étrangères détenues par des Français. — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 3178.

54. — Rapports franco-égyptiens. — Question posée par M. Pierre de Chevigné à M. le ministre des affaires étrangères; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 3179.

55. — Pénurie de main-d'œuvre agricole qui résultera de la libération des prisonniers de guerre. — Question posée par M. Desjardin à M. le ministre de l'agriculture; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 3180.

56. — Modalités et mesures dans lesquelles les fonds collectifs d'équipement rural doit faire face aux besoins de financement du plan Monnet. — Question posée par M. Camille Laurent à M. le ministre de l'agriculture; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 3181.

57. — Mesures envisagées pour assurer la juste compensation de l'expropriation alléguant les actionnaires de la Banque de France. — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 3840.

58. — Mesures prévues pour assurer le succès de la collecte des céréales et notamment celle du blé. — Question posée par M. Raymond Moussu à M. le ministre de l'agriculture; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 4115.

59. — Inventaire national des ressources alimentaires et des ressources industrielles ou autres. — Question posée par M. Francisque Gay à M. le président du conseil; réponse du président et clôture de l'incident, p. 4115.

60. — Bénéfice du traitement de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la Résistance, médailles militaires. — Question posée par M. Gaston Dassonville à M. le ministre de la guerre; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 4116.

61. — Carte de priorité aux détenteurs de la carte V pour les places réservées dans les trains. — Question posée par M. Demusols à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 4116.

62. — Opérations de dragage, d'entretien et de décrochage du port de pêche de Saint-Jean-de-Luz. — Question posée par M. Mora à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 4116.

63. — Retrait de l'allocation de salaire unique aux agents des postes dont la conjointe touche la retraite ou l'indemnité pour suppléance électrique. — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 4117.

64. — Mesures prises pour améliorer le fonctionnement et l'approvisionnement de nos services sanitaires en Indochine. — Question posée par M. Charles d'Aragnon à M. le ministre de la France d'outre-mer; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 4118.

65. — Prix de la confiserie et attribution de sucre aux confiseurs. — Question posée par Mlle Renée Prévost à M. le président du conseil; réponse du président et clôture de l'incident, p. 4507.

66. — Création d'une caisse nationale de retraites des personnels des collectivités locales. — Question posée par M. Demusols à M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 4567.

67. — Application à l'Algérie de l'organisation et du fonctionnement des offices départementaux des anciens combattants. — Question posée par M. Djemad Chérif à M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 4568.

68. — Date limite de dépôt des dossiers nécessaires à l'obtention de la prime de démobilisation des F. F. I. — Question posée par M. Mudy à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 5918.

69. — Financement des travaux d'équipement rural prévus par le plan Monnet. — Question posée par M. Waldeck Rochet à M. le ministre des finances; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 5918.

70. — Rétablissement et paiement de la prime mensuelle dite « indemnité spéciale » aux services de la garde républicaine de Paris. — Question posée par M. Auguste Touchard à M. le ministre des forces armées; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 5919.

71. — Redressement de la situation des sociétés nationalisées de constructions aéronautiques. — Question posée par M. André Montell à M. le ministre des forces armées; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 5919.

72. — Mesures à prendre pour éviter le retour de catastrophes comme celle de la ville de Brest. — Question posée par M. Paul Guibert à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 5921.

73. — Réduction du tarif de chemins de fer pour les tuberculeux allant en permission et pour leurs familles se rendant en visite dans les sanas. — Question posée par M. Gérard Euprat à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 5921.

74. — Amélioration des liaisons maritimes et aériennes avec l'Algérie. — Question posée par M. Charles Serte à M. le ministre des travaux publics et des transports; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 5922.

75. — Augmentation de la somme mensuelle accordée, à titre d'argent de poche, aux vieillards et incurables entrant à l'hospice. — Question posée par M. Savard à Mme le ministre de la santé publique; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 5922.

76. — Remboursement des spécialités pharmaceutiques aux malades titulaires de l'assistance médicale gratuite. — Question posée par Mme Germaine François à M. le ministre de la santé publique et de la population; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 5922.

77. — Non-participation de la Tchécoslovaquie à la conférence pour la coopération européenne. — Question posée par M. Maurice Schumann à M. le ministre des affaires étrangères, p. 3013; retrait, p. 3176.

78. — Transformation des permissions d'absence en congés administratifs. — Question posée par M. Castellani à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 3013.

79. — Transports des voyageurs isolés et des voyageurs groupés dans le département de la Corse. — Question posée par M. Castellani à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 3013.

80. — Situation des consommateurs de la région de Bordeaux qui n'ont pas encore touché leur ration de vin d'avril à ce jour. — Question posée par Mme Renée Reyraud à M. le président du conseil (ravitaillement), p. 3219.

81. — Classement des enfants nés entre le 1^{er} juillet 1943 et le 1^{er} janvier 1944 dans la catégorie J. — Question posée par Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier à M. le président du conseil (ravitaillement), p. 3219.

82. — Transport des scouts de Madagascar et de la Réunion à la manifestation du Jamboree. — Question posée par M. Castellani à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 3269.

83. — Pénurie de bateaux qui desservent Madagascar. — Question posée par M. Castellani à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 3269.

84. — Ration de café en France. — Question posée par M. Paul Theellen à M. le président du conseil (ravitaillement), p. 3566.

85. — Attribution de bonifications pour services militaires aux agents du Crédit foncier de France pour le calcul de leur retraite. — Question posée par M. André Mercier à M. le ministre des finances, p. 3566.

86. — Sociétés dites professionnelles chargées de la congélation de la viande. — Question posée par M. Raymond Triboulet à M. le président du conseil (ravitaillement), p. 4934.

87. — Fixation du traitement d'un employé communal marié. — Question posée par M. Jacques Bardoux à M. le ministre de l'Intérieur, p. 5009.

88. — Demande de précisions sur ce que doivent être les traitements et salaires des employés de caisses d'épargne. — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre des finances, p. 5009.

89. — Création de plusieurs catégories d'auxiliaires. — Suppression, pour l'avenir, de l'auxiliarat. — Non-fixation de condition d'âge pour l'intégration dans les cadres complémentaires. — Question posée par M. Albert Gazier à M. le ministre des forces armées chargé de la fonction publique, p. 5016.

90. — Coordination des transports ferroviaires et routiers, voyageurs et marchandises. — Question posée par M. René Plevin à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 5016.

91. — Rapatriement des corps des militaires tués en Indochine. — Question posée par M. René Plevin à M. le ministre des anciens combattants, p. 5016.

92. — Montant prévu de chacune des contributions, cotisations et taxes. — Répartition de la contribution foncière entre l'Etat et les départements. — Evaluations fixées en ce qui concerne les seules exploitations agricoles. — Question posée par M. Antonin Gros à M. le ministre des finances, p. 5203.

93. — Dossiers des Espagnols résistants déportés en Allemagne et qui auraient été transmis au consulat français de Marseille. — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le ministre de l'Intérieur, p. 5723.

Questions orales (Conseil de la République).

1. Evolution de la situation à Madagascar. — Question posée par Mme Marie-Hélène Lefaucheur à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 766; demande de débat, p. 719; prise en considération et fixation de la date, p. 727; ajournement du débat, p. 972; débat, p. 1005, 1066; clôture de l'incident, p. 1081.

2. — Solution pacifique des conflits collectifs du travail. — Question posée par M. Georges Pernot à M. le président du conseil, p. 766; demande de débat, p. 719; prise en considération et fixation de la date, p. 727.

3. — Le Jamboree de la paix. — Question posée par M. Durand-Reville à M. le ministre de la jeunesse, des arts et des lettres, p. 858; réponse du ministre et clôture de l'incident, p. 947.

4. — Hausse incessante et accélérée du coût de la vie. — Question posée par Mme Devaud à M. le président du conseil, p. 2101; demande de débat, p. 2102.

R

Radiodiffusion. — V. Interpellations (Assemblée nationale), nos 90, 122. — Office français de la radiodiffusion.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un office français de radiodiffusion, p. 7 (Document n° 297). — Retrait du projet de loi, p. 1810.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour augmenter la puissance et le rayonnement du poste émetteur de Radio-Strasbourg, p. 469 (Document n° 611). — Dépôt du rapport par M. Dutard, p. 2711 (Document n° 1896). — Adoption, p. 3175.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à créer à Nice une région radiophonique pourvue de moyens importants en vue d'une exploitation rationnelle des ressources radiophoniques de la Côte d'Azur, p. 1280 (Document n° 1110). — Dépôt du rapport par M. Marcel Noël, p. 4127 (Document n° 2337). — Adoption, p. 4561.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Christofol tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour augmenter la puissance et le rayonnement du poste émetteur de Marseille-Provence, p. 1724 (Document n° 1101). — Dépôt du rapport par M. de Chambrun, p. 4127 (Document n° 2336). — Adoption, p. 4561.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à exonérer de l'impôt sur les postes de T. S. F. tous les vieillards assimilés à la retraite des vieux travailleurs et les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables, p. 101 (Document n° 401).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à exonérer de la taxe sur les postes de T. S. F. les ménages de vieux ou les vieillards vivant seuls et âgés de soixante-cinq ans minimum, p. 101 (Document n° 411).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Lussy tendant à réduire de 10 p. 100 la redevance due sur les postes récepteurs de radiodiffusion, p. 1312 (Document n° 1172).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre portant organisation de la radiodiffusion française, p. 2076 (Document n° 1613).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à maintenir et développer les postes et orchestres régionaux de la radiodiffusion française, p. 6118 (Document n° 2691). — Dépôt du rapport par M. Angelelli, p. 5883 (Document n° 2506).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les « vieux travailleurs » de la taxe sur les postes de T. S. F., p. 313 (Document n° 563).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David (Seine-et-Oise) tendant à inviter le Gouvernement à décider l'exonération de la taxe sur les postes récepteurs de T. S. F. en faveur des invalides du travail, p. 907 (Document n° 953).

Radiologie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bourdon tendant à inviter le Gouvernement à faire accélérer la fabrication d'appareils radiologiques, p. 2677 (Document n° 1657). — Dépôt du rapport par M. Paul Boulet, p. 3996 (Document n° 2261). — Adoption, p. 4726.

Rapatriement. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 112. — Prisonniers et déportés.

Rassemblement sportif. — V. Sports.

Rationnement. — V. Denrées alimentaires et produits rationnés. — Ravitaillement.

Ravitaillement. — V. Denrées alimentaires et produits rationnés. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 20. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 17, 49, 61, 81. — Sucres. — Textiles. — Viticulture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la clôture et à la liquidation du compte spécial « ravitaillement général de la nation en temps de guerre » créé par le décret du 1^{er} septembre 1939, modifié par l'acte dit loi du 22 février 1943, provisoirement applicable, p. 3335 (Document n° 2086). — Dépôt du rapport par M. Charles Borangé, p. 3723 (Document n° 2179). — Discussion, p. 4012; adoption à l'unanimité, p. 4014.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1601 (Document n° 560). — Rapporteur: M. Monnet et discussion, p. 1700; adoption, p. 1701.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4305 (Loi n° 47-1552 du 20 août 1947, J. O. du 21 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mères de trois enfants mineurs et plus une carte de rationnement de catégorie T, avec l'indice le plus élevé qui permettraient les possibilités de l'approvisionnement national, p. 2635 (Document n° 1925) (rectificatif, p. 3151). — Dépôt du rapport par M. Fernand Bouxin, p. 3996 (Document n° 2261). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par Mlle Prévert, p. 4196 (Document n° 2722). — Adoption, p. 5830.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Caspary tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour accorder aux non-producteurs des campagnes le même ravitaillement qu'aux habitants des cités urbaines, p. 81 (Document n° 55). — Dépôt du rapport par M. Joseph Aussel, p. 371 (Document n° 238). — Discussion, p. 675; adoption, p. 678.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Teyssandier tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour assurer d'une façon plus équitable le régime alimentaire n° 2 dit « lacto-végétarien », p. 238 (Document n° 121). — Dépôt du rapport par M. Teyssandier, p. 574 (Document n° 239). — Discussion, p. 673; adoption, p. 674.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Teyssandier tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du régime n° 4 à tous les malades dont les lésions constatées, tant extérieures qu'internes, auront été confirmées par la clinique, le laboratoire ou la radiographie être indiscutablement de nature tuberculeuse, p. 266 (Document n° 116). — Dépôt du rapport par M. Teyssandier, p. 571 (Document n° 210). — Discussion et adoption, p. 675.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villos, p. 101 (Document n° 408). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en vigueur en matière de ravitaillement, p. 1097 (Document n° 1351). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation actuelle en matière de ravitaillement, p. 2200 (Document n° 1730). — Dépôt d'un rapport de M. Kir sur les propositions de résolution de: 1° M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les non-producteurs le bénéfice des suppléments actuellement réservés aux seules communes prioritaires; 2° M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villos; 3° M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en vigueur en matière de ravitaillement; 4° M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation actuelle en matière de ravitaillement (nos 87, 109, 1351, 1730), p. 4091 (Document n° 2302).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lespes tendant à inviter le Gouvernement à classer toutes les communes « à régime normal » de la région parisienne (Seine-et-Oise et Seine-et-Marne) dans les communes « à régime spécial » pour les modalités du ravitaillement, p. 1812 (Document n° 1481).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour assurer un meilleur ravitaillement des grands centres et, en particulier, de la région parisienne pendant la période d'hiver, p. 2151 (Document n° 820).

Reboisement. — V. *Bois et forêts.*

Recettes ruralistes.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure de classement des recettes ruralistes, p. 25. — Désignation de candidatures, p. 77. — Nomination de membres, p. 85.

Recherches scientifiques et techniques. — V. *Conseil supérieur de la recherche scientifique.* — *Interpellations (Assemblée nationale), n° 10.* — *Modernisation et équipement (plan de).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 novembre 1915 portant organisation du centre national de la recherche scientifique, p. 3995 (Document n° 2217). — Dépôt du rapport par M. Charles Vialle, p. 5832 (Document n° 2925).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cogniot tendant à lever l'interdiction de recruter du personnel scientifique et technique non titulaire en ce qui concerne le centre national de la recherche scientifique, p. 1812 (Document n° 1491).

Résolutes. — V. *Agriculture (Ble).*

Récompenses. — V. *Médailles, décorations et récompenses.*

Reconstruction. — V. *Caisse nationale de la reconstruction.* — *Construction et reconstruction.* — *Dommages de guerre.* — *Interpellations (Assemblée nationale) nos 78, 81, 116, 121, 137.*

Reconstruction et urbanisme (secrétariat d'Etat à la). — V. *Interpellations (Assemblée nationale) n° 28.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. A. Gautier tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence le projet de loi tendant à reconnaître le caractère permanent de certaines tâches incombant au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 6192 (Document n° 3012).

Réforme administrative. — V. *Administration départementale et communale.* — *Administration de l'Etat.*

Réforme gouvernementale. — V. *Gouvernement (ministère).*

Réfractaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre-Grouès tendant à établir le statut des réfractaires au service du travail obligatoire, p. 56 (Document n° 361). — Dépôt du rapport par M. Emile Lambert, p. 1942 (Document n° 1601).

Réfugié. — V. *Assistance aux réfugiés.* — *Budget 1917 (affaires étrangères).* — *Conventions internationales.* — *Elections municipales.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître aux habitants du département des Ardennes la qualité d'évacués par ordre afin de les faire bénéficier de certaines dispositions spéciales accordées aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 1912 (Document n° 1576). — Dépôt du rapport par M. Pierre Lareppe, p. 3012 (Document n° 1987). — Adoption, p. 3585.

Régime alimentaire. — V. *Denrées alimentaires et produits rationnés.* — *Ravitaillement.*

Régions administratives. — V. *Administration départementale et régionale.*

Régions dévastées. — *Interpellations (Assemblée nationale), n° 91.*

Région parisienne. — V. *Centre universitaire et scientifique.* — *Ravitaillement.* — *Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. F. Iowski tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les travaux relatifs au plan d'aménagement de la région parisienne, à rejeter à l'extérieur de cette zone toute concentration industrielle et à interdire d'ores et déjà aux services publics d'établir des projets concernant l'installation de tels établissements dans la région parisienne, p. 1439 (Document n° 1220).

Registre du commerce et des métiers. — V. *Code de commerce.*

Règlements bancaires. — V. *Comptabilité publique.*

Remembrement. — V. *Agriculture (exploitations agricoles).* — *Construction, reconstruction.*

Remorques. — V. *Code de la route.*

Rentes. — V. *Accidents du travail.* — *Pensions et retraites.*

Réquisitions. — V. *Agriculture.* — *Défense nationale.* — *Propriété immobilière.* — *Transports et voies de communications (automobiles).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Vée tendant à inviter le Gouvernement à prévoir le rajustement des indemnités de réquisition au bénéfice de certaines catégories de prioritaires, p. 35 (Document n° 300).

Résistance. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables.* — *Fonctionnaires (avancement).* — *Commerce et industrie.* — *Médailles, décorations et récompenses.*

Restaurants scolaires. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 9.*

Retraites. — V. *Impôts.* — *Pensions et retraites.*

Réunion. — V. *Budget 1948.* — *Capitaur.* — *France d'outre-mer.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 82.*

Revenus. — V. *Impôts.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 47.*

Révolution de 1848. — V. *Fêtes commémoratives.*

Rivières. — V. *Canaux, cours d'eau et rivières.*

S

Sages-femmes. — V. *Médecine et professions médicales.*

Saint-Pierre et Miquelon. — V. *France d'outre-mer.*

Salaires-arrière. — V. *Code du travail (salaires).* — *Juges et justices de paix.*

Salaires. — V. *Agriculture.* — *Code du travail.* — *Comptabilité publique.* — *Interpellations (Assemblée nationale) n° 11.* — *Questions orales (Assemblée nationale) nos 34, 35.* — *Traitements, soldes et indemnités.*

Senatoria. — V. *Prisonniers et déportés.*

Santé publique (protection de la). — V. *Budget (santé publique).* — *Maladies vénériennes.* — *Préfecture de police.*

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lafay tendant à instituer un code sanitaire, p. 2612 (Document n° 952).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6116 (Document n° 3032).

Santé publique et population.

INSPECTION DES PHARMACIES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la titularisation des inspecteurs des pharmacies à occupation accessoire, p. 4090 (Document n° 2215). — Dépôt du rapport par M. Barrot, p. 5915 (Document n° 2312).

Sapeurs-pompiers communaux. — V. *Pensions et retraites.*

Sapeurs-pompiers de Paris.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Petit tendant à l'abrogation de l'acte dit loi n° 205 du 5 avril 1913 « portant réorganisation des corps de sapeurs-pompiers de Paris, et tendant à mission à tout le département de la Seine », p. 1812 (Document n° 1181).

Sarre. — V. *Monnaie.*

Secouriste.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à l'institution d'un diplôme national de secouriste, p. 3012 (Document n° 1939).

Secrétaires de parquet. — V. *Traitements, soldes et indemnités.*

Secrétariats d'académies et de faculté. — V. *Traitements, soldes et indemnités.*

Sécurité aérienne. — V. *Interpellations (Assemblée nationale) n° 4.* — *Transports et voies de communication (transports aériens).*

Sécurité sociale. — V. *Accidents du travail.* — *Allocations familiales.* — *Assurances sociales.* — *Interpellations (Assemblée nationale) n° 2.*

Seigle. — V. *Agriculture (Ble).*

Seine (Département de la). — V. *Elections municipales.* — *Impôts (taxes départementales et communales).*

Soi (marché du).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation du marché du sel de l'Ouest, p. 3722 (Document n° 2170).

Semences graines et plants. — V. *Agriculture*.

Sénégal. — V. *France d'outre-mer (Afrique occidentale française)*.

Séparation de corps. — V. *Code civil*.

Sépultures. — V. *Cimetières*.

Séquestres. — V. *Biens séquestrés*.

Service sanitaire en Indochine. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 64*.

Services médicaux du travail. — V. *Code du travail (hygiène et sécurité des travailleurs)*.

Services publics. — V. *Accidents du travail. — Fonctionnaires*.

Service social. — V. *Enseignement de la médecine. — Infirmiers, infirmières et assistantes sociales*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Polanco-Chapuis tendant à organiser la coordination des services sociaux, p. 3012 (Document n° 1601).

Sinistrés. — V. *Agriculture (exploitations agricoles). — Assistance aux réfugiés et sinistrés. — Assurances (toute nature). — Biens séquestrés. — Commerce et industrie. — Dépelements, villes et communes. — Dommages de guerre. — Fonctionnaires d'outre-mer. — Impôts (aménagement fiscaux, contributions directes, contribution foncière, perception). — Incendies. — Marine marchande (calamités maritimes). — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 4. — Sociétés coopératives de reconstruction.*

Ski. — V. *Education physique et sports*.

Spectacles. — V. *Impôts (contributions indirectes)*.

Sociétés. — V. *Assurances de toute nature. — Impôts (contributions directes). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 86*.

Sociétés, établissements ou organismes subventionnés par l'Etat.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy relative au contrôle de la cour des comptes sur les organismes para-étatiques, p. 6618 (Document n° 3063).

Sociétés par ACTIONS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais, p. 1311 (Document n° 1160).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dielhorck tendant à modifier l'article 49 du titre 3 de la loi du 24 juillet 1867 relative aux sociétés par actions, p. 670 (Document n° 279).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1890 (Document n° 1559).

Sociétés ANONYMES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denels tendant à fixer sur des bases nouvelles la rémunération de l'Etat, du capital et du travail dans les entreprises constituées en la forme de sociétés anonymes, p. 8 (Document n° 286).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palowski tendant à étendre aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'acte dit loi du 14 août 1931, validé et complété par la loi du 10 mai 1935 et relatif aux droits des actionnaires de sociétés anonymes, p. 1668 (Document n° 1523).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy tendant à modifier la loi du 18 novembre 1910 relative aux sociétés anonymes, p. 4226 (Document n° 2116).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Landry relative à la structure sociale des sociétés anonymes, p. 64 (Document n° 40).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 408 (Document n° 661).

Société nationale des CHEMINS DE FER FRANÇAIS. — V. *Crédit public, emprunt de l'Etat. — Transports et voies de communications*.

Sociétés de CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 71*.

Sociétés COOPERATIVES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut de la coopération, p. 7 (Document n° 303). — Dépôt du rapport par M. Cereller, p. 1343 (Document n° 1201). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Bocquet, p. 2101 (Document n° 1801). — Discussion, p. 3704; adoption, au scrutin, p. 3720.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1514 (Document n° 526). — Rapporteur, M. Charles Cros (Document n° 665); discussion, p. 1777; adoption à l'unanimité, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1787 (rectificatif, p. 1842).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4151 (Document n° 2114). — Dépôt du rapport par M. Cereller, p. 4588 (Document n° 2175). — Discussion, p. 4658, et adoption, p. 4659. (Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, J. O. du 11 septembre 1947.)

Sociétés COOPERATIVES AGRICOLES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour la dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, p. 2400 (Document n° 1800). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 3723 (Document n° 2213) (rectificatif, p. 3875). — Discussion et adoption, p. 4103.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1649 (Document n° 574). — Discussion, p. 1681; adoption, p. 1682.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4305. (Loi n° 47-1677 du 8 septembre 1947, J. O. du 4 septembre 1947.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Badie tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide efficace à une cave coopérative « pilotes », p. 313 (Document n° 562). — Dépôt du rapport par M. Paul Boulot, p. 850 (Document n° 902). — Adoption, p. 1238.

Sociétés COOPERATIVES DE PRODUCTION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjex tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux coopératives de production une priorité pour l'achat des matières premières nécessaires à leur fonctionnement, p. 312 (Document n° 582).

Sociétés COOPERATIVES DE RECONSTRUCTION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, p. 3335 (Document n° 2061). — Dépôt d'un projet de loi relatif aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, p. 6176 (Document n° 2974). — Dépôt du rapport par M. Pierre Garet, p. 6287 (Document n° 2975).

Sociétés d'ECONOMIE MIXTE. — V. *Commerce et industrie*.

Sociétés d'HABITATIONS A BON MARCHÉ. — V. *Habitations à bon marché*.

Sociétés INDIENNES DE PREVOYANCE. — V. *France d'outre-mer*.

Sociétés de MESSAGERIES COOPERATIVES DE LA PRESSE. — V. *Presse*.

Sociétés NATIONALISEES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Hétofaud tendant à instituer la responsabilité des présidents et administrateurs des entreprises nationalisées, p. 112 (Document n° 433).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Montol tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale avant l'interruption de la session de 1947 un projet de loi portant affermage des sociétés nationalisées depuis la Libération, p. 3090 (Document n° 2031).

Sociétés de PRODUITS PHARMACEUTIQUES. — V. *Pharmacie*.

Sociétés à RESPONSABILITE LIMITEE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre André tendant à modifier la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, p. 2710 (Document n° 1879).

Sociétés de SECOURS MUTUELS. — V. *Postes, télégraphes et téléphones*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les articles 66 et 67 de l'ordonnance du 19 octobre 1915 portant statut de la mutualité, p. 2076 (Document n° 1641). — Dépôt du rapport par M. Segolle, p. 2532 (Document n° 1553). — Adoption, p. 2590.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1038 (Document n° 419). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 4170 (Document n° 479). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4770.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4381 (Loi n° 47-1567 du 23 août 1947, J. O. du 24 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant au transfert du « fonds de secours et de maladie » institué en faveur du personnel ouvrier des filatures de soie au « Fonds national de solidarité et d'action mutualistes », p. 5589 (Document n° 2901).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Segolle sur la proposition de loi de M. Barrot tendant à compléter l'ordonnance (n° 45-2456) du 19 octobre 1915 portant statut de la mutualité (n° 228), p. 3996 (Document n° 2253).

Sociétés SPORTIVES. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 23*.

Société nationale de VENTE DE SURPLUS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moréau tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le fonctionnement de la Société nationale de vente des surplus américains (S. N. V. S.), p. 4883 (Document n° 2432). — Rapporteur M. Biron, discussion, p. 4413; adoption, p. 4414.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Paulmier tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'autres dispositions pour répartir équitablement les surplus américains, p. 810 (Document n° 897).

Soldes et indemnités. — V. *Impôts. — Traitements*.

Solidarité nationale. — V. *Impôts*.

Seigneur (commisariat). — V. *Agriculture (exploitations agricoles)*.

Spécialités pharmaceutiques. — V. *Pharmacie. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 76*.

Spectacles. — V. *Impôts (contributions indirectes)*.

Sépultures. — V. *Biens séquestrés. — Dommages de guerre*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Krieger-Valbrunn sur les propositions de loi : 1° de M. Florimond Bonte tendant à fixer les conditions dans lesquelles peuvent être annulées les procédures de faillite enga-

gées contre des commerçants ayant dû abandonner la direction de leur commerce du fait de l'ennemi ou de l'autorité se disant « gouvernement de l'Etat français » ; 2° de M. Le-court tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 et à rouvrir certaines opérations de faillite ou de liquidation judiciaire ; 3° de M. Mabrut tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle (n° 50, 200, 206), p. 1662 (Document n° 1321). — Discussion, p. 1779 ; adoption de la proposition de loi après modification du titre : « Proposition de loi tendant à modifier et compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition, et à prolonger le délai prévu par l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 », p. 1781.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 661 (Document n° 271). — Dépôt du rapport par M. Sablé, p. 690 (Document n° 273). — Discussion, p. 672 ; adoption, p. 673 (rectificatif, p. 714).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1887 (Loi n° 47-1091 du 19 juin 1947, J. O. du 20 juin 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Mondon tendant à faire bénéficier de l'article 11 de l'ordonnance du 21 avril 1945 les vendeurs de biens et droits mobiliers et prorogant le délai prévu par l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945, p. 1439 (Document n° 1217). — Lecture du rapport par M. Wasmer, p. 1781 ; adoption après modification du titre : « Proposition de loi tendant à modifier et compléter l'article 11 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition », p. 1785.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 661 (Document n° 270). — Dépôt du rapport par M. Sablé, p. 670 (Document n° 272). — Discussion, p. 671 ; adoption, p. 672 (rectificatif, p. 711).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1690 (Document n° 1513). — Discussion en deuxième lecture, rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte de l'Assemblée nationale, p. 2032 (rectificatif, p. 2127) (Loi n° 47-1090 du 19 juin 1947, J. O. du 20 juin 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Mayer tendant à déclarer applicable à l'Algérie l'ordonnance du 14 novembre 1941 et le décret du 2 février 1945 relatifs à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, p. 142 (Document n° 420). — Dépôt du rapport par M. Rencurel, p. 1813 (Document n° 1495).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative à l'application de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur les spoliations, p. 839 (Document n° 908).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Madeleine Braun tendant à affirmer la portée de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, p. 1131 (Document n° 1063).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmidt tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, p. 1133 (Document n° 1205).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cudenet complétant l'ordonnance du 21 avril 1945 et tendant à l'indemnisation des spoliés dont les valeurs mobilières ont été vendues par l'administration des domaines, p. 3503 (Document n° 2130).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjoz tendant à modifier les articles 10 et 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation, p. 5095 (Document n° 2076).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rincenc tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 47-1091 du 19 juin 1947 modifiant et complétant l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, p. 5195 (Document n° 2716).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gauthier tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'article 5 de l'ordonnance n° 45-624 du 11 avril 1945 et l'article 10 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 relatifs à la dévolution de certains biens meubles récupérés par l'Etat à la suite d'actes de pillage et de spoliation commis par l'occupant, p. 4724 (Document n° 1402).

Sports. — V. Education physique et sports. — Interpellations (Assemblée nationale), n° 19. — Jeux olympiques de 1948. — Secouristes. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'exercice 1947 pour l'organisation du rassemblement sportif international, p. 4430 (Document n° 2442). — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 4555 (Document n° 2438). — Adoption, p. 4753 (rectificatif, p. 4852).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1914 (Document n° 745). — Rapporteur M. Alain Poher et adoption, p. 1970.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4818 (Loi n° 47-1205 du 12 septembre 1947, J. O. du 13 septembre 1947).

Stations sanatoriales de cura.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Martel tendant à inviter le Gouvernement à prélever un statut légal pour les stations sanatoriales de cura pour tuberculose, p. 2077 (Document n° 1638). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 5722 (Document n° 2819).

Stations de sauvetage. — V. Marine marchande (bateaux de sauvetage).

Stations thermales hydrominérales, climatiques et touristiques. — V. Enregistrement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vedrines tendant à la rupture des contrats affermant le domaine thermal de l'Etat à des sociétés privées d'exploitation et à la nationalisation de toutes les ressources thermales appartenant à des sociétés privées, p. 31 (Document n° 342).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Scelle relative au thermalisme, p. 312 (Document n° 691).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barol tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de développer le tourisme, le thermalisme et le climatisme, p. 606 (Document n° 819).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pommadère tendant à inviter le Gouvernement à développer le tourisme dans le département de l'Ariège, par la création de la route de montagne allant de Vièssos à Ustons et l'aménagement des stations hivernales et climatiques d'Ax-les-Thermes et d'Aulus, p. 3090 (Document n° 2021).

Stocks. — V. Impôts (bénéfices industriels et commerciaux).

Subventions. — V. Centre d'Informations économiques. — Départements, villes et communes. — Impôts (taxes départementales et communales). — Incendies. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 36.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Dorey tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 22 juillet 1943 relatif à l'application de l'article 3 de la loi du 15 janvier 1943 concernant la dévolution successorale des exploitations agricoles, p. 551 (Document n° 221). — Dépôt du rapport par M. Sismard, p. 771 (Document n° 330). — Discussion, p. 929 ; adoption, p. 933.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert (Doubs) tendant à limiter les droits de succession des orphelins de guerre, p. 2078 (Document n° 1645).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Félice tendant à étendre la bénéfice de l'article 832 du code civil, relatif à la dévolution successorale des exploitations agricoles d'une part, à l'héritier, même parti en ville s'il n'y a pas d'héritier resté à la terre, d'autre part, au conjoint survivant et à tout héritier des fermiers ou métayers en ce qui concerne le cheptel mort et vil hérité, p. 945 (Document n° 403).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2881 (Document n° 1918).

Sucre. — V. Agriculture. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 65.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à remettre la ration de sucre à 750 grammes pour les catégories M. et C., p. 1493 (Document n° 1249).

Surplus allié. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 5. — Société nationale de vente des surplus. — Transports et voies de communications (automobiles).

Surtaxes locales. — V. Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Syndicats. — V. Vétérinaires.

Syndicats des communes. — V. Adjudications et marchés. — Administration communale.

Syndicats d'initiative. — V. Associations et groupements.

Syrie et Liban. — V. France d'outre-mer.

T

Tabacs. — V. Débits de tabac. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 46.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant les dispositions de l'article 18 du décret-loi du 30 octobre 1935 introduisant le monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine, p. 3117 (Document n° 2096).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de tabac, p. 209 (Document n° 477).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à renoncer au système du « double secteur » en matière de tabac et à augmenter la ration, p. 1280 (Document n° 1127).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté de la vente du tabac et des cigarettes, p. 2203 (Document n° 1788).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Petit tendant à inviter le Gouvernement à maintenir, par dérogation à l'article 1er du décret n° 47-2319 du 20 décembre 1947, le prix du paquet de tabac gris à 48 francs, celui du paquet de gauloises à 38 francs ainsi que le prix des cigarettes légantes, tabac et cigarettes de troupe et des tabacs destinés aux hôpices, p. 6035 (Document n° 2962). — Lecture du rapport par M. Charles Narangé et discussion, p. 6322 et adoption, p. 6323.

Taxis. — V. Combustibles liquides et dérivés. — Voitures de place.

Tchécoslovaquie. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 77.

Territoires d'outre-mer. — V. France d'outre-mer.

Territoires rattachés. — V. Administration communale. — Nationalité.

Testaments. — V. Code civil.

Textes officiels. — V. Lois et décrets.

Textiles. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 43, 63.

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Duvernois tendant à inviter le Gouvernement à débloquer des points de laine pour l'ensemble de la population, p. 1209 (Document n° 1110). — Dépôt du rapport par Mme Le Jeune, p. 1859 (Document n° 1530). — Adoption, p. 2737.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre André tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les points de textiles, p. 1598 (Document n° 1300).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à abroger les textes réglementant la vente des articles textiles avec points, p. 1598 (Document n° 1301).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Christiaens tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les points textiles, p. 1697 (Document n° 1353).

Tchad. — V. France d'outre-mer (Afrique équatoriale française).

Théâtres nationaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Arhaud tendant à accorder une subvention d'un million de francs aux organisateurs des manifestations artistiques du théâtre antique d'Orange, p. 8503 (Document n° 2133).

Thérapeuthie. — V. Budget de 1947 (santé publique et population).

Thermalisme. — V. Stations thermales et de tourisme.

Thon. — V. Pêches maritimes.

Titres au porteur, perdus ou volés. — V. Valeurs mobilières.

Togo. — V. France d'outre-mer.

Tourisme. — V. Stations thermales et touristiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur les guides de montagne, p. 1811 (Document n° 1171). — Dépôt du rapport par M. Farine, p. 3723 (Document n° 2176). — Adoption, p. 5153.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux comités régionaux de tourisme et aux associations subventionnées au titre du tourisme, p. 4929 (Document n° 2592).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Mariel tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui permettront au tourisme français de concourir efficacement au relèvement national, p. 1725 (Document n° 1110).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le développement des possibilités touristiques de la côte bretonne, p. 2335 (Document n° 1931).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Viatta tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement du tourisme en Franche-Comté, p. 4090 (Document n° 2209).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser le développement du tourisme populaire dans les départements de la région jurassienne, p. 4701 (Document n° 2495).

Tracteurs. — V. Code de la route.

Traducteurs jurés. — V. Cours d'appel.

Tratements, soldes et indemnités. — V. Accidents du travail. — Code du travail (salaires). — Comptabilité publique. — Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 62.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'une allocation spéciale forfaitaire aux fonctionnaires civils ou militaires et agents de l'Etat, p. 3012 (Document n° 1994). — Lecture du rapport par M. Barangé, p. 3072; motion préjudicielle présentée par M. Jacques Duclos, p. 3073; décision, au scrutin, de déclarer irrecevable la motion préjudicielle et discussion, p. 3075; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3089 (rectificatif), p. 3219).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 978 (Document n° 123). — Lecture du rapport par M. Alain Poher et discussion, p. 1022; adoption, p. 1031.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3217 (Loi n° 47-1336 du 19 juillet 1947, J. O. du 20 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Aubry sur le projet de résolution et la proposition de loi tendant à l'application à l'Assemblée nationale de la loi du 19 juillet 1947 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'une allocation spéciale forfaitaire aux fonctionnaires civils ou militaires et agents de l'Etat, p. 3907 (Document n° 2199). — Discussion, p. 3921; adoption du projet de résolution et de la proposition de loi, p. 3926.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1311 (Document n° 502). — Lecture du rapport par M. Jean-Marie Thomas, p. 1361 (Document n° 511).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3913 (Loi n° 47-1163 du 7 août 1947, J. O. du 8 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Kuehn sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux villes de plus de 20.000 habitants le bénéfice du décret n° 46-2210 du 11 octobre 1946 relatif au paiement des émoluments des fonctionnaires et ouvriers (n° 140), p. 510 (Document n° 700). — Adoption de la proposition de résolution, après modification du titre: Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux villes de plus de 10.000 habitants le bénéfice du décret n° 46-2210 du 11 octobre 1946 relatif au paiement des émoluments des fonctionnaires de l'Etat, p. 863.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à faire rouvrir les travaux de la commission interministérielle chargée d'examiner les propositions de surclassement des localités en vue de reviser les conditions d'attribution de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires exerçant dans les communes classées « désertées », p. 8 (Document n° 218). — Dépôt du rapport par M. Servin, p. 2078 (Document n° 1659). — Adoption, p. 5153.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Lussy tendant à réserver le régime de l'acompte provisionnel aux membres de l'Assemblée nationale, p. 329 (Document n° 595). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Fellt tendant à la renonciation volontaire à toute majoration de l'indemnité parlementaire, p. 331 (Document n° 607). — Renvoi de la discussion à une séance ultérieure, p. 310. — Contre-projet de M. Lecourt, p. 357. — Discussion, p. 363; adoption de la proposition de résolution, après modification du titre: Proposition de résolution tendant à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée nationale à l'acompte provisionnel prévu par le décret du 16 janvier 1947, p. 371.

Conseil de la République. — Adoption d'une proposition de résolution tendant à la renonciation volontaire, par les membres du Conseil de la République, à l'acompte provisionnel prévu par le décret du 16 janvier 1947, p. 75.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Hyvrard sur le projet de résolution tendant à fin aux effets de la résolution du Conseil de la République du 20 février 1947 (acompte provisionnel des conseillers de la République), p. 1311 (Document n° 503); discussion, p. 1361; adoption, p. 1362.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à inviter le Gouvernement à réaliser d'urgence un accord avec les travailleurs de la fonction publique, p. 2911 (Document n° 1963). — Demande de discussion d'urgence, p. 2928; rejet, au scrutin, de la demande, p. 2930.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dagain tendant à inviter le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires, p. 3019 (Document n° 2011). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 3058. — Retrait, p. 3071.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dagain tendant à fixer le sort du traitement des fonctionnaires suspendus de leurs fonctions pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi, p. 856 (Document n° 941).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à réviser les modalités d'attribution de l'indemnité provisionnelle dans les départements dont certaines villes sont plus importantes que le chef-lieu, p. 510 (Document n° 767).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à accorder à compter du 1^{er} novembre 1947 un nouvel acompte provisionnel aux fonctionnaires et agents des services publics et à réaliser le reclassement général de la fonction publique, p. 5081 (Document n° 2669).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gréa tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les chefs d'atelier des loiges et les chefs jardiniers des écoles nationales vétérinaires des dispositions du décret du 16 janvier 1947, p. 2293 (Document n° 1787).

EDUCATION NATIONALE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Mireille Dumont tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les décisions nécessaires pour assurer le paiement des heures supplémentaires dans l'enseignement du second degré au tarif demandé par les syndicats de l'enseignement, approuvé par le Conseil de la République dans sa séance du 19 juin 1947 et accepté par le Gouvernement, p. 2131 (Document n° 805). — Dépôt du rapport de M. Victor, p. 2110 (Document n° 815). — Discussion p. 2113; adoption après modification du titre: « Résolution invitant le Gouvernement à prendre d'urgence les décisions nécessaires pour assurer le paiement des heures supplémentaires dans les divers ordres d'enseignement au tarif demandé par les organisations syndicales, approuvé par le Conseil de la République dans sa séance du 19 juin 1947 et accepté par le Gouvernement », p. 2116 (rectificatif), p. 2133).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jan'on tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de rémunération des heures supplémentaires dans l'enseignement du second degré et à adopter comme règle fixe, pour le calcul de ce taux, la majorité de 25 p. 100 par rapport à la rémunération de l'heure normale du traitement moyen de chaque catégorie, p. 691 (Document n° 289). — Lecture du rapport par M. Janton, p. 773; discussion p. 776; adoption, p. 780.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Hoyer sur la proposition de loi de M. Cogniot tendant à attribuer aux membres de l'enseignement déplacés par le Gouvernement de Vichy les indemnités de déménagement pour chaque déplacement (n° 94), p. 510 (Document n° 763).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delzonno sur les propositions de loi: 1^o de M. Georges Cogniot tendant à accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévu par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de

l'économat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire (dispositions relatives aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées et au personnel de l'économat) ; 2° de M. Frédéric-Dupont tendant à étendre le bénéfice des versements d'attente mensuels prévus par le décret du 29 octobre 1946 aux bibliothécaires, aux archivistes, aux conservateurs de musée, aux aides techniques des bibliothèques, p. 605 (Document n° 821) (rectificatif, p. 608, 1575). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Cogniot, p. 1526 (Document n° 1260).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Solange Lambin sur les propositions de loi : 1° de M. Cogniot tendant à accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévu par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'économat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales, de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire (disposition relative aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique) ; 2° de M. Cogniot tendant à attribuer aux dames secrétaires des établissements du second degré l'avance sur reclassement accordée aux fonctionnaires et assimilés des divers ordres d'enseignement (n° S 10, 3° partie, 81), p. 2571 (Document n° 1292).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Charbonnel sur la proposition de loi de M. Cogniot, tendant à assurer aux agents des lycées, des écoles normales, des collèges techniques, au petit personnel titulaire des écoles normales supérieures de la rue d'Ulm, de Sèvres, de Saint-Cloud, de Fontenay, de l'école normale supérieure de l'enseignement technique, de l'école centrale des arts et manufactures, du conservatoire des arts et métiers, au muséum d'histoire naturelle et des bibliothèques, le bénéfice de l'avance sur reclassement attribué aux fonctionnaires des divers ordres d'enseignement (n° 82), p. 2127 (Document n° 1691).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bonnet tendant à accorder aux futurs instituteurs et institutrices effectuant leur stage de formation professionnelle les mêmes avantages qu'aux instituteurs stagiaires, p. 56 (Document n° 365). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lucie Guérin tendant à attribuer aux futurs maîtres et maîtresses le traitement d'instituteurs stagiaires pendant leur stage de formation professionnelle, p. 267 (Document n° 501). — Dépôt du rapport par M. Garaudy, p. 510 (Document n° 762).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol tendant à faire bénéficier des versements d'attente mensuels prévus par les décrets du 29 octobre 1946 le personnel des secrétariats d'académie et de faculté, p. 169 (Document n° 437). — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur les propositions de loi : 1° de M. Cogniot tendant à faire accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévu par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'économat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire (dispositions relatives aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'économat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire) ; 2° de M. Cayol tendant à faire bénéficier des versements d'attente mensuels prévus par les décrets du 29 octobre 1946 le personnel des secrétariats d'académie et de faculté (n° S 10, 2° partie, 437), p. 1571 (Document n° 1291).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lucie Guérin tendant à attribuer aux élèves professeurs des écoles normales primaires, des écoles normales supérieures et des écoles normales d'éducation physique, le traitement et les avantages afférents à la fonction de stagiaire, à dater de la présente année scolaire, p. 839 (Document n° 911).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Garaudy tendant à attribuer aux élèves des écoles normales supérieures le traitement et les avantages afférents à la fonction de stagiaire à dater de la présente année scolaire, p. 1721 (Document n° 1400).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à fixer, pour l'enseignement du second degré, une rémunération normale des heures supplémentaires, p. 2834 (Document n° 1923).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à indemniser les instituteurs et directeurs d'école des frais de déménagement occasionnés par leur mise à la retraite, p. 3039 (Document n° 2017).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à instituer une indemnité de première mise d'équipement pour les instituteurs et professeurs de l'enseignement public, p. 58 (Document n° 385).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier d'une indemnité d'attente les archivistes, bibliothécaires et conservateurs des musées, p. 58 (Document n° 392).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Courant tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation faite aux inspecteurs de l'enseignement primaire par les dernières mesures prises sur le traitement du personnel enseignant, p. 605 (Document n° 609).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Paulette Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à respecter les engagements pris envers le personnel de l'enseignement, concernant la rémunération des heures supplémentaires, p. 5118 (Document n° 2692).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garaudy tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le collectif la somme nécessaire à la rémunération des heures supplémentaires du personnel enseignant au taux décidé par l'Assemblée nationale, p. 5231 (Document n° 2732).

GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lambert sur la proposition de loi de M. Devémy tendant à reconnaître les obligations de l'Etat pour la liquidation intégrale de la solde due aux officiers, sous-officiers et gradés à solde mensuelle prisonniers de guerre rapatriés en 1945 (n° 17), p. 209 (Document n° 467).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Mathilde Péri tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1947 les délégations de solde, de traitement et les allocations militaires, p. 286 (Document n° 505).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Mathilde Péri tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1947 les délégations de solde, de traitement et les allocations militaires, p. 977 (Document n° 482).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Sportissa tendant à accorder à grade et charges égales, aux officiers, sous-officiers, caporaux et soldats algériens d'origine musulmane, ayant ou non abandonné leur statut personnel, l'égalité des soldes et indemnités avec celles de leurs camarades algériens d'origine européenne, p. 2258 (Document n° 1765).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux personnels militaires et de la gendarmerie en exercice en Alsace et en Lorraine, le bénéfice des dispositions prévues par le décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946 portant attribution d'une indemnité dite de difficultés administratives, aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 697 (Document n° 831).

INTERIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant le régime de perception des rémunérations accessoires par les fonctionnaires de la sûreté nationale et des polices d'Etat, p. 2575 (Document n° 1872). — Dépôt du rapport par M. Yves Fagon, p. 3807 (Document n° 2197). — Adoption, p. 4162.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1679 (Document n° 590). — Dépôt du rapport par M. Vignard, p. 1906 (Document n° 733). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1914.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4820 (Document n° 2526). — Adoption, p. 4838 (Loi n° 46-1773 du 10 septembre 1947, J. O. du 11 septembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer le versement au personnel en tenue de la sûreté nationale et de la police régionale d'Etat d'une indemnité pour service de nuit, p. 5722 (Document n° 2836).

JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les secrétaires de parquet de l'indemnité exceptionnelle accordée aux greffiers des tribunaux par la loi du 7 octobre 1946 et le décret du 23 octobre 1946, p. 1439 (Document n° 1216).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chautard tendant à inviter le Gouvernement à relever l'indemnité de fonction allouée aux greffiers de paix et de simple police, p. 6176 (Document n° 2967).

Traité de paix. — V. Administration communale. — Conventions internationales.

Transcriptions. — V. Justice civile, commerciale ou administrative.

Transports. — V. Conseil supérieur des transports.

Transports aériens et maritimes. — V. Postes, télégraphes et téléphones (réseau aérien). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 74. — Transports et votes de communication.

Transports de cadavres d'animaux et déchets organiques de toute nature. — V. Commerce et industrie.

Transports de corps. — V. Inhumation, transfert de corps. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 13, 91.

Transport de marchandises. — V. Marine marchande. — Transports et votes de communication.

Transports de la région parisienne. — V. Transports et votes de communication (chemins de fer d'intérêt général), transports ferroviaires et routiers).

Transports et votes de communication. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 11, 21, 22, 23, 29, 30, 40, 61, 73, 79, 82, 90.

AUTOMOBILES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bergerot sur la proposition de loi de M. André tendant à abroger la réglementation de Vichy relative à la vente et à l'achat des véhicules d'occasion (n° 62), p. 605 (Document n° 802). — Adoption, p. 1019.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 800 (Document n° 162). — Dépôt du rapport par M. Noval, p. 587 (Document n° 216). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition après modification du titre: Proposition de loi modifiant la législation et la réglementation actuelles relatives à la vente et à l'achat des véhicules d'occasion, p. 684.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1943 (Document n° 1563). — Dépôt du rapport par M. Bergeret, p. 2152 (Document n° 1722). — Adoption, p. 2737 (Loi n° 47-1306 du 16 juillet 1947, J. O. du 17 juillet 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serro tendant à organiser la restitution des véhicules automobiles réquisitionnés par suite de l'état de guerre, p. 31 (Document n° 321). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Plaven tendant à permettre aux anciens propriétaires d'obtenir le remplacement par des voitures automobiles neuves, des véhicules qui leur ont été réquisitionnés par les armées alliées, au cours des opérations militaires qui se sont déroulées en 1941, sur le territoire métropolitain, p. 408 (Document n° 617). — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Denis tendant à l'attribution par priorité de véhicules automobiles provenant des domaines et des surplus américains, aux Français dont les voitures ont été réquisitionnées par fait de guerre ou saisies par l'autorité occupante, sous condition de restitution de l'indemnité reçue, p. 1279 (Document n° 1124). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à assurer une juste indemnisation aux propriétaires de véhicules réquisitionnés, p. 58 (Document n° 393). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Fauro tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un dédommagement équitable pour les prestataires des réquisitions d'automobiles, p. 209 (Document n° 457). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à accorder un droit de priorité aux propriétaires de véhicules réquisitionnés ou volés pendant la guerre et l'occupation lors des ventes organisées par l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, p. 376 (Document n° 616). — Dépôt du rapport par M. Patrice Bougrain, p. 2019 (Document n° 1622). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Solinac, p. 2759 (Document n° 1914). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre par M. René Kuehn, p. 2835 (Document n° 1935). — Discussion, p. 3739; Adoption après modification des titres d'une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 juin 1931 relative au recensement, au classement et à la réquisition des véhicules automobiles et d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une juste compensation aux propriétaires de véhicules requis ou saisis pendant la guerre ou l'occupation, p. 3760 (rectificatif, p. 4120).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1306 (Document n° 396). — Dépôt du rapport par M. Le Sastier-Bolsaund, p. 1318 (Document n° 498). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Dupré, p. 1327 (Document n° 500); Discussion et adoption, p. 1327 (rectificatif, p. 1788).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3874 (rectificatif, p. 4130). — (Loi n° 47-1502 du 11 août 1947, J. O. du 15 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues relative aux peines infligées pour défaut de possession du volet « C » en matière d'automobile, p. 476 (document n° 706). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2078 (document n° 1666). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de l'acte dit loi du 25 septembre 1911 prescrivant un recensement général et permanent des propriétaires de véhicules automobiles et de leurs remorques », p. 2740.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 978 (document n° 422). — Dépôt du rapport par M. Maire, p. 1268 (document n° 473). — Adoption, p. 1626.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4124 (Loi n° 47-1551 du 20 août 1947, J. O. du 21 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à délivrer, par priorité, des licences de voitures auto-

mobiles aux cultivateurs qui ont eu leurs véhicules détruits ou réquisitionnés par les Allemands, ou l'autorité militaire pendant la guerre, p. 209 (document n° 446). — Dépôt du rapport par M. Henri Roulon, p. 1439 (document n° 1211). — Adoption, p. 1710.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Boulet tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de voitures automobiles mis à la disposition du corps médical, p. 550 (document n° 794). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 1439 (document n° 1210). — Adoption, p. 1710.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent des voitures automobiles mises à la disposition des vétérinaires, p. 1598 (document n° 1296). — Dépôt du rapport par M. Lalle, p. 3874 (document n° 2204). — Adoption, p. 4801.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à répartir un contingent exceptionnel de bicyclettes aux facteurs, p. 2575 (document n° 1862). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 3806 (document n° 2194). — Adoption, p. 5151.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lallo tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent des voitures automobiles mises à la disposition des vétérinaires, p. 3504 (document n° 2105). — Retrait, p. 3689.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Leuret tendant à inviter le Gouvernement à procurer, d'extrême urgence, à tous ceux et à toutes celles, médecins, chirurgiens, sages-femmes, qui ont la charge de la santé des Français, les moyens de transport nécessaires à l'accomplissement de leur mission sociale, p. 266 (document n° 145). — Dépôt du rapport par M. Leuret, p. 661 (document n° 269). — Discussion, p. 719; adoption, p. 721 (rectificatif, p. 766).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jules Boyer tendant à inviter le Gouvernement à procurer d'extrême urgence aux docteurs vétérinaires qui interviennent dans la protection de la santé publique et ont la charge de la conservation du cheptel national les moyens de transport nécessaires à l'accomplissement de leur mission sociale et économique, p. 388 (document n° 181). — Dépôt du rapport par M. Charles Brune, p. 718 (document n° 302). — Adoption, p. 895.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Garet sur la proposition de résolution de M. Charles Lussy tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des bons de priorité aux propriétaires de voitures automobiles, de motos, de vélomoteurs et bicyclettes dont les machines ou seulement les pneus ont été réquisitionnés (n° 125), p. 510 (Document n° 718). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Bergeret, p. 4869 (Document n° 1531).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à l'application de sanctions pénales et judiciaires à l'encontre des auteurs de voitures automobiles de 2^e classe convaincus de se livrer au trafic de location d'autorisations de circuler, p. 1993 (Document n° 1213).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à faire bénéficier les réquisitions françaises civiles et militaires, en matière automobile, des dispositions de la loi du 28 octobre 1916 sur les dommages de guerre, p. 2532 (document n° 1631).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pflimlin tendant à réprimer le trafic des véhicules automobiles volés ou détournés, p. 5005 (Document n° 2637).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric Dupont tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingentement, de répartition des pro-

duits destinés, à la réparation des bicyclettes et, d'autre part, à laisser aux réparateurs de bicyclettes une plus grande liberté pour l'utilisation de la monnaie-matière qui leur est accordée, p. 1439 (Document n° 1226).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à réserver une part importante de la production automobile pour assurer les besoins des grandes villes en véhicules de voirie, p. 1571 (Document n° 1291).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bessel tendant à inviter le Gouvernement à rendre libre le marché intérieur du pneu vélo-vélocoteur et du pneu auto poids lourd, p. 1661 (Document n° 4321).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Schmidt tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté de vente des pneumatiques pour bicyclettes, p. 1731 (Document n° 1383).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à ne plus soumettre à la décision du répartiteur du caoutchouc les stocks de pneumatiques en dépôt dans les camps des surplus de l'armée américaine, p. 2259 (Document n° 1750).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent des matières premières destinées à la répartition et à la remise en état des bicyclettes, p. 2259 (Document n° 1769), (rectificatif, p. 2293).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à assouplir le mode d'attribution des bons d'achat de bicyclettes, p. 1789 (Document n° 1789).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Schmidt tendant à inviter le Gouvernement à préciser des conditions du classement des garages dans les villes sidérées, p. 2706 (Document n° 1915).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Christiaens tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'attribution des voitures automobiles au secteur privé de la métropole, p. 3723 (Document n° 2172).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline André-Thomé Palenbre tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires de véhicules automobiles requis, saisis ou sinistrés pendant la période des hostilités toutes facilités pour procéder au remplacement de ces véhicules, p. 1679 (Document n° 587).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur les dispositions de l'ordonnance du 28 octobre 1941 relative à la réglementation des transports par chemin de fer, p. 2834 (Document n° 1911). — Dépôt du rapport par M. Pomaudré, p. 4091 (Document n° 2285). — Adoption, p. 4230.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4767 (Document n° 615). — Rapporteur, M. Julien Brunhes (Document n° 618). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4769 (rectif., p. 1820).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4384 (Loi n° 47-1633 du 30 août 1947, J. O. du 31 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi simplifiant les surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français sur certaines catégories de transports, p. 3095 (Document n° 2269). — Dépôt du rapport par M. Lucien Midol, p. 6106 (Document n° 2720). — Adoption, p. 5830.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2546 (Document n° 932).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antoine Demuols tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les mesures augmentant les tarifs des abonnements aux chemins de fer (S. N. C. F.) dans la région parisienne, p. 8 (Document n° 288). — Dépôt du rapport par M. Charles Benoist, p. 1813 (Document n° 288). — Adoption, p. 2710.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védries tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai des autorails rapides sur les lignes de chemin de fer: de Montluçon à Clermont-Ferrand, par Nérès-les-Bains, Marçillat et Goutillères, de Moulins à Gannat, par la Ferté-Hauterive et Saint-Pourçain-sur-Sioule, de Moulins à Montluçon, p. 65 (Document n° 313). — Dépôt du rapport par M. Pournadère, p. 607 (Document n° 845). — Adoption de la proposition de résolution, après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai des autorails rapides sur les lignes de chemin de fer importantes », p. 1021.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baron tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les voyages en France des jeunes Français résidant à l'étranger, p. 694 (Document n° 285). — Dépôt du rapport par M. Baron, p. 1173 (Document n° 471). — Adoption, p. 1484.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver un 4^e avenant à la convention du 25 novembre 1929, approuvé par la loi du 4 mars 1933, passé entre l'Etat et la Société générale des chemins de fer économiques pour l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général de Châteaumeillant à la Guerche et de Sancolins à Lapeyrouse, p. 1811 (Document n° 1473).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet de simplifier la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général, p. 4929 (Document n° 2590).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à étendre, au profit des agents de la S. N. C. F., en service dans les départements libérés, l'indemnité dite de difficultés administratives accordée aux fonctionnaires d'Etat par décret du 17 septembre 1916, p. 510 (Document n° 750). — Dépôt d'un rapport de M. Albert Schmitt (Bas-Rhin), p. 1209 (Document n° 1936).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Polino-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les colonies de vacances de billets de chemin de fer collectifs comportant les mêmes avantages de tarif que les billets de congés payés des travailleurs, p. 2831 (Document n° 1961). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 3939 (Document n° 2239).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à créer, le 1^{er} janvier 1948 au plus tard, dans tous les trains des grandes lignes de France et de l'Union française, des wagons-maternité dits « de la mère et de l'enfant », p. 408 (Document n° 639).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Theetten tendant à proroger jusqu'à l'âge de vingt et un ans le bénéfice de la carte de réduction pour les familles nombreuses sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français, p. 810 (Document n° 896).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à accorder aux mutilés du travail des réductions de tarif sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français semblables à celles accordées déjà aux mutilés de guerre et faire qu'une semblable mesure soit prise pour les transports de la région parisienne, p. 1890 (Document n° 1517).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Baslide tendant à accorder la gratuité du transport en chemin de fer des guides d'aveugles, p. 1990 (Document n° 6614).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bour relative aux réductions de tarifs ferroviaires accordées aux familles nombreuses, p. 3939 (Document n° 2241).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denis Cordonnier tendant à accorder pour les mutilés du travail des réductions sur les transports (S. N. C. F., services et entreprises de transports départementaux ou locaux, p. 4983 (Document n° 2613).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à accorder des réductions de tarif sur les chemins de fer aux élèves des grandes écoles et des facultés, p. 142 (Document n° 421).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Denis (Dordogne) tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai des autorails sur les lignes de chemin de fer de Périgueux à Parcoul-Médillac par Ribérac, Ribérac à Angoulême, Brive à Angoulême par Thiviers, p. 436 (Document n° 667).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Renée Prevret tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S. N. C. F. d'étendre aux bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs, les dispositions réglementant la délivrance des billets de congés payés, p. 1869 (Document n° 1525).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à faire reconstruire dans le plus bref délai, les ouvrages détruits au cours des hostilités sur la ligne des chemins de fer d'intérêt général de Nice à Meyrargues (Bouches-du-Rhône), exploitée par les chemins de fer de Provence, p. 2077 (Document n° 1680).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Noël tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la voie ferrée Bort-Eygurande, en suivant la rive gauche de la Dordogne, p. 2127 (Document n° 1692).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lhuissier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux étudiants titulaires de carte d'abonnement sur les chemins de fer, les mêmes exonérations qu'aux abonnés ouvriers, p. 2532 (Document n° 1853).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuf de guerre non remariés un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances, p. 2610 (Document n° 1876).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une réduction du tarif des chemins de fer (voyageurs) en faveur des jeunes gens en cours d'études qui sont en mesure de justifier de l'insuffisance de leurs ressources, p. 3039 (Document n° 2015).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lianté tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de la gratuité totale de transports les vendangeurs venant dans les régions méridionales assurer la cueillette de la vendange, p. 3090 (Document n° 2023).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auguet tendant à inviter le Gouvernement à relever pour certaines catégories d'enfants l'âge limite prévu en matière de réduction accordée aux familles nombreuses sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français, p. 3147 (Document n° 2090).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Grusa tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux étudiants boursiers de l'Etat, aux élèves-maîtres des écoles normales, aux élèves des centres d'apprentissage et établissements d'enseignement technique les facilités de transports accordées aux militaires permissionnaires, p. 4126 (Document n° 2324).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à réviser les tarifs pratiqués par la S. N. C. F. pour le transport des colonies de vacances, p. 4326 (Document n° 2108).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à donner des facilités de circulation aux aveugles, p. 4820 (Document n° 2513).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à réduire le prix des cartes hebdomadaires de transport, p. 5993 (Document n° 2956).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour le rétablissement sur les chemins de fer du billet collectif à 50 p. 100 par groupe de 10 pour les sportifs, p. 6239 (Document n° 2989).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Julien tendant à inviter le Gouvernement à prévoir le passage de voyageurs se rendant du Maroc en France et vice versa en transit à travers l'Espagne, p. 561 (Document n° 232).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ducherey tendant à solliciter du Gouvernement l'application à toutes les expéditions de librairie d'un tarif spécial de transport rapide et à prix réduit, p. 673 (Document n° 277).

CHEMINS DE FER D'INTERET LOCAL

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vittori tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour la reconstruction de la ligne de chemin de fer Foellin-Porto Vecchio, p. 945 (Document n° 396). — Dépôt du rapport par M. Vittori, p. 1058 (Document n° 451). — Adoption, p. 1472.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Bénéd tendant à l'abrogation de l'acte du gouvernement de fait de Vichy dit loi du 30 novembre 1941 déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-les-Chevreuse à Limours, p. 317 (Document n° 536). — Dépôt du rapport par M. Bénéd, p. 1912 (Document n° 1562).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gavini relative au rétablissement de la ligne de chemin de fer de la côte orientale de la Corse, p. 467 (Document n° 726). — Dépôt du rapport par M. Bianchini, p. 6177 (Document n° 2979).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver la convention intervenue le 17 avril 1916 entre le ministre des travaux publics et des transports et la compagnie de chemins de fer départementaux, en vue de la cessation de l'exploitation du réseau de la Corse par la compagnie de chemins de fer départementaux, p. 694 (Document n° 816).

NAVIGATION INTERIEURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude le désensablement de la Loire moyenne pour la rendre navigable, éviter les inondations et fournir les matériaux pour la reconstruction, p. 1812 (Document n° 1485).

TRANSPORTS AERIENS, FERROVIAIRES ET FLUVIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation d'une tournée aérienne commerciale en Amérique latine, p. 3331 (Document n° 2083). — Adoption, p. 4754.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1913 (Document n° 743). — Rapporteur, M. Alain Pocher et adoption, p. 1971.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4219 (Loi n° 47-1801 du 12 septembre 1947, J.O. du 13 septembre 1947).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Jullien tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre au plus tôt les moyens matériels et de personnel nécessaires à un contrôle aérien efficace, p. 139 (document n° 89). — Dépôt du rapport par M. Jouve, p. 614 (document n° 218). — Discussion, p. 939; adoption, p. 997.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France, p. 7 (document n° 295). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 2881 (document n° 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence le service central de la sécurité aérienne, p. 376 (document n° 618). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 5882 (document n° 2901).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne, p. 8 (document n° 266).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'aménagement du terrain d'aviation de Vichy-Rhône, p. 3150 (document n° 2043).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Jullien tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures permettant de faire venir du Maroc en France les 20.000 personnes actuellement sans moyen de transport, p. 718 (document n° 301).

Assemblée nationale. — Communication de M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée, à l'occasion de l'établissement de liaison aérienne « France-Antilles », p. 2963.

Voir également à la rubrique suivante:

TRANSPORTS FERROVIAIRES,
ROUTIERS ET FLUVIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Midol tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, en matière de transport, les billets de vacances, les billets collectifs et les billets de fin de semaine à tarifs réduits, p. 756 (document n° 879). — Dépôt du rapport par M. Midol, p. 1912 (document n° 1573). — Adoption, p. 2740.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, p. 6 (Document n° 251). — Dépôt du rapport par M. Bour, p. 1764 (Document n° 1453). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Demuols, p. 2881 (Document n° 1965). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bour, p. 3029 (Document n° 2011). — Discussion, p. 5639. — Suite de la discussion, p. 5664, 5729, 5757, 5901, 5915; adoption, au scrutin, p. 5933 (rectificatifs, p. 5737, 5833, 5991, 6051, 6181).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2516 (Document n° 928).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers, p. 5831 (Document n° 2916). — Dépôt du rapport par M. Pierre Beauguier, p. 6389 (Document n° 3023). — Adoption, p. 6673.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2791 (Document n° 1066).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer, des transports publics de voyageurs par route et des gares routières, p. 5891 (Document n° 2901).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à l'organisation des transports routiers de voyageurs, p. 1097 (Document n° 1029).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Juge tendant à étendre la gratuité des voyages pour se rendre sur les fosses communes portant l'inscription « corps non identifiés » aux veuves, ascendants et descendants des 1^{er} et 2^e degrés des militaires « morts pour la France » dont le corps n'a point été reconnu, p. 1696 (Document n° 1373).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'utilisation, au maximum, des possibilités des transporteurs sur le territoire métropolitain, p. 209 (Document n° 450).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les invalides civils de certains avantages en matière de transports publics, p. 408 (Document n° 616).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à déposer le plus rapidement possible, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un projet de loi sur la coordination des transports, p. 2259 (Document n° 1778) (rectificatif, p. 2293).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Augarde tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les voyages des Algériens, p. 3501 (Document n° 2101).

VOIES FERRÉES DES PORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Charles Menoist sur le projet de loi modifiant l'article 5 de l'ordonnance du 12 octobre 1945 relative au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français pour l'ensemble des voies ferrées des quais des ports maritimes et de navigation intérieure. N° 211, p. 1912 (Document n° 1574). — Adoption, p. 2740.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 938 (Document n° 408). — Dépôt du rapport par M. Montgascon, p. 1881 (Document n° 718). — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2069.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4850 (Loi n° 47-1783 du 11 septembre 1947, J. O. du 12 septembre 1947).

Travail. — V. *Chambre départementale du travail.* — *Code pénal.* — *Code du travail.* — *Commerce et industrie.* — *Conventions internationales.* — *Enseignement de l'organisation scientifique du travail.*

Travail obligatoire. — V. *Réfractaire.*

Travail et sécurité sociale (ministère).

ATTACHÉS DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'attachés du travail, p. 7 (Document n° 296). — Dépôt du rapport par M. Palinaud, p. 376 (Document n° 629).

Travail familial. — V. *Assistance familiale.*

Travailleurs à domicile. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 52.

Travailleurs de force. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 49. — *Viticulture.*

Travailleurs indépendants. — V. *Allocations familiales.*

Travailleurs indigènes et musulmans. — V. *Code du travail (salaires).*

Travaux civils. — V. *Inondations.*

Travaux communaux. — V. *Départements, villes et communes.*

Travaux militaires. — V. *Expropriation.*

Travaux publics et transports (ministère). — V. *Interpellations (Assemblée nationale)*, n° 21.

PONTS ET CHAUSSÉES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à faire entrer les agents du cadre complémentaire et les auxiliaires des ponts et chaussées et du service vicinal dans le cadre normal, p. 1724 (document n° 1386).

Tribunaux. — V. *Code de procédure civile.* — *Justice (organisation judiciaire).*

Tribunaux de commerce. — V. *Justice commerciale.*

Tribunaux pour enfants. — V. *Enfance (Protection de l').*

Tribunaux paritaires. — V. *Loyers (baux à ferme).*

Tribunaux de première instance. — V. *Justice (Organisation de la).*

Tuberculose. — V. *Stations sanatoriales de cure.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Denis modifiant le titre II de l'ordonnance du 31 octobre 1945, relatif aux établissements de cure, p. 4870 (document n° 2563). — Retrait, p. 5423.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à rendre obligatoire la déclaration des cas de tuberculose au service médical départemental, par les médecins traitants ou consultants, p. 208 (document n° 459).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Denis modifiant le titre II de l'ordonnance du 31 octobre 1945 relative aux établissements de cure, p. 5881 (document n° 2929).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denis portant organisation de la post-cure et de la réadaptation professionnelle des tuberculeux, p. 6176 (document n° 2982).

Tuberculose des bovidés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Larmorque-Cando tendant à modifier les articles 1^{er}, 6 et 8 de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, p. 267 (document n° 496).

Tunisie. — V. *France d'outre-mer.*

U

Union française. — V. *Conseil de la République.* — *Défense nationale (Organisation de la).* — *France d'outre-mer.* — *Interpellations (Assemblée nationale)* n° 33. — *Président de la République.*

Universités. — V. *Centre universitaire et scientifique.* — *Enseignement supérieur.*

Urbanisme. — V. *Départements, villes et communes.* — *Exposition internationale de l'urbanisme.*

Usines Berliet. — V. *Berliet.*

Usines sulfuriques. — V. *Domaine de l'Etat (cession d'immeubles et de terrains).*

V

Vacances. — V. *Maisons familiales de vacances.*

Vaccination. — V. *Agriculture (maladies contagieuses des animaux).* — *Préfecture de police.*

Valeurs étrangères. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 53.

Valeurs mobilières. — V. Code civil. — Spoliation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'abrogation de la suspension des délais prévus par la loi du 15 juin 1932 concernant les titres au porteur perdus ou volés, p. 1660 (Document n° 4317).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à procéder à un rajustement des abattements accordés aux gérants de sociétés à responsabilité limitée, p. 31 (Document n° 334).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. le colonel Félix tendant à rajuster l'exonération à la base dont jouissent, sur les produits de leurs paris pour l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les associés gérants des sociétés à responsabilité limitée, p. 57 (Document n° 377).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le caractère nominal des actions et obligations, p. 286 (Document n° 518).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Halbout relative aux valeurs mobilières détruites au cours des bombardements, p. 467 (Document n° 722).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à augmenter l'exonération prévue pour le calcul de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en faveur de deux associés commandités, dans les sociétés en commandite simple qui ont exercé l'option, p. 4929 (Document n° 2578).

Végétaux. — V. Agriculture (protection des végétaux).

Véhicules. — V. Transports et voies de communications (automobiles).

Vente illicite. — V. Commerce et industrie.

Ventes viagères. — V. Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).

Vétérinaires. — V. Médecine vétérinaire. — Transports et voies de communication (automobiles).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au rétablissement des syndicats de vétérinaires, p. 1723 (Document n° 4307). — Dépôt du rapport par M. Moussu, p. 2200 (Document n° 1735). — Adoption, p. 2738.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 958 (Document n° 407). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 1270 (Document n° 490). — Discussion et adoption, p. 1625.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4121 (Loi n° 47-4553 du 20 août 1947, J. O. du 21 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'institution d'un ordre national des vétérinaires, p. 1723 (Document n° 1068). — Dépôt du rapport par M. Moussu, p. 2200 (Document n° 1736). — Adoption, p. 2990 (rectificatif, p. 3091).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1038 (Document n° 417). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 1270 (Document n° 481). — Discussion, p. 1669. — Adoption, p. 1671.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4186 (Loi n° 47-4564 du 23 août 1947, J. O. du 24 août 1947).

Viande. — V. Interpellations (Assemblée nationale) n° 14, 28. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 86.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, p. 1173 (Document n° 1030). — Lecture du rapport par M. Jean Minjoz, p. 1238; discussion, p. 1239, 1261; adoption, p. 1264.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 479 (Document n° 191). — Lecture du rapport par M. Serge Lefranc, p. 484 (Document n° 199); discussion, p. 485; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 489.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1917 (Document n° 1153). — Discussion, p. 1917; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4319 (Loi n° 47-659 du 9 avril 1947, J. O. du 10 avril 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi visant la réalisation d'un plan de congélation de la viande, p. 1889 (Document n° 1512). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2293 (Document n° 1792). — Dépôt d'un avis de la commission de l'Agriculture par M. Pouyet, p. 2615 (Document n° 1884). — Discussion générale, p. 2820; discussion des articles, p. 2826. — Renvoi de l'article 9 à la commission, p. 2831; suite de la discussion, p. 2832. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 3150 (Document n° 2011). — Suite de la discussion, p. 3519; adoption, p. 3528.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1133 (Document n° 469). — Dépôt du rapport par M. Chatagner, p. 1602 (Document n° 517). — Discussion, p. 1704; adoption, p. 1715.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4327 (Document n° 2396). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4326 (Document n° 2419). — Discussion et adoption, p. 4380 (Loi n° 47-1625 du 29 août 1947, J. O. du 30 août 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'approvisionnement en viande de la région parisienne, p. 1131 (Document n° 1056). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2835 (Document n° 1936).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation du marché de la viande, p. 7 (Document n° 282).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement, pour le ravitaillement du pays en viande, à mettre en vigueur de façon sérieuse la loi du 4 octobre 1916 instituant les achats prioritaires, p. 169 (Document n° 412). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 840 (Document n° 910).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mauroux sur l'organisation du marché de la viande, p. 3639 (Document n° 2154).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz relative au marché de la viande, p. 4851 (Document n° 2552).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Juge tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser le marché de la viande, p. 112 (Document n° 421).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté dans le marché de la viande, p. 1912 (Document n° 4591).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hoivin-Champoux tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté du marché de la viande, p. 911 (Document n° 389).

Victimes de la guerre. — V. Allocations familiales. — Anciens combattants et victimes de la guerre. — Cimetières. — Conventions internationales (pensions). — Domaines de guerre. — Impôts (exonération fiscale). — Interpellations (Assemblée nationale) n° 27, 36. — Médaille de la famille française. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 13. — Successions.

Vieux travailleurs. — V. Assurances sociales. — Interpellations (Assemblée nationale) n° 119. — Radiodiffusion. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Villes et communes. — V. Départements, villes et communes. — Elections.

Villes sinistrées. — V. Transports et voies de communications (automobiles).

Viticulture et commerce des vins. — V. Agriculture (cultures agricoles). — Caisse des calamités viticoles. — Code civil. — Courtiers en vins. — Enquêtes parlementaires. — Impôts (contributions indirectes). — Interpellations (Assemblée nationale), n° 20. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 16, 43, 80. — Sociétés coopératives agricoles. — Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antonin Gros tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans leurs droits les viticulteurs ayant commercialisé tout ou partie de leur récolte avant la parution de l'arrêté ministériel du 7 novembre 1916, p. 267 (Document n° 488). — Dépôt du rapport par M. Zunino, p. 409 (Document n° 488). — Adoption, p. 557.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole, p. 1571 (Document n° 1281). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3635 (Document n° 2148).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Zunino sur la proposition de loi de M. Gros tendant à accorder une indemnité compensatrice aux viticulteurs ayant eu, en 1916, une récolte déficitaire dont la vente ne leur a pas permis de couvrir leurs frais d'exploitation (n° 162), p. 1493 (Document n° 1240).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lucien Lambert (Bouches-du-Rhône) sur la proposition de loi de M. Paumier, tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes (n° 74), p. 1600 (Document n° 1302). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3635 (Document n° 2148).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyni, tendant à la création du conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, p. 208 (Document n° 451). — Dépôt du rapport par M. Baurons, p. 3875 (Document n° 2219).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gros tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour exonérer de la baisse de 5 p. 100 les viticulteurs qui ont vendu leur vin antérieurement au décret n° 47-1 du 2 janvier 1947, p. 468 (Document n° 733). — Dépôt du rapport par Mme Bouillard, p. 2200 (Document n° 1738), (rectificatif, p. 2200).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antonin Gros tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures tendant à débloquer, pour les vins récoltés en 1916, les déclarations de récoltes des viticulteurs titulaires d'un titre de propriété viticole ou ayant contracté un bail de fermage ou de métayage viticole au plus tard le 15 février 1916, p. 605 (Document n° 798). — Dépôt du rapport, p. 1132 (Document n° 1365).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bourron tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté complète du marché des vins, p. 1003 (Document n° 466). — Dépôt du rapport par M. Aussel, p. 1602 (Document n° 551).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne, tendant à indemniser les vigneron de Vieux (Tarn), à l'occasion des dégâts causés par l'orage de grêle du 23 juillet 1915, p. 1598 (Document n° 1305).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourne tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les propriétaires viticulteurs du département des Pyrénées-Orientales, victimes de la grêle qui s'abatit les 23 avril et 7 mai 1916 sur plusieurs dizaines de villages, causant, dans la plupart d'entre eux, des dégâts allant jusqu'à 100 pour 100 de perte de la récolte, p. 1697 (Document n° 1372).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Antonin Gros tendant à indemniser les viticulteurs victimes des gelées de janvier 1917 des pertes de récoltes et de la perte partielle ou totale de leur vignoble, p. 4690 (Document n° 2311).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à augmenter les distances de plantation dans l'aire de la Champagne viticole, p. 4930 (document n° 2597).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Arthaud tendant à ouvrir au ministre de l'agriculture un crédit de vingt millions pour réparer les dégâts commis aux exploitations viticoles de Bonnioux, Roussillon, Gargas et Apt, par l'orage de grêle du 13 août 1947, p. 5118 (document n° 2691).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Moynet tendant à inviter le Gouvernement à économiser les moyens appauvris des transports français et les dépenses occasionnées par ces transports en aménageant et utilisant les pipes lins installés par l'armée américaine pour le transport du vin, p. 209 (document n° 482).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs de l'Aude, victimes de la grêle, p. 1905 (document n° 746).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antonin Gros tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures tendant à autoriser la commercialisation de l'excédent de la part réservataire aux viticulteurs ayant récolté, en 1946, moins de dix hectolitres ou qui ont eu une récolte inférieure à la part réservataire qui leur revient, p. 786 (document n° 857).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guille tendant à inviter le Gouvernement à faire jouer la caisse de compensation en vue d'exonérer de la hausse de 5 p. 100 les vins vendus avant le 2 janvier et non retirés à cette date, p. 839 (document n° 915).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antonin Gros tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes des gelées de janvier 1947, p. 1661 (document n° 1329).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Villard tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'extrême urgence les mesures nécessaires pour que les agriculteurs n'exploitant pas de vignes perçoivent les rations de vin de la catégorie n° 3, p. 1661 (document n° 1334).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vedrines tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, pour le cas où la prochaine récolte ne permettrait pas de revenir à la liberté de vente du vin, un prix du vin de consommation courante, comportant en faveur des régions de petite culture, où le prix de revient est supérieur au prix de revient national, une majoration destinée à compenser la différence entre ces deux prix, p. 1724 (document n° 1404).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la formalité du timbrage des tickets d'apport de vendange des coopérateurs dans les caves coopératives viticoles, p. 2077 (document n° 1664).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Degoutte tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation appliquée en 1946 pour l'attribution prioritaire libre de cent litres de vin aux vendeurs, p. 2575 (document n° 1666).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bruyneel tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté totale au marché des vins et des alcools, p. 2281 (document n° 1960).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. d'Arçon tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les bergers des hautes montagnes d'une ration de vin égale à celle des consommateurs les plus privilégiés, p. 3216 (document n° 2072).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Lanté tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs victimes de la grêle dans le département de l'Aude, p. 4565 (document n° 2143).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Gilberte Roca tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs victimes de la grêle dans le département du Gard, p. 4612 (document n° 2151).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Tourné tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux milliers de propriétaires viticulteurs du département des Pyrénées-Orientales, victimes de nouveaux orages

de grêle tombés à la veille des vendanges, pendant la journée du 9 août 1947, causant dans les vignobles, producteurs de vins supérieurs et de vins doux naturels, des pertes irréparables, p. 4704 (document n° 2496).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vincent Baude tendant à inviter le Gouvernement à réprimer les abus relatifs au prix de vente des vins dans l'hôtellerie et à assurer la loyauté du commerce, p. 5005 (document n° 2639).

V. également à la rubrique : **Agriculture (calamités agricoles).**

Conseil de la République. — Demande de désignation de cinq membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission consultative de la viticulture, p. 1680. — Désignation de membres, p. 1742. — Nominations de membres, p. 1793.

Voitures automobiles. — V. **Transports et votes de communications.** — **Voitures de place.**

Voitures de place.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot (Seine) tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule, p. 1208 (document n° 1118). — Dépôt du rapport par M. Paul Bacon, p. 4187 (document n° 2366).

Voyages internationaux. — **Conventions internationales.**

Voyageurs de commerce. — V. **Questions orales (Assemblée nationale), n° 14.**

W

White-spirit. — V. **Combustibles liquides et dérivés.**

Z

Zone d'occupation. — V. **Allemagne.**